Supplément Arts et Spectacles

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE ★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE – Nº 14650 – 6 F

JEUDI 5 MARS 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La junte birmane condamnée par l'ONU

LES Birmans n'apprendront peut-être pas que la junte qui les gouverne d'une poigne de fer a été condamnée – à l'unanimité – pour sa politique répressive, mardi 3 mars, par la Commission des droits de l'homme des Nations unies. Les médias sont en effet sous le strict contrôle des militaires, au pouvoir sans interruption depuis 1962. Il n'empêche, un tel consensus de la communauté internationale est assez rare pour être noté et constitue un nouvel avertissement pour Rangoun, priée de recevoir un rapporteur spécial chargé d'enquêter sur « la gravité de la situation des droits de l'homme ».

Cet avertissement vient à point nommé, alors que la conception musclée du maintien de l'ordre des généraux birmans, ne se limitant plus au territoire national, déborde vers les pays voisins, au risque de créer une nouvelle instabilité régionale. Après avoir fait le ménage à Rangoun, où le Prix Nobel de la paix, Mme Aung San Suu Kyi, demeure en résidence surveillée, les militaires chassent massivement les musulmans de l'Etat d'Arakan – les Rohingyas – vers le Bangladesh, où ils seraient déjà plus de cent mille. A l'est, ils n'ont pas hésité à violer la frontière avec la Thaïlande pour tenter de prendre à revers les dissidents karens.

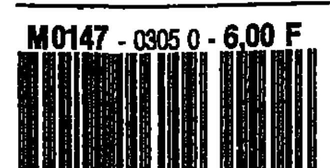
LA condamnation sans appel de l'ONU illustre clairement l'isolement de la junte. Qui plus est, en se saisissant également du dossier des droits de l'homme en Chine, l'organisation internationale s'en prend au principal protecteur des militaires birmans.

Mais ces derniers se sentiraient moins arrogants et sûrs d'eux-mêmes si les sanctions internationales étaient efficaces et s'ils ne bénéficiaient pas de la connivence de la plupart des pays de la région. A commencer par l'ASEAN, qui, lors de son récent sommet à Singapour, avait refusé de condamner la Birmanie, comme le lui demandaient, entre autres, les Etats-Unis. En se prêtant au compromis, les six pays de l'ASEAN, la Thaïlande voisine en premier lieu, risquent de payer, sur leur propre territoire, le prix de leur faiblesse.

AUTRE leçon, encore plus lourde de conséquences, du drame birman : en lançant un appel à l'aide internationale pour surmonter le « cauchemar logistique » des Rohingyas au Bangladesh, le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a montré qu'il avait difficilement les moyens, matériels et financiers, d'y faire face. Cet aveu d'impuissance survient alors que le HCR doit se charger, dans les semaines qui viennent, du rapatriement, au Cambodge, de centaines de milliers de réfugiés et de personnes déplacées, pour lequel les responsables ne sont pas encore nommés et les crédits trouvés.

A défaut de moyens et d'argent, les décisions votées par l'ONU risquent de rester au niveau des bonnes intentions, alors que la communauté internationale compte sur elle non seulement pour venir en aide aux réfugiés et ramener la paix au Cambodge, mais aussi pour s'interposer dans la poudrière de l'ex-Yougoslavie. Alors que la crédibilité de l'ONU est sortie renforcée par son rôle dans le conflit irakien, la dynamique de la paix se grippe à nouveau pour un problème de ressources financières.

M 0147 - 0305 0 - 6,00 F



Une révision de la Constitution décidée par Hassan II

L'annonce d'un référendum relance la vie politique au Maroc

Le roi Hassan II a annoncé, mardi 3 mars, à Rabat, une prochaine révision de la Constitution, qui sera soumise à référendum, dans la perspective des élections législatives prévues avant le 9 octobre. Cette décision, qui relance la vie politique au Maroc, et pourrait laisser présager une certaine ouverture politique, survient alors que la question du Sahara occidental n'est toujours pas résolue. Il y a quelques jours, le souverain chérifien avait menacé d'étendre les élections au Sahara occidental en cas d'échec, d'ici à juin prochain, du processus référendaire prévu par l'ONU dans ce territoire.

« La démocratie à doses adaptées »

RABAT

de notre envoyé spécial

Le vent du changement serait-il en train de souffler sur le Maroc ? A l'occasion du trente et unième anniversaire de son accession au trône, le roi Hassan II a annoncé, mardi 3 mars, à Rabat, une révision de la Constitution qui sera soumise à référendum.

Elle *« portera essentiellement sur les dispositions qui organisent les rapports entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif »*, afin d'essayer *« d'établir un meilleur équilibre entre les deux pouvoirs »*. Le souverain chérifien a, d'autre part, redit sa volonté de faire en sorte que les prochaines élections législatives – retardées de deux ans en 1989, dans l'attente d'un règlement de la question du Sahara occidental – se déroulent *« dans la transparence la plus totale et loin de toute ambiguïté »*, afin *« d'avoir de notre peuple une photographie aussi conforme que possible à sa réalité »*. Il a souhaité *« qu'elles aient lieu à leur date »*, soit avant le 9 octobre, jour d'ouverture de la session parlementaire d'automne. D'entrée de jeu, Hassan II a fixé les limites à l'intérieur desquelles il entendait inscrire sa démarche. *« Pour réussir et s'implanter, la démocratie*, a-t-il expliqué, *doit être administrée à des doses minutieusement étudiées et soigneusement adaptées »*, sous peine *« d'implosion de la société. »*

JACQUES DE BARRIN

Lire la suite page 3

La répression en Algérie

Lire page 3 l'article de GEORGES MARION

L'éducation vitrine des régions

Le développement des lycées et des universités est devenu l'atout majeur des élus

par Gérard Courtois et Christine Garin

Lycées flambant neufs, collèges branchés sur le câble, ambitieux plans d'aide à la lecture, campus en voie de réhabilitation ou instituts universitaires de technologie inaugurés en grande pompe : y a-t-il encore, en France, un élu local assez audacieux pour se présenter devant ses administrés sans brandir son projet éducatif, sans afficher ses réalisations scolaires et réclamer, au besoin, une décentralisation accrue en la matière ?

La campagne des élections régionales et cantonales devrait permettre de mesurer cette étonnante révolution dans une France pétrie, là plus qu'ailleurs, de jacobinisme. En six ans, depuis l'entrée en vigueur des lois de décentralisation de 1983 et 1985, la place des élus dans le paysage scolaire a radicalement changé. Qu'il s'agisse des maires dont le terrain d'action reste l'école primaire, des conseils généraux qui assurent désormais la construction, l'entretien et le fonctionnement des collèges, des conseils régionaux qui exercent ces compétences sur les lycées ou enfin du rôle des uns et des autres dans la politique de développement universitaire, les collectivités locales ont mordu à l'hameçon.

Rien n'était moins évident avant 1986. *« Ce n'est un secret pour personne,* rappelle M. Claude Durand-Prinborgne, ancien recteur et professeur à l'université Paris-I, *que la décentralisation a été imposée à une Rue de Grenelle plus que réticente, réticence d'ailleurs partagée avec les syndicats d'enseignants et de non-enseignants. »*

Lire la suite page 8

La Bosnie-Herzégovine entre paix et guerre

La tension ne cesse de monter dans la République où milices serbes et musulmanes se préparent à l'épreuve de force

SARAJEVO

de notre envoyée spéciale

La capitale de la Bosnie-Herzégovine, où cohabitent Musulmans, Serbes et Croates, a de nouveau été, dans la nuit du mardi 3 au mercredi 4 mars, au bord de la guerre civile. Pourtant, après l'accord de lundi soir entre la communauté serbe et la présidence bosniaque qui avait permis la levée du siège de Sarajevo par les milices serbes (*le Monde* du 4 mars), la vie avait repris son cours normal : les écoles avaient rouvert, la circulation s'était normalisée. Le calme régnait à Sarajevo.

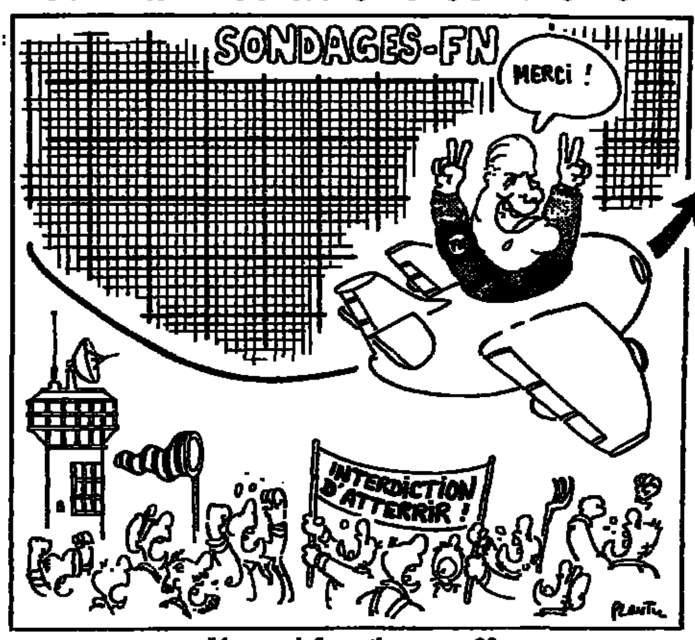
Toutefois, personne n'avait osé fêter les résultats définitifs du référendum, selon lesquels 99,78 % des votants – soit 62,68 % du corps électoral de la République – se sont prononcés en faveur de l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine. Dans le climat de tension qui régnait encore, toute célébration aurait été considérée comme une provocation par les Serbes, ceux-ci ayant boycotté la consultation pour réaffirmer leur volonté de demeurer en Yougoslavie avec le reste de la communauté serbe. Satisfaits des résultats et du taux de participation qui, en dépit de ce boycottage, a atteint 63,04 %, le président de Bosnie-Herzégovine, M. Alija Izetbegovic, avait déclaré : *« Cette consultation populaire confirme l'indépendance de la République qui n'attend désormais plus que sa reconnaissance internationale. »*

« Les événements de Sarajevo du 2 mars ne se reproduiront jamais plus », avait-il affirmé mardi en milieu de journée, persuadé que des centaines de milliers de personnes descendraient dans la rue pour dissuader pacifiquement les milices armées de dresser des barricades.

FLORENCE HARTMANN

Lire la suite page 5

Les manifestations contre le FN



Lire nos informations page 20

ARTS ET SPECTACLES

La déferlante baroque

Le triomphe d'*Atys* de Lully par la troupe des Arts florissants, le formidable succès de *Tous les matins du monde*, le film d'Alain Corneau (sept Césars, un million et demi de spectateurs en France en dix semaines), ne doivent pas faire oublier que la renaissance de la musique baroque, sa reconnaissance, sont bien antérieures. Après les pionniers du début du siècle, il y eut dans les années 50 l'essor du disque et le grand « retour » à Vivaldi, Albinoni, Bach, Telemann... Aujourd'hui, les « baroqueux » ont partout droit de cité.

Lire page 21 l'article d'ALAIN LOMPECH

Un plan-pilote pour l'emploi à Lille

De grands moyens pour remettre en travail 1 100 personnes en quatre ans.

Lire page 12 l'article d'ALAIN LEBAUBE

Dramatique coup de grisou en Turquie

Au moins 78 morts et de nombreux mineurs bloqués dans une galerie.

page 20

Le sommaire complet se trouve page 20

« Le Monde des carrières », pages 13-14
« Le Monde immobilier », pages 14-15

L'affaire Van Geloven

Crime et tourment

En octobre 1991 un cadre commercial au chômage, âgé de quarante-six ans, était arrêté après le viol et l'assassinat de deux petites filles, à Elne (Pyrénées-Orientales). L'homme, Christian Van Geloven, qui a avoué, avait déjà été condamné à deux reprises dans le passé notamment pour des attentats à la pudeur sur des mineurs. Il s'était toujours déclaré volontaire pour subir les soins que la justice lui avait imposés. Depuis son inculpation les enquêtes sur plusieurs affaires de mœurs non élucidées ont été relancées, en France et en Belgique. L'itinéraire de cet homme aux deux visages pose de manière aiguë la question du traitement judiciaire et médical des pulsions criminelles des déviants sexuels.

Lire page 10 l'enquête d'AGATHE LOGEART

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

DÉBATS

La politique africaine de la France

Ni le Zambèze ni la Corrèze

par Jean-François Bayart

AUCUN des gouvernements qui ont succédé à ceux du général de Gaulle n'est parvenu à se détacher des péchés originels de sa politique africaine : primauté des relations personnalisées, et plus ou moins occultes, avec les dirigeants du cru ; maternage de pouvoirs autoritaires, rentiers et prédateurs ; volonté d'ignorer, d'endiguer, voire de diviser – lors de la guerre du Biafra – un Nigéria coupable de parler l'anglais et d'avoir condamné les essais nucléaires de la France ; engagement militaire gratuit (et néanmoins très coûteux !) au Tchad ; coopération visant à reproduire le ravaudage monétaire du vieux pacte colonial et une forme d'Etat vouée à la faillite financière.

Tous ces choix, faits dans les années 60, ont été reconduits depuis et ont mené la France dans une triple impasse.

Tout d'abord l'impasse de l'ajustement structurel, tel que l'ont conçu et progressivement imposé les *institutions multilatérales* de Bretton-Woods. Faute d'avoir formulé une stratégie de substitution, la France s'est cantonnée dans un double rôle de cogestionnaire de cette politique macro-économique et de médiateur entre les capitales subsahariennes et la Banque mondiale ou le FMI. Or il est aujourd'hui patent que les programmes d'ajustement structurel ne permettent pas à l'Afrique de sortir de la crise dans laquelle elle s'est enfoncée. Tel n'est plus d'ailleurs leur objet. L'ajustement structurel répond désormais à deux préoccupations plus immédiates : il permet à une bureaucratie internationale de satisfaire à l'exigence toute spinozienne de *«persister dans son être»* ; elle permet aux institutions multilatérales de se rembourser à elle-mêmes, par la création de *new money*, les prêts qu'elles ont très libéralement consentis à des débiteurs potentiellement insolvables et de résoudre ainsi leur propre problème de *rating*. Pour apporter son concours à cette fuite en avant, la France doit se préparer à éviter plusieurs effets de boomerang : le réveil anti-impérialiste de l'Afrique noire face à sa recolonisation rampante ; l'explosion sociale que rend inévitable la liquidation méthodique pour cause d'ajustement des services fondamentaux de l'Etat (école, santé, etc.) ; la perte de ses propres créances, aussi bien multilatérales que bilatérales.

La feuille de vigne du multipartisme

L'impasse, ensuite, de la démocratie. Une légende plaisante veut que la conférence de La Baule, en *juin 1990, ait propulsé l'Afrique* dans l'ère du multipartisme, parfois à son corps défendant. C'est oublier la chronologie des faits : la France a pris acte tardivement, et de manière bien ambiguë, d'une revendication libérale qu'elle avait contribué à étouffer pendant plusieurs décennies, de pair avec les Etats-Unis et l'Union soviétique, et qui était *devenue irrépressible au Bénin*, au Gabon, au Zaïre, en Côte-d'Ivoire, au Cameroun, au Niger ; les événements ultérieurs du Mali, du Congo, de Madagascar, du Togo se sont inscrits dans la continuité de ces précédents, beaucoup plus que dans celle des résolutions mi-chèvre mi-chou du sommet franco-africain.

N'ayant pas vu venir la colère des classes moyennes et de la jeunesse urbaine, la France n'a pas mieux prévu les stratégies de restauration autoritaire que ses vieux clients allaient aussitôt enclencher, sous la feuille de vigne du multipartisme que la pudibonderie de l'heure imposait. Mise devant le fait accompli au Zaïre, au Togo, au Congo, elle a donné l'impression qu'elle s'accommodait de la perpétuation des autoritarismes pourvu que fussent sauvegardées certaines apparences. Elle court ainsi le risque de voir la revendication démocratique se confondre avec une réaction nationaliste de rejet à son endroit, y compris sous la forme de la «guerre des pierres» qui sévit à Bangui depuis plusieurs mois. Pis encore, elle laisse se rétablir des pouvoirs autoritaires requinqués par un usage pervers du multipartisme, pouvoirs dont l'incurie intéressée est maintenant avérée. S'il devait se confirmer, ce retour à la case du despotisme prédateur laisserait le champ libre à tous les désespoirs et à toutes les aventures, dont celle de la guerre.

Celle-ci, au fond, est un mode de production du politique et d'accumulation économique. Sur le modèle de ce que connaissent depuis plusieurs décennies le Tchad et la Corne, de nouvelles structures complexes de conflit sont en passe de se cristalliser à une échelle régionale, en particulier autour des Grands Lacs, autour du Libéria, en Sénégambie et aux confins du Sahara, là où se rencontrent les mondes arabo-berbères et négro-africains. Or la France est engagée dans la plupart de ces foyers de tensions, soit de manière explicite (au Tchad, au Rwanda), soit de façon indirecte ou potentielle (au Sénégal, au Mali, au Niger, au Libéria). Dans ces conditions, le coût financier et diplomatique, voire humain, de sa présence militaire au sud du Sahara va vite devenir disproportionné par rapport aux vrais enjeux, singulièrement au Tchad. Est-il raisonnable, dans les années 90, de continuer à jouer en séance permanente le *remake* de l'épopée de la 2e DB ? L'enlisement dans la guerre est bien la troisième impasse dont Paris devra se délivrer.

La fin des Etats-clients

La France aurait pu, dans les années 70 et 80, redéployer son influence à l'échelle du continent. MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand s'y sont certes essayés à la marge, en s'efforçant de séduire les orphelins du colonialisme belge et portugais, mais sans dessein d'ensemble et en cédant à tout moment au chantage diplomatique de leurs clients traditionnels. En définitive, cette carte a été gâchée. Aujourd'hui, il n'en reste plus qu'une : *celle qui consistait, pour la France*, à ramasser sa politique africaine autour de quelques points d'appui et à lui faire épouser le dynamisme démographique, économique et historique des rares pôles de croissance potentielle de la zone.

Tout autre option semble vouée à l'échec : le maintien des relations *traditionnelles* avec une multitude d'Etats-clients, moyennant leurs votes dociles dans l'enceinte des *Nations unies, est devenu impossible*, ne serait-ce que d'un point de vue financier ; l'hypothèse du désengagement complet du sous-continent, que l'on agite gravement, est de la *Realpolitik* de salon, du calcul à la petite semaine, dès lors que l'on prend la mesure des menaces que ferait peser sur l'Europe une zone de bientôt un milliard d'habitants livrée à la guerre, aux trafics, aux rêveries balistiques du Proche-Orient, à des pandémies incontrôlables, à la dilapidation d'une partie importante du capital écologique de la planète.

A mi-chemin de ces deux impossibilités, la stratégie du ramassement *implique* que la France définisse, d'une part, les lignes de force géopolitiques sur lesquelles faire porter son effort, d'autre part, les zones de renoncement. La principale difficulté de cette reconversion vient naturellement de ce que les deux pôles de croissance les plus *aisément identifiables* – le Nigéria et la République sud-africaine – n'appartiennent pas au pré carré de son influence traditionnelle, ni même ne relèvent du «champ» de compétence de sa coopération... Bureaucratiquement et électoralement parlant, l'objection est puissante ; elle l'est moins à bien d'autres égards.

Mais, il est vrai, la stratégie du ramassement soulèvera une autre réticence, d'ordre moral, puisqu'elle pourrait aussi bien se nommer la stratégie de la part du feu... S'en indigner serait néanmoins oublier la leçon braudelienne : la construction politique et économique de la Cité repose toujours sur des inégalités dans l'espace, et l'industrialisation de la France s'est effectuée à partir de tels pôles, et au détriment de certaines campagnes. Raymond Cartier, dans les années 50, voulait cesser d'aider le Zambèze pour mieux aider la Corrèze. Ce dilemme rentier était-il bien pertinent ? A ce cri vengeur, il faut oser en substituer un autre : «Ni le Zambèze ni la Corrèze !». Car à la théorie, au mieux optique, et plus vraisemblablement hypocrite, du respect des «grands équilibres» dans laquelle s'est complue la politique africaine de la France, il faut substituer la doctrine des déséquilibres structurants.

▶ Jean-François Bayart est chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (CERI).

Une brochure du «Monde diplomatique»

Médias, mensonges et démocratie

La dernière livraison de *Manière de voir* (1), intitulée «Médias, mensonges et démocratie», ne pouvait pas mieux tomber. La réflexion critique, rigoureuse et argumentée, d'auteurs aussi divers qu'Ignacio Ramonet, Herbet I. Schiller, Armand Mattelart, John Berger, Yves Eudes, Michel Colonna d'Istria, Maurice Ronai et Alain Gresh arrive au cœur de la crise la plus grave qu'aient jamais connue les médias dans les sociétés industrielles et pose, au fond, la question de la crise démocratique. Nos médias en sont, justement, le symptôme le plus «spectaculaire».

Destinée, dans ses origines et son principe, à servir de lien social et d'outil pour l'accès du plus grand nombre à la connaissance, la télévision – puisque c'est d'elle qu'il s'agit – s'est pervertie insidieusement sous l'effet conjugué de l'argent et des techniques.

Les poisons de la concurrence sauvage, «audience» et «parts de marché», la croyance quasi religieuse dans l'équation, «progrès des techniques de communication = progrès de l'information» (traduisez «information en continu, en direct et en temps réel») n'ont fait que conduire à ce détournement honteux d'une télévision pour laquelle c'est moins la vérité qui compte que la mise en scène de la réalité.

Faut-il rappeler Timisoara, la guerre du Golfe, l'«interview» de M. Fidel Castro et, dans un registre plus anecdotique, les *«retrouvailles» des faux amoureux* du *Baiser de l'Hôtel-de-Ville*, célèbre photo que Doisneau compose... avec des figurants payés pour la circonstance... Il n'y a pas de petits mensonges !

Faut-il aussi rappeler ce récent «Mardi soir», de triste *mémoire, où, pour «faire de* l'audience», on donna la parole à quelques nazillons exaltés dont les excès verbaux ne firent que rendre M. Le Pen un peu plus respectable auprès des plus crédules ?

Faut-il enfin rappeler cette défunte émission de La Cinq, «*Les absents ont toujours tort*», qui, pour les mêmes raisons, organisa au lendemain du viol et de l'assassinat de deux petites filles un débat sur le thème : «Faut-il rétablir la peine de mort ?».

Où est la réalité ? Où sont la morale et le respect ?

Cette nouvelle livraison de *Manière de voir* explique pourquoi, dans un tel climat, voulu par les dirigeants des chaînes et trop souvent accepté par les journalistes, nous perdons un peu plus notre crédibilité auprès des téléspectateurs qui sont aussi des citoyens. A trop les prendre pour des imbéciles ou, plus cyniquement, pour un simple fonds de commerce, ils finissent par nous classer, nous journalistes, dans le catalogue des «tous pourris» que M. Le *Pen brandit* contre la démocratie. Les médias, supposés élargir l'espace public, en sont réduits au rôle de comparses des ennemis de la démocratie... Nous voilà au cœur du paradoxe cathodique !

Retrouver la notion du temps réel

Contrairement à ce que voudraient nous faire croire quelques *animateurs-vedettes* de débats pipés, la télévision n'est pas la source d'une nouvelle légitimité démocratique. Elle est *une instance, un lien, un point* de rencontre, un lieu où doivent pouvoir s'exprimer les doutes d'une société et les silences de ses incertitudes. Il y a donc urgence à l'arracher aux griffes des marchands et à retrouver la *notion du temps «réel»*, c'est-à-dire celui de la société.

De même que l'avenir des tiers-mondes et des équilibres écologiques de notre planète ne *peut être décidé par les lobbies* contrôlant les matières premières, de même l'avenir des médias et des nouvelles techniques de communication doit devenir un enjeu prioritaire du débat politique et, au-delà, de la concertation internationale.

Les médias étant capables du *meilleur comme du pire, peuvent-ils* échapper au contrôle démocratique et à certaines règles essentielles du respect ? Dans ces conditions seulement ils retrouveront le chemin de l'idéal dont les citoyens ont tellement besoin en ces temps d'égoïsmes triomphants.

NOËL MAMÈRE

(1) «Médias, mensonges et démocratie», *Manière de voir*, n° 14, *le Monde diplomatique*, Paris, février 1992, 100 pages, en vente chez les marchands de journaux, 42 F.

SOS pour le Tchad

par André Barthélemy

L'INSÉCURITÉ à N'Djamena a ceci de particulier qu'elle est provoquée par les forces de l'ordre. Ce sont les hommes de la garde présidentielle, membres de l'ethnie soudano-tchadienne zaghawa, qui, dans l'impunité la plus totale, multiplient les exactions : *vols et meurtres*.

Désormais, il ne s'agit plus comme au début de janvier de la chasse aux opposants, consécutive à l'échec de l'offensive des dissidents armés dans la région du lac Tchad, mais véritablement de délits crapuleux commis par des hommes armés, directement couverts par la présidence, qui ne fait rien pour limiter leur pouvoir et faire cesser leurs méfaits. A bord de leurs Toyota, certains enturbannés, d'autres coiffés d'un béret rouge, toujours armés, ils circulent à grande vitesse dans la ville, provoquant la frayeur des citoyens. En une semaine de séjour à N'Djamena, on apprend qu'ils ont tué un chauffeur de taxi, un étudiant dont ils voulaient voler la moto, un autre homme pour la même raison et deux personnes en représailles au lynchage de l'un d'entre eux par la population après l'un de leurs meurtres.

De jour et de nuit, N'Djamena résonne de coups de feu dont on ignore la raison et les effets. On comprend que la population soit unanime à détester ces Zaghawas armés, dont certains sont très jeunes, qui ne parlent pas les langues en usage à N'Djamena et qu'elle considère comme des mercenaires à la solde du régime. De fait, le ministre de l'intérieur ne dément pas que l'on ait trouvé sur le cadavre de celui qui a été tué une carte d'identité soudanaise.

Peur omniprésente

A la seule exception de ce ministre qui minimise la gravité de la situation, toutes les personnes que nous avons rencontrées – hommes politiques et journalistes, magistrats et avocats – déplorent cette situation qui perdure. La nouvelle police politique, le Centre de recherche et de coordination des renseignements (CRCR), n'a rien changé à l'organisation de l'ex-DDS, la police de Hissène Habré, dont on sait maintenant qu'elle a tué plus de dix mille personnes dans des conditions particulièrement atroces. Certes, les méfaits du CRCR ne peuvent en aucun cas être mis sur le même plan, mais il est préoccupant de constater que tout est en place pour donner aux arrestations arbitraires toute l'ampleur dont le régime pourrait décider.

Cette situation d'extrême insécurité génère une peur omniprésente. Seules quelques fortes personnalités parviennent à la dominer : ainsi le maire de N'Djamena, qui dirige le principal parti d'opposition, et plus encore les membres et les dirigeants de la Ligue tchadienne des droits de l'homme, qui, se sachant très exposés, n'en continuent pas moins à parler haut et fort. Quelques jours après notre retour, nous apprenions que le vice-président de cette ligue avait été assassiné. Joseph Behidi, l'un des six avocats tchadiens, était un humaniste courageux, un de ces *hommes intègres et déterminés* dont le Tchad a le plus grand besoin.

Le retour à la sécurité est une condition préalable à la tenue de la conférence nationale promise par le régime. Et la sécurité passe par le retrait de la garde présidentielle, le désarmement de la ville, la mise en place d'une gendarmerie professionnelle.

La France, nous dit-on, qui a soutenu le tortionnaire Habré pendant dix ans, qui a apporté une aide déterminante à Idriss Déby, qui entretient le puissant dispositif militaire Epervier, la France ne peut feindre l'impartialité. Elle mériterait alors l'accusation de complicité, qui s'appuie en particulier sur la présence de fonctionnaires de la DGSE auprès du CRCR. On cite couramment les noms de ceux qui seraient installés sur les lieux mêmes de l'ancienne présidence, dont les bâtiments sont propriété française, à deux pas de lieux de détention secrets. Nous avons eu connaissance des noms de quinze personnes enfermées là dans des conditions dégradantes, sans aucun contrôle judiciaire, et cela en contradiction avec les mesures de clémence générale annoncées par M. Déby le 25 janvier. Il n'est pas certain que notre liste soit exhaustive.

Largement connus à N'Djamena, *ces faits empêchent le développement* et l'organisation des forces vives qui seules pourraient faire de la conférence nationale autre chose qu'un spectacle offert par le pouvoir à l'opinion internationale. La France, qui porte une part de responsabilité dans les malheurs des Tchadiens, a aujourd'hui les moyens de mettre fin à l'arbitraire de la *bande armée qu'elle a contribué à* porter au pouvoir, et de permettre aux Tchadiens eux-mêmes d'organiser la transition vers un régime démocratique, au cours d'une conférence nationale souveraine, dont la convocation devrait sans doute être reportée de quelques mois pour permettre à la société civile de s'y préparer dans une atmosphère de sécurité retrouvée... que seule la France peut garantir.

▶ André Barthélemy, président d'Agir ensemble pour les droits de l'homme, rentre d'une mission à *N'Djamena* effectuée avec M. Roger-Vincent Calatayud, délégué national de la Commission des droits de l'homme de la Fédération *nationale des unions de jeunes* avocats (FNUJA).

Une solution à l'immigration

par Michel Ekwalanga

ENCORE une fois, M. Le Pen vient d'ouvrir sa campagne électorale par son sempiternel discours sur l'immigration, cause du déclin économique, culturel et social de la France... Face aux problèmes de l'immigration, la classe politique française semble à court d'idées et sombre dans la démagogie et la caricature. L'opportunisme remplace l'intelligence et l'imagination. Nul ne conteste à la France le devoir légitime de freiner les flux migratoires. Mais les mesures prises dans ce but seraient tellement plus efficaces si les «politiques», rejetant la démagogie électoraliste, s'attachaient d'abord à comprendre ce problème !

L'immigration est la résultante de rapports pervers entre le Nord nanti et le Sud appauvri : seule une transformation en profondeur de ces rapports apportera une réponse sûre et durable à ce drame humain. La France, en raison de son passé colonial et de son influence encore considérable (ne serait-ce que par sa présence militaire) sur le continent africain, est un des rares pays occidentaux qui peut prétendre à une compréhension des rapports Nord-Sud. Elle peut y prétendre d'autant mieux qu'elle est largement responsable de la clochardisation de l'Afrique francophone...

Jusqu'en 1978, en France, la population zaïroise n'était que de quelques milliers d'individus. Depuis cette date, celle de l'intervention sur Kolwesi, décidée par M. Valéry Giscard d'Estaing pour soutenir le régime de Mobutu, cette population émigrée n'a cessé de croître, jusqu'à devenir cinquante fois plus importante. Il fallait défendre les intérêts économiques et géopolitiques de l'Occident ? Mais ne fallait-il pas, en contrepartie, exiger une démocratisation progressive du pays, seule à même d'éviter à des milliers de personnes de fuir la terreur du système zaïrois et de se réfugier en France ?

Treize ans plus tard, la France socialiste intervient encore au Zaïre pour des motifs officiellement humanitaires (protéger la colonie étrangère). Mais son action est-elle crédible ? Cette entreprise ne ressemble-t-elle pas à une manipulation, dont le seul but serait d'accorder un sursis à Mobutu ? Sursis qui se traduira par un accroissement des réfugiés zaïrois en France. De même au Tchad, de même en Centrafrique...

Remèdes durables

Le contrôle des frontières comme *l'expulsion des étrangers restent des* mesures insuffisantes. Les flux migratoires découlent de deux facteurs : l'absence de liberté politique et le sous-développement économique. Vouloir freiner ces flux migratoires suppose la compréhension de cette corrélation. Il faudrait d'abord soutenir le processus d'une vraie démocratisation en Afrique, afin d'enrayer l'immigration, et, dans un second temps seulement, apporter une aide économique pour aider ces démocraties naissantes.

Pourquoi l'Occident refuserait-il à l'Afrique ce qu'il a déjà commencé à accorder aux pays de l'Est ? Préconiser de vraies solutions aux problèmes de l'immigration nécessite du courage autant qu'une volonté politique. Il faut donc cesser de soutenir les pouvoirs totalitaires en place et accepter de rompre définitivement avec un passé néocolonial et impérialiste. Pendant longtemps, des régimes incompétents et corrompus ont été soutenus, sous couvert de guerre froide et de prétendues subversions communistes. Aujourd'hui, l'ex-empire soviétique n'est plus une menace et il faut s'attacher à inclure l'Afrique dans le nouvel ordre mondial.

Quelles suggestions faire pour une nouvelle politique africaine de la France ?

– Avant tout, supprimer les accords d'assistance et de coopération militaire, qui ont servi à protéger des dictateurs, et geler la fortune de ces derniers ;

– Effacer la dette extérieure des Etats africains démocratiques ;

– Accorder une réelle indépendance *monétaire aux pays africains* de la zone «franc» (CFA) ;

– Soumettre la politique africaine de la France au contrôle parlementaire et les aides financières accordées à celui de la Cour des comptes ;

– Organiser l'aide au retour des étrangers et élaborer des structures *locales d'insertion* pour ceux qui travaillent en France et souhaitent rentrer chez eux ;

– Créer une Banque africaine de développement pour les démocraties naissantes ;

– Refuser catégoriquement de reconnaître tout pouvoir issu d'un coup d'Etat.

Ces changements, s'ils se réalisent, constitueraient des solutions durables au problème de l'immigration. Sans eux, croire que l'on puisse empêcher demain tout flux migratoire du Sud vers le Nord est totalement illusoire, comme de penser que l'on puisse inciter au retour des milliers de personnes en leur accordant 1 000 francs, en plus d'un aller simple.

Dans le contexte de l'après-guerre froide, le grandeur et le rayonnement de la France seront appréciés non pour sa présence militaire ou le nombre d'Africains affamés parlant français, mais bien pour son aide et ses actions en faveur du progrès de la démocratie. En cette période de turbulence, les peuples d'Afrique ont grand besoin du soutien de l'Occident. Mais les intentions paternalistes ne suffisent pas ; encore faut-il agir pour une véritable coopération. Citons l'exemple de l'immigration *mexicaine* aux Etats-Unis : celle-ci a baissé considérablement depuis trois ans, non seulement grâce aux contrôles très stricts aux frontières (barbelés, mines), mais surtout parce que la coopération américaine a fait du Mexique un Etat de droit démocratique, à économie saine. Les Africains, comme les autres peuples, sont attachés à leur terroir et à leur culture ; pour qu'ils y restent, encore faut-il qu'il y ait plus de liberté et de justice et qu'ils n'y meurent pas de faim.

▶ Michel Ekwalanga est immunologiste, membre du Parti lumumbiste unifié (Zaïre).

ALGÉRIE : alors que des milliers de personnes sont détenues dans des camps

Trois militants intégristes ont été condamnés à mort

Trois membres d'une organisation intégriste illégale, le Hezbollah, ont été condamnés à mort, dimanche 1er mars, par le tribunal criminel de Tlemcen *(nos dernières éditions du 4 mars)*. Par ailleurs, la justice algérienne, saisie par le ministère de l'intérieur, devait statuer, mercredi, sur la demande de dissolution du Front islamique du salut (FIS). Dans une interview, publiée ce même jour par le quotidien égyptien *Al Ahram*, le président du Haut Comité d'Etat, M. Mohamed Boudiaf, a confirmé qu'il espérait organiser des élections législatives et présidentielle dans deux ans.

ALGER

de notre correspondant

Les faits remontent à juillet 1990, lorsque des islamistes armés avaient pénétré dans une carrière, située à Koudia, près de Tlemcen, pour y voler des explosifs. Un gardien était blessé au cours de l'attaque, tandis qu'un autre était enlevé par les assaillants. Son cadavre avait été retrouvé dans un fossé, quelque temps après. Un an plus tard, le même groupe était accusé d'être à l'origine d'une fusillade dans une mosquée. Dimanche 1er mars, à l'issue d'une journée de débats, trois des accusés – inculpés d'assassinat, de coups et blessures, d'enlèvement, de port d'arme illégal et d'association de malfaiteurs – ont été condamnés à mort.

La peine de mort fait l'objet d'un large consensus en Algérie, où, chaque année, plusieurs condamnés, la plupart du temps reconnus coupables d'assassinats d'enfants accompagnés de violences sexuelles, sont passés par les armes. Il y a un an, à la surprise générale, quatre hommes d'affaires avaient été condamnés à mort pour *« crimes économiques »*, dont deux par défaut ; mais le verdict a été récemment cassé par le tribunal suprême.

« La justice de Dieu »

Le Hezbollah est une organisation quasi inconnue, apparemment sans liens avec le Front islamique du salut (FIS). Sa référence au Parti de Dieu des chiites libanais est inhabituelle dans un pays de rite sunnite. Le 27 mars 1990, quelques mois avant l'attaque de Koudia, un parti avait, sous ce nom, annoncé sa création par un communiqué parvenu à l'agence de presse officielle APS. Son programme se limitait à l'application *« de la justice de Dieu entre les hommes »*. Le même communiqué assurait que le Hezbollah *« contribuera à apporter des solutions pratiques au plan économique, culturel et social, inspirées du Coran, en édifiant un Etat islamique »*. Le parti n'avait pas reçu son agrément légal.

Ces condamnations à mort surviennent à un moment particulièrement difficile pour la mouvance islamique, la probable dissolution du FIS devant être prononcée, de manière imminente, par la chambre administrative auprès la Cour d'Alger, conformément aux arguments développés par le ministère de l'intérieur, lors de débats qui ont eu lieu en début de semaine.

Certes, ce contexte n'explique pas, à lui seul, la sévérité de la sentence de mort, même s'il est permis de penser qu'il n'a pas favorisé une hypothétique clémence. La campagne anti-intégriste qui, *il* y a encore deux semaines, battait son plein, s'est quelque peu calmée. On parle aujourd'hui plus volontiers des difficultés de l'économie que des complots tramés par les *« forces occultes »*, relayées de Téhéran ou de Khartoum. Mais des milliers de prisonniers sont toujours détenus dans les camps d'internement, ouverts dans le sud du pays.

« Interpellés » et « détenus »

Jusqu'à présent, rares sont les informations indiscutables qui ont filtré sur l'ampleur des arrestations comme sur les conditions de détention des personnes arrêtées. Dans un entretien, accordé récemment au quotidien *le Matin*, M. Ali Haroun, alors encore ministre des droits de l'homme, avait évoqué le chiffre de cinq mille détenus. Lors d'une conférence de presse, le président du Haut Comité d'Etat (HCE), M. Boudiaf, avait, pour sa part, estimé le nombre des arrestations à six mille ou sept mille. Quant au FIS, il avait d'abord avancé le chiffre de quinze mille, et parle aujourd'hui de trente mille.

La contradiction entre ces divers bilans proviendrait, peut-être, de la différence qu'il y a entre personnes *« interpellées »* et personnes *« détenues »*, ces dernières étant celles qui n'ont pas été relâchées après quelques jours de détention. Faute d'informations, que les autorités s'abstiennent de donner au public et ne livrent qu'avec parcimonie aux familles, on ne connaît même pas le nombre exact des centres d'internement – on a successivement parlé de trois, puis de quatre et, enfin, de cinq camps – ni leur localisation précise.

On devrait cependant en savoir un peu plus dans les prochains jours, puisque des familles de détenus viennent de recevoir l'autorisation de visiter leurs proches (*le Monde* du 3 mars). De même, une délégation de la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH), accompagnée d'un médecin, devait se rendre en mission d'inspection, mercredi, dans le camp de Ouargla.

GEORGES MARION

CÔTE-D'IVOIRE : au procès des dirigeants de l'opposition

Le procureur a requis trois ans de prison contre M. Laurent Gbagbo

ABIDJAN

correspondance

Pendant deux heures, mardi 3 mars, le procureur de la République du tribunal des flagrants délits d'Abidjan s'est efforcé de démontrer qu'aux termes de l'article 26 du code pénal ivoirien, les prévenus étaient *« coauteurs »* des *« destructions de véhicules, dégradations d'immeubles, voies de fait et rébellion »*, survenues à la suite de la manifestation du 18 février. *« Chacun a sa part de responsabilité dans les faits »*, a-t-il souligné, mettant l'accent sur le lien existant, à ses yeux, entre la manifestation et les actes de vandalisme.

Le procureur a requis une peine de trois ans de prison et 500 000 francs CFA (10 000 FF) d'amende contre M. Laurent Gbagbo, député et secrétaire général du Front patriotique ivoirien (FPI). Une peine similaire a été requise contre treize autres prévenus, parmi lesquels deux parlementaires du FPI et le président de la Ligue ivoirienne des droits de l'homme, le professeur René Degny-Segui. *« Cette sanction devra tenir compte du climat social et de la personnalité des délinquants »*, a précisé le procureur, qui a souhaité la relaxe pour six autres prévenus.

A peine le réquisitoire terminé, les plaidoiries ont commencé. *« Il n'y a absolument rien dans le dossier !* a lancé un avocat. *La procédure de flagrant délit a permis de contourner le principe sacré de l'immunité parlementaire. »* Citant une phrase du *Procès* de Kafka – *« On avait certainement calomnié Joseph, car, sans avoir rien fait de mal, il fut arrêté un matin »* – un autre défenseur a estimé qu'il y a *« dans ce pays, des gens qui ont intérêt à ce que les revendications de l'opposition n'aboutissent pas »*.

Très solennel, il s'est alors adressé à la présidente : *« Notre démocratie vient de naître; il ne faut pas qu'elle soit une parenthèse. Je ne veux pas croire qu'une décision de justice soit synonyme de recul de la démocratie. »* Et, comme tous ses collègues, il a demandé la relaxe pure et simple des prévenus.

A l'issue des plaidoiries, M. Gbagbo s'est, lui aussi, adressé à la présidente : *« Ce n'est pas le procès des casseurs, c'est un procès politique. »* L'accusation *« n'a pas démontré que je suis un casseur, que j'ai donné des ordres »*, a-t-il souligné. *« Si c'est pour cela que l'on me condamne, alors je demande dix ans ! »*, a-t-il ajouté. Fidèle à ses talents de tribun sachant manier l'humour, le dirigeant du FPI a fait référence à un point du réquisitoire, où était mentionnée sa demande de démission du chef de l'Etat et du premier ministre : *« Pendant vingt-trois ans, François Mitterrand a demandé la démission des présidents successifs de la Ve République. Aujourd'hui, on demande sa propre démission. En quoi cela est-il un délit ? »* Le verdict a été mis en délibéré jusqu'à vendredi après-midi.

JEAN-KARIM FALL

□ **AFRIQUE DU SUD : 2 582 morts de violence politique en 1991.** – Le rapport annuel de la Commission des droits de l'homme, publié, mardi 3 mars, à Johannesburg, indique que la violence politique a tué 2 582 personnes, en 1991. Des bandes de nervis sont directement responsables de la mort de 2 011 personnes. Néanmoins, depuis qu'un accord national de paix a été conclu en septembre dernier, le nombre de tués diminue de mois en mois. – *(AFP.)*

□ **CONGO : trois conseillers étrangers pour les élections.** – Trois conseillers techniques (un Américain, un Canadien et un Béninois) de la Fondation pour les systèmes électoraux (IFES), une organisation non gouvernementale (ONG) américaine, sont arrivés, lundi 2 mars, à Brazzaville, afin d'aider à la préparation des prochaines élections. Un référendum constitutionnel est prévu le 15 mars ; il devrait être suivi d'élections sénatoriales en avril, de législatives en mai, et d'une élection présidentielle en juin. – *(AFP, Reuter.)*

□ **LIBÉRIA : des élections, *« si tout va bien »*.** – Le président de la commission électorale, M. Nyudueh Morkonmana, a annoncé, mardi 3 mars, à Monrovia, que des élections législatives et présidentielle se tiendraient en août prochain, *« si tout va bien »*. – *(AFP.)*

□ **MALI : des représentants des rebelles touaregs et du gouvernement se sont rencontrés à Paris.** – Les représentants de quatre mouvements touaregs ont récemment rencontré, à Paris, des émissaires du gouvernement malien et pris rendez-vous avec eux pour le 15 mars, à Alger, afin d' *« avoir une réponse définitive sur* (*nos*) *revendications politiques »*, a précisé, mardi 3 mars, le coordinateur de ces mouvements. D'autre part, une équipe de Médecins du monde (MDM) a quitté la France, ce même jour, pour la Mauritanie, afin d'y venir en aide aux réfugiés touaregs et maures en provenance du Mali. – *(AFP.)*

□ **NIGER : fin de la grève générale.** – Le secrétaire général de l'Union des syndicats de travailleurs du Niger (USTN), M. Lalouali Moutari, a appelé officiellement la population, mardi 3 mars, à mettre un terme à la grève générale illimitée qui paralysait le pays depuis lundi pour dénoncer les mutineries militaires. – *(AFP.)*

□ **SOMALIE : dixième cessez-le-feu à Mogadiscio.** – Les deux factions somaliennes rivales qui s'affrontent à Mogadiscio ont signé, mardi 3 mars, sous l'égide des Nations unies, un dixième cessez-le-feu. Quelques secondes après la cérémonie de signature, une personne au moins a été tuée par l'explosion d'une bombe. – *(AFP, Reuter.)*

Maroc : « La démocratie à doses adaptées »

Suite de la première page

Il a, en outre, souligné *« le rôle fondamental et d'une particulière gravité, dévolu par les traditions séculaires au roi du Maroc et consacré par la Constitution, qui fait du trône la première des institutions et de la monarchie le régime immuable de la nation »*.

Si les partis d'opposition ne remettent pas en cause le système monarchique, du moins sont-il amenés à constater que la démocratie à la marocaine est à beaucoup d'égards une démocratie en trompe-l'œil. Lors d'un récent colloque, le premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), M. Abderrahman Youssoufi, déplorait *« l'impuissance du Parlement, l'absence et la quasi-inexistence du gouvernement »*. De son côté, le secrétaire général de l'Istiqlal, Me M'Hamed Boucetta, dénonçait à la même tribune *« les apparences luisantes et les devantures décorées »*.

Le « front intérieur »

Le *« consensus »* patriotique, bâti depuis 1975 autour de la défense du Sahara occidental, a lourdement hypothéqué la vie politique : les partis d'opposition demandent aujourd'hui à le renégocier, sans pour autant renier *« cette cause sacrée »* qui a mobilisé leurs énergies. Hassan II s'est félicité de *« la solidité du front intérieur uni »* autour de sa personne. Mais certains de ceux qui le composent voudraient reprendre leur liberté, compte tenu du retard apporté à l'organisation du référendum d'autodétermination sous contrôle onusien.

Comme le reconnaît implicitement Hassan II, le trône est la seule institution qui tourne *« à plein régime »*, les autres ne servant trop souvent que de parure libérale à une monarchie absolue. D'aucuns remarquent qu'au cours des trente dernières années, le jeu politique ne s'est pas ouvert de manière significative, que les succès économiques ne se sont pas traduits par des *« avancées »* démocratiques.

Le Maroc n'est pas non plus un pays modèle en matière de respect des droits de l'homme, comme l'a prétendu Hassan II, le 31 janvier, devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Certes, les prisonniers-vedettes – la famille Oufkir, M. Abraham Serfaty, les emmurés vivants du bagne de Tazmamart, les frères Bourequat – ont été libérés. Restent environ cent cinquante détenus politiques, en majorité des islamistes, selon les estimations de l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH). Cette dernière s'emploie, d'autre part, à dresser la liste des personnes disparues, sahraouies ou non. *« Le pouvoir nous ignore*, se plaint M. Ali Oumlil, son président. *Nous n'avons jamais reçu de réponse écrite ou orale de quelque autorité que ce soit sur un quelconque dossier »*.

N'est-il pas grand temps de consulter une population qui ne l'a pas été depuis huit ans, de réviser une Constitution vieille de vingt ans, qui prévoit, par exemple, l'élection de seulement deux tiers des députés au suffrage universel direct ? Si l'idée d'un *« toilettage »* a fait son chemin, la demande de convocation d'une session extraordinaire du Parlement, déposée à la mi-février par les principaux partis d'opposition afin de procéder à une réforme des lois électorales, est pour le moment restée sans réponse.

Dans quel ordre auront lieu ces trois consultations ? L'opposition souhaiterait que le référendum constitutionnel précède les élections communales et législatives, sans attendre l'hypothétique référendum au Sahara occidental. Hassan II a réaffirmé son *« souci de clore ce dossier »*, d'une manière ou d'une autre, *« le plus rapidement possible »*, avec l'espoir que les bonnes dispositions récemment manifestées par le nouveau pouvoir algérien en la matière l'aideront à tenir promesse (*le Monde* du 4 mars). Dans un entretien, accordé la semaine dernière au *New York Times*, il a toutefois menacé d'organiser, à l'automne, des élections sur l'ensemble du territoire marocain, Sahara occidental compris, si, d'ici au mois de juin, l'ONU faillit à sa mission.

La fin d'un juste

L'opposition de Sa Majesté se prépare à ces échéances. Déjà, les syndicats qui lui sont liés ont commencé à mobiliser leurs troupes. Les négociations salariales ayant échoué dans le secteur public, des arrêts de travail se multiplient, depuis plusieurs semaines, dans les domaines de la santé, de l'enseignement, des télécommunications, des phosphates... D'aucuns font planer la menace d'une grève générale. Les urnes traduiront-elles la grogne de tous les exclus de la croissance économique ? Sans illusion, un observateur local constate : *« On est habitué chez nous à des campagnes à la suédoise et à des résultats à l'irakienne »*.

Après avoir gardé un profil bas pendant la *« mauvaise grippe »* qui avait affecté les relations entre Paris et Rabat sur fond de non-respect des droits de l'homme, Hassan II a repris l'offensive. Il paraît, plus que jamais, sûr de lui-même, ouvre ses portes aux médias pour peaufiner l'image d'un souverain attentif aux évolutions du monde moderne.

Son pays occupe, depuis le 1er janvier, et pour deux ans, un siège au Conseil de sécurité. Affaire de circonstances ou pas, il n'en entend dire que du bien de la bouche de M. Roland Dumas – qui considère que *« le Maroc est une pièce maîtresse dans tout le dispositif méditerranéen »* – ou sous la plume de M. George Bush – qui juge que *« l'on peut compter sur le Maroc comme une force constructive au Proche-Orient »*.

Mieux encore, le Club de Paris vient de rééchelonner la dette extérieure du Maroc. Quant aux Douze, ils s'emploient à réparer *« l'offense »*, récemment commise par le Parlement européen. Ce dernier avait refusé, en janvier, d'avaliser un protocole d'assistance financière, en proposant à Rabat de négocier un accord de libre-échange avec la CEE.

Ces bonnes manières ne changent rien à la situation du pays qui, tout en cherchant à lier son destin à l'Europe, est encore très loin d'atteindre au nirvana démocratique. Il est, au demeurant, des occasions – autres qu'électorales – qui permettent à la population d'exprimer ses sentiments. Ce fut le cas le 9 janvier, lors des obsèques de Me Abderrahim Bouabid, premier secrétaire de l'USFP et figure légendaire de l'indépendance, auxquelles assista une foule immense, plus nombreuse, dit-on, que pour les funérailles de Mohamed V. Elle rendait ainsi hommage à un ami des pauvres, un homme de justice, un pur en politique, un vrai démocrate. C'était peut-être sa manière à elle de manifester, consciemment ou non, en faveur du changement.

JACQUES DE BARRIN

Le conflit du Sahara occidental

L'ONU a constaté soixante-dix-sept violations du cessez-le-feu

Le secrétaire général des Nations unies a rendu public, mardi 3 mars, à New-York, son rapport sur le Sahara occidental, qui devrait être prochainement approuvé par le Conseil de sécurité. Constatant l'impasse dans laquelle se trouve ce dossier, M. Boutros Boutros-Ghali a lancé une manière d' *« ultimatum »* au Maroc et au Polisario, leur donnant jusqu'au mois de mai pour se mettre d'accord (*le Monde* du 3 mars). Ce délai est d'autant plus court que le poste de représentant spécial, dont a démissionné M. Johannès Manz, fin décembre, est toujours vacant.

Le rapport recense soixante-dix-sept violations du cessez-le-feu, dont soixante-quinze attribuables au Maroc et deux au Polisario. Il recommande, en conséquence, de reconsidérer *« administrativement et budgétairement »* le rôle de la MINURSO, dont les effectifs devraient être réduits. – *(Corresp.)*

TUNISIE : selon Amnesty International

Sept détenus islamistes auraient succombé à la torture

Selon un rapport d'Amnesty International publié, mardi 3 mars, à Londres, la torture et la détention illégale sont devenues des *« pratiques courantes »* dans les prisons tunisiennes. Au moins huit mille personnes, soupçonnées de militer au sein de l'organisation islamiste Ennahdha, ont été arrêtées, durant ces dix-huit derniers mois, précise l'organisation. Parmi elles, onze personnes sont mortes en prison, dont sept ont succombé *« à la torture »*, affirme Amnesty. Loin de suivre les recommandations visant à mettre un terme à ces violations des droits de l'homme, les autorités *« tendent à les encourager »*, souligne l'organisation, qui affirme détenir des *« éléments accablants »* en ce sens.

PROCHE-ORIENT

Les négociations de Washington

Les Israéliens ont rejeté la proposition palestinienne d'élections dans les territoires occupés d'ici octobre

Les Palestiniens ont proposé, mardi 3 mars, lors des négociations israélo-arabes de Washington, un projet détaillé de gouvernement autonome dans les territoires occupés, réclamant, pour la première fois, des élections avant la fin septembre, ce qui a été immédiatement rejeté par les Israéliens. Ce document, qualifié d' *« historique »* par le porte-parole palestinien, Mme Hanane Ashraoui, prévoit la tenue d'élections en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et à Jérusalem-Est pour la constitution d'une Assemblée de cent quatre-vingts membres.

« Futile et inopportune »

Cette proposition a été repoussée par les négociateurs israéliens, auxquels elle a été soumise vingt-quatre heures avant la fin des pourparlers bilatéraux, qui ont débuté le 24 février à Washington. L'un des chefs de la délégation israélienne, M. Yossef Ben Aharon, a jugé la présentation de ce document *« futile et inopportune »*, puisqu'il vise, selon lui, à *« établir un Etat palestinien »*. Il a cependant indiqué qu'Israël répondrait *« point par point »* mercredi à ce projet. M. Ben Aharon a évoqué la possibilité d'élections, mais uniquement dans le cadre des propositions israéliennes d'arrangements intérimaires contenues dans le document de travail présenté aux Palestiniens lundi dernier (*le Monde* du 4 mars).

Ce document, rejeté par les Palestiniens, prévoit de déléguer certains pouvoirs administratifs à la population de Cisjordanie et de la bande de Gaza, mais ne mentionne pas comment les responsables seraient choisis. M. Ben Aharon a estimé que des discussions sur les élections étaient *« prématurées »*. *« Nous devons auparavant arriver à une certaine entente afin de savoir où nous allons »*, a-t-il dit.

Le projet palestinien prévoit l'élection d'une Assemblée *« avant le 29 septembre prochain, soit un mois avant le premier anniversaire du début du processus de paix israélo-arabe, en octobre 1991 à Madrid »*, a indiqué Mme Ashraoui. Selon ce texte, *« le gouvernement autonome palestinien doit entrer en fonctions au plus tard le 29 octobre »*, a-t-elle ajouté. D'après le premier projet palestinien présenté en janvier, ce gouvernement serait désigné par l'Assemblée, mais le porte-parole n'est pas revenu sur ce point. *« Des mesures pratiques, comme un retrait israélien de certaines régions à forte densité démographique et la levée de la censure, doivent, en outre, être prises avant le 31 juillet »*, a précisé Mme Ashraoui, estimant que des élections ne pouvaient avoir lieu *« sous l'occupation »*. – *(AFP.)*

□ **M. Menahem Begin toujours dans un état critique.** – L'ancien premier ministre israélien, M. Menahem Begin, âgé de soixante-dix-huit ans, hospitalisé à la suite d'une crise cardiaque, était toujours dans un état critique mais stationnaire, mercredi 4 mars. Il a repris conscience après une perte de connaissance qui a duré vingt-quatre heures, mais il reste placé sous respirateur artificiel, a précisé un porte-parole du ministère de la santé. L'ex-dirigeant du Likoud, signataire du traité de paix israélo-égyptien et lauréat du prix Nobel de la Paix, souffre de troubles cardiaques et a été hospitalisé plusieurs fois ces dernières années. – *(Reuter.)*

AMÉRIQUES

VENEZUELA

Appels à la démission du président Carlos Andres Perez

Sur fond de nouvelles rumeurs d'insurrection, des dirigeants politiques, des intellectuels et des universitaires se sont unis, au cours des congés de carnaval, lundi 2 et mardi 3 mars, pour demander pêle-mêle la démission du président Carlos Andres Perez, l'organisation d'un référendum ou l'élection d'une Assemblée constituante.

D'autre part, le récent vol d'une quarantaine d'armes automatiques et de munitions au Fort Tiuna, siège du ministère de la défense, n'a fait qu'ajouter au malaise déclenché par le coup d'Etat militaire du 4 février dernier. Cette tentative de putsch, menée par le lieutenant-colonel Hugo Chavez, a certes pu être déjouée, mais, en niant les causes du mécontentement généralisé – corruption à divers niveaux de la société et fossé grandissant entre riches et pauvres après l'application d'un programme économique néo-libéral, – le chef de l'Etat vénézuélien n'a pas calmé la grogne. Alors que des tracts distribués à Caracas annonçaient un nouveau coup d'Etat, la garde du palais présidentiel de Miraflores a été renforcée et des régiments de la capitale ont été consignés pour la durée du carnaval.

L'ex-président démocrate-chrétien, Rafael Caldera (1969-1974) et l'écrivain Arturo Uslar Pietri ont ouvertement pris position pour une *«solution constitutionnelle»* à la crise. De son côté, l'Eglise catholique, qui ne s'était pas manifestée pendant les troubles, a estimé, par la voix du président de sa Conférence épiscopale, Mgr Ovidio Perez Morales, que la démission du président Carlos Andres Perez était *«envisageable»* dans le contexte actuel. Dans une brève allocution télévisée, le chef de l'Etat a averti mardi qu'il n'entendait pas abréger son mandat, qui prend fin en 1994. – *(AFP, UPI.)*

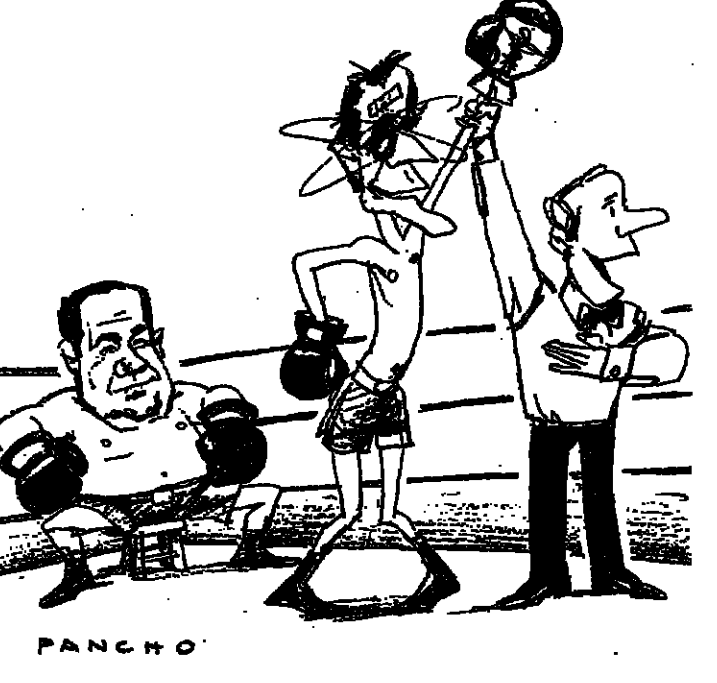
□ **COLOMBIE : enquête sur un «trafic de cadavres».** – La police colombienne a arrêté cinq vigiles de l'université de Barranquilla, soupçonnés d'avoir assassiné dix indigents après les avoir torturés et roués de coups (*le Monde* du 3 mars). S'appuyant sur le témoignage d'un rescapé, la police enquête sur l'existence d'un *«trafic de cadavres»*. Le recteur de l'université a soutenu que les cadavres des sept hommes et trois femmes trouvés dans un amphithéâtre de son établissement *«avaient été achetés légalement»* pour les travaux de ses étudiants en médecine. – *(AFP.)*

□ **Rectificatif.** – Une confusion nous a fait écrire, dans *le Monde* du 3 mars, qu'un des fils du prince Norodom Sihanouk, le prince Sihamoni, avait rallié le régime de Phnom-Penh. Il s'agit en fait du prince Chakrapong, qui est devenu conseiller du gouvernement de M. Hun Sen.

ÉTATS-UNIS : dans une nouvelle série de primaires

Près d'un tiers de l'électorat républicain désavoue le président Bush au profit de M. Buchanan

Une série d'élections primaires (pour la désignation des délégués aux conventions républicaine et démocrate de cet été), s'est soldée, mardi 3 mars, par la victoire de M. Bush dans trois Etats, mais sans que le président parvienne à se défaire de son unique concurrent républicain, M. Patrick Buchanan, *qui récolte en moyenne un bon tiers des voix.* Du côté démocrate, M. Bill Clinton, qui remporte sa première primaire en Géorgie, et M. Paul Tsongas, victorieux dans le Maryland et l'Utah, *restent en tête de liste* dans la bataille pour l'investiture, tandis que les chances des sénateurs Tom Harkin et Bob Kerrey s'amenuisent.



WASHINGTON

de notre correspondant

Le mouvement de révolte d'une partie de l'électorat républicain contre M. George Bush se confirme. Déjà ébranlé à la mi-février dans le New-Hampshire, le président a reçu mardi un nouvel avertissement : en Géorgie comme dans le Maryland ou le Colorado, il s'est révélé incapable d'enrayer la campagne menée par son seul concurrent républicain, le journaliste Patrick Buchanan.

Selon des estimations encore provisoires, M. Bush remporterait 62 % des suffrages républicains en Géorgie et M. Buchanan 38 %. Ces chiffres témoignent de la désaffection d'une bonne fraction des électeurs républicains vis-à-vis de M. Bush. *Plus grave pour le président* : les sondages indiquent que la moitié des partisans de M. Buchanan refuseront de voter pour M. Bush en novembre. Dans le Maryland, M. Bush l'emporterait avec 71 % des suffrages, mais les 29 % réalisés par son adversaire n'en sont pas moins significatifs, puisque M. Buchanan n'avait pas fait campagne dans cet Etat. Enfin, dans le Colorado, des résultats encore très partiels donnaient la même physionomie : M. Bush devançant M. Buchanan, avec *quelque 70 % des suffrages.*

La leçon de cette journée de «primaires», dont les résultats définitifs ne seront pas connus avant mercredi soir, est claire : M. Buchanan reste dans la course et mènera campagne encore longtemps contre le président, quitte à diviser profondément le Parti républicain et à affaiblir les chances de M. Bush lors du scrutin de novembre. En réalisant un bon score en Géorgie, dans le Sud, le porte-parole de l'extrême droite républicaine montre qu'il n'est pas seulement bénéficiaire d'un coup de colère régional, comme dans le New-Hampshire (Nord-Est), l'Etat le plus durement touché par la récession. Le vote de Géorgie, et dans une certaine mesure celui du Maryland, signalent que le mouvement de mauvaise humeur à l'encontre du président est général.

«Petits Blancs» contre Noirs

M. Bush l'a reconnu, qui, dans un communiqué, a éprouvé mardi soir le besoin de s'adresser aux électeurs de «Pat» Buchanan : *«J'entends vos préoccupations, je comprends vos frustrations à l'encontre de Washington»*, a dit le président. En détournant cette colère contre *«Washington»*, le président désignait, en fait, le Congrès à majorité démocrate.

Il ne fait guère de doute que M. Bush remportera toutes les primaires républicaines et l'investiture de son parti. Mais chaque bon résultat réalisé par M. Buchanan fragilise M. Bush, qui paraît singulièrement vulnérable. Ayant franchi le «test» de la Géorgie, M. Buchanan sera de nouveau sur la route de M. Bush le 10 mars, lors du «super-mardi» où doivent avoir lieu onze «primaires», pour la plupart dans le Sud.

Le chef de la rébellion républicaine a donné, en Géorgie, un avant-goût de la campagne qu'il entend mener ailleurs dans le Sud. M. Buchanan a ouvertement joué la carte des antagonismes raciaux, exacerbant la rancœur – et les peurs – des «petits Blancs» contre les Noirs. *«Jamais depuis la campagne de Lester Maddox»* (populiste de droite) pour le poste de gouverneur de Géorgie en *1966*, écrit le *New York Times*, un candidat n'avait fait autant appel *«aux sentiments racistes des Blancs»*. M. Bush y a répondu en se faisant le défenseur de la famille et des valeurs traditionnelles. On vit l'épiscopalien George Bush aller à l'office chez les très fondamentalistes baptistes du Sud, discourir devant la congrégation des ultra-conservateurs évangélistes ou endosser le soutien d'une des grandes associations qui luttent contre l'avortement.

Mais la désaffection d'une partie de l'électorat républicain reste ancrée dans un profond malaise économique et social. Mardi encore, un sondage CBS/*New York Times indiquait que seuls 19 % des* Américains approuvaient la manière dont M. Bush avait géré les dossiers économiques et sociaux du pays. Il s'agit là de la performance *«la plus faible jamais réalisée par un président depuis Jimmy Carter»*. Ce mécontentement ne s'explique pas seulement par les difficultés financières que peuvent rencontrer les Américains à l'heure de la récession. Pour la presse, il est aussi le reflet d'une inquiétude plus générale devant l'absence de résultats dans la lutte contre quelques grands fléaux : drogue, criminalité, délabrement urbain, régression scolaire.

M. Clinton en selle pour le «super-mardi»

Timidement, la Maison Blanche faisait valoir, mardi, que les indicateurs économiques signalent tous un début de reprise et que la Bourse battait de nouveaux records à la hausse.

L'électorat démocrate donne également des signes de mécontentement et est toujours aussi divisé quand il s'agit de désigner son champion pour le duel du 3 novembre. La leçon de cette journée de primaires, de ce côté-là, est que le gouverneur de l'Arkansas, M. Bill Clinton, et l'ancien sénateur du Massachusetts, M. Paul Tsongas, sont toujours au coude à coude, très largement en tête des trois autres prétendants démocrates. Sudiste, M. Clinton remporte une très nette victoire en Géorgie : avec près de 60 % des suffrages – estimation là aussi provisoire, – il devance largement M. Tsongas (23 %).

C'est la première primaire remportée par M. Clinton depuis le début de la campagne et c'est un résultat qui met le gouverneur de l'Arkansas en excellente position pour la grande bataille du Sud que sera le «super-mardi». M. Clinton aurait bénéficié en Géorgie des suffrages de l'écrasante majorité des Noirs (au moins 30 % de l'électorat démocrate). C'est, enfin, un résultat qui laisse entendre que le Sud, conservateur et patriotique, pays des Eglises baptistes et des grandes écoles militaires, ne tient rigueur à M. Clinton ni des infidélités conjugales qui lui sont prêtées, ni d'avoir obtenu un sursis dans des conditions discutées au moment de la guerre du Vietnam.

M. Paul Tsongas empoche sa deuxième primaire dans le Maryland (après le New-Hampshire). Il s'agissait pour lui de prouver qu'il n'était pas un candidat «régional», seulement capable de gagner à quelques kilomètres de son Etat d'origine, le Massachusetts. Avec 39 % des suffrages démocrates, il manifeste sa force dans les milieux aisés des banlieues de Washington, la capitale fédérale. Mais il est talonné de près par M. Clinton (sans doute quelque 35 % des voix démocrates) qui, là encore, rallie les suffrages des quartiers noirs et déshérités de Baltimore. Dans le Colorado, les deux hommes seraient à égalité avec M. Jerry Brown, ancien gouverneur de Californie, qui réaliserait ainsi à l'Ouest une excellente performance.

Les deux derniers candidats, le sénateur de l'Iowa, M. Tom Harkin, et son collègue du Nebraska, M. Bob Kerrey, enregistrent des scores négligeables dans chacune des épreuves disputées mardi. Le tandem de tête reste donc celui que forment MM. Clinton et Tsongas, qui, il y a quelques semaines encore, passaient pour des poids légers du parti et étaient à peine connus de l'électorat. A en croire les sondages, une majorité des électeurs démocrates aux Etats-Unis ne sont, cependant, pas satisfaits des candidats qui leur sont proposés.

La direction du Parti démocrate, notamment au Congrès, caresserait toujours l'idée de faire rentrer quelques poids lourds dans la course. Les noms les plus fréquemment cités sont ceux du sénateur Lloyd Bentsen (Texas) et de M. Richard Gephardt (Missouri), le chef de la majorité démocrate à la Chambre des représentants. Le gouverneur de New-York, M. Mario Cuomo, serait quant à lui quelque peu déconsidéré. Le sentiment dominant, dans l'appareil comme chez les électeurs, est que le parti aura cette année une occasion «historique» de regagner la Maison Blanche mais qu'il n'aligne pas des candidats à la hauteur de cette occasion.

Il y avait encore une primaire démocrate dans l'Utah, des «caucus» (où seuls les militants des partis se prononcent, alors que tous les électeurs sont invités à voter dans les primaires) dans le Minnesota, l'Etat de Washington, l'Idaho et dans la Samoa américaine (dans le Pacifique), mais aucun résultat définitif ne devait être connu avant mercredi soir.

ALAIN FRACHON

□ **L'Initiative de défense stratégique prend du retard.** – L'Initiative de défense stratégique (IDS) a pris du retard pour des *«raisons strictement financières»* et ne pourra, selon toute vraisemblance, être mise en place comme prévu en 1996, a déclaré le général Malcolm O'Neill, directeur adjoint au Pentagone du service chargé de la mise en place de l'IDS. Même si le Congrès votait les sommes demandées par l'administration (5,4 milliards de dollars pour le budget 1993), il manquerait toujours entre 200 et 300 millions de dollars pour réaliser le projet en 1996, a-t-il ajouté. L'IDS est soumise à des critiques croissantes, ses détracteurs estimant que la fin de la menace soviétique la rend caduque. – *(AFP.)*

□ **Nouveau sommet entre M. Bush et M. Eltsine en juin.** – Le président américain George Bush a annoncé, mardi 3 mars, qu'il recevra à Washington le président russe Boris Eltsine les 16 et 17 juin, pour un sommet consacré notamment au désarmement nucléaire et aux *«efforts communs de soutien aux réformes»* dans l'ex-URSS. Ce sommet sera *«une excellente occasion de donner suite à la rencontre historique du 1er février dernier à Camp David»*, a ajouté M. Bush. Les deux hommes avaient alors décidé de tenir deux sommets dans l'année, l'un à Washington et l'autre à Moscou, vraisemblablement après l'élection présidentielle américaine de novembre. – *(AFP, AP.)*

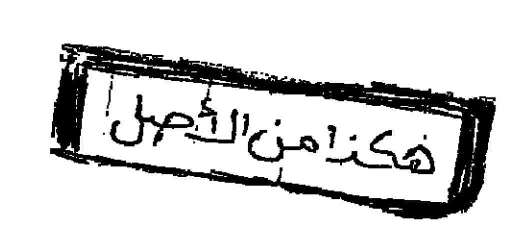
□ **Complément d'enquête du FBI sur l'assassinat de John F. Kennedy.** – Le FBI a repris certains éléments de l'enquête sur l'assassinat du président John F. Kennedy et prévoit d'appliquer les techniques d'investigation actuelles à des documents de l'époque. *«Nous ne rouvrons pas le dossier Kennedy à proprement parler (...) mais nous tenons à vérifier toute nouvelle information»*, a déclaré lundi 2 mars M. Olivier Revell, porte-parole du FBI de Dallas (Texas). Deux vagabonds interpellés au moment de l'assassinat du président le 22 novembre 1963 ont notamment à nouveau été interrogés. Dans son film *JFK*, Oliver Stone accrédite la thèse d'une «conspiration» contre le président, dans laquelle ces vagabonds seraient aussi impliqués. – *(AFP, AP.)*

□ **Exécution d'un condamné à mort au Texas.** – Edward Ellis, trente-huit ans, reconnu coupable du meurtre d'une femme de soixante-quatorze ans en 1983, a été exécuté mardi 3 mars à Huntsville (Texas), malgré un recours de dernière minute présenté par ses avocats devant la Cour suprême. Il s'agit de la quarante-huitième exécution capitale au Texas, depuis le rétablissement, en 1976, de la peine de mort dans cet Etat, qui détient le triste «record» *américain du nombre de condamnés à mort.* – *(AFP, AP.)*

□ **CUBA : La Havane condamnée par la Commission des droits de l'homme de l'ONU.** – La Commission des droits de l'homme de l'ONU a condamné, mardi 3 mars à Genève, Cuba pour les *«violations persistantes»* des droits de l'homme et a décidé de désigner un rapporteur spécial pour examiner la situation dans ce pays. Une résolution en ce sens, présentée notamment par les Etats-Unis, a été adoptée par 23 voix pour, 8 contre et 21 abstentions. La Commission s'est dite *«alarmée»* par *«l'emprisonnement, la persécution et les attaques organisées par le gouvernement contre des défenseurs d'un changement pacifique dans le pays»*, ainsi que par l'exécution, fin janvier, d'Eduardo Diaz Betancourt. – *(AFP.)*

MOLDAVIE
Nouveaux affrontements entre russophones et Moldaves

La Bosnie-Herz
entre paix et g



EUROPE

MOLDAVIE

Nouveaux affrontements entre russophones et Moldaves

De nouveaux affrontements armés entre indépendantistes moldaves (roumanophones) et russophones ont fait, mardi 3 mars, sept morts et plus de quarante blessés dans l'est de la Moldavie, selon les russophones. La «garde nationale» des russophones s'est attaquée aux habitants d'un village moldave de la zone russophone, qui s'étaient révoltés et emparés d'armes dans une caserne de l'ex-armée soviétique.

Malgré la volonté affichée du président moldave Mircea Snegur de régler le conflit par des *«moyens politiques»*, voire de faire appel à l'ONU où sa République vient d'être admise, les affrontements armés se multiplient entre les nationalistes moldaves et les russophones prosoviétiques de Tiraspol, capitale de la «république du Dniestr» (est), autoproclamée indépendante de la Moldavie. Après la prise de contrôle, lundi dernier, du commissariat de la police moldave de Doubossary (centre du Dniestr) par la «garde nationale» russophone, des dizaines d'habitants du village moldave voisin de Cocieri se sont révoltés contre Tiraspol et se sont emparés, sans faire de victimes, d'armes et de munitions d'un régiment de l'ex-armée soviétique, dont soixante-dix mitrailleuses, selon l'état-major à Moscou.

La «garde nationale» de Tiraspol, équipée et entraînée par des officiers de l'ex-armée soviétique, a attaqué, mardi 3 mars, le village révolté de la zone russophone, pour récupérer les armes, selon le ministère moldave de l'intérieur, qui fait état de plusieurs blessés. Tiraspol, qui a imposé «l'état d'urgence» dans cette région, affirme de son côté que cinq de ses partisans et deux Moldaves ont été tués et plus de quarante personnes ont été blessées dans ces combats dont dix-huit russophones. Les forces moldaves restent massées sur la rive gauche du Dniestr, mais affirment ne pas avoir reçu d'ordre pour intervenir. Cependant, à Kichinev, plusieurs milliers de nationalistes ont manifesté, mardi, pour exiger des armes afin de combattre la «garde nationale» russophone, dénonçant l'attentisme du pouvoir. Le président moldave a lancé, mardi, une mise en garde. *«Si le peuple dit résolument «non» à la garde et aux dirigeants de la région du Dniestr,* a-t-il déclaré, *nous prendrons les mesures nécessaires.»* – *(Tass, AFP, Reuter.)*

Tandis que l'armée suspend son retrait du Haut-Karabakh

Des civils arméniens ont trouvé la mort dans la chute d'un hélicoptère abattu

Un hélicoptère qui évacuait vers Erevan une quarantaine d'Arméniens – dont des femmes, des enfants et des blessés – a été abattu, mardi 3 mars, entre le Haut-Karabakh et l'Arménie.

Le ministre arménien de la défense, M. Vazguen Sarkissian, a précisé mercredi que deux hélicoptères d'escorte, dont un appareil de combat Mi-24 des ex-forces armées soviétiques, ont aussitôt pris à leurs bord quelques survivants, mais qu'il restait encore *«entre huit et vingt passagers dans la carcasse de l'appareil calciné»*. Cet hélicoptère civil Mi-26 avait été pris dans des tirs provenant à la fois du sol et d'un hélicoptère azéri.

Le pont aérien assuré par les hélicoptères entre le Haut-Karabakh et Erevan, seul moyen de ravitailler l'enclave à population arménienne en territoire azerbaïdjanais, sera poursuivi, a assuré M. Sarkissian. Un journaliste russe, de retour de l'enclave, a déclaré mardi ne pas avoir vu d'immeubles intacts à Stepanakert, le chef-lieu de l'enclave, qui comptait, avant les dernières vagues de bombardements par les forces azéries, quelque 30 000 habitants.

Le régiment 366 de l'armée ex-soviétique, qui a reçu, à la fin de la semaine dernière, l'ordre de quitter le Haut-Karabakh, a entre-temps suspendu ses opérations de repli : la population arménienne, considérant le régiment comme la seule force susceptible d'empêcher une offensive azérie, s'oppose à son retrait, et des combattants arméniens ont attaqué des colonnes en partance, tuant un sergent près de Stepanakert.

A Agdam, où se sont repliées les forces azerbaïdjanaises après l'offensive des combattants arméniens et la chute de Khodjaly, des unités parachutistes de la CEI ont été déployées pour couvrir le retrait du régiment 366. Mais la route venant de Stepanakert a été minée et les Arméniens s'opposent aussi au départ par hélicoptères du matériel du régiment 366 à partir de l'aéroport de Khodjaly, selon un officier. – *(AFP, Reuter.)*

□ **RUSSIE : 29 morts dans un accident ferroviaire** – Vingt-neuf personnes ont péri et treize autres ont été hospitalisées après une collision survenue, mardi 3 mars, entre l'express Riga-Moscou et un train de marchandises, dans la région de Tver, à 300 kilomètres de Moscou. – *(Tass.)*

□ **M. Honecker a quitté l'hôpital pour l'ambassade chilienne à Moscou.** – L'ex-numéro un est-allemand, M. Erich Honecker, a quitté, mardi 3 mars, l'hôpital Botkine de Moscou et a rejoint l'ambassade du Chili en Russie, où il est réfugié depuis le 11 décembre 1991, selon le ministère des affaires étrangères de Santiago. D'après les autorités chiliennes, l'état de santé de M. Honecker est *«satisfaisant»*, même s'il souffre d'*«artériosclérose généralisée»*. A l'annonce de sa sortie, la justice allemande a de nouveau demandé que M. Honecker soit expulsé vers l'Allemagne. – *(AFP.)*

□ **La *Pravda* ne paraît plus que trois fois par semaine.** – La *Pravda*, qui fut le quotidien tout puissant du PC soviétique, ne paraîtra plus que trois fois par semaine, les mardi, jeudi et samedi, a annoncé le journal mardi 3 mars. Une crise importante frappe l'ensemble de la presse en Russie, en raison des coûts d'édition, qui ont explosé. – *(AFP.)*

□ **GÉORGIE : M. Chevardnadze annonce son prochain retour à Tbilissi** – L'ex-ministre des affaires étrangères soviétique Edouard Chevardnadze a déclaré, mardi 3 mars, à la télévision russe que les conditions de sa participation à la vie politique géorgienne ont *«mûri»* et qu'il va discuter à Tbilissi des fonctions qui pourraient lui être attribuées. Par ailleurs, le couvre-feu a été prolongé mardi dans la capitale géorgienne, où retentissent régulièrement des coups de feu nocturnes, tandis que les partisans du président déchu Zviad Gamsakhourdia restent actifs en Abkhazie, dans l'ouest de la République. – *(AFP.)*

HONGRIE : selon une décision de la Cour constitutionnelle

Les crimes commis pendant la période communiste ne pourront pas être jugés

La Cour constitutionnelle a rejeté, mardi 3 mars, une loi prévoyant la levée de la prescription pour les crimes commis pendant la période communiste. Le président de la République, M. Arpad Göncz, avait refusé de signer ce texte et sollicité l'avis de la Cour.

BUDAPEST

de notre correspondant

Après onze sessions de travail et plus de trois mois de débats, la Cour constitutionnelle a rendu un jugement qui a surpris par sa fermeté et sa netteté. Estimant que la loi adoptée par le Parlement le 4 novembre 1991 était *«ambiguë, vague et peu fiable»*, les dix Sages font valoir qu'*«un crime commis dans le passé ne peut pas être jugé aujourd'hui. C'est la responsabilité de l'ancien système de ne pas avoir puni ces actes. Seul l'Etat et non l'individu peut être considéré comme coupable»*.

Cette décision de la Cour, très attendue par la classe politique hongroise, représente un sérieux revers pour le gouvernement conservateur de M. Jozsef Antall. Comme tous les anciens pays du bloc de l'Est, la Hongrie n'a pas échappé au dilemme sur la façon de juger les crimes commis pendant la dictature communiste. Même si la transition démocratique magyare a été plus pacifique et consensuelle, de nombreuses voix dans le camp gouvernemental se sont élevées ces derniers mois pour réclamer une plus grande sévérité vis-à-vis des dignitaires de l'ancien régime.

Revanche ou justice ?

La loi que vient de rejeter la Cour constitutionnelle avait été préparée par deux députés du Forum démocratique (MDF), le principal parti de la coalition au pouvoir. Elle prévoyait la levée de la prescription pour les crimes de trahison, d'homicide volontaire et d'actes d'agression ayant entraîné la mort entre 1944 et 1990. Ils concernent surtout les exactions qui se sont déroulées pendant et après l'insurrection d'octobre 1956, écrasée par l'armée rouge.

Depuis son investiture au printemps 1990, le nouveau gouvernement s'est abstenu de toute «chasse aux sorcières», mais a fait adopter plusieurs lois pour indemniser ceux dont les biens fonciers et immobiliers avaient été arbitrairement confisqués par les communistes. En revanche, la question plus sensible des «victimes politiques» a reçu moins d'attention. L'opposition estime que la loi approuvée en novembre, loin de régler ce problème, se souciait davantage de revanche que de *«justice»*. Autre reproche : elle provoquerait un climat de suspicion et de malaise. Peu après l'adoption de ce texte par les députés, l'ancien ministre socialiste des affaires étrangères, M. Gyula Horn, avait indiqué que plus de dix mille personnes avaient déposé des dénonciations auprès des commissariats du pays.

«Nous devons attendre la réaction du peuple hongrois, a déclaré mardi M. Zsolt Zétényi, l'un des auteurs de la loi. *Il ne pourra oublier que des milliers de personnes ont été assassinées et réprimées pendant l'ère communiste.»* Pourtant, la plupart des sondages semblent indiquer que la population est davantage préoccupée par la reconversion économique de l'ancienne nomenklatura que par des actes, si répréhensibles soient-ils, commis il y a plusieurs décennies.

La querelle est loin d'être close. Le gouvernement n'a pas encore indiqué ce qu'il compte faire après la décision de la Cour constitutionnelle. Quant au président Arpad Göncz, il a souhaité que le pays *«continue d'explorer son passé»*, tout en écartant des *«sanctions pénales»*.

YVES-MICHEL RIOLS

ITALIE : après une manifestation antisémite

Le maire de Rome présente des excuses à la communauté juive

Le maire de Rome, M. Franco Carraro, a présenté, lundi 2 mars, ses excuses au grand rabbin Elio Toaff, à la suite d'une manifestation au cours de laquelle, samedi, quelques centaines de jeunes néo-fascistes avaient défilé à proximité du quartier juif, sous le drapeau d'une organisation jusqu'alors inconnue, le Mouvement politique, en scandant des slogans hostiles à la communauté juive et en faisant le salut fasciste. La police n'était pas intervenue. Une information a été ouverte contre l'organisateur de ce rassemblement.

Par ailleurs, trois travailleurs marocains ont été hospitalisés avec des brûlures, mardi à Genzano, près de Rome, après l'incendie de leur logement. Ils ont déclaré que des jeunes gens avaient lancé un cocktail Molotov par la fenêtre de l'habitation. – *(AFP.)*

ESPAGNE : les menaces de l'ETA

Le TGV Madrid-Séville sous haute surveillance

MADRID

de notre correspondant

Depuis le début de la semaine, trois mille cinq cents soldats ont été déployés le long de la ligne du TGV espagnol, le TAV (tren de alta velocidad), qui va de Madrid à Séville. Ces militaires sont chargés de prévenir d'éventuels attentats de l'organisation séparatiste basque ETA, alors que viennent de débuter les essais de vitesse. L'inauguration de la ligne est prévue pour l'ouverture de l'Exposition universelle de Séville, le 20 avril. L'armée veillera sur le ballast jusqu'au 12 octobre, jour de la clôture de l'Expo 92.

Comme l'a dit le ministre des transports et des travaux publics, M. José Borrell, il s'agit d'*«une mesure de précaution»*. L'armée se cantonnera à cette surveillance, laissant les tâches policières à la guardia civil. Au total, plus de dix mille soldats se relaieront dans près de quatre cents postes de garde pour assurer la sécurité du TAV, cible désignée par l'ETA, qui s'est déjà attaquée à plusieurs reprises à la voie ferrée.

M. B.-R.

La Bosnie-Herzégovine entre paix et guerre

Suite de la première page

Mais, dans la nuit de mardi à mercredi, des détonations ont accompagné l'érection de barricades autour de la ville. L'accord intervenu lundi au plus haut niveau était déjà caduc. En outre, les dirigants musulmans ont accusé les Serbes de recevoir des armes de l'armée fédérale et d'avoir *«mis en scène»* l'assassinat, dimanche, d'un Serbe dans le quartier oriental du cœur de Sarajevo *«afin d'appliquer un scénario planifié d'avance»*.

Le président de Bosnie-Herzégovine a précisé que *«tous les indices montrent que les barricades avaient été organisées selon une stratégie bien étudiée (...) et qu'elles avaient pour but de retarder la reconnaissance de la Bosnie-Herzégovine»*. Le numéro deux du Parti musulman, M. Omer Behmen, a ajouté que ces barricades étaient *«une claire démonstration que le parti serbe* [SDS] *n'accepte pas l'indépendance et n'hésite pas à utiliser la force et des méthodes de gangster»*.

«Pas plus bosniaque que chinois»

«Si l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine n'est pas reconnue d'ici un ou deux mois, la guerre éclatera, car les Musulmans accuseront les Serbes d'avoir, par la violence, entravé le processus de reconnaissance», entendait-on mardi dans la communauté musulmane de Sarajevo. A l'inverse, M. Todor Dutina, professeur d'université et membre de la direction du Parti serbe, préfère *«prendre les armes pour défendre son identité – serbe – que de vivre dans une Bosnie-Herzégovine indépendante. Il faut qu'ils* [les Musulmans] *nous laissent divorcer, qu'ils créent leur propre Etat et qu'ils nous laissent vivre dans un Etat avec tout le reste du peuple serbe ! Car moi je n'ai pas plus envie d'être bosniaque que chinois»*. En un lieu où chaque communauté s'est armée jusqu'aux dents et a créé sa propre milice, ces positions irréconciliables sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine peuvent faire éclater à chaque instant une guerre civile sanglante.

Jusqu'à 21 heures, mardi, les gens ont déambulé, comme tous les autres soirs, dans les rues du centre de la capitale. Puis, tout à coup, une rumeur a commencé à courir la ville. Les rideaux de fer se sont aussitôt baissés et les restaurants se sont vidés. Les passants ont accéléré le pas tandis que les tramways étaient pris d'assaut. En quelques instants, la peur s'est emparée de Sarajevo. Dans le vieux quartier oriental, des hommes en armes ont surgi et bloqué la sortie sud de la ville, en direction de la commune serbe de Pale. A 1 kilomètre de là, au quartier général du SDS situé dans l'hôtel Holliday Inn, les miliciens serbes ont revêtu leurs gilets pare-balles et pris position dans le grand hall. Vers 22 heures, coups de feu et explosions retentissaient dans les alentours de Sarajevo.

De nouvelles rumeurs couraient, affirmant que les Musulmans s'étaient soulevés et préparaient une expédition punitive dans les villages serbes avoisinant la capitale. *«La nuit va être sanglante»*, estimaient les milices du SDS qui avaient éteint les lumières de l'hôtel. Mais le bruit courait aussi que des militants serbes armés marchaient sur la ville pour se livrer à une nouvelle démonstration de force dans Sarajevo et dissuader les Musulmans de proclamer l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine.

La radio et la télévision annonçaient régulièrement que des barricades avaient été dressées tout autour de la capitale et que la situation menaçait d'exploser à tout instant : les premiers incidents avaient déjà éclaté sur la route qui mène de Sarajevo à Pale. Selon le chef de la cellule de crise de cette commune serbe, des milices musulmanes se dirigeaient vers les barrages serbes en tirant *«sur tout ce qui bouge»* et blessant deux personnes, dont un enfant. De l'autre côté de la ville, en direction de l'aéroport, une fusillade était signalée. Toutes les demi-heures, la radio diffusait un communiqué du ministère de l'intérieur appelant la population à ne pas *«céder aux rumeurs»* et à *«s'abstenir de toute initiative pouvant déclencher un bain de sang»*.

Réunis d'urgence à l'initiative du général Kukanjac, commandant de la deuxième région militaire yougoslave (englobant la Bosnie-Herzégovine), le président (musulman) Izetbegovic et M. Radovan Karadzic, le leader serbe, sont parvenus dans la nuit à un accord *«pour éviter la guerre civile»* et prévoyant des patrouilles mixtes formées d'éléments de la police bosniaque ainsi que de la police militaire yougoslave chargées de négocier avec les militants armés la levée des barricades. Ils ont également appelé chacune des communautés à rester dans ses quartiers afin d'éviter des affrontements.

Peu de temps avant l'accord, les deux responsables s'étaient mutuellement accusés d'avoir soulevé leurs communautés respectives. Le président Izetbegovic avait, de son côté, déclaré que *«les Serbes et certains meneurs extrémistes marchaient sur Sarajevo»*. Ne démentant qu'à moitié ces informations, M. Karadzic avait alors assuré que *«les Serbes venus pour protéger leurs conationaux menacés resteraient en retrait à Sarajevo»*. Selon lui, *«un crime politique»* a été commis contre un Serbe qui brandissait un drapeau frappé de l'emblème religieux dans le centre de Sarajevo. Il a d'autre part accusé les Musulmans d'avoir mobilisé leur milice qui avait tenté, dans la soirée, de pénétrer dans les communes serbes des alentours de Sarajevo et notamment à Pale. Aussi, M. Karadzic a-t-il demandé aux milices serbes *«de ne pas riposter pendant trois ou quatre heures en cas d'attaque afin de prouver qui avait réellement déclenché la guerre civile»*.

Mercredi matin, les abords de Sarajevo restaient encombrés de barricades en dépit de la présence des patrouilles mixtes dans les «zones de crise». Si ces patrouilles avaient obtenu la levée de quelques barricades, d'autres s'étaient dressées dans d'autres quartiers. Bien que le centre de Sarajevo ne soit pas paralysé, la tension est montée d'un cran dans les environs, un véhicule de la police bosniaque ayant explosé. *Selon le ministère* de l'intérieur, plusieurs personnes ont été blessées dans la nuit, et une route a été minée. Par ailleurs, la République reste perturbée en de nombreux endroits par des barrages tenues par diverses milices armées. Au nord, à Bosanski Brod, à la frontière de la Croatie, le conflit entre Serbes et Croates a pris des proportions alarmantes : Radio Sarajevo a indiqué que *«la guerre avait éclaté pendant la nuit»* et qu'une soixantaine d'obus de mortiers étaient tombés sur la ville.

FLORENCE HARTMANN

Nouvelle mission de M. Vance dans l'ex-fédération yougoslave

L'émissaire de l'ONU pour la crise yougoslave, M. Cyrus Vance, était attendu, mercredi 4 mars, à Belgrade pour engager une nouvelle série de discussions sur le déploiement de «casques bleus» dans les zones de conflit. L'ancien secrétaire d'Etat américain, dont ce sera la sixième mission en Yougoslavie, doit également se rendre à Zagreb ainsi qu'à Sarajevo. Une trentaine de responsables de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU) doivent arriver dimanche sur le terrain. Au total, cette force comptera 14 000 hommes.

Selon une estimation fournie mardi par l'un des responsables des forces paramilitaires serbes, le capitaine Dragan, les Serbes ont enregistré 5 000 tués et 20 000 blessés dans leurs rangs lors des opérations en Croatie. Jusqu'à présent, les autorités de Belgrade n'ont jamais donné de bilan officiel des victimes serbes de la guerre. – *(AFP, Reuter.)*

□ **IRLANDE DU NORD : deux anciens auxiliaires de l'armée britannique condamnés à perpétuité** – Deux anciens membres de l'Ulster Defence Regiment (UDR), auxiliaire local de l'armée britannique, ont été condamnés, mardi 3 mars à Belfast, à l'emprisonnement à vie. Les deux condamnés avaient transmis à des membres d'une organisation paramilitaire protestante illégale, l'UFF, des *documents des services de sécurité* sur un homme soupçonné d'appartenir à l'Armée républicaine irlandaise (IRA). L'UFF avait ensuite assassiné le suspect, en août 1989, puis produit ces documents lors d'une conférence de presse. – *(AFP.)*

DIPLOMATIE

Les suites du drame de Lockerbie

La Libye en appelle à la Cour internationale de justice

La Libye a décidé de saisir la Cour internationale de justice (CIJ) de La Haye de ce qu'elle appelle son *«différend»* avec les Etats-Unis et la Grande Bretagne, a indiqué mardi 3 mars un communiqué de la mission libyenne aux Nations unies . Tripoli *«va demander à la Cour de prendre les actions provisoires appropriées à cet égard»*, ajoute le communiqué de la mission libyenne, qui ne fait aucune mention de la France.

La CIJ, qui est l'organe judiciaire de l'ONU, a notamment pour fonction de régler les différends entre Etats. Or Londres, Paris et Washington, qui accusent deux ressortissants libyens d'avoir commis des attentats contre deux avions de ligne ayant fait au total 440 morts en 1988 et 1989, réclament leur extradition et ne considèrent pas qu'il s'agit d'un différend entre Etats.

Le Conseil de sécurité a enjoint la Libye de collaborer aux enquêtes internationales sur ces attentats. Les trois capitales occidentales n'ont pas caché leur volonté de recourir une nouvelle fois au Conseil pour lui demander d'imposer un embargo aérien et sur les livraisons d'armes à la Libye si celle-ci persiste dans son refus. D'autre part, à Paris l'ambassadeur de Libye, M. Saad Mujber, a déclaré mardi que son pays était prêt à *«consigner»* les deux Libyens tenus pour responsables de l'attentat de Lockerbie dans les bureaux de l'ONU à Tripoli, mais en aucun cas à les extrader. Selon des informations en provenance de New-York (*Le Monde* du 4 mars), l'envoyé spécial de l'ONU en Libye, M. Vasiliy Safronchuk, serait revenu de Tripoli avec une proposition des autorités locales visant à remettre ces hommes aux Etats-Unis en échange d'une amélioration des relations diplomatiques avec Washington. Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, doit communiquer incessamment au Conseil les résultats de la mission Safronchuk.

Enfin, le président libyen Mouammar Kadhafi a de nouveau déclaré lundi qu'il fallait rompre toute relation avec l'Armée républicaine irlandaise (IRA) dont les actions doivent être considérées comme *«des actes de terrorisme»*. A Londres, le Foreign Office a estimé que ces déclarations étaient *«insuffisantes»*, et indiqué que le gouvernement britannique attendait que la Libye *«prouve par des actes concrets sa renonciation au terrorisme»*. – *(AFP, AP, Reuter.)*

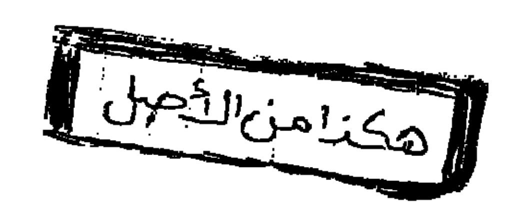
En dépl…
s'ef…

PERSONNALITÉS EN CA…

Pierre Mau…

LILLE

de notre envoyé spécial



POLITIQUE

La préparation des élections régionales

En déplacement dans le Nord-Pas-de-Calais, le premier ministre s'efforce de rendre crédible son « discours de gauche »

Mme Edith Cresson devait effectuer, les 4 et 5 mars, un voyage dans le Nord-Pas-de-Calais. Elle devait mêler, au cours de ce déplacement, des réceptions officielles et un meeting électoral à Dunkerque, où, en compagnie de M. Laurent Fabius, elle apportera son soutien à M. Michel Delebarre, qui tente de conserver au PS la *principale* région qu'il gère encore. En guise de « cadeau », le premier ministre va concrétiser une promesse de M. Michel Rocard : le transfert aux élus de la responsabilité de la gestion de l'immense patrimoine immobilier des Houillères. Satisfaction *est ainsi donnée à une vieille* revendication de tous les responsables de cette ancienne région minière.

Le *« à gauche toute »* de Mme Edith Cresson est incontestable dans son discours; il lui reste à être traduit en actes. A la veille des élections, c'est pourtant indispensable pour un premier ministre qui ambitionne de prendre la tête du combat des socialistes et de transformer une déroute annoncée en une retraite maîtrisée. A la fin de l'an dernier, elle a compris que devant la révolte, à peine feutrée, des « éléphants » du PS, l'incompréhension des militants, le désespoir de nombre de ceux qui ont gardé le cœur à gauche, il ne lui était plus possible de se présenter simplement comme une bonne gestionnaire de la « société d'économie mixte » chargée de faire tout ce que ses prédécesseurs à Matignon n'avaient pas fait pour préparer la France au grand marché européen et – surtout – pour lutter efficacement contre le chômage. Elle *ne pouvait* ignorer que, si elle restait sur cette ligne, elle serait irrémédiablement rendue responsable de la défaite attendue pour le mois de mars.

Un changement de stratégie lui est apparu d'autant plus indispensable et facile que, selon elle, les dirigeants de son parti ne se sont pas engagés véritablement dans la bataille régionale, se contentant d'une action de terrain, au lieu de se lancer dans une série de grands meetings, qui ont, au moins, comme avantage de *redonner du cœur à* l'ouvrage aux militants et de permettre de présenter les grands axes politiques de la campagne. Elle s'est donc engouffrée dans ce qu'elle a jugé être un vide. Le premier acte de ce nouveau discours fut son intervention à l'Assemblée nationale, lors de la session extraordinaire consacrée à l'« affaire Habache »; le deuxième fut sa participation au meeting des socialistes du Val-de-Marne à Créteil, la semaine dernière, dont elle devrait reprendre les *grandes lignes, mercredi soir à Dun*kerque. Son thème se déploie sur deux registres : défense et illustration du bilan de la gauche depuis 1981, c'est-à-dire de tout ce qu'ont pu faire avant elle, sous l'autorité de M. François Mitterrand, MM. Pierre Mauroy, Laurent Fabius et Michel Rocard, que pourtant elle ne porte guère dans son cœur; attaque contre la droite, accusée de servir de *« tremplin »* au Front national. Mme Cresson définit ainsi le seul axe de campagne qui peut, peut-être, *remobiliser la gauche. Ce faisant,* elle participe à son niveau à la tentative de polarisation du débat politique autour de l'extrême droite, et accorde indirectement la caution du chef du gouvernement aux manifestants qui tentent d'empêcher les meetings de M. Jean-Marie Le Pen et de ses lieutenants.

La crédibilité de Mme Cresson dans ce nouveau rôle reste pourtant à démontrer. Pendant sept mois, elle a donné l'image d'un premier ministre dont la principale préoccupation *était de muscler les entreprises,* sous le prétexte, oh! combien justifié, de lutter contre le chômage, et qui pour ce faire était contraint de donner *plus de satisfaction aux patrons* qu'aux salariés. Elle n'a pas cessé non plus de se plaindre de « l'héritage » que lui avait laissé M. Rocard, et des bâtons dans les roues que lui mettaient les autres dirigeants du PS. Aussi quand, aujourd'hui, elle se présente tout à la fois comme le porte-drapeau et le chef de guerre de tous les socialistes, elle paraît jouer à contre-emploi. Cela ne facilite pas la bonne perception de son nouveau message, bien au contraire, et l'opinion, y compris à gauche, semble avoir quelque mal à s'y retrouver.

Traduire son discours en actes est donc une priorité pour Mme Cresson. Les décisions prises, mardi, au comité interministériel sur la ville, en sont un premier exemple. Le fait qu'elle ait choisi de tenir son deuxième meeting électoral dans le plus vieux des fiefs socialistes, et un fief menacé, en est la confirmation. Mais pour apporter son soutien à un M. Delebarre sur la défensive, elle ne pouvait se contenter de participer à une réunion publique. Il lui fallait garnir l'escarcelle de son ministre. Elle ne pouvait trouver mieux que de donner satisfaction à une vieille revendication des élus du bassin minier, toutes tendances confondues, et qui de surcroît concrétise une promesse de M. Rocard. Elle démontre ainsi qu'aujourd'hui, elle place son action dans la continuité de celle de son prédécesseur.

Un discours de gauche, des décisions qui peuvent donner satisfaction à l'électorat traditionnel des socialistes, c'est grâce à cela que Mme Cresson peut espérer éviter la déroute.

THIERRY BRÉHIER

Les élus géreront le patrimoine des Houillères

Le dossier du patrimoine des Houillères empoisonne le débat politique du Nord-Pas-de-Calais depuis des années. Les élus, qui n'ont jamais supporté que Charbonnages de France soit le maître de la plus grande partie des terrains de leurs communes, n'avaient plus aucune raison de le *tolérer, maintenant que le dernier* puits de mine a fermé en décembre 1990. Le problème était particulièrement grave pour les 80 000 logements, où les Houillères, depuis toujours, logeaient leurs salariés, mais qu'elles avaient tendance à ne plus entretenir. Les habitants rendaient responsables d'un manque de confort, pour ne pas dire de salubrité, les maires qui, pourtant, n'y pouvaient rien (*le Monde* du 29 janvier 1991).

Lors d'un déplacement à Arras le 9 janvier 1990, M. Rocard, alors premier ministre, avait bien envisagé de confier la gestion de ce patrimoine à une société d'économie mixte, rassemblant les partenaires locaux, l'Etat et les Charbonnages, mais le dossier était fort délicat, ne serait-ce que parce qu'il était estimé à quelque 7 milliards de francs, et que l'entreprise publique ne voulait pas détériorer son bilan sans sérieuses contreparties. Mme Cresson a donc rouvert ce chantier, et, en liaison avec le cabinet de Matignon, le ministère des finances a fini par trouver une solution acceptable par toutes les parties en cause. Celle-ci devait être symbolisée par la signature, mercredi après-midi, d'un protocole d'accord entre M. Bernard Pache, président des Charbonnages de France, et M. Jean-Pierre Kucheida, député socialiste et président de cette société d'économie mixte.

L'entreprise publique va céder, pour le franc symbolique, à la SACOMI, cette société d'économie mixte au capital duquel elle participe maintenant, les quelque 4 000 hectares de friches industrielles (bâtiments désaffectés, *emprises des voies ferrées, terrils*) dont elle est encore propriétaire. Elle va aussi engager des négociations avec la SAFER, les organisations agricoles et l'Office national des forêts, pour leur céder les terres agricoles et les bois qu'elle détient. Surtout elle va signer avec la SACOMI un contrat de gestion de ses logements. Ceux-ci resteront sa propriété, et leur gestion quotidienne restera le fait d'une de ses filliales, SOGINORPA, mais c'est la société d'économie mixte qui déterminera les grands principes de gestion, c'est-à-dire les politiques de location (dans le respect du statut des mineurs, qui attribue à ceux-ci et à leurs ayants droit la gratuité du logement), de réhabilitation, d'entretien, de restructuration des cités minières, et de cession aux ayants droit et de vente. Pour ce faire, la SACOMI sera associée aux choix des dirigeants de la SOGINORPA.

Dans l'immédiat, cela va se traduire par une accélération de la réhabilitation des cités minières, *qui en ont grand besoin,* notamment parce que les élus seront plus sensibles que des dirigeants d'entreprise aux demandes de leurs électeurs. Cela va permettre de concrétiser la promesse de M. Rocard de faire passer de 2 000 à 3 000 le nombre de logements des Houillères remis en état tous les ans pendant dix ans. Pour financer ce programme, la SOGINORPA devra se priver de la moitié des 300 millions de francs de loyer qu'elle touche tous les ans des locataires qui ne disposent pas du statut des mineurs, mais en compensation la valeur en capital de ces bâtiments sera forcément revalorisée.

Les élus n'ont pas eu tout ce qu'ils désiraient – le transfert gratuit de la totalité du patrimoine, – mais ils vont pouvoir engager une politique d'aménagement d'un territoire massacré par l'industrialisation, la plus vaste menée en Europe, se plaît-on à souligner à Matignon.

Th. B.

PERSONNALITÉS EN CAMPAGNE

Pierre Mauroy et Michel Delebarre remontent sur le pont

Le maire de Lille et celui de Dunkerque bataillent pour garder la région à gauche

LILLE

de notre envoyé spécial

Leur histoire est aussi celle de la région. Ses premières lignes s'écrivirent un matin de l'été 1970. Sur sa route des vacances, un jeune gars a pris rendez vous, au Cateau, avec le conseiller général socialiste du coin. Diplôme de géographe en poche, sans étiquette politique à la boutonnière, le premier travaille depuis peu au comité d'expansion de Nord-Pas-de-Calais. Il y fera connaissance de son futur beau-père, le recteur Guy Debeyre, mais il s'y morfond. Le second passe pour un socialiste moderne, ouvert et entreprenant, mais les temps sont durs. Battu une fois encore aux législatives, il vient, en plus, d'être privé de l'héritage de Guy Mollet pour la direction du nouveau PS. Entre Michel Delebarre, vingt-quatre ans, l'enfant de la JEC échappé de ses plaines flamandes, et Pierre Mauroy, quarante-deux ans, le « jeune turc » de la SFIO vivant encore sous les manteaux gris des hauts fourneaux, le tissu d'une longue complicité presque filiale va se tramer.

Entre les deux « ch'tis », c'est le coup de foudre. Le Nord sera leur passion. *Leur pari, un peu fou* pour l'époque, est d'asseoir un pouvoir régional face à l'Etat giscardien; de redonner foi, aussi, à une région de Nord-Pas-de-Calais déjà victime, plus que d'autres, de la crise économique.

Deux ans plus tard, dans l'indifférence quasi générale, Pierre Mauroy devient le premier président de la toute nouvelle institution régionale et Michel Delebarre le premier directeur de cabinet du premier président. Pendant près de dix ans, avec le patronage prestigieux de Guy Debeyre, régionaliste convaincu, dont Michel Delebarre a épousé la fille, avec aussi, par la suite, la bénédiction discrète du préfet André Chadeau, qui, au lendemain de mai 1981, en sera tout normalement récompensé, ce tandem tranquille va prendre en mains les destinées de la région : Pierre Mauroy devant, sur le pont, improvisant et provoquant; Michel Delebarre derrière, dans la soute, rigoureux, ramant sur tous les dossiers avec cette obstination qui l'a toujours distingué. Pierre Mauroy a trouvé son complément, Michel Delebarre son sillon. A eux deux, ils vont imposer une cadence, lancer des projets dépassant largement les compétences de toute région normalement constituée et conforter, entre les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais, une homogénéité politique traçant une solide soudure contre le pouvoir central.

« Un culot pas possible »

L'un et l'autre ne se remémorent point cette époque particulièrement héroïque sans une certaine nostalgie. *« On avait un culot pas possible,* se rappelle Pierre Mauroy. *Nous avions voulu nous atteler à la construction d'un nouveau Nord, lui donner du souffle. Avec cette région, j'ai pu constituer face à Paris un petit gouvernement qu'on avait fini par respecter. »* *« C'était une période fabuleuse,* approuve Michel Delebarre. *Notre région, avant toutes les autres, avait réussi à devenir majeure au sens légal du terme. Pierre Mauroy s'était identifié complètement à elle, et, pour la suite de sa carrière politique, ce fut loin d'être inutile. »*

Il est vrai qu'alors, Valéry Giscard d'Estaing avait prié le pouvoir central de fermer les yeux sur cette *témérité nordiste. C'était l'époque* où le président de République, en quête lui-même d'innovation et soucieux de distinguer cette région, transporta un mercredi matin son conseil des ministres à Lille. C'était le temps surtout où l'Elysée, dans un bel aveuglement, entendait choyer Pierre Mauroy pour une possible « ouverture » – déjà ! – vers la gauche.

Quand en 1973 Pierre Mauroy hérite du vieil Augustin Laurent la mairie de Lille, Michel Delebarre est toujours là. *« C'était facile de vivre dans son ombre,* glisse-t-il, *elle est large. »* Quand en mai 1981, Pierre Mauroy emménage à Matignon, Michel Delebarre fait partie *aussi des valises. Cette histoire-là* a fait le tour de la France. A Paris comme à Lille, quand Pierre Mauroy est là, Michel Delebarre n'est jamais loin. Tous deux devront abandonner leurs occupations régionales, mais Matignon, pendant quatre ans, sera aussi une enclave du Nord dans la capitale, où la convivialité coulait comme bière sur le zinc. François Mitterrand, qui connaît trop la valeur de l'amitié en politique, dira un jour à son premier ministre : *« Vous, au moins, vous savez vous entourer. »* Pierre Mauroy n'a pas oublié. Cela reste pour lui encore aujourd'hui l'un des plus beaux compliments.

A partir de l'été 1984, le couple va connaître une autre vie, une vie d'adulte, forcément plus passionnée. Pierre Mauroy est congédié. En remerciement de ses bons et loyaux services, Michel Delebarre se serait bien vu préfet, préfet de Nord-Pas-de-Calais, bien sûr! Mais son père en politique lui a imaginé un autre destin : ministre du travail dans le nouveau gouvernement Fabius. Voici l'homme de l'ombre forcé de s'exposer à la lumière crue du chômage. A trente-huit ans, on accepte mal de voir les autres choisir votre destin à votre place. C'est, entre les deux hommes, le premier malentendu. Il y en aura d'autres. Quand, en 1987, avec les jeunes pousses du PS, Henri Nallet, Jean-Louis Bianco et Henri Emmanuelli, Michel Delebarre prétend imiter *les jeunes loups de droite* en jouant dans le parti la carte de la rénovation, Pierre Mauroy, replié sous son beffroi de Lille, versant dans une espèce de fondamentalisme *socialiste à contre-courant de l'eau* tiède fabiusienne, n'appréciera pas.En 1989, Michel Delebarre, réélu député du Nord et retrouvant, après la cohabitation, un nouveau portefeuille, veut prendre racine à Lille. Double méprise : il avait espéré que les socialistes du Pas-de-Calais lui laisseraient, en vertu d'une règle d'alternance plus ou moins définie, la présidence de la région, mais le titulaire de la fonction, Noël Josèphe, fait de la résistance.

La méthode Jules Guesde

Pierre Mauroy et les socialistes du Nord, peu enclins à ménager celui qui fait alors figure, pour eux, de « parvenu », ne bougent pas d'un pouce. Il avait espéré être derrière Pierre Mauroy dans le combat municipal de Lille, on le prie de se rabattre sur Dunkerque. Le message est clair : la succession n'est pas ouverte.

Aujourd'hui, Michel Delebarre est ministre d'Etat. Pierre Mauroy n'est plus premier secrétaire du PS. Saura-t-on jamais le dernier mot de l'impromptu de janvier, quand Pierre Mauroy, une fois encore, passa le témoin à Laurent Fabius? *« J'avais expliqué à Laurent,* confie-t-il aujourd'hui, *que, de toute façon, si notre opération ne réussissait pas, je proposerais Michel. »* Lequel évacue tout commentaire sur le sujet en assurant, dans un sourire enjôleur : *« Tous les socialistes sont, maintenant, mes amis. »*

Plus de vingt ans après leur première « bistouille » du Cateau, Michel Delebarre et Pierre Mauroy sont repartis pour un nouveau combat régional. Les pages de la même histoire continuent de se tourner. C'est la distribution des rôles qui a changé. Officiellement, plus un nuage à l'horizon du plat pays socialiste. *« Vous en connaissez beaucoup de couples politiques,* demande Michel Delebarre, *qui soient capables de vivre autant d'années ensemble, dans des fonctions aussi exposées et dans un climat où il se trouve toujours plus de personnes pour vous monter les uns contre les autres plutôt que de vous aider à vivre ensemble ? »*

« Jules Guesde, ajoute Pierre Mauroy, *nous a donné le sens de la méthode. Entre Michel et moi, ce sera la continuité des générations. Le moment viendra où ce sera lui le dépositaire de notre authenticité et de notre tradition. »*

Chacun a son exemple à ne pas suivre. *« Moi,* dit le premier, *je ne veux pas être comme Baudis, simple héritier de son papa. »* Son valeureux combat aux municipales de Dunkerque semble l'avoir définitivement prémuni contre ce genre de reproches. *« Lille ne sera jamais Marseille,* assure le second. *Quand je vois comment on a dilapidé l'héritage de Gaston ! »* Fêtes de la Rose, conférences de presse, déjeuners avec les élus, meetings communs, Pierre Mauroy a bien l'intention, dans cette campagne, de retrousser ses *manches. Les voici une fois encore* tous deux sur le même bateau. Avec le même pragmatisme, la même foi, la même volonté de défendre, contre les vents de Jean-Louis Borloo et des écolos et les marées de la droite, ce dernier grand bastion de la gauche, réputé si longtemps imprenable.

DANIEL CARTON

« O comme oxygène » présente trois listes

M. Jean-Louis Borloo, maire de Valenciennes et député *européen,* qui conduit une liste pour les élections régionales dans le Nord, vient de fonder l'association « O comme oxygène », dont l'objet est *« de rassembler* [ceux] *qui sont attachés à l'existence de la démocratie et soucieux d'en assurer la pérennité et le développement en participant activement à la recomposition du paysage politique français et européen ».* Si la nouvelle association assure qu'il n'y a pas *« déficit d'électeurs, mais pénurie de candidats »,* elle précise que *« la grève des électeurs révèle que l'offre ne répond pas à la demande ».*

M. Borloo patronne également la liste que conduit Mme Annie Wable, adjoint au maire de Boulogne-sur-Mer dans le Pas-de-Calais. Une troisième liste « Oxygène 53 » a été constituée en Mayenne. Elle est menée par M. Jean-Charles Beucher, conseiller régional sortant, élu sur une liste socialiste dissidente en 1986 et qui adhère au mouvement France unie. En deuxième position figure sur cette liste, qui compte cinq maires de communes rurales sur neuf candidats, M. René Roueil, conseiller général de Laval-Est, en congé du RPR.

M. Borloo affirme que Oxygène n'accueillera en son sein aucun membre, ni aucun sympathisant de groupes ou partis extrémistes. La première initiative de cette association est la publication d'un *« Abécédaire »* qui doit être adressé aux maires de communes de moins de deux mille habitants. Ce petit livre commence par *« A comme angle mort »* ainsi expliqué : *« Le haut état-major politique du pays n'a pas vu l'angle mort où l'extrême droite a su s'engouffrer, pour l'élargir à la dimension d'une porte au soir de l'élection présidentielle de 1988. »* Et se termine par *« Z comme Zorro »,* assorti du commentaire *« Zorro n'existe pas, même en politique; Zéro existe, même en politique ».*

□ **CHER : Mme Bahisson renonce à se présenter aux cantonales.** – Mme Marie-Danielle Bahisson, qui avait annoncé le 18 février sa candidature aux élections cantonales dans le deuxième canton de Vierzon (*le Monde* du 20 février), renonce à se présenter. Ancien sous-préfet, ancien directeur du cabinet du préfet du Cher, Mme Bahisson, inculpée de complicité d'abus de confiance dans l'affaire du Carrefour du développement, doit comparaître devant la cour d'assises de Paris, aux côtés de M. Yves Chalier, du 17 au 27 mars. La fédération socialiste du Cher, à direction fabiusienne, précise qu'elle avait bien donné son investiture à Mme Bahisson, mais indique que celle-ci a décidé de retirer sa candidature pour se consacrer à la préparation de sa défense dans le procès du Carrefour du développement. – *(Corresp.)*

POLITIQUE

La préparation des élections

BILANS ET PERSPECTIVES

L'éducation vitrine des régions

Suite de la première page

» Mais il n'était pas concevable que le plus important des ministères puisse y échapper, ajoute M. Durand-Prinborgne (1). »

L'Etat, alors, craint que l'abandon de sa souveraineté sur les programmes, les contenus, les grandes orientations du système ou la gestion des personnels ne provoque des dérapages. Au moment où la gauche tente de corriger les inégalités entre établissements (à travers la politique des zones d'éducation prioritaires, par exemple) et entre académies, elle redoute que la décentralisation ne creuse à nouveau les disparités régionales ou locales. Les élus, de leur côté, ne sont guère tentés par l'aventure et craignent qu'un transfert des charges asphyxie leurs budgets sans contrepartie.

Le déclic viendra un peu plus tard. Lancé en 1985 par M. Jean-Pierre Chevènement, repris et amplifié par M. René Monory en 1987-1988, entériné d'une façon solennelle par la loi d'orientation de M. Lionel Jospin en 1989, l'objectif consistant à conduire 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat change la donne et la demande sociale. Les lycées, dont on se rend compte brusquement qu'ils vont devoir accueillir 30 000 élèves supplémentaires par an, s'offrent alors aux régions comme un chantier tout neuf et une formidable vitrine politique. Les autres collectivités, pourtant chargées de secteurs moins porteurs, s'engouffrent dans la brèche.

Les communes voient s'élargir leurs compétences sur les écoles primaires dont elles construisent et entretiennent les locaux depuis Jules Ferry. Les maires peuvent désormais participer aux conseils d'école et organiser des activités complémentaires hors du temps scolaire – ce dont ils ne se privent pas. Ils peuvent aussi modifier les heures de sortie et d'entrée dans les établissements et prendre ainsi une part active aux expérimentations sur la modification des rythmes scolaires. Dès les municipales de 1989, les élus sont nombreux à diffuser leurs *« projets éducatifs »*, à promouvoir leurs programmes *« réussite pour tous »* et *« zéro redoublant »*. Quitte à malmener des enseignants plutôt réticents face à des maires prêts à délaisser la gestion des cantines pour s'intéresser activement au soutien scolaire.

Quant aux collèges, passés sous la responsabilité des conseils généraux, ils ne perdent pas au change. Malgré une diminution de leurs effectifs (220 000 élèves en moins en cinq ans), le nombre des établissements continue à progresser. Ainsi 129 collèges ont été construits depuis 1987, et les conseils généraux y ont consacré 6 milliards de francs en 1991.

220 lycées construits en six ans

Mais ce sont les lycées qui apparaissent comme les principaux bénéficiaires de la décentralisation. En cinq ans, entre 1981 et 1986, l'Etat avait construit 60 nouveaux lycées. En six ans, entre 1986 et 1992, les vingt-deux régions en auront construit 220, consacrant aux lycées près de 50 milliards de francs, soit, en moyenne, près du tiers de leur budget.

Compte tenu du mauvais état des établissements légués – 60 % des lycées d'Ile-de-France sont déclarés *« vétustes »* par le conseil régional en 1987 – et des besoins en construction de nouveaux lycées pour faire face à la pression démographique, c'est en matière d'investissement que les régions ont pu manifester le plus clairement leur volonté politique. Dès la première année du transfert, en dépit des règles prévues, la compensation financière versée par l'Etat ne suffit pas à couvrir la totalité des dépenses engagées : 44 % en moyenne sont financées sur les ressources propres des régions (2).

Enfin, au-delà de cet effort global, les disparités entre régions sont importantes, la volonté politique des élus mais aussi l'état des locaux ou le retard à rattraper étant très variables. En 1986, quelques régions sont encore en phase de réflexion et n'utilisent pas la totalité des crédits transférés par l'Etat ; c'est le cas de l'Alsace, de la Basse-Normandie, de la Haute-Normandie, de la Bourgogne et des Pays de la Loire. D'autres en revanche financent déjà plus de la moitié des investissements sur leurs ressources propres. En moyenne, les dépenses totales votées par les régions pour les lycées en 1991 atteignent 322 francs par habitant, variant de 198 francs en Alsace à 420 francs en Haute-Normandie.

La carte maîtresse de l'université

Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Si les régions ont peu à peu, depuis 1986, cédé au charme des lycées, elles sont en train de succomber, depuis 1990, à la tentation universitaire. Ayant trouvé auprès des collectivités locales les concours indispensables pour éviter l'asphyxie de l'enseignement secondaire, il eût été surprenant, en effet, que l'Etat ne cherchât pas auprès des mêmes partenaires les moyens d'écarter les menaces de paralysie de l'enseignement supérieur.

Avec deux ou trois ans de décalage, l'ouverture des portes du lycée et du baccalauréat a provoqué, dès 1988, l'explosion des effectifs d'étudiants. Ils étaient 980 000 à l'université, *stricto sensu*, à la rentrée 1987. Quatre ans plus tard, on dépasse largement 1,2 million. Si l'on ajoute les instituts universitaires de technologie, les grandes écoles et leurs classes préparatoires, ainsi que les sections de techniciens supérieurs, ce sont 1,7 million de jeunes qui sont aujourd'hui inscrits dans l'enseignement supérieur. Prévision farfelue, il y a peu, le cap des 2 millions d'étudiants est pour demain.

Ce grand bond en avant impose des solutions immédiates. Les universités françaises, déja surpeuplées, ne pouvant accueillir ces vagues nouvelles d'étudiants, il faut construire, massivement et vite. Dès l'automne 1989, les ordres de grandeur sont tracés : 1,5 million de mètres carrés de locaux supplémentaires en cinq ans, des milliers de places de bibliothèque universitaire, des locaux de recherche nouveaux, sans oublier cités et restaurants pour les étudiants. Avec deux questions à la clef : quel sera le montant de l'ardoise et qui va payer ? La réponse ne fait pas de doute. Malgré l'augmentation rapide du budget de l'éducation nationale à partir de 1989, seules les collectivités locales sont en mesure d'épauler l'Etat.

C'est là que l'expérience de la décentralisation engagée pour les lycées et les collèges va jouer à plein. L'éducation, en quelques années, est en effet devenue un enjeu politique majeur. Régions riches ou à la traîne, départements oubliés ou puissants, métropoles universitaires anciennes ou villes moyennes ambitieuses, chacun a compris que l'université pouvait être une carte maîtresse pour créer des emplois et faire reculer le chômage, revitaliser le tissu économique et animer les villes, renforcer le dynamisme et la notoriété des collectivités locales. Et tous – ou presque – sont prêts à payer.

Mais pas à n'importe quelle condition. Instruites par le précédent des lycées, les régions n'entendent pas être réduites au rôle d'entrepreneurs de travaux publics ou de supplétifs du ministère. Elles veulent avoir un droit de regard à la fois sur les implantations – enjeu électoral très sensible – et sur la nature des formations à développer. Paradoxalement, le terrain universitaire est plus propice que celui de l'enseignement secondaire pour ouvrir une brèche sérieuse dans la tradition jacobine. En effet, l'enseignement supérieur est resté à l'écart des lois de décentralisation de 1985, maintenu sous la seule responsabilité de l'Etat. La page est donc vierge pour inventer un partenariat plus souple.

Entre l'été 1990 et le mois de janvier 1992, ce sera tout l'enjeu des négociations longues et complexes entre l'Etat et les collectivités locales, mais aussi entre les différentes collectivités, sur le schéma Universités 2000 de développement de l'enseignement supérieur. Malgré une étrange comédie qui voit, pendant des mois, l'Etat réaffirmer sa compétence mais réclamer de l'argent et les régions protester de leur incompétence tout en s'apprêtant à payer, chacun y trouve finalement son compte.



La croisade des barons

L'Etat avait annoncé, dès mai 1990, son intention d'engager 16,2 milliards de francs entre 1991 et 1995 et son espoir d'obtenir quelque 7 milliards des collectivités locales. Au terme de trois comités interministériels d'aménagement du territoire en octobre, novembre et janvier, ce sont finalement 16 milliards de francs que les régions, les départements et les villes – à parts à peu près égales – ont apporté en dot. Le ministre de l'éducation nationale et celui du budget n'en espéraient pas tant !

De leur côté, les collectivités locales ont gagné la délégation de maîtrise d'ouvrage sur des équipements souvent prestigieux sur lesquels elles pourront, demain, « planter leur drapeau ». En outre, elles ont pesé de tout leur poids sur la future carte universitaire, irrigant notamment de formations d'enseignement supérieur (IUT, sections de techniciens supérieurs, antennes voire embryons d'universités) tout le réseau des villes moyennes. Enfin elles ont été associées de manière étroite à la définition des filières et des formations nouvelles, en particulier les filières technologiques qui leur paraissent mieux à même de servir de point d'appui au développement économique local. Reste une interrogation majeure : les collectivités locales s'arrêteront-elles en si bon chemin ? Tout laisse à penser que non. Après quelques escarmouches d'avant-garde de ses voisins, MM. Noir et Carignon, c'est M. Charles Millon, président (UDF) de la région Rhône-Alpes, qui a lancé la croisade en 1991 avec quelques initiatives à grand spectacle s'appuyant sur les enseignants et les chefs d'établissement (incitations financières, constructions de bureau, encouragement à l'alternance avec l'entreprise, etc.).

Forts de leurs contributions, parfaitement conscients d'avoir, par deux fois en quelques années, sauvé la mise de l'Etat, plus proches des usagers et des milieux économiques, quelques grands barons régionaux, ceux de Rhône-Alpes mais aussi MM. Olivier Guichard (Pays de la Loire), Jean-Pierre Raffarin (Poitou-Charentes), Charles Baur (Picardie) ou le Vendéen Philippe de Villiers, puis des ténors de l'opposition comme MM. Léotard, Giscard d'Estaing ou Balladur se sont fait les chantres d'une décentralisation beaucoup plus radicale.

Au-delà des enjeux strictement éducatifs, ils voient dans cette mutation la seule solution pour sortir enfin d'une éducation nationale paralysée, à leurs yeux, par le gigantisme et la centralisation. Au passage, ils retrouvent un terrain politique qui ne leur avait pas mal réussi en 1984. Et si l'Etat reste sourd à leurs injonctions, ils menacent à mots couverts de passer outre et de créer des établissements autonomes, comme M. Pasqua vient de le faire dans son département des Hauts-de-Seine en lançant un projet d'université privée.

Face à cette offensive, l'Etat est loin d'être désarmé. Au-delà des investissements partiellement pris en charge par les collectivités locales depuis quelques années, il reste le principal financeur du système d'éducation, assumant à lui seul 66 % de la dépense globale d'éducation, contre 16,8 % à la charge des collectivités locales. Et l'on n'a pas encore entendu ces dernières, même parmi les plus riches, réclamer la prise en charge de la masse salariale des enseignants.

L'Etat bénéficie en outre du soutien implicite des enseignants, toujours prêts à pester contre leur employeur et à accepter à l'occasion les subsides des régions, mais qui restent profondément attachés au statut de la fonction publique *que finirait par remettre en cause* une décentralisation plus radicale. L'Etat peut enfin s'appuyer sur le sentiment partagé par la très grande majorité des Français que l'éducation doit rester nationale et dans le giron de l'Etat. La crainte des inégalités est, là, patente (3).

Chacun pourtant est conscient qu'il faudra lâcher du lest, assouplir le système, ménager des marges d'initiative locale, sur la gestion des établissements, voire sur celle des personnels. L'enjeu central, pour demain, reste cependant l'autonomie des établissements que MM. Léotard et Millon assimilent un peu vite à la décentralisation. Les chefs d'établissement ne sont pas les derniers, en effet, à craindre qu'une tutelle régionale ou locale soit, en définitive, plus dirigiste – ou clientéliste – que l'actuelle tutelle de l'Etat.

GÉRARD COURTOIS et CHRISTINE GARIN

(1) *Le Système éducatif*, La Documentation française, 1991.

(2) *Les lycées, les régions an III*, par Marie-Jacqueline Marchand, Politiques et management public, mars 1991.

(3) Sondage SOFRES, *le Monde* daté 13-14 octobre 1990.

▶ Dans la série d'articles qu'il consacre au bilan des conseils régionaux, *le Monde* a déjà traité de l'action de ces assemblées en faveur du développement économique (*le Monde* du 3 mars) et de la formation professionnelle (*le Monde* du 4 mars). Les deux derniers volets de la série porteront sur l'action culturelle et la coopération internationale.



M. Soisson propose de mettre l'environnement « au cœur des décisions du conseil régional »

M. Soisson a présenté, mardi 3 mars, les vingt-six têtes de listes régionales et les quatre *« deuxièmes places significatives »*, investies par France unie. Définissant un projet pour la région, le secrétaire général de France unie a notamment souhaité que l'environnement soit *« au cœur des décisions du conseil régional »*.

Pour M. Soisson, l'ouverture a été enterrée *« trop vite »* et *« les élections régionales doivent même lui servir de tremplin »*. L'aspect patchwork qu'il ne dénie pas aux listes France unie est, selon lui, le résultat de l'ouverture, *« seul moyen de parvenir au rassemblement »*, qui sera *« nécessaire pour conduire les régions »*.

Les futurs élus de France unie se refusent par avance à faire partie d'une majorité régionale qui inclurait le Front national tout comme à soutenir une majorité qui n'aurait pas défini un projet pour la région.

M. Soisson propose *« la signature de contrats d'action régionale qui puissent rassembler, au-delà du critère politique, sur des objectifs communs »*. Il suggère quatre thèmes autour desquels pourraient se constituer des rassemblements : *« Associer l'entreprise et l'école dans le développement des formations en alternance ; bâtir un réseau d'appui à la formation et à l'emploi, associant l'Etat, les régions et les partenaires sociaux ; organiser un service de santé décentralisé rassemblant dans sa gestion médecins, élus et partenaires sociaux ; mettre la préoccupation de l'environnement au cœur des décisions du conseil régional »*. Sur ce dernier point, M. Soisson suggère de subordonner l'octroi d'une aide de la région à la conclusion d'études d'impact réalisées par *« des instituts régionaux de l'environnement »* dont il demande la création.

Des listes autonomes

Des membres de France unie mènent des listes « majorité présidentielle » avec le PS dans quatre départements : Ain (M. Dominique Saint-Pierre, MRG, conseiller régional sortant), Aveyron (M. Jean Rigal, MRG, député et maire de Villefranche-de-Rouergue), Gard (M. Gilbert Baumet, sénateur et président du conseil général) et Maine-et-Loire (M. Jean Monnier, conseiller régional sortant, maire d'Angers).

Ils sont à la tête de listes autonomes dans vingt-deux autres : Aisne (M. Marcel Lalonde, Association des démocrates, maire de Chauny), Hautes-Alpes (M. Joël Giraud, MRG, maire de l'Argentière-la-Bessée), Aude (M. Jean Antagnac, ancien député socialiste), Côte-d'Or (M. Pierre Rebourg, MRG, maire de Venarey-lès-Laumes, conseiller régional sortant), Eure-et-Loir (M. François Huwart, MRG, maire de Nogent-le-Rotrou, conseiller régional sortant), Indre (M. Régis Blanchet, conseiller régional sortant, conseiller municipal de Buzançais), Landes (M. Alain Dutoya, MRG, maire d'Hagetmau), Loir-et-Cher (M. Jules Kirsnewaz), Loire-Atlantique (M. Michel Le Mappian, MRG, adjoint au maire de Nantes), Loiret (Mme Hélène de Félice, MRG, conseiller régional sortant, conseiller municipal de Beaugency), Meurthe-et-Moselle (M. Richard Pouille, sénateur RI, conseiller régional sortant), Meuse (M. Claude Biwer, maire de Marville, ancien député, conseiller régional sortant), Moselle (M. Jean-Marie Rausch, ministre délégué des postes et télécommunications, maire de Metz, président du conseil général de Lorraine), Nièvre (M. Lionel Thénault, maire de Montsauche-les-Settons), Pyrénées-Atlantiques (M. Jean Survielle, MRG, adjoint au maire de Biarritz), Bas-Rhin (M. Théo Braun, ancien ministre délégué), Rhône (M. André Vianès, conseiller régional sortant), Haute-Saône (M. Jean Lalloue, MRG, conseiller municipal de Fougerolles), Haute-Savoie (M. Robert Borrel, ancien député, maire d'Annemasse), Yonne (M. Jean-Pierre Soisson, ministre d'Etat, maire d'Auxerre, conseiller régional sortant), Essonne (M. Michel Bretagnol, MRG, adjoint au maire de Palaiseau, conseiller régional sortant), Hauts-de-Seine (M. Georges Dioque, MRG, conseiller régional sortant).

A. Ch.

Le Monde

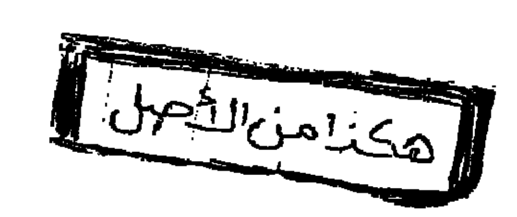
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

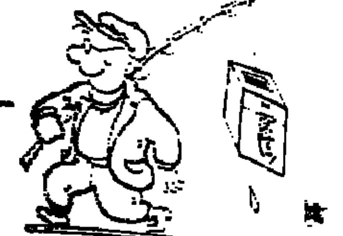
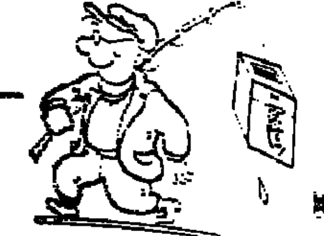
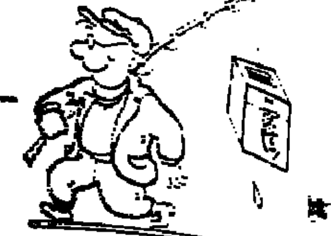
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, *gérant*.

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33
Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex





M. Soisson propose de mettre l'environnement « au cœur des décisions du conseil régional »

M. Soisson a présenté, mardi 3 mars, les vingt-six têtes de listes régionales et les quatre *« deuxièmes places significatives »*, investies par France unie. Définissant un projet pour la région, le secrétaire général de France unie a notamment souhaité que l'environnement soit *« au cœur des décisions du conseil régional »*.

SOCIÉTÉ

Au conseil interministériel pour les villes

Les départements sont invités à participer à la prévention de la délinquance

A l'issue du conseil interministériel pour les villes du mardi 3 mars (*le Monde* du 4 mars), Mme Edith Cresson, premier ministre, a indiqué que, loin d'envisager une démission de M. Gilbert Bonnemaison de son poste de vice-président du *Conseil* national des villes, elle lui avait confié une nouvelle responsabilité. Le maire (PS) d'Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis) est chargé de faire la tournée des départements pour encourager les conseils généraux à participer davantage aux actions de prévention de la délinquance.

Son rôle sera facilité par la publication prochaine d'un décret modifiant la composition des conseils départementaux de prévention. Ceux-ci, créés en 1983, forts d'une quarantaine de membres (fonctionnaires, élus, représentants d'associations), sont présidés par le préfet. Désormais le président du conseil général siégera aux côtés du représentant de l'État avec le titre de vice-président.

On attend donc des départements, déjà responsables de l'application de la politique sociale, qu'ils s'impliquent également dans la prévention. Par exemple en payant les animateurs qui recevront les jeunes dans les écoles demeurées ouvertes durant les congés. Ou encore en équipant les entrées d'HLM de dispositifs de sécurité. M. Bonnemaison profitera de sa « tournée des popotes » pour encourager également les conseils communaux de prévention (au nombre de sept cents actuellement) et pour vérifier l'application des contrats d'actions de prévention que l'Etat a signés, avec plus de quatre cents villes.

Après la mort de Kamel Hached à Epinay-sur-Seine

M. Gilbert Bonnemaison essuie la colère des jeunes du « 77 »

Michaël, seize ans, l'adolescent mis en cause après la mort de Kamel Hached à la suite d'un vol de scooter à Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), a été inculpé d' « homicide volontaire », mardi soir 3 mars, par M. Jean-Paul Cavaillès, juge d'instruction à Bobigny, et écroué. Kamel, lui aussi âgé de seize ans, avait été mortellement blessé par un couteau de chasse appartenant à Michaël, dimanche soir 1er mars, au cours d'une bagarre opposant ce dernier, aidé de quelques membres de sa famille, à un groupe de jeunes de la cité du 77, avenue d'Enghien (*le Monde* du 4 mars). L'autopsie du corps de Kamel a révélé l'existence d'une plaie de 12 centimètres, ce qui semble indiquer que le coup a été porté avec violence et paraît écarter la thèse d'une mort accidentelle.

Vice-président du Conseil national des villes et maire socialiste d'Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), M. Gilbert Bonnemaison a été pris à partie mardi 3 mars par quelque deux cents jeunes venus lui exprimer leur colère après la mort, dimanche 1er mars, de l'un de leurs camarades, Kamel Hached, âgé de seize ans, à la cité dite « du 77 » à Epinay (elle est située au 77, de l'avenue d'Enghien).

Intervenant devant ces jeunes sur le parvis de la mairie, M. Bonnemaison a été régulièrement interrompu, notamment par des enfants âgés d'une douzaine d'années au plus, et revendiquant *« du concret »*. *« C'est pipeau,* hurlaient-ils. *Y'a pas de justice. »* Elève de seconde C au lycée Jacques-Feyder, Kamel Hached était l'un des animateurs du programme de soutien scolaire Aide aux devoirs, destiné aux écoliers de 6e et de 5e de la cité.

En réponse à une revendication des jeunes, M. Bonnemaison a promis l'aide de la municipalité à la famille de la victime. Mais à peine avait-il évoqué *« le drame que nous vivons »*, qu'il s'est vu rétorquer : *« Tu vis rien toi. T'es riche. »* Et lorsqu'il a haussé le ton et appelé à la cessation des actes de vandalisme, le tollé a été général. *« Pour que le vandalisme cesse, il faudrait que le quartier vive mieux »,* a répondu M. Pierre N'Doh, le responsable de SOS-Racisme.

De ce point de vue, M. Bonnemaison a proposé une nouvelle concertation vendredi 6 mars, tout en rappelant que, la veille du drame, une réunion des jeunes de la cité d'Orgemont, autre quartier difficile d'Epinay, avec tous les services administratifs de la ville, avait tourné court faute d'interlocuteurs. *« On n'a plus le temps de discuter. On veut avoir des moyens maintenant »,* a répliqué M. N'Doh.

« Champion de la prévention » contre la délinquance, auteur de réguliers coups de colère contre les gouvernements qui ne lui accordent pas les crédits correspondant à leurs compliments (*le Monde* du 30 mai 1991), M. Bonnemaison a été *« accablé »* par le drame de dimanche. Et cela d'autant qu'il s'est produit dans une cité presque symbolique. Certains de ses habitants ont en effet contribué à la fondation de SOS-Racisme. Et, plus récemment, elle a vu, l'an dernier, la création de l'Organisation des banlieues unies (OBU). Constituée de deux *« barres »* de dix étages et de quelques autres bâtiments de quatre étages, la cité du 77 est de taille modeste et ne respire pas la désolation comme certaines banlieues. *« C'est calme ici. Il y a bien quelques petites frappes mais pas de business came »,* résume un adolescent.

« Quand il y a des morts »

Se retrouvant comme *« un apprenti »,* selon l'expression d'un conseiller municipal, à essayer de renouer le dialogue avec les jeunes, M. Bonnemaison songeait même mardi, au lendemain d'une nuit émaillée d'incidents (*le Monde* du 4 mars), à démissionner des fonctions qui ont fait de lui une sorte d'ambassadeur de *« l'école française de prévention »*, reçu en Australie ou à l'ONU (président du Forum européen des collectivités territoriales et vice-président du Conseil national des villes). Une démission en tant qu'*« interpellation solennelle »* au gouvernement.

« Après avoir effectivement poussé bien des cris de colère et écrit bien des fois aux premiers ministres qui se sont succédé, j'ai écrit le 2 janvier à Mme Cresson pour lui dire qu'il fallait prendre garde à ce que la prévention de la délinquance ne s'enlise pas dans la bureaucratie, nous a indiqué M. Bonnemaison. *Et puis j'ai réécrit. La prévention de la récidive doit également recevoir des moyens considérables. Aujourd'hui, il arrive que des contrôleurs judiciaires aient 150 dossiers à suivre en même temps. »* Selon M. Bonnemaison, un inculpé sous contrôle judiciaire coûte 5 F par jour à l'administration. Incarcéré, sa prise en charge revient à 230 F. *« Si l'on n'organise pas une prévention sérieuse, on constatera d'ici trois ans que les prisons sont saturées et qu'il faut reconstruire 15 000 places qui coûteront 6 milliards de francs. »*

Après avoir manifesté devant la mairie et lancé quelques cailloux sur le commissariat, les jeunes ont regagné leur cité. *« Les autorités ne bougent que lorsqu'il y a des morts »,* a estimé M. Sylla Fodé, le porte-parole de l'Organisation des banlieues unies. Dans un local associatif, une trentaine de jeunes se sont alors réunis pour décider de leurs actions. Et ils ont profité de la présence de M. Bruno Le Roux, maire adjoint âgé de vingt-six ans, et également candidat aux cantonales, pour ressortir les dossiers en souffrance : le terrain de football demandé *« depuis trois générations »*, des radiateurs supplémentaires pour le local de l'Aide aux devoirs, le projet vidéo *« bloqué »*.

« Et la mosquée ? », a demandé Nasser. *« Je vais vous emmener dans des cités où c'est zéro plus zéro, pas comme ici »*, a dit M. Eric Montes, trente ans, dont vingt à la cité du 77, ancien membre fondateur de SOS-Racisme et aujourd'hui conseiller technique auprès du ministre des affaires sociales et de l'intégration, M. Jean-Louis Bianco. *« Tu fais de la politique »,* s'est-il entendu répondre. *« Attention,* a enfin mis en garde M. Pierre N'Doh. *On a une responsabilité. La prévention, c'est Bonnemaison et Epinay. Les gens vont se dire : si ça ne marche pas, arrêtons de mettre des milliards dans des locaux pour les jeunes et mettons des flics partout. »*

CORINNE LESNES

SPORTS

□ **FOOTBALL : championnat de France.** – Nancy s'est imposé à Metz (1-0), mardi 3 mars, en match en retard du championnat de France. Grâce à ce but marqué par leur jeune attaquant Tony Vairelles, les Nancéiens reviennent à deux points des Rennais, mais restent à la dernière place du classement.

CATASTROPHES

Les conclusions du rapport d'enquête

Le « non-respect de la signalisation » est à l'origine de la collision ferroviaire de Melun

Le rapport de la commission d'enquête constitué après la collision ferroviaire en gare de Melun le 17 octobre 1991 a conclu que *« les causes de l'accident résident dans le non-respect de la signalisation par le train de marchandises »*, qui aurait dû s'arrêter à un feu rouge. L'accident entre le train autos-couchettes Nice-Paris et le train de marchandise, avait causé la mort de seize personnes. L'analyse des boîtes noires avait fait apparaître que le mécanicien du train de marchandises avait bien vu le signal orange lui indiquant que le feu suivant, qu'il rencontrerait à 1 400 mètres, serait rouge.

Après avoir éliminé beaucoup d'autres hypothèses, la commission conclut donc à *« une très probable défaillance humaine »*. Sur la base du rapport, M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace, a demandé, mardi 3 mars, à la SNCF de lui soumettre *« une extension du dispositif de contrôle de vitesse en cours d'installation »*. Un plan de la SNCF prévoit en effet d'équiper l'ensemble des locomotives électriques de systèmes d'alarme, et d'installer, d'ici à l'an prochain, 5 000 signaux le long des voies les plus fréquentées.

Une deuxième partie, à l'étude, porte sur l'installation de 12 000 autres signaux, ce qui permettrait, d'ici à 1998, d'équiper l'ensemble des lignes électrifiées. Le ministre des transports a aussi demandé à la SNCF *« de mettre à profit le développement des liaisons radio entre les services techniques en gare et les trains »*, afin d'assurer *« une meilleure diffusion des informations relatives à la circulation des trains »*. M. Paul Quilès réclame enfin à la SNCF une meilleure protection des «boîtes noires» en cas de collision.

M. La.

Au conseil des ministres

Mme Neiertz annonce des mesures en faveur des femmes

Pour célébrer le 8 mars, journée internationale des femmes, Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la vie quotidienne, devait présenter neuf mesures, mercredi 4 mars, au conseil des ministres.

Les neuf mesures préparées par Mme Neiertz concernent, pour l'essentiel, la contraception et le travail des femmes. Mais pas seulement. *« La campagne de mon prédécesseur au secrétariat, Michèle André, sur les femmes victimes de violences avait montré l'importance de ce problème »*, rappelle Mme Neiertz. Une permanence téléphonique sera créée avant l'été, tenue par un personnel formé à l'écoute et capable de donner aux femmes en détresse les renseignements qu'elles désirent.

En même temps, *« les structures d'accueil et d'hébergement, qui manquent dramatiquement »*, seront renforcées. Le secrétariat d'Etat aidera, cette année, à financer l'agrandissement de trente-cinq centres répartis à travers toute la France, et assurera la création d'une nouvelle structure en banlieue parisienne, où le manque se fait particulièrement sentir. Le lieu retenu est celui de Bondy, dans la Seine-Saint-Denis, dont Mme Neiertz est député.

La campagne nationale d'information sur la contraception, destinée plus spécialement aux jeunes et qui a été l'objet de nombreuses discussions entre ministères et associations familiales, est enfin programmée pour la mi-mai. Elle reposera sur des spots télévisés qui orienteront le public vers les centres d'information tenus par le Planning familial. Mme Neiertz annonce aussi le remboursement par la Sécurité sociale d'une nouvelle pilule de la dernière génération (microdosée et donc mieux tolérée par les femmes), ce qui élargira le choix de contraceptifs. Et, toujours en vue de faire respecter la loi sur l'interruption volontaire de grossesse, elle vient de rédiger avec les autres ministères concernés une circulaire rappelant aux chefs d'établissement hospitalier qu'ils doivent porter plainte lors d'attaques de commandos anti-IVG, et leur indiquant la marche à suivre pour que la plainte ne soit pas classée sans suite. Le travail des femmes tient particulièrement à cœur à Mme Neiertz. D'ailleurs, le secrétariat d'Etat aux droits des femmes a été rattaché au ministère de l'emploi et de la formation professionnelle. Elle participe donc à la formation des décisions qui concernent les femmes dans la politique de Mme Aubry. Afin d'améliorer les conditions de travail, elle a annoncé la remise à plat de la loi sur l'égalité professionnelle votée en 1983 et qui ne donne pas les résultats escomptés : *« Elle ne correspond manifestement pas au mode de fonctionnement des entreprises. Nous devons donc essayer de la revoir. »* Cette loi, estime Mme Neiertz, devrait être un véritable outil d'incitation à l'égalité.

Un décret va être rédigé pour abroger les quotas limitant le nombre de femmes dans le recrutement des personnels du corps actif de la police nationale, et un dépoussiérage des règlements intérieur de la police se termine pour en extraire des dispositions archaïques comme l'obligation pour les femmes de porter des talons de 6 cm, ou l'interdiction de retoucher les tenues même pour les femmes enceintes ! Par ailleurs, 19 déléguées départementales aux droits des femmes, qui n'étaient jusqu'à présent que vacataires et percevaient 4 500 F par mois, vont être contractualisées.

Mme Neiertz annonce également que son projet de réforme du code du travail pour lutter contre le harcèlement sexuel a reçu l'accord de tous les ministères impliqués et devrait être présenté très prochainement au conseil des ministres dans un ensemble de textes préparés par Mme Aubry.

CHRISTIANE CHOMBEAU

□ **Rectificatif.** – M. Robert Jarry, dont le nom a été cité dans l'affaire de la SAGES (*le Monde* du *4 mars*), *n'est plus membre du* Parti communiste : il a été exclu le 3 février 1989. Le maire du Mans a annoncé, jeudi 13 février 1992, son intention de conduire une liste du Mouvement de la gauche progressiste à l'occasion des élections régionales dans la Sarthe.

JUSTICE

Au tribunal de Paris

Forte amende pour le distributeur d'une serviette « anti-sida »

Le distributeur des serviettes en papier imbibé Korettie, présentées comme « anti-virus (HIV/SIDA) » a été condamné, mardi 3 mars, à 200 000 francs d'amende pour *« publicité fausse ou de nature à induire en erreur »* par la 31e chambre correctionnelle de Paris (*le Monde* du 20 février).

Selon les mentions portées sur l'emballage, ces « lingettes » désinfectantes et désodorisantes étaient aussi capables de détruire le virus du sida. Des dessins conseillaient son usage sur des objets manipulés par le public et son efficacité était *« reconnue »* par les Instituts Pasteur de Paris et de Lille.

Dans son jugement, le tribunal, présidé par Mme Claude Noquet, constate que le professeur Luc Montagnier, chef du département Sida-Retrovirus de l'Institut Pasteur, avait précisé à l'audience que seul le liquide non dilué, utilisé pour imbiber les lingettes, avait un pouvoir inactivant sur le virus, alors que les serviettes commercialisées étaient inefficaces. Mais les juges ajoutent : *« Les publicités incriminées constituent une campagne de désinformation quant au mode de transmission de la maladie, en laissant croire que celle-ci se communique par simple contact avec un objet contaminé, alors qu'il est admis par toutes les plus hautes instances scientifiques qu'elle ne se transmet que par voie sexuelle ou sanguine. »*

Aussi le tribunal déclare : *« Cette publicité est trompeuse* (...) [et] *porte gravement atteinte à l'ordre public, du double point de vue de la protection contre le sida et du maintien dans l'insertion sociale des personnes atteintes d'une telle maladie. »*

Outre l'amende infligée à M. Pierre Brion, directeur de la société Colcom, cette entreprise civilement responsable devra verser 50 000 francs de dommages et intérêts à l'Union fédérale des consommateurs, qui a pris l'initiative des poursuites, et la même somme a été attribuée à l'association d'aide aux malades du sida Act-up et à l'Agence française de lutte contre le sida.

MAURICE PEYROT

A Marseille

M. Robert Vigouroux poursuit un journaliste en diffamation

MARSEILLE

de notre correspondant

M. Robert Vigouroux, maire (maj. prés.) de Marseille poursuit en diffamation, devant le tribunal correctionnel, M. Jean Kehayan, journaliste marseillais et écrivain, par lequel il estime avoir été diffamé. Les faits remontent à octobre 1991 : à l'occasion de la Journée de l'Arménie organisée dans le cadre de la Foire internationale de Marseille, M. Kehayan, qui en était l'organisateur et le coordonnateur après avoir conduit plusieurs missions humanitaires, a tenu des propos très vifs à l'encontre de M. Vigouroux, propos rapportés par *le Méridional* du 5 octobre qui est solidairement poursuit.

« Je suis scandalisé, ulcéré, s'était écrié M. Kehayan, *par le comportement de M. Vigouroux qui s'était engagé publiquement lors de sa venue en 1988, après le séisme qui a fait 100 000 morts en Arménie, à faire reconstruire l'école française de Léninakan et qui n'a pas tenu ses promesses. »*

Le maire de Marseille a depuis cette date multiplié les démarches auprès des intances régionales et nationales françaises pour obtenir de l'aide mais à ce jour l'école n'est toujours pas reconstruite quand celle promise par Mme Thatcher à la même époque sortait de terre six mois après. Les fonds récoltés à Marseille seraient estimés à 1,5 million de francs et n'ont pas encore été utilisés.

Pour propos portant atteinte à son honneur, le maire de Marseille estime à 500 000 francs le préjudice subi. C'est la somme exacte qu'il avait fait voter par le conseil municipal en faveur de la future école, a fait remarquer la défense.

Jugement le 7 avril.

JEAN CONTRUCCI

□ **L'Association française des magistrats instructeurs critique la réforme de la procédure pénale.** – L'Association française des magistrats instructeurs (AFMI), qui avait salué, il y a trois mois, les grandes lignes du projet de réforme de la procédure pénale du ministre délégué à la justice, M. Michel Sapin (*le Monde* du 27 février), s'inquiète aujourd'hui des *« dangers »* contenus dans ce projet. Le *« formalisme supplémentaire et inutile »* du texte aura pour conséquences, selon l'AFMI, *« un risque d'inefficacité de la justice pénale et de paralysie complète dans la lutte contre la délinquance organisée »*, et un *« allongement considérable des procédures et donc de la détention provisoire »*.

SCIENCES

Découverte d'un nouvel astéroïde dans le système solaire

Un nouvel astéroïde vient d'être photographié par l'Observatoire austral européen (ESO), à la Silla (Chili), après avoir été découvert il y a quelques semaines aux Etats-Unis, grâce au télescope à grande ouverture du mont Palomar.

Son orbite, inclinée et très elliptique, a une période de 92,57 années, ce qui fait de cet objet céleste l'un des plus lointains des quelque 2 000 astéroïdes connus à ce jour dans le système solaire.

L'objet, nommé 1992 AD, se trouve actuellement à environ 1,3 milliard de kilomètres du Soleil. *« Son orbite, qui passe entre celles de Saturne et de Neptune, prouve qu'il s'agit bien d'un objet tournant autour du Soleil, et non du satellite d'une autre planète »*, confirme Jean Schneider, chercheur au département d'astrophysique relativiste de l'Observatoire de Paris-Meudon.

Pas question cependant, pour les astronomes, d'espérer trouver en ce petit objet céleste la fameuse « dixième planète » massive du système solaire. Avec un diamètre de l'ordre de 150 km, 1992 AD pourrait tout juste changer de nom, lorsqu'il aura été observé pendant trois ans au moins et que son orbite aura été calculée avec plus de précision. Un nom qui pourrait être celui de l'un des Centaures de la mythologie grecque : comme Chiron, cet astre découvert en 1977 que l'on crut un moment être une « vraie » planète, et dont on pense aujourd'hui qu'il s'agit tout au plus d'une comète atypique (*le Monde* du 28 novembre 1990).

ENQUÊTE

Crime et tourment

Christian Van Geloven est en prison pour le viol et l'assassinat de deux petites filles. Naguère la justice l'avait dit malade, ou amendable

En France, et dans les pays voisins, depuis l'arrestation de Christian Van Geloven, cadre commercial au chômage qui a reconnu avoir tué et violé en octobre deux petites filles de dix ans près de Perpignan, tous les dossiers de meurtres ou de disparition d'enfant ont été rouverts. Régulièrement, il est extrait de sa cellule pour répondre aux enquêteurs : en janvier, des policiers belges sont venus l'interroger sur la disparition, près de Louvain, d'une petite fille de dix ans. Puis ce furent des gendarmes de la Meuse, devant qui il reconnut des attentats à la pudeur sur un garçon de neuf ans. Dernièrement, il a été interrogé à propos du meurtre d'une adolescente de quatorze ans commis en Moselle en mai.

par Agathe Logeart

Il faisait froid, ce matin-là, en haut du plateau du Larzac. C'était un dimanche, il était 6 heures, et un homme se tenait bien droit, qui du doigt montrait la faille dans la montagne, près du cirque de Navacelles. Calme en apparence, comme détaché de tout. Au terme d'une garde à vue qui s'était déroulée – *hormis une claque* – *« entre gens du monde »*, Christian Van Geloven avait bien voulu passer des aveux circonstanciés et même, alors qu'aucune preuve matérielle ne l'accablait encore, dire où il s'était défait *des corps des deux petites filles*.

Lui, le catholique pratiquant, avait concédé aux enquêteurs qu'il serait mieux qu'elles reposent en paix, et qu'on leur accorde une sépulture plus décente que ce trou de pierre baigné d'une eau stagnante.

On avait pris des cordes et, ballottés contre la roche, les deux petits corps nus restés là deux semaines avaient fini par remonter. Au fond du lac tout proche du Salagou, on avait ensuite pêché un sac poubelle qui contenait les vêtements des enfants. Pour éviter qu'il ne remonte à la surface, judicieusement, l'homme l'avait crevé avant de le faire glisser le long de la pente. A ce moment, l'un des enquêteurs avait choisi de ne pas laisser ses yeux croiser ceux de Christian Van Geloven, moins par l'horreur qu'il lui faisait que par la crainte de laisser échapper le doute qu'il découvrait en lui-même.

Jamais – et pourtant dans sa carrière, il en avait vu – il ne lui avait semblé côtoyer l'abjection de si près. *« C'était bouleversant parce qu'on était au cœur de l'absurde du monde. Toutes les convictions vacillent lorsqu'on voit ainsi confrontés l'incarnation du mal et la parfaite innocence. Et alors on est assailli de pensées parasites... »* De ces pensées dont on n'est pas fier lorsqu'on s'est toute sa vie fait une certaine idée de l'homme, de sa capacité à s'amender, de la justice.

L'histoire de Christian Van Geloven en ce que l'on peut tenter d'y comprendre, un jour sans doute, lorsque le temps aura passé, sera considérée comme un cas d'école. L'un de ces cas limites, psychiatriques et judiciaires, où bons sentiments et bonne conscience mêlés, le code pénal d'un côté, celui de déontologie de l'autre, on est parvenu au pire des ratages : la mort, comme annoncée, de deux enfants.

Affaires 0127, 1130 et 1128

Les lignes d'un casier judiciaire sont sèches et elliptiques. Les affaires y sont numérotées. 0127, 1130 et 1128 désignent en fait Virginie, Catherine et Guislaine. La plus âgée avait dix ans et la plus jeune pas encore huit. La méthode était toujours la même : l'homme les repérait dans la rue, depuis sa voiture, puis les faisait plus ou moins doucement monter à ses côtés, les emmenait dans sa maison jouer à ses jeux à lui, reconduisait ensuite l'une à son école ou délivrait l'autre dans un bois, d'où il s'assurait qu'une voiture pourrait la reprendre. Un jour, il attacha l'une des petites filles à son lit, les bras en croix, et la souilla dans la bouche.

Puis il se fit prendre parce qu'un enfant avait raconté à ses parents, qui avaient raconté aux gendarmes, qui avaient retrouvé la maison. Et Christian Van Geloven fut envoyé en prison. C'était à Orléans en novembre 1983. On ne bâcla pas l'enquête, même si les familles, pour protéger sûrement l'équilibre de leurs enfants, pour laisser une chance à l'oubli, ne se constituèrent pas partie civile.

Ce fut *« une affaire soignée »*, se rappelle un magistrat. L'enquête de personnalité fut fouillée et des experts psychiatres, psychologues, convoqués en renfort. Christian Van Geloven se montra docile, bien qu'effrayé par le séisme subi par sa famille – sa femme et ses deux enfants alors âgés d'une dizaine d'années – par la prison où comme tout *« pointeur »* (1) il dit *« avoir enduré les pierres du chemin »*. Mais il parla volontiers de ses tourments. Il n'avait pas toujours été un cadre commercial brillant, parlant le néerlandais, le français, l'anglais, l'espagnol et l'italien, enchantant ses collègues masculins et féminins par son bagou, son charme et sa convivialité. Il avait été un enfant de quatre ans, avant-dernier d'une famille nombreuse (sa mère avait été enceinte onze fois, six enfants avaient survécu) et pauvre (son père malade, alcoolique avait tenu un café), donné *« comme un petit chat »* à une tante plus argentée mais en mal d'enfant, dont il portait déjà le prénom : Pétronille. Christianus, Petronella, Petrus : les trois prénoms qui feraient sourire plus tard les collègues...

Il était un fils de pauvre Néerlandais élevé en France chez les bourgeois. La tante, expliquait-il, était puritaine. Ses premières masturbations avaient été punies par des fessées. On lui avait donné, à huit ans, la honte de lui-même. Malgré les facilités offertes par un foyer aisé, Christian Van Geloven n'était pas à la hauteur des espoirs mis en lui. Il redoublait sa 5e, sa 3e et s'y prenait à deux fois pour avoir le BEPC. Et puis, dans leur maison, un jour, était arrivée Isabelle, *une petite fille de cinq ans. Il* n'en avait pas quinze. Et il racontait toujours, et plus tard encore, que c'était en Espagne, au cours de vacances, que cela avait commencé. La petite fille lui volait l'amour de ses parents de remplacement. Il lui en voulait et souhaitait tout à la fois se faire aimer d'elle et la punir aussi. La jeune femme, des années plus tard, l'a confirmé. Son demi-frère l'a harcelée ainsi, des années *durant, en une impossible balance* entre l'amour et la haine.

A Orléans, devant les médecins, il s'était montré courtois et coopératif et avait volontiers reconnu sa pédophilie, qu'il vivait, disait-il, comme une *maladie* dont il souhaitait qu'on le délivrât. A vingt-cinq ans, jeune homme inhibé, il avait quitté ses parents pour se marier avec une femme, Martine, de deux ans son aînée, qui, racontait-il, un jour sur une plage du *Midi était* allée vers lui. Deux enfants étaient venus.

Après avoir trouvé du travail grâce à son oncle, il avait su faire son chemin tout seul. Petit VRP, représentant en jouets, il était devenu directeur commercial. Tout avait l'air d'aller bien. Puis, il s'était mis à acheter aux Pays-Bas des revues pornographiques interdites en France, avec une prédilection pour la zoophilie et la pédophilie. A deux ou trois reprises, il avait fréquenté les prostituées. Mais il n'en avait pas été satisfait, car il avait l'impression de voler l'argent du ménage. Les petites filles s'étaient mises à le poursuivre jusque dans ses rêves. Alors, il avait commencé à s'exhiber devant elles. Puis il en avait enlevé une. Après, il s'était cru guéri, une fois son fantasme réalisé. Mais il s'était trompé, et il avait recommencé.

Le procès de 1984

Mêlant la ruse et l'ingénuité, il ne faisait rien pour ne pas être reconnu, comme si – la pensée en avait effleuré un magistrat – il s'était mis délibérément dans la situation de se faire prendre. Il savait que ce n'était pas bien. Une petite fille lui avait dit qu'il était un *« vilain monsieur »* et lui-même affirmait : *« Si un salaud avait fait ça à ma fille, je l'aurais tué. »* Il réclamait des soins. *« Et cela plaisait beaucoup aux psychiatres. »* Un sujet en or pour ces derniers, qui se refusaient à voir en lui un pervers et escomptaient que sa demande de traitement atténuerait sa dangerosité. Et puis n'avait-il pas, avant d'être frappé par un licenciement économique, un emploi bien rémunéré ? N'avait-il pas une femme qui se dévouait tant qu'elle pouvait pour l'épauler et un bon niveau intellectuel et social ? Les médecins conseillaient aux magistrats de lui accorder des circonstances atténuantes et de lui faire suivre une psychothérapie comportementale ambulatoire. Ainsi fut fait.

Christian Van Geloven est jugé en correctionnelle pour la première fois le 23 août 1984. Il demande l'indulgence du tribunal et l'obtient. La condamnation, quatre ans d'emprisonnement dont trente mois avec sursis, est assortie de cinq ans de mise à l'épreuve avec l'obligation de se faire soigner. Le 5 décembre 1984, après avoir passé un peu moins de quatorze mois en prison, il est libre. Son avocat d'alors se rappelle : *« La justice avait bonne conscience, et nous aussi. En fait, on se débarrassait du problème en le remettant entre les mains des médecins. »*

La famille Van Geloven semble avoir surmonté l'épreuve et s'installe dans l'Est, à Saint-Dizier. En mars 1985, le père de famille a retrouvé du travail dans la région de Bar-le-Duc, dans une entreprise de traitement du bois. Il est directeur de « l'export » et il est conduit à beaucoup voyager. C'est pourquoi il demande l'effacement de sa condamnation du bulletin n° 2 de son casier judiciaire. Le tribunal d'Orléans, qui examine sa demande, lui donne satisfaction, contre l'avis du parquet, dont le représentant souligne alors que les *faits ayant entraîné* la condamnation sont particulièrement graves – l'un d'entre eux au regard de la loi est un viol – et que le travail de VRP pourrait mettre sur le chemin de Van Geloven des tentations auxquelles il pourrait avoir *du mal* à résister.

Christian et Martine Van Geloven quittent le palais de justice souriants, la main dans la main. Il continue de se faire soigner et achève avec succès la période probatoire de cinq ans. A ce terme, sa condamnation est réputée *« nulle et non avenue »*. On ne pourra plus, au-delà de ce délai et s'il recommençait, le déclarer en état de récidive légale. Il semble qu'une page ait été tournée. A Orléans, quelques années durant, dans les affaires de mœurs on citera en exemple ce cadre exemplaire qui a su se guérir de sa pédophilie sans rechuter et l'on en tirera la preuve que la justice, lorsqu'elle sait tendre la main à celui qui a fauté, reçoit récompense de sa mansuétude. *« On avait le sentiment d'avoir fait du bon travail »*, disent en chœur les magistrats.

« Le turn-over des assistantes »

Est-ce un autre Christian Van Geloven que découvrent ses nouveaux collègues de travail ? Désormais, ce sont les femmes adultes qui l'intéressent. Apparemment, elles le lui rendent bien. *« Le turn-over des assistantes était impressionnant »*, se rappelle un cadre de l'entreprise. Jovial, plein d'attentions délicates (il offre des chocolats à tout le personnel féminin au moment des fêtes), il est un *« commercial à l'américaine »*, pas bégueule en tout cas. Il ne se met en colère – alors retentissante – que lorsqu'on lui chipote ses notes de frais. Et on s'y risque rarement. On lui prête des liaisons nombreuses. Il les affiche. *« On le voyait un peu comme un Don Juan. »*

Christian Van Geloven voyage beaucoup : il passe ainsi près d'un an aux Etats-Unis, où il est censé développer une filiale américaine. Sa femme l'y rejoint même pour des vacances. En revanche, officiellement pour trouver des marchés, il se rend seul à plusieurs reprises à Manille et à Bangkok. On s'interroge aujourd'hui sur les nécessités commerciales de ces déplacements. Désormais, toute une quincaillerie agrémente ses plaisirs sexuels : martinets, godemichets, boules de geisha. Il aime les porte-jarretelles, les strings et les bas.

Christian Van Geloven a un médecin de famille qui lui prescrit du magnésium et de la vitamine C lorsqu'il a pris froid. Au bout de deux ou trois ans, son patient lui confie qu'il a *« ses petits problèmes de pédophilie »*. Le médecin ne s'en inquiète pas. *« C'était un monsieur très agréable, très poli, très intelligent. »* Il sait qu'un psychiatre d'une ville voisine lui prescrit des psychotropes.

Est-ce une rupture plus douloureuse qu'une autre, comme il a pu le confier ensuite, qui conduit à nouveau Christan Van Geloven sur le chemin de petites filles ? Ou bien *n'a-t-il jamais cessé de penser* à elles en donnant le change tant qu'il pouvait... Agnès et Karine n'avaient pas le droit de quitter le jardin où elles jouaient, le samedi 15 juin 1990. Mais elles ont désobéi, sans y voir malice, pour faire un tour au bord de la Marne, qui coule derrière le jardin. C'est là qu'un monsieur, qui avait posé son vélo sur la berge, après avoir tenté d'engager la conversation, a baissé son short devant elles.

Un dossier gris

Elles le racontent sur les procès-verbaux du commissariat et signent leurs dépositions, en lettres rondes d'écolières. L'affaire paraît anodine. Et puis, comment retrouver un exhibitionniste dans une ville de trente-cinq mille habitants ? Huit jours plus tard, Agnès qui accompagne sa mère au marché blêmit, le monsieur est là, juste à côté. Alertée, la police réagit vite et arrête Christian Van Geloven assis sur un banc devant la mairie qui regarde sortir les mariés. Il reconnaît les faits, mais affirme n'avoir jamais eu à faire à la justice. Sa condamnation n'est-elle pas devenue *« nulle et non avenue »* ? Placé en garde à vue le 23 juin 1990 à 15 h 45, il est remis en liberté à 19 h 45, et la procédure est transmise au parquet de Chaumont. Les mères des petites filles n'y comprennent rien. Mais enfin, on leur explique qu'il sera jugé et soigné. Encore.

Jugé, Christian Van Geloven l'est le 17 décembre 1990. En entrant dans la salle d'audience, accompagné de sa femme, il fait le signe de croix. L'audience ne dure pas une demi-heure. *« C'était un dossier gris comme on en a trois par mois »*, se rappelle un magistrat qui siégeait ce jour-là. A peine se souvient-on d'une brève prise de bec entre le président et l'avocat du prévenu qui *prosteste lorsqu'on évoque* la condamnation antérieure de Christian Van Geloven. *« Mon client a été réhabilité. C'est nul et non avenu. »*

Des certificats médicaux étaient le dossier de plaidoirie : *ils sont* formels, Christian Van Geloven n'est pas dangereux : deux mois avec sursis, une peine d'amende, et ce qui montre que les magistrats ont tout de même tenu compte de son casier, trois ans de sursis avec mise à l'épreuve, avec l'obligation – encore – de se faire soigner. On n'a rien expliqué aux parents d'Agnès et Karine. Ils ne comprennent pas que cet homme qu'ils perçoivent comme une *menace* pour leurs enfants rentre tranquillement chez lui le soir. D'autant que la presse locale – *la Haute-Marne libérée* – qui d'ordinaire publie des comptes-rendus exhaustifs des audiences *correctionnelles, passe l'affaire sous* silence. M. André Godderige, le rédacteur en chef du journal, se rappelle parfaitement la visite de Mme Martine Van Geloven un matin à la rédaction. Elle ne *demandait aucune faveur. Elle était* digne, douloureuse et alertait le journaliste sur les conséquences d'un article pour ses enfants. Le journaliste a l'habitude de ce genre de démarche. Parfois, on lui propose de l'argent, un gigot ou même un furtif *« paiement en nature »*, pour prix de son silence. Souvent, il s'en amuse. Il a quarante-huit ans, exerce son métier depuis vingt-cinq ans. Il sait bien qu'un simple entrefilet dans la presse locale où un nom, celui du condamné comme celui de la victime, est publié, aide aussi sûrement à faire chavirer une vie que les faits eux-mêmes.

Sa décision était prise, dit-il, avant même la visite de Mme Van Geloven. Les vingt lignes de compte-rendu d'audience ne passeraient pas. André Godderige, une fois l'affaire d'Elne révélée, a été licencié sans préavis pour faute grave, accusé par son patron d'avoir permis que l'on considère son journal comme étant *« à la botte des notables »*.

« Un monsieur, un directeur »

La mère d'Agnès, révoltée par la peine prononcée par le tribunal, outrée par le silence de la presse locale, se convainc de ce que Christian Van Geloven est protégé parce que *« c'est un monsieur, un directeur »*. Alors elle prend son annuaire, et son téléphone. Elle ne sait pas où travaille Christian Van Geloven, mais elle va le trouver à force d'acharnement et communiquer la copie du jugement à la direction de l'entreprise. Personne n'était au courant. Une indiscrétion répand la nouvelle.

Le maintien de Christian Van Geloven dans l'entreprise devient impossible : un dragueur, passe. Mais un exhibitionniste qui s'en prend à des petites filles, sûrement pas. Le dépôt de bilan permet de masquer son renvoi. En janvier 1991, il touche ses indemnités, comme d'autres cadres. Il est *« grillé »* dans la région. Ses recherches d'emploi restent vaines. Avant d'envoyer ses lettres de candidature, pour tromper les graphologues, il fait des pages d'écriture, comme un enfant.

Le 7 octobre, Agnès rentre de l'école en courant à perdre haleine. A nouveau, un monsieur l'a suivie. Elle est sûre que c'est celui des bords de Marne. Elle pleure, fait des cauchemars. La mère d'Agnès a peur. Tout bêtement peur, et elle appelle la police. Le commissaire de Saint-Dizier, M. Alvarez pense qu'il ne s'est agi – au plus – que d'une *« rencontre fortuite »*. Il ne peut *« rien faire »*. Christian Van Geloven n'est pas détenu, il est *« libre d'aller et de venir »*. La mère d'Agnès se tourne alors vers la justice. Elle appelle le tribunal pour enfants, puisqu'il s'agit d'enfants, non ? Son message, son angoisse sont transmis au juge d'application des peines qui *« suit »* Van Geloven : Maria Pia Monet réagit tout de suite. Le 11 octobre, Christian Van Geloven est convoqué.

Il nie avoir une nouvelle fois suivi la petite fille. Mais le magistrat est inquiet. Elle lui conseille de quitter la région. Son fils a un appartement à Paris. De là, sa recherche d'emploi sera peut-être plus facile. Van Geloven comprend. Il s'entend bien avec le JAP, avec son éducateur. Il vient souvent, sous des prétextes divers, leur rendre visite au palais de justice. Ceux qui le croisent s'étonnent, s'amusent même de cet homme qui *« fait toujours trente-six mille signes de croix »* en montant l'escalier. Il évoque la neuro-chirurgie, parle de se faire lobotomiser.

Mais, c'est décidé, il part pour Paris, où il passe quelques jours accompagné de sa femme, puis il ira tenter sa chance dans le Sud. *Des voisins lui ont prêté un appartement* de vacances à Collioure. Il pourra facilement se présenter à d'éventuels employeurs à Toulouse. Curieusement, il fait un crochet par Orléans, où il tourne autour de cette *prison où il s'est juré de ne* plus revenir. Et puis il descend, dans sa voiture blanche, vers Collioure. Cette fin de semaine s'annonce interminable. Il est seul avec ses démons.

Un psychiatre, un jour, lui a conseillé, lorsque ses pulsions se faisaient trop pressantes, de *« se coucher au sol pendant trois quarts d'heure pour irradier la poitrine »*. Ce jour-là, il préfère aller à la piscine. De petites filles sont là, qui le tentent. Mais il ne peut rien faire, leurs mères les surveillent et les protègent sans le savoir. Vraisemblablement au hasard, Christian Van Geloven prend la route d'Elne. A la chasse aux petites filles. Ingrid et Muriel, dix ans, avaient eu la permission d'aller acheter des images au bureau de tabac. Pour ne pas être en retard, elles avaient réglé leurs montres sur celle d'une grand-mère. Cet après-midi aurait dû être une fête, l'anniversaire d'Ingrid.

Une visite à Lourdes

S'est-il fait horreur, ensuite, cet homme dont un magistrat a dit qu'il semblait parfois *« se faire peur à lui-même »* ? Les petites filles tuées, violées, leurs corps cachés, leurs vêtements noyés, le *« bon M. Christian »* a-t-il voulu punir *« le mauvais M. Christian »*, comme s'appelle parfois lui-même cet homme qui peut paraître tour à tour perdu, arrogant, froid, manipulateur ? Il s'est rendu à Lourdes, pour se recueillir devant la statue de Bernadette Soubirous, l'adolescente visionnaire à peine plus grande que ses victimes. Le sanctuaire était fermé. Il dit y avoir vu un signe : même Dieu ne voulait plus de lui. Il se confesse, et allume deux cierges, un pour chaque petite fille morte, avant de rentrer à son hôtel.

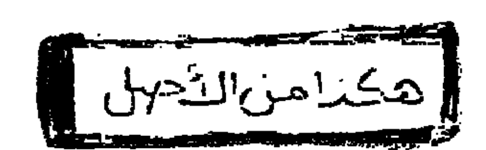
Il ne s'y fait pas remarquer, pèlerin *parmi d'autres*. Jusqu'au lendemain matin, où la femme de ménage ne parvient pas à ouvrir la porte. Christian Van Geloven l'avait bloquée avec son lit, puis il avait entrepris de se suicider : veines écorchées, barbituriques, autostrangulation, et même un essai raté d'électrocution dans sa baignoire avec la prise du téléviseur. Son corps est en hypothermie, lorsqu'on le transporte, dans le coma, à l'hôpital. Il s'y laisse soigner quelques jours. Sa femme vient récupérer la voiture. Christian Van Geloven est transporté par avion à l'hôpital psychiatrique de Saint-Dizier. *« C'était un sujet un peu ennuyé, un peu embêté »*, se rappelle le docteur Aman Lefki, qui s'est longuement et à plusieurs reprises entretenu avec lui, *« et un suicidaire résolu »*.

Il disait avoir été brisé par son licenciement. *Il parlait aussi de sa* pédophilie, de la justice, de sa peur de la prison. Il se promenait dans le parc, et veillait tard pour regarder les dernières informations télévisées. *« Il avait l'air de s'inscrire dans une fuite continuelle*, se rappelle le médecin. *Je me disais que les justifications qu'il apportait à sa détresse étaient insuffisantes. Il devait y avoir autre chose... »*

Cet *« autre chose »*, au bout de cette errance, c'est la famille de Christian Van Geloven qui l'a trouvé. Dans la douleur, mais comme sans surprise. Le renseignement est venu des Pays-Bas, d'un membre de sa famille qui a fait le rapprochement entre sa présence dans la région de Perpignan et la mort de deux petites filles. La police néerlandaise, prévenue, a alerté la France.

Et à l'hôpital psychiatrique où il avait fini, seul, par échouer, juges et policiers, bouclant la boucle, sont venus chercher tout à la fois le *« bon »* et *« le mauvais M. Christian »*.

(1) On appelle *« pointeur »*, en prison, les détenus accusés de crimes sexuels.



ÉCONOMIE

Après le Crédit local de France

Argent frais

Après avoir reproché, parfois non sans raisons, au gouvernement de la période de cohabitation de privatiser au rabais, M. Pierre Bérégovoy ne pouvait risquer d'encourir le même blâme.

Le report *in extremis* de la mise en vente, le 10 décembre dernier, de 2,3 % d'Elf-Aquitaine a permis d'attendre une remontée de la Bourse. Celle-ci vient enfin de retrouver ses niveaux d'avant la guerre du Golfe, mais l'action Elf-Aquitaine n'en a pas particulièrement profité. Depuis le 1er janvier, elle a perdu 0,9 % quand la Bourse de Paris gagnait dans le même temps 12,35 %. Elf-Aquitaine n'a même jamais retrouvé ses cours du 13 novembre, le jour de l'annonce de la privatisation partielle.

Alors pourquoi maintenant? Parce qu'il s'agit d'une « vraie-fausse » privatisation qui n'exprime aucune stratégie industrielle ou financière, mais représente une simple cuisine budgétaire. Si le gouvernement a déjà réalisé des cessions minoritaires d'entreprises publiques (de Pechiney International à l'UAP, en passant par le GAN, les AGF et même une précédente émission d'Elf-Aquitaine), il s'agissait dans chaque opération d'illustrer la politique industrielle chère au premier ministre. En tout cas, les fonds propres des entreprises concernées s'en trouvaient renforcés.

Cette fois, la logique est tout autre, dans la droite ligne de la vente de 20 % du capital du Crédit local de France le 20 novembre 1991, qui avait déjà apporté 2 milliards de francs d'argent frais à un Etat appauvri. Le déficit budgétaire, de l'ordre de 130 milliards de francs en 1991, pourrait être de 150 milliards cette année. Pour compenser de médiocres rentrées fiscales, on vend le patrimoine et on finance ainsi les dépenses courantes. Et il vaut mieux le faire avant le 22 mars et le premier tour des élections régionales...

La vente des 5,7 millions d'actions Elf-Aquitaine rapportera entre 2 et 2,5 milliards de francs. L'opération en elle-même n'est pas particulièrement condamnable. Le grignotage de la part de l'Etat dans Elf-Aquitaine est continu depuis 1986 (elle était de 66 %), au gré des augmentations de capital que le holding Erap ne suit pas. Cette part reviendra finalement à 51,5 %. Mais si les opérations de ce genre venaient à se multiplier, elles donneraient l'impression que la vocation de la Bourse est de compenser les faiblesses budgétaires. La relance de l'actionnariat n'y gagnerait sûrement pas.

ÉRIC LESER

Le gouvernement privatise 2,3 % d'Elf-Aquitaine

Le gouvernement a annoncé mardi 3 mars la vente en Bourse, le 13 mars, de 2,3 % du capital du groupe pétrolier Elf-Aquitaine. La mise sur le marché concerne 5 780 000 actions Elf-Aquitaine détenues par l'ERAP, le holding étatique contrôlant le premier groupe pétrolier français. Cette opération, initialement prévue le 11 décembre, a été reportée le 10 décembre du fait de la mauvaise conjoncture boursière. Elle représentera la deuxième privatisation partielle effectuée par le gouvernement après celle du Crédit local de France, le 20 novembre.

La cession des titres prendra la forme en France d'une offre publique de vente portant sur 3,38 millions d'actions, plus éventuellement 360 000 titres provenant de la tranche internationale. Le chef de file bancaire de l'opération est la BNP. Les ordres d'achat seront recueillis du 10 au 12 mars. L'opération comportera également une vente internationale de 2,4 millions d'actions.

Elf-Aquitaine bénéficie d'une excellente image auprès des investisseurs étrangers. La Société des Bourses françaises précise que le prix des titres mis sur le marché sera fixé le 9 mars. La procédure ne prévoit pas de traitement particulier pour les petits ordres et vise donc avant tout les investisseurs institutionnels. La mise en vente des titres du Crédit local de France n'avait pas rencontré un grand succès auprès des petits actionnaires.

Le cours de l'action Elf-Aquitaine a oscillé entre 352 et 395 francs depuis début janvier pour atteindre 385 francs en clôture le 3 mars. A un tel niveau, l'opération devrait faire rentrer dans les caisses de l'Etat environ 2,2 milliards de francs.

Lorsque ces cessions ont été annoncées à l'automne, le ministère des finances a souligné qu'elles ne seraient *« pas bradées »*, leur produit devant servir à financer notamment le plan emploi du ministre du travail, Mme Martine Aubry, dont le premier volet coûte quelque 3,3 milliards de francs. Si cette cession d'actifs respecte la forme annoncée, M. Bérégovoy va saisir la commission d'évaluation des entreprises publiques, qui déterminera une valeur minimale pour le groupe. C'est sur cette base que le ministre des finances fixera ensuite la valeur de l'action et donc celle de l'offre publique de vente.

51,5 % pour l'Etat

En dépit de cette cession, l'Etat va garder le contrôle d'Elf-Aquitaine, dont il continuera à détenir directement 51,5 %. Parmi les autres actionnaires publics du groupe pétrolier figurent notamment la Caisse des dépôts et consignations, l'UAP, le Crédit lyonnais et la BNP, qui détiennent des parts de l'ordre de 1 à 3 %.

L'annonce de la cession intervient alors que le groupe Elf-Aquitaine a annoncé au début de février un bénéfice net pour 1991 de 9,8 milliards de francs, au lieu de 10,6 milliards de francs en 1990. Ce qui permet tout de même à Elf de dégager un résultat qui sera sans doute le plus important de toute l'industrie française. Le chiffre d'affaires a progressé l'année dernière et s'établit à 190 milliards de francs, soit 15 milliards de plus qu'en 1990.

E. L

Elf-Aquitaine et Total négocient avec l'Irak des accords pétroliers

« Il s'agit de préparer l'après-embargo. L'Irak redeviendra un jour un pays fréquentable. » Ainsi confirme-t-on au siège d'Elf Aquitaine et de Total les informations du *Canard enchaîné* du 4 mars, faisant état de discussions entre les deux compagnies pétrolières et le régime irakien.

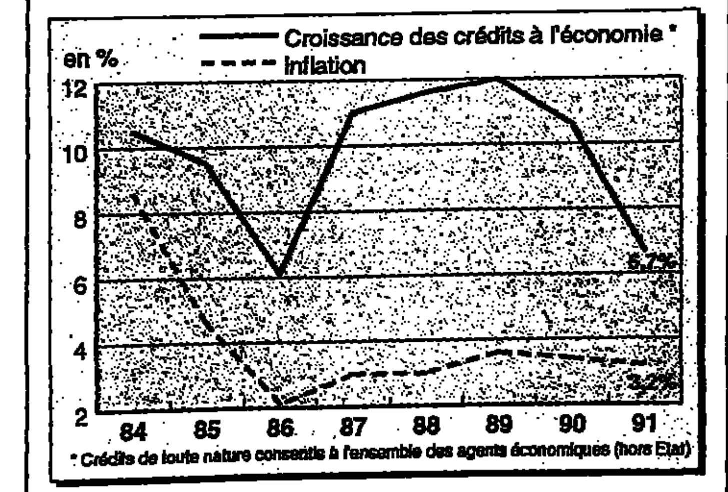
Placés sous embargo pétrolier par l'ONU depuis la guerre du Golfe, les Irakiens sont actuellement dans l'incapacité d'exporter la moindre goutte de pétrole. Seule la vente de 1,6 milliard de dollars de brut a été autorisée le 15 août 1991 par les Nations unies pour l'achat de produits alimentaires. Mais Bagdad a refusé l'offre au prétexte que l'argent allait être versé sur un compte mis sous séquestre aux Nations unies.

Pour autant, toutes les grandes compagnies internationales s'intéressent de près à l'Irak. Avec une centaine de milliards de barils de réserves de brut prouvées à la fin de 1990, Bagdad est le deuxième pays pétrolier du Moyen-Orient, derrière l'Arabie saoudite.

Les Irakiens, intransigeants adeptes d'un nationalisme pétrolier, ont considérablement assoupli leur position ces dernières années. Alors qu'avant la guerre du Golfe, ils n'acceptaient de travailler avec les pétroliers étrangers que dans le cadre de *« contrats d'assistance »* technique, ils sont aujourd'hui favorables à la signature de contrats dits de *« partage de production »*, beaucoup plus intéressants pour les compagnies, assurées d'un accès au pétrole brut sur le long terme.

C'est ce genre d'accord que Elf et Total discutent depuis plusieurs mois. *« Il est hors de question de signer quoi que ce soit tant que l'Irak n'aura pas réintégré la communauté internationale »*, assure-t-on au siège des deux compagnies. Engagement confirmé par le Quai d'Orsay.

Moindre croissance du crédit en France



La progression des crédits à l'économie est en net recul en 1991 par rapport aux années euphoriques (1987-1990). Mais elle reste supérieure à l'inflation. On ne peut donc pas parler aujourd'hui en France de « credit crunch » ou contraction du crédit sur le modèle américain. Toute la question est de savoir si la chute de la croissance des crédits va continuer cette année.

L'indice composite américain a fortement augmenté en janvier

Le département du commerce a fait savoir mardi 3 mars que l'indice composite avait augmenté de 0,9 % en janvier par rapport à décembre, alors qu'il avait diminué de 0,2 % le mois précédent. Cet indice, qui regroupe onze indicateurs calculés dans les principaux secteurs de l'économie annonce l'évolution de la conjoncture à court terme. La hausse de janvier, la plus importante depuis celle de 1,2 % enregistrée en juillet, s'explique notamment par la forte augmentation des indices boursiers et par celle des commandes de biens d'équipement. Le département du commerce a également annoncé que les ventes de logements neufs avaient progressé de 12,9 % en janvier.

Les marchés financiers ont vivement réagi à ces nouvelles. Les cours des obligations ont fortement chuté, leur taux augmentant, car la concrétisation de la reprise économique signifie l'arrêt de la politique d'assouplissement du crédit. Sur le marché des changes, le dollar a vivement progressé, provoquant une intervention de la Banque du Canada, puis, mercredi 4 mars, de la Banque du Japon.

Mauvaise surprise pour les Français à la réunion des Douze à Bruxelles

Interruption inopinée du débat sur la réforme de la politique agricole commune

Un coup d'arrêt aussi brutal qu'inattendu a été donné mardi 3 mars au débat sur la réforme de la politique agricole commune (PAC). Après que plusieurs Etats membres eurent fait valoir qu'ils n'étaient pas en mesure d'avaliser les orientations générales de la réforme telles qu'elles sont proposées par la Commission européenne, la présidence portugaise a estimé que les conditions n'étaient pas remplies pour engager la négociation sur le fond.

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Les ministres de l'agriculture des Douze disposaient d'un projet de compromis mis au point par la présidence portugaise. La philosophie de ce document restait fidèle à celle qui inspire les propositions de la Commission, ce qui lui valut d'être saluée comme une contribution positive par M. Louis Mermaz.

S'agissant des céréales, qui occupent une place centrale dans l'édifice, le président portugais proposait de ramener en trois ans leur prix de 155 écus par tonne (1 085 francs) aujourd'hui à 105 écus par tonne au lieu des 100 écus préconisés par la Commission. N'appréciant sans doute pas de voir maintenir le débat sur des bases proches des propositions de la Commission, plusieurs Etats membres expliquèrent que, faute d'accord sur les principes de la réforme, un examen approfondi du projet de compromis portugais n'avait pas de sens. A des nuances près, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le Danemark, la Belgique, l'Italie – qui fit valoir la proximité de ses élections législatives – s'exprimèrent dans le même sens. Les Allemands, que préoccupe la perspective de fortes baisses de prix, furent soulagés par une telle dérobade. Tirant la conclusion logique de ce qui venait d'être dit, le président portugais décida de renvoyer le dossier aux experts, étant entendu que les ministres reprendraient les discussions lors de leur prochaine session à la fin mars.

Le Conseil, dont on avait prévu qu'il pourrait éventuellement siéger jusqu'au mercredi 4 mars, se sépara tôt, déconcerté, donnant l'impression de ne pas exactement réaliser ce qui s'était passé. Le débat pourra-t-il reprendre un cours normal dans moins d'un mois?

L'interruption inopinée du 3 mars ne fait pas l'affaire des Français dont l'espoir – tardivement apparu il est vrai – était de parvenir à un accord sur les lignes directrices de la réforme avant que la Communauté ne se trouve sous la pression du GATT. *« Ceux de nos partenaires qui sont plus enclins que nous à un arrangement au GATT, se montrent pusillanimes, dès lors qu'il faut réformer la PAC. Pourtant il faudrait s'engager sur la réforme pour se protéger du GATT »*, a commenté M. Mermaz à l'issue de la réunion. Selon le ministre français, il sera *« difficile mais pas impossible »* de boucler pour l'essentiel le débat sur la réforme avant juillet.

Ne pas se presser

Les problèmes budgétaires ont pu jouer un rôle dans la volonté manifestée par plusieurs Etats membres de réfléchir davantage sur la méthode proposée avant d'aller de l'avant. Des pays comme la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, le Danemark sont déjà réticents pour de simples raisons de concurrence à l'idée que les baisses de prix, qu'ils considèrent comme nécessaires, soient compensées durablement et presque intégralement. Ils se rendent compte, en plus, que cela risque de coûter cher. A cet égard, les propositions de la Commission sur le financement de la CEE au cours des cinq années à venir (le « paquet Delors II ») a peut-être joué un rôle de révélateur. Dans l'esprit de certains gouvernements, réformer la PAC était synonyme d'économies. Aussi ont-ils été surpris de découvrir qu'au contraire les dépenses agricoles allaient augmenter.

Autre élément perturbateur, le nouveau régime de soutien appliqué par la Communauté aux oléagineux, qui préfigure les mécanismes envisagés par la Commission dans le cadre de la réforme de la PAC (octroi d'une aide à l'hectare), est attaqué par les Etats-Unis devant le GATT. Le panel qui a été constitué pour arbitrer ce litige pourrait donner tort à la CEE.

Il reste que le scénario mis en place par M. Arthur Dunkel, directeur général du GATT, pour tenter de conclure l'Uruguay Round vers le 15 avril, suit son cours. Le Conseil a finalement donné son feu vert pour que la Commission transmette à Genève, certes assorties des observations critiques de quelques Etats membres, les *« listes d'engagements agricoles »* prévues dans ledit scénario. Une majorité d'Etats membres avaient estimé que le project préparé par la Commission faisait la part trop belle à la logique qui anime les Américains dans ces négociations. Mais la réaction a été modeste.

La Communauté, et en particulier la France, risque de se trouver soumise à une vive pression pour souscrire à des concessions agricoles allant au-delà de ce qu'elles souhaitent.

PHILIPPE LEMAITRE

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

• **Activité industrielle : amélioration de la tendance en février.** – Selon l'indice des directeurs d'achats, considéré comme un excellent indicateur de la conjoncture, l'activité industrielle a augmenté en février pour la première fois depuis novembre. L'indice d'ensemble de l'activité s'est élevé à 52,4 % au lieu de 47,4 % en décembre et en janvier.

FINLANDE

• **Crédit : notation financière abaissée.** – L'agence de notation financière Standard and Poors a annoncé mardi 3 mars l'abaissement de la note financière attribuée aux emprunts de la Finlande. Le pays perd la prestigieuse note AAA, attribuée aux meilleurs emprunteurs, et ne jouit plus que d'un « AA+ ». Standard and Poors a expliqué sa décision par les mauvaises performances économiques de la Finlande, qui a subi l'an dernier une chute de 6 % de son PNB, et dont la balance des paiements s'est fortement détériorée.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ÉCONOMIE

SOCIAL

Le développement des entreprises d'insertion

Lille se mobilise pour le retour à l'emploi de 1 100 chômeurs

Jusqu'alors confidentielles, les « entreprises d'insertion » ont le vent en poupe depuis juillet, quand le gouvernement, aidé par de grands groupes, décida de les soutenir. Un premier bilan, présenté en conseil des ministres (*le Monde* du 27 février), a révélé l'ampleur prise par cette formule de retour progressif à l'emploi normal pour les jeunes en difficulté et les chômeurs de longue durée. Normalement, le nombre de places d'accueil devrait doubler.

C'est à Lille, depuis juin 1990, que se développe l'expérience pilote la plus élaborée. Connue sous le nom de « plan lillois d'insertion », elle a pour objectif de remettre au travail 1 100 personnes en quatre ans, et mobilise un budget de 120 millions de francs. A Roubaix, Tourcoing, Wattrelos et Dunkerque, des opérations semblables ont été lancées. A Marseille, il ne manque plus qu'une signature pour démarrer.

LILLE

de notre envoyé spécial

En attendant Marseille (230 millions de francs), le «plan lillois d'insertion», PLI, donne dans un gigantisme qui attire bien des émules dans d'autres agglomérations de Nord-Pas-de-Calais. Avec la municipalité (4 millions), le conseil général (4 millions), le conseil régional, l'État, le Fonds social européen (10 millions), *le Promofaf, fonds d'assurance formation* des professions de l'action sanitaire et sociale (2,5 millions), l'association Réussir, qui pilote l'opération, aura disposé cette année d'un budget de plus de 20 millions de francs. Sur quatre ans, de 1990 à 1994, dans le cadre d'un contrat pluriannuel – une nouveauté – le programme aura mobilisé, au total, 120 millions de francs.

En regard, les objectifs sont également ambitieux. Il s'agit, pendant cette période, de conduire ou de reconduire dans un emploi stable et durable 1 100 Lillois parmi les plus démunis, chômeurs de longue durée depuis plus de trois ans et jeunes sans diplôme, abonnés des missions locales ou des stages à répétition. La barre est fixée haut, quoi qu'en dise le PCF, prompt à dénoncer les «petits boulots» : le plan aura réussi quand tous tiendront un poste depuis au moins six mois et qu'ils auront obtenu un contrat d'une entreprise classique. Sachant que, en moyenne, chaque parcours *«d'insertion»* durera vingt-quatre mois, il faudra consacrer 80 000 francs par personne, hors rémunération, pour former et «re-professionnaliser».

Enorme concentration de moyens

Dix-huit mois après le lancement, en juin 1990, les résultats sont déjà impressionnants. M. Hervé Barré, directeur de Réussir, comptabilise 603 personnes qui sont entrées dans le «plan», dont 150 ont trouvé un emploi (71 depuis moins de six mois), 48 suivent une formation et le reste est au travail dans l'une des entreprises d'insertion ou des associations intermédiaires qui servent de «sas». Mais 20 % des candidats virtuels ont abandonné et ont rechuté dans le chômage de longue durée ou la marginalisation. Et puis, *dans la seule ville de Lille, il reste* encore 13 000 demandeurs d'emploi, dont 4 000 chômeurs de longue durée, 3 700 RMistes, et 3 500 jeunes inscrits dans les missions locales, qui ne pourront être tous accueillis malgré l'ampleur du programme...

C'est pourtant cette situation, *«dramatique»* ou *«explosive»*, selon les interlocuteurs, qui a justifié à l'origine la mobilisation de *«tous les acteurs»* et le montage de ce plan, imaginé par M. Pierre de Saintignon, conseiller municipal et membre – fait exceptionnel – des cabinets de M. Michel Delebarre et de Mme Martine Aubry. *«Il fallait frapper un grand coup»*, martèle celui qui est directeur général de La Sauvegarde de l'enfance et, sans conteste, l'âme du «plan» : *«Les élus, les fonctionnaires et les chefs d'entreprise doivent prendre leurs responsabilités. Il fallait créer une synergie pour dynamiser les actions existantes ou pousser à l'émergence d'initiatives nouvelles.»*

Tel qu'il est, le «plan lillois d'insertion» apparaît en effet comme une énorme concentration de moyens, capable d'entraîner l'adhésion et de diffuser dans la société, *principalement dans la sphère économique*. Sous la férule de la structure de tête, l'association Réussir, animée par six permanents, s'est mis en place *«un partenariat»*, vite devenu incontournable dans la capitale du Nord. Réussir active un gigantesque réseau de compétences diverses. S'y côtoient les représentants de l'administration, les différents éléments du service public de l'emploi et les organismes de formation, chaque bénéficiaire pouvant passer de cent cinquante à cinq-cents heures en stage. S'y ajoutent aussi tout ce que Lille compte de services sociaux pour démêler l'arrière-plan des difficultés, les problèmes de santé, d'endettement ou de logement, qui empêchent de travailler. Enfin – et c'est le plus important – s'y associent les chantiers-écoles, les associations intermédiaires et les entreprises d'insertion, en plein essor, qui vont permettre à ces publics d'apprendre ou de réapprendre le travail. En aval, parce qu'elles ont compris l'enjeu, ou qu'elles souffrent de pénurie de main-d'œuvre, des entreprises traditionnelles vont participer et embaucher. *Ainsi Carrefour, qui doit ouvrir* un hypermarché dans le centre Euralille, a-t-il confié au PLI la préparation de 300 futurs salariés.

Concrètement, le dispositif fonctionne comme une chaîne et l'on s'aperçoit, avec le temps, que des rapprochements s'effectuent, sous l'impulsion de la mairie. Des travaux «non marchands» sont confiés à une association pour l'aménagement d'espaces verts dans un groupe scolaire. Ce qui permet de former seize chômeurs, dont Louis, cinquante-sept ans, cinq ans sans emploi, à qui M. Alain Chausson, son chef de chantier, promet qu'il peut *«trouver tout de suite une place»*, après seulement trois semaines de réadaptation. Ici, des entreprises d'insertion comme Pyramide, brutalement passée à un effectif de 90 personnes, décrochent des marchés, dont celui du nettoyage de stations de métro, dans des conditions de stricte égalité de chances, et font travailler des «exclus», titulaires d'un CES (contrat d'emploi-solidarité), d'un CRE (contrat de retour à l'emploi) ou même du RMI, qui seront payés au SMIC horaire, dans le cadre d'un contrat à durée déterminée. Il en est de même au sein du groupe Vita*mine T – comme travail – qui* comprend sept entreprises, dont une agence de travail temporaire, qui réalise 15 millions de chiffre d'affaires, et qui «emploie» près de 500 personnes par an pour l'équivalent de 150 postes à temps plein. Les écologistes s'en mêlent, qui ont créé les Chantiers nature pour réhabiliter notamment les friches industrielles.

Un vivier pour les «vraies» entreprises

Peu à peu, le mouvement en faveur de l'insertion s'intègre dans l'économie lilloise. Les chefs d'entreprises traditionnelles y trouvent un vivier pour leurs propres emplois. Parfois poussés par le courant, ils vont maintenant plus loin, et s'engagent dans une collaboration, toute prévention surmontée. C'est le cas du groupe d'intérim RMO, qui s'apprête à soutenir la création d'une agence de travail temporaire qui sera dirigée par d'anciens chômeurs. *«Ce ne sont pas des concurrents»*, assure M. Philippe Roncati, directeur régional, qui reconnaît : *«Mon objectif, c'est de leur piquer des gars.»* A un autre niveau, c'est ce que fait le groupe régional du BTP, Caroni, qui s'associe sur des appels d'offres avec des entreprises d'insertion *«en groupement d'entreprise ou en sous-traitance»*. *«Il suffit qu'ils soient compétents»*, dit M. Jean-Claude Cousin, qui reconnaît que l'aide apportée à l'insertion vient compenser un manque de productivité (de 20 % à 50 %) et ne se traduit pas par des prix plus bas. L'idéal, à terme, est préfiguré par la SCOP du bâtiment COTRAV, dirigée par M. Christian Raingeval, qui a constitué une entité, COTRAV Insertion, pour embaucher directement dix chômeurs en difficulté, *«parce que les entreprises normales doivent s'engager dans l'insertion»*.

«Marché captif»

Une dynamique est née, qui doit cependant beaucoup au poids financier de la ville (150 millions de francs de travaux par an, dont un tiers de maintenance) et à la myriade de relais dont elle dispose. Les services techniques s'adressent pour une part aux entreprises d'insertion et les appels d'offres tiennent compte du volet «insertion» contenu dans les propositions faites par les entreprises classiques. Omniprésent et hégémonique, puisqu'il regroupe 20 000 logements qui abritent un quart de la population, dont la moitié des chômeurs, l'office municipal d'HLM ne fait pas mystère de ses intentions. Sur les 600 millions annuels de travaux (dont 150 de maintenance), un *«marché captif de 15 millions, pour la qualité de service, a été réservé aux entreprises d'insertion»*, avoue M. André Dupon, directeur d'agence, à l'origine de cette politique volontariste. *«Cela fait partie des instruments modernes du métier de bailleur»*, prétend-il, en soulignant que cette action *«nous assure le «service après-vente social»*. Les locataires retrouvent un emploi et les installations sont davantage respectées.

Quant aux entreprises normales, *«elles jouent le jeu»* et, affirme-t-il, elles ne sont pas victimes d'une *«concurrence déloyale»*. D'ailleurs, et il en est fier, les entreprises d'insertion ont finalement remporté 23,5 millions de francs de travaux en participant à des appels d'offres ouverts où elles ont été jugées *«mieux disantes»*. Ce que tout le monde semble admettre, après deux jugements du tribunal administratif.

Pour gagner le pari engagé, le «plan lillois d'insertion» devra cependant maintenir son effort à ces sommets pendant des années. Il faudra que tous les partenaires continuent d'y croire et ne jugent pas trop forte l'intrusion du social dans l'économie. Il faudra, aussi, que chacun y trouve son intérêt. Aujourd'hui, Lille vit dans l'euphorie de la construction de sa gare TGV et de l'édification de son centre d'affaires. Qu'en sera-t-il demain ? Pour un programme qui croit aux vertus du marché, il est indispensable que les entreprises d'insertion et les entreprises normales profitent d'un gâteau à se partager sans devoir se battre à mort. D'autant que le succès de la préparation à l'emploi chez les unes dépend de l'activité des autres, capables de recruter d'anciens chômeurs.

ALAIN LEBAUBE

FINANCES

Dans le souci de clarifier la situation

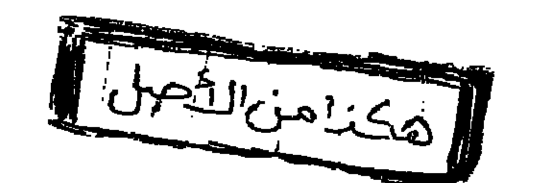
L'IFINT renonce à sa procédure d'appel contre le CBV

L'IFINT, holding luxembourgeois de la famille Agnelli, et qui se trouve au centre de la bataille boursière pour le contrôle de Perrier, a décidé de renoncer à sa procédure d'appel contre la prorogation de son OPA (offre publique d'achat) sur Exor décidée par le CBV (Conseil des Bourses de valeurs).

Par cette décision, le holding qui contrôle Exor et, avec ses alliés (Saint-Louis et la Société générale) 49,3 % de Source Perrier, renonce en fait à tenter d'obtenir l'interdiction de l'OPA lancée le 20 février par BSN sur Exor. Cette démarche a également pour but de simplifier la situation dans cette bataille boursière pour le contrôle du numéro un de l'eau minérale qui dure depuis le mois de novembre 1991.

Le 27 novembre dernier, l'IFINT lançait une OPA sur les deux tiers du capital d'Exor, à 1 320 francs l'action. Dès le 5 décembre, l'offre était étendue à la totalité du capital. Cette OPA devait prendre fin le 24 janvier. Le 20 janvier, Nestlé et la Banque Indosuez lançaient une OPA sur la totalité du capital de Perrier au prix de 1 475 francs par titre. Le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) décidait alors de prolonger l'OPA de l'IFINT jusqu'au 21 février. Le 6 février, nouvelle prolongation de l'OPA décidée par le CBV jusqu'au 24 mars.

Cette nouvelle prolongation suscita l'appel de l'IFINT car le 21 février, BSN avait proposé à son tour une contre-OPA sur Exor. Or, pour être recevable, une contre-OPA doit être déposée au moins dix jours avant la clôture de l'offre initiale. Si la cour d'appel avait donné raison à l'IFINT sur la seconde prolongation, l'OPA aurait été close le 21 février. Ce qui n'est pas le cas, puisque l'IFINT a renoncé à sa procédure.



ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Selon les prévisions de Boeing

Le transport aérien augmenterait de 5,5 % par an d'ici à l'an 2000

Le marché aéronautique a de beaux jours devant lui si l'on en croit les prévisions à long terme de Boeing. L'avionneur américain prévoit un développement du transport aérien à un rythme moyen de 5,5 % par an d'ici à l'an 2000, revenant à 5 % au cours des dix années qui suivront. *«Selon nous, les événements de 1991 n'ont constitué qu'une légère inflexion à court terme de la tendance générale»*, a estimé M. Dick Albrecht, vice-président de Boeing Commercial Airplane Group, même si l'on observe aujourd'hui *«des taux d'endettement record, un resserrement du crédit et une baisse de confiance de la part des consommateurs»*.

Ces prévisions optimistes se fondent sur un taux de croissance de l'économie mondiale de 3,4 % par an entre 1991 et l'an 2000 et sur un coût des carburants évoluant autour de 20 dollars le baril jusqu'à la fin de la décennie. Boeing annonce d'ici à 2010 un triplement du nombre de passagers-kilomètre payants augmentant en moyenne de 5,2 % par an. C'est l'Extrême-Orient qui bénéficiera le plus de cette expansion avec une progression annuelle de 8,6 %. Boeing prévoit que le trafic intérieur aux Etats-Unis progressera de 5 % à 7 % par an, à condition que les compagnies américaines retrouvent une marge de profit annuel de 4 % à 6 % d'ici à 1994.

Le constructeur aéronautique prévoit d'ici à 2010 la livraison de 11 678 avions à hauteur de 857 milliards de dollars (valeur 1992). Selon lui, 4 200 appareils devraient être réformés durant la même période pour des raisons de mises aux normes en matière de bruit et d'ancienneté. Le fabricant aéronautique américain prévoit d'ici à l'an 2000 que 65 % des nouveaux appareils seront livrés pour répondre à l'augmentation du trafic et 35 % pour remplacer les appareils obsolètes. En 1991, 91 appareils avaient été retirés du service au lieu de 300 prévus par Boeing.

Les «bêtises» à la mode espagnole

La société qui fabrique les bêtises de Cambrai, ces célèbres bonbons à la menthe, vient d'être rachetée par le groupe de confiserie espagnol Chupa Chups. Cession décidée par M. Daniel Chavy, arrière-petit-fils du créateur de ces bonbons en 1850.

En dépit de leur notoriété toujours vivace, les bêtises ne réalisaient plus qu'un chiffre d'affaires de 9,5 millions de francs. Selon M. Chavy, leur intégration dans un groupe dont le chiffre d'affaires, dans le monde entier, est de 1,2 milliard de francs, devrait leur offrir un nouveau marché.

Le président de Chupa Chups France, M. Jean-Martin Gautier, présidera désormais aux destinées de la firme, dont la production devrait être maintenue à Cambrai.

□ **Trafic aérien mondial : croissance à deux chiffres en janvier.** – Le trafic aérien mondial affiche en janvier une croissance à deux chiffres par rapport au même mois de l'année précédente, où il avait été affecté par la guerre du Golfe, ce qui constitue un *«signe d'espoir»*, selon le directeur général de l'Association du transport aérien international (IATA). Le nombre des passagers a augmenté de 14 % et celui du fret de 10 %, tandis que le taux de remplissage des avions a atteint les 65 %, indique l'IATA.

□ **Les immatriculations françaises de voitures particulières ont augmenté de 4,7 % en février.** – Le marché des voitures particulières neuves s'est redressé en France de 4,7 % en février par rapport à février 1991 avec 161 100 immatriculations. Ce score est dû aux bons résultats enregistrés par Renault, dont les immatriculations ont progressé de 21,9 %. Une partie de celles-ci constitue néanmoins un rattrapage après la grève de l'automne 1991. En revanche, les immatriculations de PSA ont régressé de 6,5 %.

□ **Rectificatif : déclaration des revenus de 1991.** – Le dossier que nous avons publié dans nos éditions datées du samedi 15 février sur la déclaration des revenus de 1991 contenait une erreur en page 14 au chapitre «Plus-values et gains divers». Il était écrit que les cessions de terrains à bâtir ou des autres immeubles détenus depuis au moins vingt-deux ans étaient exonérées. Il fallait lire *«détenus depuis au moins trente-deux ans»*.

COMMUNICATION

Le plan de M. Silvio Berlusconi

Premières suppressions d'emplois prévues à La Cinq

De premières indications circulent à La Cinq sur le détail des suppressions d'emplois prévues par le projet de reprise de M. Silvio Berlusconi. Depuis février, les salariés de La Cinq savent que M. Berlusconi compte maintenir 409 contrats à durée indéterminée et déterminée et 204 emplois intermittents sur 910 salariés toutes catégories confondues, supprimant ainsi un petit peu moins de 300 emplois (soit presque deux fois moins que le plan de restructuration présenté par Hachette en décembre). L'administrateur judiciaire, M[e] Hubert Laffont, a annoncé la semaine dernière au comité d'entreprise que deux réunions seraient consacrées, le 6 et le 11 mars, à ces suppressions d'emplois.

Une liste non nominative établie par la direction a commencé de circuler, mardi 3 mars, dans la chaîne, avec un détail service par service sur les 112 premiers licenciements.

La plupart des responsables des programmes recrutés par Hachette en 1990 (divertissements, documentaires, filiale cinéma, achats) et de nombreux membres de leurs équipes céderaient la place aux experts italiens. La rédaction, de son côté, semble moins touchée : 22 licenciements (dont 16 journalistes) sur un effectif de 158 personnes.

□ **Alexandre Baloud quitte ses fonctions à M6.** – Alexandre Baloud, directeur des programmes et de l'information de la chaîne de télévision M6, a présenté mardi 4 février sa démission. Dans un communiqué, la direction de la chaîne lui a rendu hommage en indiquant que, grâce à son travail, l'audience avait progressé de manière *«significative»*. Pour expliquer son départ, M. Baloud a déclaré que celui-ci était prévu de longue date : *«Je suis journaliste avant tout et je souhaite revenir sur le terrain après trois ans passés à la direction des programmes et de l'information de M6.»* Invité à tirer le bilan de son expérience, M. Baloud a estimé que la *«réglementation»* était principalement à l'origine des déboires financiers de l'audiovisuel en France. Son successeur à la direction des programmes est M. Thomas Valentin, auparavant responsables des achats et de la production.

Le Monde des Carrières

Le Monde des Carrières

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

ARCHITECTE URBANISTE – 10 ans expérience professionnelle.
RECHERCHE : poste de responsabilité – chargé de mission dans le domaine de l'aménagement urbain – bonne qualité graphique – Paris et R.P. (Section BCO/HP 2154).

J.F. – DESS édition/rédaction profess...
RECHERCHE : poste de secrétaire/assistante d'édition ou de rédacteur journaux et presse d'entreprise – correction, relecture et rewriting de manuscrits – anglais courant – disponibilité immédiate (Section BCO/HP 2155).

COURTIER EN ASSURANCES – grande connaissance et pratique en négociation immobilière – 55 ans – expérience commerciale – très bon relationnel – très bonne présentation – indépendant et autonome.
RECHERCHE : poste commercial ou technico tous produits – Paris – banlieue ouest ou province (Section BCO/MS 2156).

CHARGÉE RELATIONS EXTÉRIEURES – F. 37 ans – Formation supérieure – 5 ans expérience : études socio-économiques, contacts avec investisseurs, suivi projets d'implantation d'entreprises et grands projets BTP, relations avec intervenants État et CEE – participation à la rédaction de conventions – organisation salons et séminaires.
RECHERCHE : poste en relations publiques à temps complet ou partiel sur Paris ou province (Section BCO/HP 2158).

DIPL. ÉCOLE SUP. COMM. – bilingue anglais – 1 an d'expérience aux USA + conn. Asie, Scandinavie, Afrique.
RECHERCHE : resp. zone export ou autre fonction dans un département international (Section BCO/HP 2158).



ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
TÉL. : 42-85-44-40, poste 27.

F. 38 ans avec expér. rech. poste stable, stand. accueil, réception, traitement texte World 5, libre de suite. Tél. 48-37-69-78

Cableuse P 3 électronique, cherche emploi banlieue Nord ou région parisienne. S'adresser au : 39-94-32-74.

J.F. 28 ans, relations publiques domaine culturel. Motivée, bac + 3. Trilingue, exp. contacts, cherche emploi. Tél. : 30-21-45-33.

Je traduis l'allemand et l'italien en anglais. Spécialisé en traduction informatique. T. : (1) 44-72-08-44.

Vous souhaitez vous implanter en Espagne, je vous propose mes compétences en finance et fiscalité sur le marché espagnol. Contactez Sylvie Thervet au : 41-41-02-51.

J.F. 27 ans, Bac +3, anglais courant, exp. informatique, rech. emploi d'assistante ociale. Tél. : 43-94-97-04

Cadre africain en France, depuis seize ans, cherche représentation, responsabilité et développement d'une société en Afrique. Ecrire sous réf. : 8494, *Le Monde Publicité*, 15/17, r. du Col.-P.-Avia, 75902 Paris Cedex 15.

JF, diplômée école de commerce (ESG), trilingue, allemand-anglais, recherche emploi. Tél : 41-10-89-75

capitaux propositions commerciales

ILS Service Intern. de langues (Vienne, Munich, Budapest, Lyon...) recherche pour son bureau de traduction, à Paris, un partenaire français, intéressé par la branche et susceptible de prendre une participation de 50 % (CA annuel env. 1 600 000 francs). Contact : ILS Paris, 12 rue Chabanais, 75012 Paris.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

2e arrdt

MÉTRO BOURSE
BEAU 2 PCES, cuis., w.-c., bns, chauff. indiv. Digicode. Gardien – Faibles charges. 465 000, créd. 43-70-04-64.

3e arrdt

GRAND STUDIO
Refait. Imm. 17e. Restauré Prix 750 000 F Tél : 45-04-24-30.

4e arrdt

LES ATELIERS DU MARAIS
HOTEL DE VILLE
LIVRAISON 4e TRIM. 1992
Du studio au 7 P. duplex
Terrasses, parkings
Prestations exceptionnelles
45-72-50-50
ELMER DWIGHT EDOUARD

CHATELET (4e), Immeuble p. de taill., bel appartement « d'artiste » 150 m² + 20 m² terrasse, 6 pces original, charme, soleil, calme 2 park. possible. Prix : 4 millions URGENT 42-89-24-63 (5e étage).

5e arrdt

LUXEMBOURG – 6 P. Superbe imm. 175 m², 2 serv. *LITTRÉ – 45-44-44-45.*

PL. SAINT-MICHEL
(Près) *STUDIO + MEZZANINE* Hauteur s/plafond rénové 1 450 000 F – 45-04-24-30.

R. CLAUDE-BERNARD
Gd 2-3 PCES rénové Profess. ou bourgeois. Prix intéress. 45-04-24-30.

5e – EXCEPTIONNEL SAINT-MARCEL APPT 2 P. TT CONFORT 6e étg. TRÈS CLAIR 590 000 F – 45-66-43-43.

CENSIER 4 pces, bel imm. gd liv. 2 chbres, charme, balc. soleil. 2 590 000 F. 43-25-97-16

6e arrdt

ST-SULPICE TOURNON 3 P. 60 m², 5e ét. charme soleil. Littré – 45-44-44-45.

AV. DE L'OBSERVATOIRE beau 5 P. + service, asc. 4 200 000 F. 45-67-95-17.

7e arrdt

AV. E.-DESCHANEL
S/Champ-de-Mars, 206 m² 4e ét. Park. Qu. Suffren
45-67-88-88

LATOUR MAUBOURG
RARE, BEAU 4 PCES TT CFT 85 m², à rénover 3e étg, asc. Pierre de T. 2 700 000 F – 45-66-43-43.

ECOLE MILITAIRE RUE PIÉTONNE, RARE 6e étg, ascens. PLEIN SUD
STUDIO 790 000 F
VUE TOUR EIFFEL CASSIL – 45-66-43-43.

RUE VERNEUIL B. STUDIO TT CFT
4e étg, asc. Bel imm. 1700 1 050 000 F. 45-66-43-43.

Mo ALMA
4e étage, grand 2 pièces environ 60 m² 46-22-03-80 43-59-68-04

8e arrdt

PARIS 8e, RUE LA BOÉTIE Studio 26 m² dans imm. classé, 1 pièce, kitch., s.d.b, wc, chauff. individuel électrique, 2e étage, asc., digicode, gard. Faibles charges. Très bon état. Agence s'abstenir. Prix : 800 000 F. Tél. : (1) 46-63-49-13 Paris. Tél. : (18) 78-01-74-15 Lyon.

9e arrdt

PL. ADOLPHE-MAX
Agréable 5 P., clair s/square 110 m². A voir 42-85-83-34.

11e arrdt

NATION – 2 PIÈCES Tt conft, 2e étage, clair chauff. indiv., digicode gardien. Faibles charges 445 000 F, créd. 43-70-04-64.

12e arrdt

Mo NATION, BD PICPUS Imm. ravalé. BEAU STUDIO cuis. avec coin repas, sal. eau, w.-c. Grande cave 445 000 F – 48-04-35-35.

Porte Dorée, 5 pces 100 m² (1979), 8e ét., calme s/jard. Vue dégagée, box, urgent. 2 700 000 F. Remise à neuf. V.s.p. du mercredi au samedi 12 h/18 h, 17, rue du Colonel-Oudot. Esc. C. 43-45-82-93.

14e arrdt

IMM. PIERRE DE T.
Ascenseur
2 P. ET 3 P.
Surfaces aménageables
A partir 19 000 F/M2
Visite jeudi 13 h 30/16 h 30
6, RUE POIRIER-NARÇAY

DUPLEX PLEIN CIEL
TERRASSE 50 m²
RUE DE L'EURE
3 CH., 3 S. DE BAINS
2 PARKINGS
VUE CALME ABSOLU
Livraison 4e trim. 92
45-72-50-50

PARC MONTSOURIS studio 32 m², refait, 5e asc. Park. poss. 650 000 F. 34-86-06-64.

DENFERT. Pierre de T. 3e ét. asc. 65 m² bon plan 1 670 000 F. 45-67-95-17.

Alésia, PdT, 6 pces, 165 m², serv. Denfert, PdT, 6 pces, 123 m², balc. Arago, stand., 133 m², ter., box. Montparn., 5 pces, 105 m², park. Port Royal, 3/4 pces. 43-35-18-36.

15e arrdt

Mo VAUGIRARD
Gd 2 P TT CONFT, clair Calme, digicode, Gardien 1 200 000 F. 45-66-01-00.

MONTPARNASSE
Beau 2 PCES
Clair, calme, tt confort 1 180 000 F. 45-66-01-00.

16e arrdt

BD MURAT
Partic. vd dans petit imm. ancien. Faibles charges.
BEAU 2 P. 42 m²
R.-de-ch. s/jardins et cour. Living 21 m² + chbre 14 m². Petite cuis. équipée, s. de bns. REFAIT NEUF. TRÈS CALME. 950 000 F. 42-80-16-23

AV. VICTOR-HUGO
(Près) CHARMANT 2 PCES rénové. Px 695 000 F. Tél. : 45-04-23-15.

MUETTE-CHARMANT
HOTEL PARTICULIER
PLEIN SUD, 270 m², Jard. Gar. DORESSAY - 46-24-93-33.

IDÉAL INVESTISSEMENT MÉTRO EXELMANS 2 PCES TT CONFORT S.-de-bains w.-c. SOLEIL. Gardien. 750 000 F. 45-66-01-00.

Jolie maison, près église d'Auteuil. Rez-de-ch. + 2, 4 chbres, garage. Part. 8 200 000 F. 46-47-78-41.

Près Henri-Martin, 290 m², 4e ét. Imm. gd stand. Exclusif *MANAGER, 45-61-00-13.*

FOCH/POINCARÉ
Imm. grand luxe, idéal hab. ou p.-à-terre, couple ou pers. seule, studio. Entrée, living + kitchenette + salle de bains indépendante. 46-22-03-80 - 43-59-68-04

17e arrdt

Rue Guersant, sur rue studio tt cft, imm. récent 650 000 F. 42-55-66-18.

Quartier Batignolles, p. de taille, part. vd grd 5 pces de stand. rénové, 1er ét., asc, clair. 2 850 000 F. Tél. : 42-29-37-47 soir.

RUE NOLLET 54 m² Tout confort - 870 000 F RUE DE SAUSSURE 80 m² Tout conft - 1 680 000 F Immo. Mercadet. 45-52-01-82.

18e arrdt

A VENDRE – appartement 18e arr. DAMREMONT-CAULAINCOURT. Rue Armand-Gauthier (voie piétonne). Immeuble pierre de tail., 3e ascens., gardien., interph. 4 pces – 87 m² sur rue et cour : entrée, cuis., sal. de bns, w-c séper., haut. de plafond. Clair, calme. Chauff central par immeuble. Bon état général. 2 300 000 F. T. 42-52-46-90.

MARX-DORMOY, 48 m² Récent. Balcon 630 000 F MAIRIE du 18e, 45 m² A rafraîchir 750 000 F PIED BUTTE MONTMARTRE 4/5 PCES - Récent 90 m² Terrasse 160 m² sans vis-à-vis Box 2 190 000 F Immo Mercadet. 42-52-01-82.

JOFFRIN-LAMARCK 3 pces en angle sur rue calme 2 chbres, cuis., bains + s.d'eau, wc. soleil, bon état 980 000 F. 42-55-66-18

20e arrdt

Mo JOURDAIN
2 P. cuis., w.-c., 2e étg. *Bon Imm., digicode* 350 000 F – 48-04-35-35.

78-Yvelines

78 ST-GERMAIN-EN-LAYE
Part. vend beau 5 pces 100 m² refait neuf, sé. doub., balc., 3/4 chbres, s. de bns, s. de dche. 1 250 000 F. T. 39-73-81-70

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY-ROULE Bel imm. pierre de t. 7 P. 2 bains, 230 m² + chbre serv. EUROPA – 47-05-24-10.

MONTROUGE. Imm. stand. 1988, 5 P. 125 m², balc., park. s/sol, 6e et dernier ét. Notaire réduit 2 450 000 F. Exclusive. S.I. 39-89-92-37.

LEVALLOIS MAIRIE Imm. récent. Gd STUDIO cuis. équipée. balc., asc., interphone. Box fermé 750 000 F – 48-04-35-35.

LEVALLOIS (limite 17e) Neuf, jamais habité. Der. ét. avec terrasses, env. 166 m². Réception double + salon + chambres, 2 s. de bns + 1 s. d'eau, cuisine. Cave. 2 park. Frais notaire réduits. 46-22-03-80, 43-59-68-04

ASNIÈRES de rés. stand. 1974 PARTICULIER vd Appart. 75 m² Tts commod. s. place, ensoleillé 3e ét., dble ex. E/O s. vis-à-vis Tt conf. Double living 2 gr. ch. Cuis. équip. et s.-d.-b. neuve(s) Porte blindées appart. et cave Asc., interph., parking couvert. 800 000 F Tél. 40-85-08-69

94 Val-de-Marne

LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS
LE RÉSIDENTIEL DE BERCY EXCEPTIONNEL
3 PIÈCES. 73 m² NEUF
Libre de suite. Exp. S.O.
double parking inclus
LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS Tél. : 43-27-15-12

Province

DEAUVILLE Dans IMMEUBLE résident., part. vd beau studio, prox. Hôtel Royal, 150 m plage. 27 m² hab., 19 m² jard. priv. Park., cave tt conf. Etat impecc. - 43-59-69-74 matin.

A voir absol., Port-Camargue, de résid. avec pisc. Marina. Duplex Type 2, terr., park. Urgent. Prix : 500 000 F à débattre. B. 78-58-62-12, D. 67-45-30-76.

appartements achats

Recherche 2 à 4 P. PARIS Préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire 48-73-35-43 – même le soir.

ACHÈTE COMPTANT
NOTAIRE, studio à 3 P. *DÉCISION IMMÉDIATE.* 48-04-84-48, poste 257.

EMBASSY SERVICE
rech. pour CLIENTS ÉTRANGERS APPARTS *DE HAUT DE GAMME* PARIS, RÉSIDENTIEL
TÉL : (1) 45-62-16-40

CABINET KESSLER
78, Champs-Élysées, 8e recherche de tte urgence beaux appts de standing, ptes et gdes surfaces. Évaluation grat. sur demande 46-22-03-80 43-59-68-04

immobilier information

LOI MEHAIGNERIE
Gestion
locative assurée
Garantie
locative 3 ans.
GROUPE BAMA
Constructeur
45-38-66-81.

hôtels particuliers

PL. DES TERNES (près). Hôtel partic. 220 m² + s/sol usage profess. ou bourgeois. R.-de-ch. ocial possib. Idéal groupement médical, juridique ou communicat. 4 400 000 F. Tél. : 40-44-65-73.

locations meublées offres

Paris

Particulier loue 2 P. totalement meublé (35 m²), Paris-18e, pour mars et avril. Tél. : 42-55-39-13, le soir.

locations non meublées offres

Paris

16e EXELMANS
2 pièces, standing
8 000 F C.C.
SOLIGIM – 43-45-04-40.

12e MONTGALLET
Beau 2 P., 40 m² 5 690 F – 43-45-04-40.

17e – Me ROME
70 m² – 7 680 F
43-45-04-40

LOCATION PARIS 8e
LOCATIONS BOURGEOISES
4 pces, 135 m², 22 030 F, net
4 pces, 163 m², 36 820 F, net
5 pces, 152 m², 21 820 F, net.
Tél. : 45-24-02-50.

Région parisienne

94 SAINT-MAUR
92 m² + jardin 380 m²
43-45-04-40

locations non meublées demandes

Paris

Couple retraité de province recherche pied-à-terre à PARIS : 2 pces, cuis., vraie salle de bains. Asc. 3 400 F mens., charges comprises. Tél. Paris : 42-49-59-00, prov. : (16) 94-78-39-62.

EMBASSY SERVICE
recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS
(1) 45-62-30-00

MASTER GROUP
recherche appts vides ou meublés du studio au 7 P. POUR CADRES, DIRIGEANTS DE SOCIÉTÉS ET BANQUES 47, rue Vaneau Paris-7e 42-84-01-35 - 42-22-98-70

pavillons

MAROLLES-EN-BRIE
VAL-DE-MARNE
Villa 7 PIÈCES sur 900 m² terrain, rez-de-ch. : séjour dble cathédrale, cheminée. 2 chbres, salle de bns, cuis. équipée, w.-c., buanderie. 1er ét. : 2 chbres, s. de bns, dressing, garage 2 voitures, terrasse 200 m², quartier résident., *proche commerces,* écoles, lycée, équip. sportifs, golf, tennis, centre équestre. Prix : 1 600 00F. Après 19 h : 45-98-12-78.

PARTICULIER vend PAVILLON *OZOIR-LA-FERRIÈRE (77)* F-4. Cuisine aménagée, séjour, salle à manger, 2 chamb., W.-C., salle de bains. CHEMINÉE, GARAGE, JARDIN Prix : 720 000 F.
Tél. : 60-02-82-46.

Courtry (77), prox. Chelles. PAVILLON plein-pied, 368 m² pay., s.-sol tot., gar. 3 v., cuis. équ., séj. avec ch., 3 ch., w-c, s.-de-b., sal. de jeux, 2 terra. Belles prestations : 1 100 000 FRANCS
+ TERRAIN A BATIR
352 m² (16 m de faç. x 22 m.)
400 000 FRANCS
Tél. : 60-20-16-28 (après 19 h ou le week-end).

PAVILLON (77) sur 720 m² pay., s.-sol tot., gar. 3 v., cuis. équ., séj. avec ch., 3 ch., w-c, s.-de-b., sal. de jeux, 2 terra. Belles prestations :
1 350 000 FRANCS
Tél. : 60-20-16-28 (apr. 19 h)

propriétés

Rech. dans votre dépt, propr., villas, appart., comm., locaux. Ventes/achats, RNIC. Tél. 76-95-25-25. Min. 36-15 RNIC.

terrains

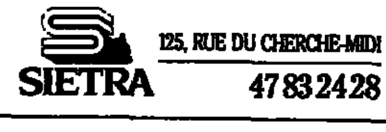
AIX-EN-PROVENCE
Proche du centre-ville avec vue sur Sainte-Victoire, dans 7 ha d'un domaine prestigieux, quelques terrains d'exception pour de belles demeures.
Renseignements vente : IMMOBILIER CONSEIL 4, av. Victor-Hugo 13100 AIX-EN-PROVENCE. Tél. : 42-27-61-78.

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

bureaux bureaux

Ventes





125, RUE DU CHERCHE-MIDI
47 83 24 28

Achats

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE 1er PLAN, FILIALE D'UN GRAND GROUPE, CHERCHE COMMERCIALITÉ POUR UN TRANSFERT D'AFFECTATION DANS LE 9e ARRONDISSEMENT.

SURFACE A TRANSFÉRER : 1 100 m²

Préférence sera donnée à commercialité provenant du 9e.

Adresser offres de surfaces et prix proposés sous n° 5000
Le Monde Publicité, 15/17, r. du Col.-P.-Avia, 75902 Paris Cedex 15, qui transmettra. Les offres sans preuves de commercialité trentenaire et prix précis par mètre carré transféré ne seront pas instruites.

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Démarches et tous services
Permanences téléphoniques
43-55-17-50

CBP
COMPTOIR DU BATIMENT ET DE LA PROMOTION
16, Av. de Messine - 8ème
(1) 40.76.04.00
A LOUER
8e, 372-350 m² H.P.
16e, 805-2 585-1 610 m²
17e, 345 m².

RN 7
5 MIN. PARIS/ORLY
Loue/vend bureaux neufs
1 100 F/m²/an - jusq. 2 000 m²
Tél. : (1) 30-21-80-18.

AUGUSTE-THOUARD

FAUBOURG SAINT-HONORÉ
135 m² rénovés
R.d.c. + parking
Disponibilité immédiate

RUE DUBAN
220 m², loyer attractif
Disponibilité immédiate
47-59-23-67

••••

PROXIMITÉ ÉTOILE AVENUE D'IÉNA
Hôtel particulier
757 m² + parkings
47-59-23-30

fonds de commerce

Ventes

5e – *Librairie spécialisée* SCIENCES HUMAINES CA 4 100 000 F. Bon bénéfice. Px 2 000 000 F. OFL – 45-08-00-16.

A VENDRE
Hôtel Les Jasmins
37 chambres
Juans-les-Pins
Loyer : 420 000 F.
Px de vente :3 600 000 F.
Écr.: E.M.S., 9, rue des Aféabetes B. 1040 Bruxelles

boutiques

Ventes

12e, près DAUMESNIL. Pptaire vend murs boutique libre, refaite, s/2 niveaux, belle vitrine 70 m², 1 400 000 F. Tél. : 48-76-64-44.

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS
Le plus formidable choix : « Que des affaires exceptionnelles », écrit le guide « Paris pas cher », tous bijoux or, toutes pierres précieuses, alliances, bagues, argenterie.
ACHAT-ÉCHANGE BIJOUX
PERRONO OPÉRA
Angle bd des Italiens
4, Chaussée-d'Antin
magasin à l'ÉTOILE
37, av. Victor-Hugo
Autre grand choix.

Cours

PRÉPARATION
ÉCOLES DE COMMUNICATION
CELSA, EFAP COMM. CPSS, SCIENCES COM.
PRÉP. ATHENA
Tél : 48-24-16-11

Canapé

Importateur-Fabricant vend directement en dépôt canapé CHESTERFIELD 100 % cuir. 8 950 F Tél. : 43-78-18-92

Vacances

Tourisme

AIGREFEUILLE D'AUNIS (17290) Juin, juillet, septembre Maison, jardin, 4 chambres, salle à *manger*, cuis., salle de bns, appareils ménagers. Prix : Juin-septembre : 4 000 F Juillet : 5 500 F. Écrire ou téléphoner à : M. René PERRET 23, rue Moslard *92700 Colombes* Tél. : 42-42-51-56

ENTRE NIMES et MONTPELLIER au Grau-du-Roi (30) Part. loue STUDIO dans petit imm. avec petite terrasse pour couple et 1 enfant, conft, 200 m plage, bien situé, tous commerces. JUIN : 3 000 F JUILLET-AOUT : 5 000 F/ms.
Tél. à partir de 19 h 30 : 48-47-59-26.

ENTRE NIMES et MONTPELLIER au Grau-du-Roi (30) part. loue studio plein-pied, pr. cple 1 enf. avec petit jard., 100 m plage, tt cft. comm. proche coin très agréable. JUILLET 6 000 F/MOIS 48-47-59-26. A partir de 19 h 30.

Hameau d'enfants à la montagne (Jura 900 m altitude près frontière suisse)
PRINTEMPS ÉTÉ
Agrément Jeunesse et Sports. Yves et Liliane accueillent vos enfants dans *une ancienne ferme XVIe s.,* confortablement rénovée. 2 ou 3 chbres avec s. de bns, wc. Située au milieu des pâturages et forêts. Accueil volont. limité à 15 enfts, idéal en cas de 1re séparation. Ambiance familiale et chaleur. Activ. : VTT, jeux collect., peinture s/bois, initiat. échecs, fabric. du pain. 2 080 F semaine/enfants. Tél. : (16) 81-38-12-51.

CONTAMINES-MONTJOIE (74) *Grand chalet confortable 180 m²,* 14 pers., 2 appts équipés pour fam. nbreuse ou 2 fam. Disp. : à partir 21-03 y compris vac. Pâques. Prix intéressant. Doc et tarif au (99) 55-80-96, ap. 18 H.

CABOURG. A louer : appartement 200 m de la plage, 2 pièces, coin cuisine, s.-de-bns, loggia plein sud. prox. comm. et centre-ville. Location à la semaine. Tél. : 42-43-31-08

Loisirs

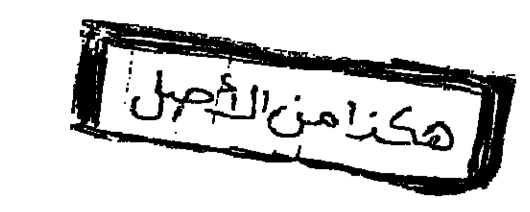
SKI DE FOND JURA
3 h de PARIS TGV
Près Métabief, pleine zone nordique, location
CHAMBRES EN PENSION
complète à la semaine ou +
Activités sur place : salle de remise en forme, sauna, ski de fond, ski à roulettes, VTT.
Location matériel sur place.
Réservations :
Tél. : (16) 81-49-00-72

Jeune fille au pair

Suisse, cherche F. Pair non fumeuse pr 6-92, 1 600 FF/M pr garder BB. Tél. 194137773054.

automobiles

Collab. Peugeot vend 405 GRD blanche, 10 mois 11 000 km sous garantie. Prix 81 000 F. Tél. bur. 40-05-86-95. Tél. dom. 48-49-73-05 (apr. 20 h).



LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

PARIS

7e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
5/6 PIÈCES 159 m², 1er étage	110, rue Saint-Dominique **SAGGEL – 47-42-44-44** Frais de commission	22 000 + 2 280 15 840

8e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 92 m², 5e étage	4, rue Robert-Etienne **SAGGEL – 47-42-44-44** Frais de commission	12 580 + 824 9 058

11e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 PCES IMM. NEUF 46 m², 2e étage Box, cave	6, Cité de Phalsbourg **GCI – 40-16-28-70**	4 600 + 460
3 PCES IMM. NEUF 71 m², 2e étage box, cave	6, cité de Phalsbourg **CGI – 40-16-28-70**	7 000 + 690

12e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 PIÈCES 64 m², 7e étage parking, cave	8/10, rue Jules-César **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	7 180 + 880 5 110

13e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 64 m², 9e étage parking	21, rue Vergniaud **SAGGEL – 47-42-44-44** Frais de commission	7 000 + 981 5 040

15e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 PIÈCES 63 m², 4e étage cave	11, rue A. Cabanel **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	7 600 + 800 5 408
3 PIÈCES DUPLEX 87 m², 5e/6e étage 2 parkings, 2 balcons Terrasse 27 m²	4, rue du Bocage **LOC INTER – 47-45-15-84** Frais de commission	9 700 + 813 7 254
4 PIÈCES 80 m², 1er étage Possib. park.	17/19, rue Bausset **CIGIMO – 48-00-89-89** Honoraires de location	7 110 + 1 520 5 390

16e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 74 m², RC cave	7, rue Vital **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	7 000 + 900 4 982
2 PIÈCES 53 m², 7e étage balcon, parking	185, bd Murat **LOC INTER – 47-45-16-09** Frais de commission	5 550 + 529 4 266
4 PIÈCES 122 m², 7e étage possib. parking	11-13, rue Gros **SAGGEL – 47-42-44-44** Frais de commission	14 700 + 1 996 10 584
4/5 PIÈCES 138 m², 3e étage	67/69, av. Victor-Hugo **SAGGEL – 47-42-44-44** Frais de commission	18 000 + 1 945 12 960
4/5 PIÈCES 159 m², 5e étage possib. parking	135, av. de Versailles **SAGGEL – 47-42-44-44** Frais de commission	15 900 + 2 366 11 408
4/5 PIÈCES 174 m², 7e étage	15-17, rue Raynouard **SAGGEL – 47-42-44-44** Frais de commission	26 300 + 3 653 18 936
5/6 PIÈCES 177 m², 4e étage possib. parking	14, rue Pétrarque **SAGGEL – 47-42-44-44** Frais de commission	26 550 + 2 187 19 116
2 PIÈCES 75 m², 4e étage possib. parking, cave	27, avenue Kléber **CIGIMO – 48-00-89-89** Honoraires de location	9 970 + 1 015 7 450

17e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 PIÈCES 110 m², 6e étage cave	173, bd Pereire **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	15 000 + 1 200 10 674

19e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 64 m², 3e étage parking, cave	74/84, rue Petit **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	6 010 + 1 170 4 277

78 - YVELINES

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 74 m², 4e étage parking, cave	**SAINT-GERMAIN-EN-LAYE** 40 *quater*, rue des Ursulines **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	6 700 + 1 040 4 768
4 PIÈCES 110 m², 3e étage possib. parking	**VERSAILLES** *35 bis, rue du Mal. Gallieni* **CIGIMO – 48-00-89-89** Frais de parking	8 130 + 1 380 6 124
PAVILLON 6 PIÈCES 121 m², jardin garage	**VILLEPREUX** 6, impasse de la Fontaine **AGIFRANCE – 30-44-01-13** Frais de commission	7 026 + 345 4 999

92 - HAUTS-DE-SEINE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2/3 PIÈCES 51 m², 3e étage parking	**BOULOGNE** 229, boulevard Jean-Jaurès **GCI – 40-16-28-71**	4 363 + 598
STUDIO 55 m², 1er étage parking, cave	**BOULOGNE** 33-35, rue Anna-Jacquin **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	4 000 + 1 220 2 846
3 PIÈCES 82 m² raz-de-chaussée	**BOULOGNE** 33/35, rue Anna-Jacquin **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	8 200 + 1 700 5 835
2 PIÈCES 48 m², 4e étage	**BOULOGNE** 6, rue des Princes **SAGGEL – 47-42-44-44** Frais de commission	4 800 + 994 3 456
3 PIÈCES 69 m², 2e étage parking	**BOULOGNE** 33/37, rue Louis-Pasteur **SOLVEG – 40-67-06-99** Frais de commission	8 500 + 695 6 781
4 PIÈCES 94 m², 2e étage parking	**BOULOGNE** 33/37, rue Louis-Pasteur **SOLVEG – 40-67-06-99** Frais de commission	13 000 + 941 10 150
4 PIÈCES 90 m², 3e étage parking	**COURBEVOIE** 35, rue Pierre-Lhomme **SOLVEG – 40-67-06-99** Frais de commission	8 200 + 630 6 650
5 PIÈCES 104 m², 1er étage	**COURBEVOIE** 33, rue Pierre-Lhomme **SOLVEG – 40-67-06-99** Frais de commission	8 700 + 735 6 925
5 PIÈCES 107 m², 3e étage possib. parking	**COURBEVOIE** 82, galerie des Damiers **SAGGEL – 47-78-15-85** Frais de commission	5 200 + 1 784 3 744
3 PIÈCES 80 m², 4e étage parking	**GARCHES** 13, rue des Suisses **CIGIMO – 48-00-89-89** Honoraires de location	6 200 + 810 4 734
3 PIÈCES 95 m², RC possib. parking	**GARCHES** 6/8, rue du Regard **CIGIMO – 48-00-89-89** Honoraires de location	6 900 + 600 5 190
4 PIÈCES 87 m², 1er étage 2 parks., 2 balcons	**NEUILLY** 9, rue de Rouvray **LOC INTER – 47-45-16-09** Frais de commission	10 360 + 818 7 830
4 PIÈCES 121 m², 5e étage	**NEUILLY** 98, rue de Longchamp **AGIFRANCE – 49-03-43-04** Frais de commission	12 500 + 1 813 8 895
5 PIÈCES 168 m², 2e étage	**NEUILLY** 14, rue Chauveau **AGIFRANCE – 49-03-43-04** Frais de commission	17 500 + 1 841 12 453
7 PIÈCES 261 m², 4e étage	**NEUILLY** 43, bd Victor-Hugo **AGIFRANCE – 49-03-43-04** Frais de commission	27 009 + 3 206 19 219
4 PIÈCES 89 m², 3e étage parking, cave	**SURESNES** 16, rue Salomon-de-Rothschild **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	7 120 + 1 240 5 067

93 – SEINE-SAINT-DENIS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 76 m², 12e étage parking, cave	**PIERREFITTE** 52/64, av. Gal.-Gallieni **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	3 160 + 1 020 2 249

94 – VAL-DE-MARNE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 PIÈCES 54 m², 1er étage parking, cave	**VINCENNES** 4, allée N.-Niepce **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	4 805 + 540 3 420
4 PIÈCES 83 m², 2e étage 2 parkings, balcon	**VINCENNES** 84, rue Defrance **LOC INTER – 47-45-15-84** Frais de commission	6 777 + 800 5 166

95 – VAL-D'OISE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 PIÈCES 83 m², RC parking	**ENGHIEN-LES-BAINS** 101, rue du Gal.-de-Gaulle **SAGGEL – 47-78-15-85** Frais de commission	6 071 + 961 4 371

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE















VIE DES ENTREPRISES

Futur concurrent pour SGS-Thomson

Daimler-Benz veut renforcer son activité «composants»

Confronté à la baisse d'activité du secteur de l'armement et à la crise de l'automobile, Daimler Benz veut intensifier sa diversification dans l'électronique. Pour mieux affronter ce secteur, le premier groupe industriel allemand a décidé de créer une nouvelle société en regroupant les unités microélectroniques de ses filiales AEG et Deutsche Aerospace (DASA).

La nouvelle firme, qui porte provisoirement le nom de Mikroelektronik Gesellschaft mbH, aura un capital de 600 millions de marks (2 milliards de francs environ) détenu à part égale par AEG et Dasa. Elle emploiera 16 500 salariés. Son objectif est d'atteindre un chiffre d'affaires de 2,4 milliards de marks cette année. Son premier exercice devrait se solder par une perte de 100 millions de marks, mais un profit est attendu en 1995.

Mikroelectronik Gesellschaft prévoit de réaliser un maximum de 20 % de son chiffre d'affaires au sein du groupe Daimler-Benz; 1,5 milliard de marks doit être investi pour la production d'ici à 1996, 1,7 milliard pour la recherche et le développement.

Telefunken Electronic GmbH (TEG), actionnaire à hauteur de 50 % de la société de composants électroniques Matra MHS constituera le cœur de la nouvelle entité. DASA, de son côté, apporte notamment les activités dans les «puces sur mesure» (ASIC) produite par Messerschmidt-Boelkow-Blohm GmbH (MBB), ainsi que l'électronique automobile de Dornier.

Ce nouveau pôle devrait encore accroître le poids de l'Allemagne dans le domaine de l'équipement automobile, domaine où, avec Bosch en particulier, ce pays a déjà une position forte. D'autant plus que le nouveau groupe serait, selon M. Peter Kostka, président de Mercedes France, prêt à procéder à des acquisitions. Une telle stratégie est à comparer à celle du groupe Matra qui cherche au contraire à se désengager des 30 % qu'il détient dans la société d'équipement automobile Ufima. D'autant plus que Daimler-Benz et Matra entretiennent de multiples relations financières (Daimler-Benz détient 4,9 % du capital de Matra) et industriels (dans le domaine du radiotéléphone numérique en particulier).

Si les deux groupes faisaient affaire ensemble, l'accord pourrait avoir de multiples répercussions : dans la mesure où Ufima est un important acheteur de composants Asics SGS Thomson, composants «sur mesure» qui sont également la spécialité de TEG. Chez Matra, on indique ne pas être actuellement en négociation avec Daimler sur ce point, bien que Daimler-Benz ait déjà manifesté son intérêt pour Ufima.

ANNIE KAHN

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CESSIONS

□ **Chargeurs Textiles cède 51 % des Teintures et Apprêts de Roanne (TAR).** – Le groupe Chargeurs cède 51 % du capital de l'entreprise d'ennoblissement Teintures et Apprêts de Roanne (TAR) (140 personnes, 70 millions de francs de chiffre d'affaires) à la société holding BDS. Celle-ci est détenue par le PDG de TAR, M. Claude Dessertine (51 %), la SIMM (24,5 %) et Bel Maille Finance, holding familiale du tricoteur roannais Bel Maille (24,5 %). Chargeurs Textiles qui emploie 9 000 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 7,9 milliards de francs en 1991, conserve 49 % de TAR.

□ **ASEA Brown Boveri (ABB) met en vente ses activités «instruments de mesure».** – Désireux de se recentrer sur l'électromécanique dont il est le numéro un mondial, le groupe suédo-helvétique ASEA Brown Boveri (ABB) a annoncé, mardi 3 mars, la mise en vente de ses activités «instruments de mesure» (compteurs d'eau, etc.). Les trois principales sociétés du groupe sur ce marché sont britanniques : ABB Kent-Taylor, Kent Introl et Kent Meters. La cession de cette division, bien implantée sur son marché, devrait générer une substantielle plus-value, alors qu'elle emploie 4 500 personnes seulement et représente moins de 2 % du chiffre d'affaires total du groupe qui atteignait en 1990, 26,7 milliards de dollars (150 milliards de francs).

ATTRIBUTION

□ **La compagnie TAT desservira Marseille et Toulouse.** – M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, a attribué, le 2 mars, dans le cadre de la libéralisation souhaitée par Bruxelles, deux lignes aériennes intérieures – Paris Roissy-Marseille et Paris Roissy-Toulouse – à la compagnie TAT, qui concurrencera ainsi Air Inter. TAT les exploitera à partir du mois de septembre avec des Fokker 100 ou des Boeing 737. Aucune compagnie ne s'étant portée candidate, le gouvernement a renoncé à attribuer Paris Roissy-Montpellier et Paris Orly-Bordeaux. Le peu d'enthousiasme des transporteurs à desservir Paris au départ de l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle a amené le ministre de l'équipement à mettre à l'étude *«une éventuelle évolution des règles de partage de la desserte aéroportuaire entre les deux plateformes parisiennes»*.

RÉSULTATS

□ **La Rochette : bénéfice net de 28,8 millions de francs en 1991.** – Victime de l'effondrement des prix de la pâte à papier, le groupe papetier et d'emballage en carton La Rochette n'a réalisé l'an dernier qu'un bénéfice net de 28,8 millions de francs, huit fois inférieur à celui de 1990 (230,2 millions), pour un chiffre d'affaires de 3,7 milliards de francs. Ce résultat permettra le versement d'un dividende de 1,20 francs par action, supérieur de 10 centimes à celui de l'année précédente. Mais, précise le groupe, sans la plus-value tirée de la cession de Soulier (récupération de vieux papiers) à la Compagnie générale des eaux, La Rochette aurait terminé l'année 1991 dans le rouge. Le résultat courant a en effet été négatif de 45,3 millions de francs, contre un résultat courant positif de 345 millions un an auparavant.

□ **Alusuisse : bénéfice net 1991 en recul de 62 %.** – Le bénéfice net du groupe Alusuisse-Lonza s'est élevé en 1991 à 101 millions de francs suisses (373 millions de francs français), en recul de 62,3 % par rapport à l'année précédente, sous l'effet de la récession et de l'effondrement des cours de l'aluminium. Le président du conseil d'administration du groupe Hans K. Jucker a affirmé mardi 3 mars à Zurich que 1991 avait constitué un exercice de *«survie»* pour Alusuisse et *«ce résultat montre que notre groupe peut générer des profits même en période de très grandes difficultés»*. Il a précisé que les perspectives pour 1992 s'annoncent meilleures. L'effondrement du cours de l'aluminium a été accéléré par le fait que les Etats de l'ex-URSS en quête de devises ont jeté sur le marché de grandes quantités de métal brut, a souligné Alusuisse. Le chiffre d'affaires est resté inchangé à 6,3 milliards de francs suisses (23,31 milliards de francs), réalisé à 51 % dans l'aluminium, 30 % dans la chimie et 19 % dans l'emballage.

FUSION

□ **Maintenance informatique : Thomson-CSF réunit Spectral-Mis et Thomainfor.** – Le groupe Thomson-CSF va fusionner les activités de ses deux filiales de maintenance informatique, Thomainfor et Spectral-Mis, selon un communiqué du groupe diffusé mardi 3 mars. Thomson-CSF a annoncé en octobre 1991 qu'il prenait le contrôle de Spectral-Mis en rachetant la participation du groupe Concept. A la fin du mois dernier, sa participation atteignait 99,7 % du capital de Spectral-Mis. La nouvelle entité issue de la fusion, baptisée Thomainfor-Spectral, aura un chiffre d'affaires total de près de 1,2 milliard de francs (850 millions de francs pour Thomainfor et 280 millions pour Spectral-Mis) et 14 000 clients, pour un effectif de 1 400 personnes environ. Les deux sociétés sont rattachées à la branche Services et informatique de Thomson-CSF, dont le chiffre d'affaires annuel est de 4 milliards de francs.

RACHAT

□ **Bowater reprend deux sociétés britanniques d'emballage.** – Le groupe britannique Bowater (papier, emballage, matériaux de construction) a annoncé, lundi 2 mars, l'acquisition de deux sociétés d'emballage spécialisées, DRG Packaging et Cope Allman Packaging pour un total de 444 millions de livres (4,3 milliards de francs). L'achat sera partiellement financé par une augmentation de capital de 333 millions de livres (3,2 milliards de francs). En 1991, Bowater a vu son bénéfice imposable baisser à 112,7 millions de livres contre 113,1 millions l'année précédente, et son chiffre d'affaires reculer de 7 % à 1,268 milliard de livres contre 1,365 milliard en 1990.

Société des lecteurs du *Monde*

La prochaine assemblée générale de la Société des lecteurs du *Monde* qui se tiendra en juin prochain, aura à élire un administrateur en remplacement de Mme Marie-Claire Mendès France, démissionnaire. Tout actionnaire a le droit de présenter sa candidature. Le conseil d'administration souhaiterait pour sa part, afin de diversifier sa composition, présenter à l'assemblée une personne exerçant ou ayant exercé des responsabilités dans le monde associatif ou dans les milieux de l'éducation populaire.

Les actionnaires intéressés doivent présenter leur candidature en adressant une lettre motivée, *ainsi qu'un curriculum vitae, avant le 15 mars 1992,* à la Société des lecteurs, 15, rue Falguière, 75015 Paris.

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guiu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès
Jacques Amalric
Thomas Ferenczi
Philippe Herreman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 3 mars ↑

Calme

A l'image de la veille, la journée était calme mardi à la Bourse de Paris. En repli de 0,04 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en *début d'après-midi un gain de* 0,42 %, avant de fléchir. La journée se terminait sur une timide hausse de 0,21 %. Le marché continuait à consolider les gains acquis lors des semaines précédentes. Cela se déroulait dans de bonnes conditions en dépit d'une nouvelle poussée sur les taux à court terme qui, à Paris, qui dépassait les 10 % mardi matin. Les experts qui travaillent sur graphiques, les chartistes, estiment que le marché pourrait piétiner pendant un certain *temps au niveau des 1 980 points,* seuil de résistance pour le CAC 40. Mais les légères corrections que pourrait subir le marché durant cette période ne sont pas de mauvais augure. Ces prises de bénéfice devraient, selon eux, renforcer la hausse prévue pour le moyen terme au regard de la configuration des courbes sur les graphiques. Du côté des principales hausses figuraient Métrologie, Roussel-Uclaf et Alcatel-Alsthom qui réagissait favorablement *au rachat des 30 % du capital d'Alcatel NV détenus par l'américain ITT.* Du côté des baisses on trouvait Radiotechnique, Vallourec, Pinault et Compagnie bancaire. A noter que LVMH (Moët-Hennessy-Louis Vuitton) vient de procéder à l'émission de titres subordonnés à durée indéterminée (TSDI) d'un montant net de 1,1 milliard de francs. Le montant nominal de l'émission est de 1,5 milliard de francs. L'opération va contribuer à refinancer une partie de la *dette à long terme de LVMH arrivant* à échéance ainsi que des financements à court terme ayant servi aux acquisitions réalisées en 1991.

NEW-YORK, 3 mars ↑

Nouveau record

Wall Street a établi un nouveau record mardi 3 mars, progressant prudemment alors que la publication *de statistiques économiques encourageantes* recevait un accueil assez favorable auprès des investisseurs. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 3 290,25, en hausse de 14,98 points soit un gain de 0,46 %.

De son côté, M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, a affirmé que *«quelques signes encourageants»* de relance étaient visibles actuellement aux Etats-Unis, tout en soulignant néanmoins que les perspectives de l'économie américaine restaient incertaines. La réponse des investisseurs face à ces bonnes nouvelles reste modérée, dans l'attente de la publication vendredi des chiffres du chômage américain pour février.

VALEURS	Cours du 2 mars	Cours du 3 mars
Alcoa	70 3/4	73 3/4
ATT	38 3/4	37 1/8
Boeing	46 1/4	46 5/8
Chase Manhattan Bank	24 1/4	23 1/2
Du Pont de Nemours	45 1/4	45 3/8
Eastman Kodak	44 3/4	44 7/8
Exxon	56	55 5/8
Ford	37 1/8	37 3/8
General Electric	79 1/2	78 3/4
General Motors	37 7/8	37 5/8
Goodyear	63 3/4	63 1/2
IBM	87 3/8	88 1/4
ITT	66 5/8	69 3/4
Mobil Oil	60 3/4	60 3/8
Pfizer	74 3/4	74 7/8
Schlumberger	59 7/8	60 3/4
Texaco	57 3/4	58 1/4
UAL Corp. ex-Allegis	152 1/8	153
Union Carbide	24 7/8	25 1/8
United Tech.	51 5/8	53 3/8
Westinghouse	20 1/4	20 5/8
Xerox Corp.	77 3/4	78 1/4

LONDRES, 3 mars ↑

Optimiste

Les valeurs ont terminé sur une note optimiste, mardi 3 mars au Stock Exchange. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 11,1 points soit 0,4 % à 2 565,4. Le volume des échanges s'est élevé à 518,2 millions de titres contre 433,6 millions la veille.

La tendance a été soutenue par le marché à terme et la hausse surprise des réserves de change britanniques. Celles-ci ont en effet progressé de 181 millions de dollars alors que les analystes tablaient sur une baisse de 120 millions, due en partie au paiement d'une nouvelle tranche des titres de l'électricité privatisée.

TOKYO, 4 mars ↑

Légère progression

La Bourse de Tokyo a clôturé en légère progression mercredi 4 mars, à l'issue d'une séance morose, sans véritable orientation. Au terme des échanges, l'indice Nikkei a terminé en hausse de 53,71 points, soit un gain de 0,26 % à 21 105,42.

La faiblesse du yen et les craintes liées à des révisions à la baisse de résultats de sociétés ont pesé sur le marché. Toutefois, certains compartiments, tels ceux de la biotechnologie et de la pharmacie ont relancé l'intérêt acheteur. Selon un opérateur de Baring Securities, *«il est très difficile de s'y retrouver. Les pharmaceutiques progressent, mais il est décourageant de voir encore baisser Hitachi et d'autres électriques».*

VALEURS	Cours du 3 mars	Cours du 4 mars
Akai	655	654
Bridgestone	1 080	1 080
Canon	1 340	1 350
Fuji Bank	2 160	2 140
Honda Motors	1 480	1 490
Matsushita Electric	1 370	1 370
Mitsubishi Heavy	621	625
Sony Corp.	4 080	4 070
Toyota Motors	1 380	1 370

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	4295	4250	Internt. Computer	158	....
Amault Associés	280	....	I.P.B.M.	69 50	....
B.A.C.	83	....	Loca investis	208	....
Bque Vernes	800	....	Locamic	82 50	....
Boiron (Ly)	384	....	Matra Comm.	112	112
Boisset (Lyon)	218	....	Molex	180	....
C.A.L-de-Fr. (C.C.L)	900	910	Publ.Filipacchi	373 10	376 10
Calberson	398	....	Razel	535	483 60 o
Cardif	826	825	Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	328	....
C.E.G.E.P.	180	....	Select Invest (Ly)	98	....
C.F.P.I.	270	....	Serbo	315	....
C.N.I.M.	978	978	Sopra	320	....
CODETOUR	288	....	TF1	371	370
Conforama	1040	....	Thermador H. (Ly)	365	....
Creeks	210	....	Unilog	229	....
Dauphin	310	....	Viel et Cie	100	....
Delmas	1050	....	Y. St-Laurent Groupe	838	840
Demachy Worms Cie	340	306 90 o			
Devanlay	965	968			
Deville	225	....			
Dolisos	130	....			
Editions Belfond	190	....			
Europ. Propulsion	239	240 10			
Finacor	105	....			
GFF (group.fon.f.)	118 30	118			
Grand Livre du Mois	350	....			
Gravograph	183	....			
Guintoli	818	815			
ICC	186 10	....			
Idianova	100	....			
Immob. Hôtelière	1171	1200			

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 3 mars 1992
Nombre de contrats estimés : 63 806

COURS	ÉCHÉANCES Mars 92	Juin 92	Sept. 92
Dernier	107,78	109,24	109,44
Précédent	107,86	109,32	109,60

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Juin 92	Sept. 92	OPTIONS DE VENTE Juin 92	Sept. 92
110	0,48	1	1,14	–

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 5 263

COURS	Février	Mars	Avril
Dernier	2 002	2 021,50	2 030
Précédent	1 999	2 015	2 030

CHANGES

Dollar : 5,64 F ↑

Le dollar s'inscrivait en forte hausse contre toutes les devises, mercredi 4 mars, après la publication de nouveaux indices américains. La Banque du Japon est intervenue, sans succès, pour raffermir le yen. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,64 francs contre 5,6250 francs mardi à la cotation officielle.

FRANCFORT	3 mars	4 mars
Dollar (en DM)	1,6515	1,6615

TOKYO	3 mars	4 mars
Dollar (en yens)	129,60	131,10

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)

Paris (4 mars)	10 - 10 1/8 %
New-York (3 mars)	4 1/4 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 31-12-91)*

	2 mars	3 mars
Valeurs françaises	112,80	113,00
Valeurs étrangères	104,80	105,50
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	526,90	527,60
(SBF, base 100 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 979,60	1 983,70

NEW-YORK *(indice Dow Jones)*

	2 mars	3 mars
Industrielles	3 275,71	3 290,25

LONDRES *(indice «Financial Times»)*

	2 mars	3 mars
100 valeurs	2 554,30	2 565,40
30 valeurs	1 981,20	1 987,00
Mines d'or	128,90	130,10
Fonds d'Etat	88,28	88,15

FRANCFORT

	2 mars	3 mars
Dax	1 747,87	1 763,31

TOKYO

	3 mars	4 mars
Nikkei Dow Jones	21 052	21 105
Indice général	1 542	1 537

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT Demandé	COURS COMPTANT Offert	COURS TERME TROIS MOIS Demandé	COURS TERME TROIS MOIS Offert
$ E-U	5,6350	5,6370	5,7185	5,7235
Yen (100)	4,2790	4,2823	4,3334	4,3393
Ecu	6,9540	6,9560	6,9506	6,9575
Deutschemark	3,3962	3,3967	3,3992	3,4019
Franc suisse	3,7300	3,7327	3,7495	3,7552
Lire italienne (1000)	4,5305	4,5325	4,5104	4,5158
Livre sterling	9,7825	9,7875	9,7775	9,7895
Peseta (100)	5,4111	5,4157	5,3807	5,3906

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS Demandé	UN MOIS Offert	TROIS MOIS Demandé	TROIS MOIS Offert	SIX MOIS Demandé	SIX MOIS Offert
$ E-U	4 3/16	4 5/16	4 3/16	4 5/16	4 5/16	4 7/16
Yen (100)	5 7/16	5 9/16	5	5 1/8	4 13/16	4 15/16
Ecu	9 15/16	10 1/16	10	10 1/8	10	10 1/8
Deutschemark	9 9/16	9 11/16	9 1/2	9 5/8	9 1/2	9 5/8
Franc suisse	7 15/16	8 1/16	7 13/16	7 15/16	7 11/16	7 13/16
Lire italienne (1000)	11 13/16	12 1/16	11 3/4	12	11 11/16	11 15/16
Livre sterling	10 7/16	10 9/16	10 1/4	10 3/8	10 3/16	10 5/16
Peseta (100)	12 1/16	12 5/16	12 1/16	12 5/16	12 1/16	12 5/16
Franc français	9 15/16	10 1/16	9 15/16	10 1/16	9 7/8	10

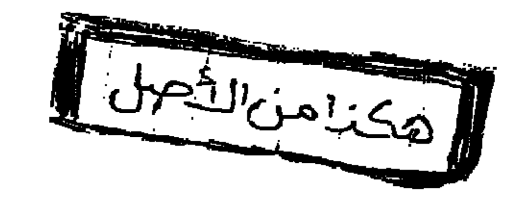
Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

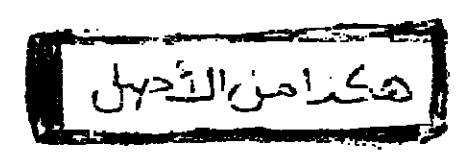
BOURSE D

Obligations

Actions

Cote des Cha





MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 4 MARS

Cours relevés à 10 h 13

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
4300	C.N.E 3%	4355	4415	4415	+ 1 38
888	B.N.P. T.P.	871	....	....	....
842	Cr.Lyon. T.P.	860	867	867	+ 0 81
1245	Renault T.P.	1305	1301	1301	- 0 31
1460	Rhone Poul. T.P.	1560	....	....	....
1073	Saint Gobain T.P.	1106	1119	1119	+ 1 18
901	Thomson T.P.	901	925	925	+ 2 66
775	ACCOR	786	789	787	+ 0 13
740	Air Liquide	752	750	753	+ 0 13
605	Alcatel-Alsthom	620	625	626	+ 0 97
1500	Alu.Suprem	1630	1625	1625	- 0 31
330	A L S P I	327	....	....	....
530	AGF Sté Centrale	536	533	533	- 0 56
1110	Aux. Entrepr.	1053	1053	1053	....
161	Avenir H. Média	165	161	161	- 2 42
930	Axa (ex Cie Midi)	971	975	972	+ 0 10
139	Bafip	170 10	174 90	174 90	+ 2 82
129	Bail-Equipem.	145	....	....	....
750	Bail Investiss.	779	775	775	- 0 51
490	Bancaire	500	504	505	+ 1 00
680	Bazar H.-V.	760	748	748	- 0 27
585	Beghin-Say	621	624	623	+ 0 32
1090	Berger (M.)	1075	1075	1075	....
340	Bertrand Faure	371 50	....	....	....
670	Bic	675	686	686	+ 1 63
1040	B.I.P.	1070	....	....	....
320	BIS	327 50	....	....	....
365	B N P (CI)	354	360	360	+ 1 69
775	Bollore Tech.	810	818	818	+ 0 99
2900	Bongrain	2856	2851	2851	- 0 18
800	Bon-Marché	822	820	827	+ 0 61
590	Bouygues	603	608	608	+ 0 83
123	BP France	123 20	122 90	122 90	- 0 24
1110	B S N	1108	1114	1116	+ 0 72
1080	Canal Plus	1140	1145	1145	+ 0 44
300	Cap Gem.S	320	320	321	+ 0 31
2460	Carrefour	2602	2620	2640	+ 1 46
158	Casino	185	188	188	+ 1 82
100	Casino ADP	100	100	100	....
1920	Castorama D.L.	2190	2200	2200	+ 0 46
193	C.C.F.	199	199 80	198 20	- 0 40
53	CCMC Ly	56	....	....	....
370	C.D.M.E	375	378	378	+ 0 80
192	C.E.G.I.D	196	....	....	....
159	Centrest (Ny)	140	144	144	+ 2 86
385	C.E.P. Comm.	434	429 10	429 10	- 1 13
124	Cerus	133 20	133 80	133 80	+ 0 45
730	Cetelem	814	810	810	- 0 49
305	CF Inc	296	296 10	296 10	+ 0 03
350	CGI Info	354 80	355	355	+ 0 06
1170	C G I P	1225	1228	1230	+ 0 41
575	CGP	598	600	600	+ 0 33
1140	Chargeurs S A	1182	1182	1181	- 0 08
375	Christian Dior	387 50	388	388	+ 0 13
580	C I C A (M)	575	575	576	....
315	Ciments franc.	320	323 50	323 50	+ 1 09
705	Clarins	709	714	714	+ 0 71
510	Club Mediter	536	535	534	- 0 37
193	CMB Packa	188	190	190	+ 1 06
790	Colas	802	806	806	+ 0 50
270	Cpt. Entrep.	265	....	....	....
1220	Compt Mod.	1285	1289	1290	+ 0 39
270	CPR (Paris Réa.)	264 10	266 50	266 50	+ 0 91

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1000	Créd. Foncier	995	1010	1010	+ 1 51
235	Crédit Loc France	239 50	239 20	239 20	- 0 13
590	Cr Lyon (CI)	585	586	586	+ 0 18
1110	Credit Nat	1085	1100	1100	+ 1 38
245	CSEE	254	254	254	....
2650	Damart	2600	2620	2620	+ 0 77
345	Dassault Aviation	341	341	341	....
195	Dassault Electr.	201 90	200	200	- 0 94
1410	De Dietrich	1496	1500	1500	+ 0 27
90	Dév.P.d.C.(Li)	99	102	102	+ 3 03
168	Dév.R.Sud-Est	167	164 90	164 90	- 1 26
280	D M C	303	304 90	304 90	+ 0 63
405	Docks France	417 10	420	420	+ 0 70
330	Dynaction	352	355	355	+ 0 85
2200	Eaux (Gle)	2266	2278	2279	+ 0 57
800	E.B.F.	805	....	....	....
410	Ecco	405	403	403	- 0 49
375	Elf Aquitaine	385	387	388 80	+ 0 99
....	ElfSanofi(ExSanofi)	1209	1220	1211	+ 0 17
250	Erap-Elf (Certif)	267	267	267	....
380	Essilor	393 50	393 50	393 50	....
181	Essil.Int.(DP)	183	....	....	....
670	Esso	686	677	677	- 1 31
1440	Eurafrance	1480	1476	1480	....
575	Eurocom	621	628	628	+ 1 13
149	Eurodisneyland	156 30	157	157	+ 0 45
890	Europe 1	944	950	950	+ 0 64
44	Eurotunnel	45 15	45 50	45 50	+ 0 78
1490	Exor	1490	1450	1450	- 2 68
118	Finextel	122 90	122	122	- 0 73
325	Fives Lille	348	350	350	+ 0 57
2740	Fromager. Bel	2891	....	....	....
1470	Gal.Lafayette	1500	....	....	....
1950	G.A.N.	2020	2015	2015	- 0 25
500	Gascogne (B)	533	538	538	+ 0 94
1280	Gaz et Eaux	1370	1369	1369	- 0 07
625	Geophysique	681	675	675	- 0 88
666	Gerland Ly	620	621	620	....
....	Groupe André SA	749	750	750	+ 0 13
475	Groupe Cité	524	522	522	- 0 38
390	GTM-Entrep.	396	396	396	....
1510	Guyenne-Gas.	1630	....	....	....
155	Hachette	176 50	176 30	178 80	+ 1 30
495	Havas	507	512	512	+ 0 99
370	Idia	369 50	369 50	369 50	+ 0 27
300	Iméral	325	325	325	....
145	Immob. Phénix	147 10	146 10	146 10	- 0 68
81	Ingénico	84	84	84	....
5550	Inst. Mérieux	5540	5470	5470	- 1 26
445	Interbail	450	450	450	....
700	Intertechnique	786	788	788	+ 0 25
900	J. Lefebvre	951	....	....	....
580	Klepierre	620	620	620	....
705	Labinal	760	750	750	- 1 32
355	Lafarge	361	362	362	+ 0 28
315	Lebon	320 50	320 20	320 20	- 0 09
4100	Legrand	4296	4300	4300	+ 0 09
2340	Legrand (DP)	2500	....	....	....
415	Legris Industries	431 90	432	432	+ 0 02

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
695	Locindus	696	699	699	+ 0 58
4610	L.V.M.H.	4655	4658	4659	+ 0 09
510	Lyon.Eaux/Dumez	517	518	518	+ 0 19
116	Majorette Ly	138	135	135	- 2 17
340	Mar. Wendel	342	340 10	340 10	- 0 56
172	Matra	176	174 90	174 90	- 0 63
535	Merlin-Gerin	533	533	535	+ 0 38
83	Metaleurop	89 80	90 50	90 50	+ 0 78
42	Métrologie In.	47 95	49 10	49 10	+ 2 40
168	Michelin	166 70	167 80	168	+ 0 78
156	Min. Salsig (Ms)	156 10	....	....	....
75	MMB	80 50	80 50	80 50	....
166	Moulinex	178 60	179 80	179 80	+ 0 67
1180	Navig. Mixte	1137	1140	1140	+ 0 26
101	Nord-Est	113	113 80	112 20	- 0 71
280	Nordon (Ny)	295	290	290	- 1 69
455	Nouv Galeries	537	539	539	+ 0 37
166	Olipar	171	173 90	173	+ 1 17
760	Oréal	770	775	778	+ 1 04
395	Paribas	409 50	410	410	+ 0 12
190	Pechiney Int.	185	185	185	....
330	Pechiney (CIP)	318	317	317	- 0 31
1490	Pernod Ricard	1558	1580	1568	+ 0 64
730	Peugeot	737	737	737	....
275	Pinault	287 80	286	286	- 0 63
630	Plastic-Omn.	690	699	704	+ 2 03
470	Poliet	523	529	530	+ 1 34
705	Primagaz	726	734	734	+ 1 10
850	Printemps	863	868	868	+ 0 58
3030	Promodès	3314	3330	3330	+ 0 48
545	Radiotechn.	617	616	616	- 0 16
5390	Redoute (La)	5530	....	....	....
184	Remy Cointreau	200	205	205	+ 2 50
610	R. Poulenc CIP	603	610	609	+ 1 00
310	Robur Financ.	365	....	....	....
61	Rochette (La)	72 30	72 80	73	+ 0 97
2130	Roussel Uclaf	2306	2330	2330	+ 1 04
2900	R. Impé.Ly *	2950	2935	2935	- 0 51
183	Sade (Ny)	182	184	184	+ 1 10
1760	Sagem	1755	1765	1755	....
530	Saint Gobain	534	535	537	+ 0 56
1300	Saint Louis	1390	1379	1382	+ 0 14
1670	Salomon Ly	1600	1600	1600	....
330	Salvepar (Ny)	337	340	340	+ 0 89
1530	S A T	1570	1571	1571	+ 0 06
230	Saul. Châtil.	237 10	240	240	+ 1 22
1060	Saupiquet (Ns)	1021	1040	1040	+ 1 86
690	Schneider	690	690	690	....
19 50	SCOA	19 95	19 95	19 95	....
480	Scor s.a.	480	....	....	....
1970	S.E.B.	2101	2110	2110	+ 0 43
460	Sefimeg	461	461 10	461 10	+ 0 02
113	Selectibanque	112	112	112	....
220	Sextant A	242 80	245	245	+ 0 91
830	S F I M	885	888	888	+ 0 34
235	S.G.E.	241	241 20	241 20	+ 0 08
460	Simco	463	463	463	....
835	Sk. Rossignol	801	800	800	- 0 12
500	Sligos	503	496	496	- 1 39

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
545	Société Géné.	542	541	542	....
65	Sodecco (B)	73	72	72	- 1 37
144	Sodero (Ns)	145	145	145	....
970	Sodexho	977	979	979	+ 0 20
78	Sogenal (Ny)	82	82	83	+ 1 22
385	Sogerap	380 20	390	390	+ 2 58
1430	Som-Allib.	1387	1376	1376	- 0 79
415	SOPHIA	400	400	400	....
1517	Source Perrier	1517	1550	1548	+ 2 04
810	Sovac	841	841	841	....
330	SPEP	340	....	....	....
330	Spie-Batignol.	347	346 50	346 50	- 0 14
790	Strafor Facom	785	790	790	+ 0 64
340	Suez	339	340	340	+ 0 29
1170	Synthélabo	1213	1214	1214	+ 0 08
162	Thomson CSF	158 10	158	159	+ 0 57
260	Total	244 90	247	246 50	+ 0 65
170	- (certif)	162 50	161 10	161 10	- 0 86
220	Truffaut Fin.	221	220	220	- 0 45
570	U.A.P.	566	572	574	+ 1 41
285	U F B Locab.	312	315	316	+ 1 28
730	U I C	745	750	750	+ 0 67
460	U I F	500	500	500	....
720	U I S	725	....	....	....
515	Unibail	520	520	520	....
705	Valéo	690	695	695	+ 0 72
275	Vallourec	278 50	....	....	....
325	Via Banque	325	....	....	....
370	Worms et Cie	377 50	377	377	- 0 13
1300	Zodiac	1320	1307	1307	- 0 98
1030	Elf Gabon	1055	1055	1055	....
123	Amax	115 10	....	....	....
155	Amer. Barrick	154	154	154	....
119	Amer. Express	118	118 20	118 20	+ 0 17
215	A.T.T.	210	209 60	209 60	- 0 19
178	Anglo Amer.C.	188	185 50	185 50	- 1 33
350	Amgold	345	....	....	....
250	Banco Santander	259	....	....	....
840	B.A.S.F.	850	868	868	+ 2 12
1020	Bayer	1012	1023	1023	+ 1 09
41	Blenheim Plc	41 60	41 60	41 60	....
45	Buffelsfont.	41 35	41 30	41 30	- 0 12
138	Chase Manh.	137	133	133	- 2 92
2540	Daimler Benz	2610	2617	2617	+ 0 27
132	De Beers	134 50	133 50	133 50	- 0 74
2460	Deutsche Bank	2530	2521	2521	- 0 36
1220	Dresdner Bank	1255	1262	1262	+ 0 56
61	Driefontein	61 80	61	61 30	- 0 81
265	Du Pont-Nem.	258 70	....	....	....
260	Eastman Kodak	255	255 80	255 80	+ 0 31
15 50	East Rand	14 70	14 60	14 60	- 0 68
40	Echo Bay	40 50	39 30	39 30	- 2 96
230	Electrolux	254	....	....	....
105	Ericsson	115	113	113	- 1 74
325	Exxon Corp.	317	....	....	....
220	Ford Motor	210	211	211	+ 0 48
48	Freegold	48 25	47 50	47 50	- 1 55
16	Gencor	16 90	....	....	....
450	Gén. Elect.	444 70	447 60	447 60	+ 0 65

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
220	Gén. Motors	214	216 10	216 10	+ 0 98
360	Gén. Belgique	371	360	360	- 2 96
92	Gd. Métropol.	91 40	....	....	...
56	Guinness	58 20	58 50	58 50	+ 0 52
21	Hanson PLC	21 30	21 85	21 85	+ 2 58
31	Harmony Gold	31 65	31 50	31 50	- 0 47
425	Hewlett Packard	425	429	429	+ 0 94
37	Hitachi	35 70	35 15	35 10	- 1 68
860	Hoechst	884	895	895	+ 1 24
90	Homestak	87 10	86 90	86 90	- 0 23
125	I.C.I.	127	....	....	....
510	I.B.M.	497	505	505	+ 1 61
345	I.T.T.	396 70	395 50	395 50	- 0 30
179	Ito Yokado	183 50	181 50	181 50	- 1 09
59	Matsushita	58 40	58 20	58 20	- 0 34
3 55	Maxwell	3 55	....	....	....
235	Mc Donald's	235	233 80	233 80	- 0 51
825	Merck	881	878	878	- 0 34
525	Minnesota M.	512	....	....	....
48	Mitsubishi	48	48 50	48 50	+ 1 04
340	Mobil corp.	342 10	....	....	....
340	Morgan J.P.	344 50	340 10	340 10	- 1 28
35480	Nestlé	35800	35890	35890	+ 0 25
118	Norsk Hydro	122	124	124	+ 1 64
105	OFSB	105 40	104 60	104 60	- 0 76
1740	Pétrofina	1777	1790	1790	+ 0 73
415	Philip Morris	430 30	432 70	432 70	+ 0 56
98	Philips	114 90	114 30	114 30	- 0 52
58	Placer Dome	58 10	57 15	57 15	- 1 64
560	Procter Gamble	567	574	574	+ 1 23
199	Quilmès	225	....	....	....
26	Randfontein	25 10	25	25	- 0 40
345	Rhone Poul. Rorer	357 60	355	355	- 0 73
420	Royal Dutch	434 50	435 20	435 20	+ 0 16
52	R T Z	52 90	52 05	52 05	- 1 61
1 65	Saat.& Saatchi	1 72	1 71	1 71	- 0 58
35	St Helena	36	35 60	35 60	- 1 11
340	Schlumberger	341	345	345	+ 1 17
43	Shell transp.	44 40	44 70	44 70	+ 0 68
2310	Siemens	2375	2389	2389	+ 0 59
470	Siemens Nixdorf	465	471 90	471 90	+ 1 48
176	Sony	175	176 50	176 50	+ 0 86
76	Sumitomo Bank	79 50	....	....	....
181	T.D.K.	175 50	175 50	175 50	....
63	Telefonica	63 10	63 10	63 10	....
27	Toshiba	25 70	25 60	25 60	- 0 39
595	Unilever	563	567	567	+ 0 71
290	Unit.Techn.	285	301 90	301 90	+ 5 93
335	Vaal Reefs	332 80	325	325	- 2 34
1180	Volkswagen	1261	1253	1253	+ 0 16
350	Volvo	351	....	....	....
184	West. Deep	172	170 10	170 10	- 1 10
440	Xerox Corp.	440	....	....	....
124	Yamanouchi	124 50	124 90	124 90	+ 0 32
1 67	Zambia Cop.	1 87	1 88	1 88	+ 0 53

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 8,8%77	....	6 87
Emp.Etat 9,8%78	....	6 31
10,80% 79/94	....	5 37
Emp.Etat 13,4%83	....	2 70
Emp.Etat 12,2% 84	....	4 93
10,26% mars 86	....	10 03
OAT 10% 5/2000	....	7 70
OAT 9,9% 12/1997	....	2 21
OAT 9,8% 1/1996	....	0 91
PTT 11,2% 85	....	2 75
CFF 10,30% 86	....	1 11
CFF 10,25% nov 90	....	9 94
CNA 10 % 1979	....	0 34
CNB Bques 5000F	....	1 54
CNB Paribas 5000F	....	1 54
CNB Suez 5000F	....	1 54
CNE 11,5% 85	....	7 77
CNI 1/82 5000F	....	1 54
CNT 9 % 86	....	7 34
CRH 10,90% déc.85	....	1 74
CHARB FCE 3% 100	....	....
CNCA	....	....
Cerus	....	....
Alcatel 6 % janv. 89	....	....
Ly. Eaux cv 6,5%	....	....
Thoms. cv 9,2% 86	....	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ste fin.)	972	....
Applications Hydr.	1530	....
Arbel	442	460
Bains C.Monaco	1070	1065
B.Hypoth.Europ.	377	....
B.N.P. Intercont.	374	374
Beghin-Say (C I)	480	480
Bénédictine	2530	....
Bidermann Internat.	470	....
Blanzy Ouest	2204	....
B T P	66	66
Cambodge	935	....
Carbone Lorraine	585	598
Case Poclain	9 10	9
C.E.G.F (Frigor.)	530	....
Centenaire Blanzy	380	....
Cerabati	75	67 70o
Champex Ny	97	....
CIC (CIP)	215	215

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
C.I.M.	1211	1210
C.I.T.R.A.M. (B)	1960	....
Cogifi	348	350
Comiphos	545	600 d
Cie Industrielle	6400	....
Cpt Lyon Alemand	390	390
Concorde	670	655
Constr.Mét.Prov.	31 50	....
Crédit Gén.Ind.	131	....
Cr Universel (Cie)	410	....
Darblay	675	....
Degremont	1785	1785
Delmas Vieljeux	3250	....
Didot Bottin	1280	....
Docks Fr. R. Picarde	1179	....
Eaux Bassin Vichy	2720	....
Eaux Vittel	955	960
Ecia	339	329
Ent.Mag. Paris	4300	....
Etex (ex Eternit)	1715	1742
Finalens	287 40	....
F.I.P.P.	85	....
F.N.A.C.	1890	1850
Foncière (Cie)	474	....
Foncière Euris	370	....
Fonc.Lyonnaise	633	635
Foncina	425	....
Fougerolle	780	758
France I.A.R.D.	685	....
France SA (La)	1910	1910
From. Paul-Renard	2390	....
Gaumont	650	658
Genefim	324 90	320
Gévelot	465	....
G.F.C.	340 50	340 50
Groupe Victoire	1280	....
G.T.I (Transport)	253 50	....
Immobail	345	....
Immobanque	675	....
Im.Marseillaise	5230	....
Immofice	440	444
Invest.(Ste Cle.)	3250	3250
Lambert Frères	278	....
Lille Bonnières	1060	....
Locafinanciere	490	....
Louis Vuitton	730	....
Louvre	2580	2599
Lucia	950	....
Machines Bull	36 90	35
Mag.Uniprix	170	....
Magnant	750	....
Métal Déployé	435	....
Mors	71 10	69 30
Navigation (Nle)	210	....
Optorg	245	250
Oréal (CI)	398	395
Origny-Desvroise	749	....
Palais Nouveauté	1326	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Paluel Marmont	640	....
Parfinance	157 10	....
Paris France	282 50	....
Paris Orléans	206	....
Parthena Invest.	286 20	....
Pathé Cinéma	559	....
Piper Heidsieck	1219	....
Porcher	428	....
Promodès (CI)	1685	....
Publicis	770	762
Rochefortaise	110	....
Rosario	177	....
Rougier	300	270 80o
S.A.C.E.R.	432	....
S.A.F.A.A.	248	....
S.A.F.I.C Alcan	230	....
Saga	346 50	....
Saint Dominique (F.I.)	113	113 10
Salins du Midi	562	565
Savoisienne M.	160	....
S.C.A.C.	675	....
Senelle	400	....
S.Etud.Part. (M)	136	....
Silic	595	....
Simvim	138	138
S.I.P.H.	199 10	219 40d
S.M.C.I.	80	72 20d
Sofal	533	....
Soffo	344 90	....
Sofical	1224	....
Sofitam (ex Saram)	74 95	....
Sofragi	2420	2424
Soudure Autogène	940	940
Sovabail	371	....
Stemi	480	....
Taittinger	2790	....
Testut-Aequitas	400	361 o
Tour Eiffel	240	....
Ufiner	1110	....
Vicat	402	401 50
Viniprix	1500	....
Virax	138	112 50o
Maroc Sté Brasserie	255 10	....

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	746	....
Akzo Nv Sico	450	....
Alcan Aluminium	111 50	....
American Brands	249 40	....
Arbed	603	....
Asturienne Mines	122	....
Banco Popular Espa.	595	....
B.Reglements Int.	19000	....
Can.Pacifique	81 90	....
Chrysler Corp.	90	....
C I R	8 10	....
Commerzbank	812	...
Dow Chemical	316 50	....
Fiat	21 70	....
GBL (Brux Lamb.)	555	..
Gevaert	999	....
Glaxo Holdings Ltd	80	....
Goodyear Tire	340	....
Grace and Co (WR)	248	....
Honeywell Inc	400	....
Johannesburg	71 50	....
Koninklijke Pakhoed	145	....
Kubota	22 10	....
Midland Bank	25 50	....
Noranda Mines	85 10	...
Olivetti priv.	8 90	....
Pfizer Inc	416 50	....*
Ricoh	23 80	....
Robeco	300 50	....
Rodamco NV	161	....
Rolinco	299	...
Saipem	5 90	....
Sema Group	25	....
SKF Aktiebolaget	91 60	....
Tenneco Inc	190	....
Thorn Electrical	77 50	....
Toray Ind.	26	....
West Rand Cons.	8 30	....

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	315	....
Calophos	92 10	....
C G H Cogenhor	12 50	....
Copamex	660	....
Drouot Assurances	325	....
Electro-Banque	332 10	....
Europ. Accum.	79	....
Europ Soures Ind.	20	18 05o
Gachot S.A.	68 90	....
Guy Degrenne	443 10	....
Lecteurs du Monde	141	188 60d
Nicolas	1260	....
Particip. Percier	350	....
Quadrant	20 10	....
Rorento N.V.	217 40	....
St-Gobain-Emballage	1700	....
S.E.P.R.	741	...
S.M.T. Goupil	130	....
S.P.R. act. B	298 10	....
Waterman	903	....

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 4/3	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 625	....	....	....
Ecu	6 965	....	....	....
Allemagne (100 dm)	339 760	....	....	....
Belgique (100 F)	16 517	....	....	....
Pays-Bas (100 fl)	301 960	....	....	....
Italie (1000 lires)	4 532	....	....	....
Danemark (100 krd)	87 640	....	....	....
Gde.Bretagne (1 L)	9 785	....	....	....
Grèce (100 drachmes)	2 945	....	....	....
Suisse (100 f)	374 170	....	....	....
Suède (100 krs)	93 750	....	....	....
Norvège (100 k)	86 710	....	....	....
Autriche (100 sch)	48 280	....	....	....
Espagne (100 pes)	5 408	....	....	....
Portugal (100 esc)	3 953	....	....	....
Canada (1 $ can)	4 723	....	....	....
Japon (100 yens)	4 300	....	....	....

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 4/3
Or fin (kilo en barre)	63600	.....
Or fin (en lingot)	63350	.....
Napoléon (20f)	358	.....
Pièce Fr (10 f)	450	.....
Pièce Suisse (20 f)	365	.....
Pièce Latine (20 f)	369	.....
Souverain	454	.....
Pièce 20 dollars	2085	.....
Pièce 10 dollars	1102 50	.....
Pièce 5 dollars	690	.....
Pièce 50 pesos	2360	.....
Pièce 10 florins	373	.....

SICAV (sélection) 3/3

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Actilion	217 93	212 10
Agepargne	824 69	789 18
Amén-gan	8228 43	7911 95
Amplia	260080 19	260080 19
Amplitude	686 42	647 01
Arbitrages Court.T.	7039 01	7039 01
Associc	1072 46	1072 46
Atout Futur	413 02	402 95
Aurecic	1235 08	1199 11
Avenir Alizes	1760 37	1725 85
Axa Capital	168 25	161
Axa Court Terme	7739 24	7739 24
Axa Croissance	1006 06	962 74
Axa Europe	131 47	125 81
Axa Investments	120 37	115 19
Axa NPI	133 01	127 28
Axa Première	116 96	116 61
Axa Sélection	149 34	142 91
Axa Valeurs PER	127 99	122 48
Cadence 1	1052 91	1032 26
Cadence 2	1042 98	1022 53
Cadence 3	1053 88	1033 02
Capimonetaire	6156 50	6150 36
Capioblig	6333 19	6209 01
Capitacic	1289 57	1270 51
Comsis	1297 88	1266 22
Comptavalor	3427 99	3422 86
Convertimmo	356 34	349 35
Credimer	487 65	473 45•
Credit Mutuel Capital	1262 82	1238 06
Cred.Mut.Ep.Cour.T.	656 22	656 22
Cred.Mut.Ep.long.T.	203 87	198 41
Créd.Mut.Ep.Monde	1301 38	1266 65
Diese	1317 82	1285 68
Drouot France	884 32	846 24
Drouot Sécurité	250 15	239 38
Ecocic	1082 22	1050 70
Ecupar	135 68	129 84
Ecureuil Capitalisation	2531 66	2506 59
Ecureuil Géovaleurs	2337 86	2269 77
Ecureuil Invest	449 87	436 77
Ecureuil Monepremiere	65408 57	65408 57
Ecureuil Monétaire	38514 52	38514 52
Ecureuil Trésorene	2377 03	2377 03
Ecureuil Trimestr.	2014 36	1994 42
Elicash	2 725794	2 725794
Energe	272 41	260 06
Eparcic	3512 66	3512 66
Epercourt-Sicav	4550 82	4539 47
Epargne Associat.	26563 08	26339 20
Epargne Capital	10552 28	10447 80
Epargne Croissance	1809 18	1760 76
Epargne Industrie	99 11	96 46
Epargne J.	67968 96	67968 96
Epargne Obligat.	206 30	200 78
Epargne Premiere	14215 38	14109 56
Epargne Quatre	1109 47	1079 78
Epargne-Unie	1386 66	1333 33
Epargne Valeurs	464 80	452 36
Eofi Cash capi	8210 34	8210 34•
Eofinvest capi	686 26	666 27•
Eurocic Leaders	1123 99	1091 26
Eurodyn	1241 80	1211 51
Euro Gan	6406 41	6160 01
Europe Nouvelle	569 09	543 28
Fonsicav	14054 79	14054 79
France-gan	10099 19	9710 76
France Garantie	277 69	277 14
France Index Sicav	116 15	112 75
France Obligations	490 65	486 79
Francic	481 17	467 16•

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Francic Pierre	107 80	104 65•
Francic-Regions	1250 99	1214 55
Fructi-Associations	34 52	34 52
Fructi-Capi	41 14	40 53
Fructidor	237 15	233 65
Fructifrance act c&d	924 96	902 40
Gestilion	14519 51	14447 27
Gest.Associations	176 45	172 57
Horizon	1252 43	1215 95
HLM Monétaire	13589 57	13589 57
Indust.Fse.Court.T.	1434 20	1434 20
Interepar	109861 74	106661 88
Interoblig	13922 34	13649 35
Intersélection Fce	540 29	529 70
Japacic	162 56	157 83•
Jeunepargne	282 17	278
Latitude	2203 43	2200 13
Leumi C.T.	12274 12	12274 12
Leumi L.T.	6870 25	6670 15
Lion Association	11104 98	11104 98
Lion Institution	29097 46	29024 90
Lionplus	961 47	942 62
Lion Trésor	2260 42	2238 04
Lion 20 000	25675 24	25675 24
Livret Bourse Inv.	584 79	567 76
Livret Portefeuil.	744 98	723 28
Méditerranée	189 76	181 59
Mensuel CIC	10046 86	9946 39
Moneden	66333 07	66333 07
Mone.J	70999 08	70999 08
Monévalor	80067 67	80067 67
Mutualité dépôts	13178 86	13152 55
Mutuelle Unie Sél.	141 91	135 80
Natio Court Terme	277273 00	277273
Natio-Epargne	17372 76	17200 75
Natio-Ep. Ret.	129 15	125 69
Natio Eparg.Trésor	7664 41	7649 11
Natio-Immo	1138 15	1107 69
Natio-Inter	1411 77	1373 99
Natio-Monétaire	24762 43	24762 43
Natio-Patrimoine	1378 23	1341 34
Natio-Placements	62927 53	62927 53
Natio-Revenu	1031 26	1021 05
Natio Sécurité	11803 27	11803 27
Natio-Valeurs	910 03	885 67
Nippon-Gan	5358 51	5152 41
Nord Sud Develop.	1563 81	1560 69
Obli-Associations	151 16	149 66
Oblicic-Mondial	2817 17	2678 49•
Oblicic-Régions	1074 09	1058 22
Oblifutur	2803 82	2735 43
Oblig. tres café	175 13	172 54
Oblilion	1380 68	1347 21
Oblisécurité Sicav	12590 41	12590 41
Oraction	1049 74	1024 14
Orvalor	7048 34	6908 18
Paribas Capitalisation	1482 61	1460 70
Paribas Opportunités	138 58	131 01
Paribas Patrimoine	605 41	580 73
Patrimoine Retraite	218 90	214 61
Pervalor	620 60	608 63
Placement A.	1467 29	1438 52
Placement J.	7065 99	7051 89
Placement M.	65347 03	65216 60
Placement Nord	1008 46	988 69
Plénitude	135 23	131 61
Poste Croissance	21294 71	21273 44
Poste Gestion	64180 81	64180 81
Première Oblig.	11219 86	11208 75
Prévoy. Ecureuil	117 75	116 58
Priv'Associations	28783 22	28783 22

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Proficios	997 66	973 33
Quartz	138 19	134 82
Réalvalor	832 60	816 27
Rentacic	160 87	158 49•
Revenus Trimestr.	5309 42	5256 85
Revenu-Vert	1141 92	1125 04
St Honoré Bio-Alim.	1017 55	971 41
St Honoré Bons du Tr.	10972 78	10918 19
St Honoré Global	239 63	228 76
St Honoré Invest.	788 59	752 83
St Honoré Mat Plac.	207 62	198 21
St Honoré Pacifique	590 45	563 68
St Honoré PME	538 61	514 19
St Honoré Réel	14618 39	14560 15
St Honoré Services	463	445 19
Sécuricic	1704 86	1704 86
Sécuri-Gan	12518 96	12273 49
Sécuritaux	1360 40	1360 40
Sicasden	712 29	701 76
Sicav Associations	1804 24	1804 24
SFI-CNP Assur.	693 67	673 47
S.G. Fr. opportunités	1186 38	1163 12
Sicav 5.000	453 89	441 74
S.I. Est	1459 69	1396 83
Slivafrance	705 59	686 71
Slivam	422 92	411 60
Slivarente	221 88	217 53
Slivinter	451 06	438 99
S.N.I.	1225 64	1189 94
Sogenfrance	1115 74	1093 86
Sogépargne	312 30	306 18
Sogevar	1097 32	1075 80
Soginter	1336 35	1310 15
Soleil Investissements	627 14	603 02
Solstice	2163 01	2157 62
State Street Act. Eur.	10500 34	10145 26•
State Street Act. Fr.	10978 22	10658 47
State Street Emer. Mkts	13167 43	12534 38•
Stratégie Actions	830 46	798 52
Stratégie Rendement	1384 06	1340 49
Technocic	1115 34	1082 85
Techno-Gan	6117 35	5882 07
Thesora	651 42	644 97
Transplus	150 61	144 12
Trésor Plus	1263 31	1260 80
Trésor Réel	13907 24	13907 24•
Trésoricic	126581 77	126581 77
Trilion	5236 78	5169 58
UAP Investissements	466 26	449 41
UAP Actions France	631 42	608 60
UAP Act. Select	666 87	642 77
UAP Aedificandi	583 60	562 51
UAP Altaïr	214 25	206 51
UAP Alto Sicav	189 04	182 93
UAP Moyen Terme	136 99	132 04
UAP Premiere Cat.	11436 87	11023 49
Uni-Associations	120 63	120 63
Uni-Foncier	1272 45	1241 41
Unifrance	609 45	594 59
Uni-Garantie	1269 96	1247 50
Uni Régions	1377 43	1343 83
Univar	231 59	231 59
Univers Actions	1302 37	1270 60
Univers-Obligation	1856 33	1811 05
Valorg	2010 70	2008 69
Valrexi	52047 56	52021 55

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

CULTURE

PATRIMOINE

Tuileries : de l'art topiaire à l'art forain

La « maquette définitive » du jardin réaménagé vient d'être présentée par M. Jack Lang. Le chantier durera cinq ans

Les trois jardiniers étaient là, Jacques Wirtz, Pascal Cribier et Louis Benech, rangés derrière le ministre de la culture qui présentait, mardi 3 mars, la « maquette définitive » du jardin des Tuileries. Ce dernier devra être réaménagé selon leurs plans. Le dessin général du jardin qui a fait l'objet d'un concours est connu depuis longtemps. Son évolution s'est faite par petites touches (*le Monde* du 12 février et du 12 octobre 1991) pour ménager les lauréats qui bon gré mal gré, se sont inclinés devant les désiderata de l'Elysée.

Les grands axes, les terrasses et les bassins de Lenôtre sont respectés. La partie Carrousel, et future « porte du jardin », sera encadrée, du côté de l'arc de Triomphe, de tertres cernés de haies taillées – Wirtz chargé de cette partie est un virtuose de l'art topiaire (1). Vers l'ouest, ses flèches d'ifs architecturées iront mourir sur un plateau où devraient être disposés les statues de Maillol. Une terrasse due à Ieoh Ming Pei, l'architecte du nouveau Louvre, couvrira le calamiteux souterrain de l'avenue du général Lemonnier. Un escalier monumental et deux rampes conduiront au « grand carré », ancien jardin réservé, réaménagé par Cribier et Benech. Au-delà, les bosquets seront en grande partie replantés, des parterres et des Théâtre de verdures, recréés.

« Le chantier durera environ cinq ans, a précisé Jack Lang. *Une attention toute particulière sera apportée à l'entretien et à la surveillance du jardin qui seront nettement renforcés ».* Les sols aussi devraient être renforcés pour permettre aux véhicules de livrer les kiosques-restaurants qui seront réimplantés au cœur du jardin. Mais surtout pour que les attractions foraines puissent gagner l'esplanade des Feuillants où elles campent désormais deux fois par an avec la bénédiction du ministère de la culture et de la Ville de Paris. Marcel Campion, qui est à la tête de ces professionnels de la fête, affirme louer cet espace à l'Etat 1 million de francs par an.

La rénovation du jardin coûtera cher : 250 millions de francs environ (une première tranche de 150 millions de francs a été débloquée). Son entretien passera de 2 millions de francs à plus de 10 millions de francs par an. L'infrastructure proposée – réseau d'égouts, drainage, arrosage automatique, électricité, téléphone – devrait permettre, en dépit des dénégations répétées de l'Etablissement public du Grand Louvre (EPGL) chargé de piloter les travaux, la location d'une partie du jardin (la terrasse et l'esplanade des Feuillants, peut-être les abords de l'Orangerie et du nouveau Jeu de paume), histoire d'alléger l'opération. Plusieurs bons esprits jugent incompatible la rénovation minutieuse d'un tel parc urbain et son équipement commercial. En particulier, le renforcement des sols, nuisible à la bonne croissance de la végétation. Jack Lang a tenu a rassurer les inquiets : *« Il y aura une exigeance de qualité et de bonne hospitalité. »* Il a, en outre, rendu un hommage appuyé à Jean Lebrat, président de l'EPGL, accusé de brader la verdure aux marchands du temple.

EMMANUEL DE ROUX

(1) L'art topiaire consiste à donner des formes architecturales ou animales aux végétaux en les taillant.

▶ **La maquette du projet est exposée tous les jours de 10 heures à 18 heures, esplanade des Feuillants, 75001 Paris.**

ARTS

La gravure, pour elle-même

Au SAGA, le sixième du nom, l'intérêt des peintres contemporains pour la gravure s'affirme nettement

Au Grand Palais, les galeries succèdent aux galeries. Dans les stands gris souris où les exposants de Découvertes présentaient il y a quinze jours leurs jeunes artistes, les exposants du Salon des arts graphiques actuels (SAGA) présentent eaux-fortes, aquatintes, lithographies et bronzes, tous les multiples en somme, ceux qui s'accrochent au mur – les plus nombreux – et ceux qui se posent sur le plancher. De ces derniers, il n'y a rien à dire, *sinon que l'on s'étonne qu'il se* trouve des sculpteurs pour les concevoir, des bronziers pour les fondre et des marchands pour les vendre. Par chance, *ils* ne sont pas nombreux cette année : quelques Espagnols éprouvants, l'inévitable Arman, c'est tout – et c'est trop ! Il est clair cependant que le SAGA devient au fil de ses versions le salon de l'estampe, heureuse spécialisation.

Il n'est pas moins clair qu'une distinction de plus en plus tranchée sépare *désormais* ceux qui s'entêtent à considérer l'estampe comme un succédané de la peinture à l'intention des amateurs désargentés et ceux qui, artistes et éditeurs, la tiennent pour une discipline singulière. Des premiers, *le nombre décroît, mais trop* lentement encore. Ils proposent des lithographies plates comme des posters et des gravures dites pudiquement « d'interprétation », c'est-à-dire copiées d'après un dessin ou une peinture qui ont été exécutés *pour* eux-mêmes. Cette pratique affecte des artistes de tous âges et de toutes esthétiques, expressionnistes abstraits ou anciens de Cobra, géométriques épurés ou gestuels frénétiques. Ils n'y gagnent rien, hors peut-être quelques émoluments.

Les œuvres véritablement intéressantes répondent à une tout autre nécessité, non point économique mais esthétique. On les trouve essentiellement – détail d'importance – dans les stands tenus non par des galeristes mais par les éditeurs en personne, praticiens et imprimeurs, qui exposent au Grand Palais les planches tirées sur leurs presses. Ils ont nom Piero Crommelynck ou Franck Bordas, Eric Linard ou Tanguy Garric, Item Editions ou Lacourière-Frélaut, *Editions Infernales (sic)* ou La Hune. Leurs méthodes de travail se ressemblent : ils sollicitent des artistes de renom, jeunes pour la plupart, souvent les mêmes du reste, et s'efforcent de les convaincre que le cuivre, le vernis, l'acide, *le papier-report* ou la *sérigraphie* seraient pour eux des instruments de choix. De la conviction, ils les entraînent à la collaboration, et de là jusqu'à l'édition.

Grâce à eux, grâce à leur obstination et à leur virtuosité aussi, la gravure française contemporaine existe bel et bien. Elle a pour chefs de file Gérard Garouste, Philippe Favier et Jean-Pierre Pincemin, les plus prolixes, les plus habiles. Au nombre de ses nouveaux convertis, elle compte Jean-Michel Alberola et Gérard Traquandi, qui use d'une technique baptisée « résinopigmentie » pour colorer des images *photographiques. Garouste, qui* use de la plaque de cuivre comme d'un carnet à esquisses, a tiré des planches inspirées les unes de la *Bible*, les autres de *Dante*, très fluides, d'un baroque sans surcharge.

Une leçon de maîtrise et de liberté

Favier, dont on sait depuis longtemps la dextérité, a gravé à la pointe-sèche des paysages réduits à quelques maisonnettes et des arbres. La contemplation de leurs feuillages réjouira les amateurs de minutie et ils s'interrogeront : Favier deviendrait-il plus grave et plus sobre ? Renoncerait-il au burlesque qui faisait le charme de ses premières gravures, incisées sur des fonds de boîtes de sardines ?

Nulle inquiétude de ce genre à propos de Pincemin, qui constitue son bestiaire fabuleux en s'inspirant des graveurs sur bois rhénans et danubiens du seizième siècle, loin, très loin de l'abstraction qui fit sa notoriété au temps de Support-Surface. Humoristiques aussi, mais à froid, les gravures d'Alberola, dont Piero Crommelynck publie un livre étrange, consacré aux injures les plus virulentes de la langue espagnole. Les planches *d'Alberola sont à la mesure du* texte, narquoises, incisives, parfois obscènes, mais sans que jamais le trait manque de grâce, les ombres de velouté.

Hors ces nouveautés attirantes, quoi d'intéressant au SAGA ? Les eaux-fortes de Malgorzata Paskzo chez Koralewski, les images burlesques de Lemant chez Eric Lefebvre. *Et encore, comme chaque* année, des feuilles signées de noms illustres, et légitimement illustres, Alechinsky, Soulages, Zao Wou-Ki ou Antonio Saura par exemple. Chez Lacourière-Frélaut, quelques eaux-fortes excellemment composées rappellent quel grand graveur fut Hans Hartung.

Deux expositions plus historiques pour finir : *les bois d'un* artiste affilié à l'école de Pont-Aven, Paul-Emile Colin, gauguinien orthodoxe et bretonnant, et, non moins gauguinien à ses débuts, Pierre Bonnard. L'hommage solennel que lui rend le SAGA avec l'aide de la Bibliothèque nationale rassemble des lithographies, des affiches et des illustrations de premier ordre. Belle leçon de maîtrise et de liberté pour les graveurs d'aujourd'hui.

PHILIPPE DAGEN

▶ **Grand Palais, avenue Winston-Churchill, 75008 Paris. Jusqu'au 9 mars de 12 heures à 19 h 30. Vendredi 6 mars jusqu'à 23 heures. Samedi et dimanche de 10 heures à 19 h 30.**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5729

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I	■								■
II		■						■	
III			■				■		
IV									
V					■				
VI				■	■	■			
VII					■				
VIII									
IX			■				■		
X		■						■	
XI	■								■

HORIZONTALEMENT

I. Il allait vite et mourut après un accrochage. – II. Un être infernal. – III. Quartier de Nice. Partie du mètre. On pouvait difficilement le fixer. – IV. Devaient aimer le sel. – V. Parties d'un tout. D'un auxiliaire. – VI. A de la suite dans les idées. Un peu de souplesse. – VII. Service de table. Temples du disco, voire de la lambada. – VIII. Leurs productions ont une réputation de sagesse parfois usurpée. – IX. Pronom. Ruminait. Symbole. – X. *D'une certaine couleur.* – XI. Evoque de biens tristes moments.

VERTICALEMENT

1. Temps pendant lequel la culture se développe. – 2. Un qui veille à la conservation des espèces. – 3. Est pleine de bulles. Purgea au sommet. Lettre. – 4. *Introduisis dans un carré.* Se présentent sur un plateau avec de l'eau au fond. – 5. Le mot de la fin. Manque d'objectif. – 6. Divisée. En France. – 7. Lance et fair courir. Roulai. Conjonction. – 8. Ignorées par un utopiste. – 9. Actions très *mal cotées.*

Solution du problème n° 5728

Horizontalement

I. Charges. – II. Oreilles. – III. Cuisse. Fi l – IV. Ale. Œufs. – V. Ret. S.O. – VI. Testera. – VII. *Frêt. Etc.* – VIII. E.E. Amasse. – IX. Nid. – X. Bougeotte. – XI. Est. Suie.

Verticalement

1. Carafe. Bé l – 2. Houle. Repos. – 3. Ariette. Ut. – 4. Res. Etang. – 5. Gisors. Mie. – 6. Elée. Ados. – 7. SL. Usées. Tu. – 8. Efforts. Tl. – 9. Isis. Acérée.

GUY BROUTY

CARNET DU Monde

Décès

– Le Théâtre du Campagnol a le chagrin de faire part de la disparition de la comédienne

Marie DÉA,

et vous convie à partager un moment de recueillement à sa mémoire, jeudi 5 mars 1992, à 11 heures, à la chapelle Saint-Bernard, 34, avenue du Maine (gare Montparnasse).

Ni fleurs ni couronnes. Des dons peuvent être adressés à Bénévolat, Père Bernard Marie, CCP36340 D Rouen.

(Le Monde du 3 mars.)

– Mme Jean Deurbergue, son épouse,
M. et Mme Laurent Deurbergue et leur fils Richard,
M. Arnaud Deurbergue,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean DEURBERGUE,

survenu le 23 février 1992.

3, rue Lice-des-Cordeliers,
13100 Aix-en-Provence.

– **Dominik LEFERS**
nous a quitté, le samedi 29 février 1992, à l'âge de trente-neuf ans, des suites du sida.

L'association AIDES est en deuil.
Militant, volontaire, salarié, Dominik fut un acteur essentiel de la prévention.

Cérémonie funéraire au colombarium du Père-Lachaise, lundi 9 mars, à 10 h 15.

Association AIDES,
247, rue de Belleville,
75019 Paris.

– Mme Lucette Loyen,
Et ses enfants,
font part du décès de

M. Guy LOYEN,
documentaliste à l'Institut supérieur technique d'outre-mer,

survenu le 1er mars 1992, dans sa cinquante et unième année.

– Mme Teresa Keane,
son épouse,
Mme Ada Martinkus-Greimas,
sa fille,
M. et Mme Romas Greimas,
ses frère et belle-sœur,
M. et Mme Kviklys,
ses neveu et nièce,
Ses amis lituaniens,
Ses amis d'Alexandrie, d'Ankara et d'Istanbul,
Ses amis de Condé-sur-Huisne,
Ses amis linguistiques et sémioticiens,
ont la profonde tristesse de faire part du décès, le 27 février 1992, de

Algirdas Julien GREIMAS,
directeur d'études
à l'Ecole des hautes études
en sciences sociales,
membre de l'Académie des sciences
de Lituanie.

Ses proches, ses amis et tous ceux qui l'ont connu sont invités à se recueillir en l'église Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours, 55, boulevard de Ménilmontant, à Paris-11e, le lundi 9 mars, à 10 h 30.
Ses cendres seront inhumées au cimetière de Kaunas, en Lituanie.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– Le Groupe de recherches sémiolinguistiques, l'Association pour le développement de la sémiotique et l'Institut européen de sémiotique
ont la tristesse de faire part du décès, le 27 février 1992, de

Algirdas Julien GREIMAS,

qui les a créés et qui a animé, à travers eux, un réseau international de chercheurs.

– L'ambassade de la République de Lituanie et toute la communauté des Lituaniens de France
ont la douleur de faire part du décès, le 27 février 1992, du

professeur
Algirdas Julien GREIMAS,

fidèle à la langue de son pays natal et activement solidaire de sa renaissance.

– *Le président,*
Le bureau,
Le conseil d'administration,
Le conseil scientifique,
Et le personnel de l'Ecole des hautes études en sciences sociales,
ont le regret de faire part du décès de

Julien GREIMAS,
directeur d'études.

(Le Monde daté 1er-2 mars.)

– Mme Colette ICHTER,
née Savart,
épouse et compagne professionnelle *de Jean-Paul Ichter, architecte à Fès,*

s'est éteinte le 15 février 1992, à Montpellier, Val-d'Aurelle.

Elle repose à Fès où, depuis trente-cinq ans, elle avait choisi de vivre.

Mme Jeanne Savart et M. J.-P. Ichter,
résidence des Mimosas,
Fès, Maroc.
Michel Dupuy, Xavier, Claire, Anne, Brigitte Dupuy, Marie-Anne et Violaine Ichter.

– Mme Louis Larose,
M. et Mme Marcel Coquille,
M. et Mme Gérard Larose,
M. Guillaume Larose,
Ainsi que ses proches, parents et amis,
ont l'immense douleur d'annoncer le décès de

Mlle Eve LAROSE.

Elle allait avoir vingt-six ans.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part,

9, square de Port-Royal,
75013 Paris.

– Le docteur et Mme Serge Opatowski,
Et leurs filles,
Mme Roger Aknin,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Charles OPATOWSKI,

leur père, grand-père et frère,

survenu le 2 mars 1992, à Paris.

Les obsèques auront lieu le jeudi 5 mars.
On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 10 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Les volontaires de l'association AIDES Paris-Ile-de-France
ont la tristesse de faire part du décès de leur ami et compagnon de lutte contre le sida

Rod SHEPHERD,

survenu le 25 février 1992, des suites du sida.

Cérémonie funéraire au colombarium du Père-Lachaise, jeudi 5 mars, à 10 h 15.

Communications diverses

– Dialogue avec des représentants du *Parti socialiste* : Pierre Aidenbaum et Roger Madec, jeudi 5 mars 1992, à 20 h 30, au cercle Bernard-Lazare, 10, rue Saint-Claude, Paris-3e.

AUTOMOBILE



Consécration pour la Safrane

Comme prévu, la Safrane, au moins sur le stand Renault, est le « clou », si l'on peut dire, du Salon de Genève (*le Monde* du 26 février). Les prix de la nouvelle gamme s'étalant de plus de 130 000 F à 280 000 F, il s'agit bien là d'un « clou » de luxe. Pour ce lancement en première mondiale de son cheval de bataille haut de gamme, l'ex-Régie a été jusqu'à exposer ce qui sera le « top-modèle » de la marque, une biturbo de finition Baccara, dont on préfère ne pas imaginer le prix qui sera fixé au moment voulu, c'est-à-dire en principe en octobre, pour le Salon de Paris.

Quoi qu'il en soit et, on l'imagine, pour des marchés autres qu'hexagonaux, cette version suprême de la Safrane se voit dotée de caractéristiques apparentes très particulières au niveau de la calandre, qui est ouverte, du bouclier avant et des *roues sur lesquelles ont été* montés des pneus 225/45 ZR 17. De quoi rappeler... les bolides de Mad Max à la mode voilà une douzaine d'années, encore qu'ici l'agressivité ne soit pas si flagrante. Mais aux vitesses prévues par le constructeur pour cette voiture aux *allures bourgeoises qui va se* placer dans les créneaux occupés par les plus grands, il vaut mieux voir large.

La vitesse de pointe a été fixée à 250 km/h avec rupture d'alimentation au-delà, comme plusieurs marques allemandes le font. Sous le capot, il y a le V6 de 3 litres de cylindrée, suralimenté *ici par deux turbocompresseurs*. Il en sort 260 chevaux vers les 5 500 tours et un couple de près de 40 mkg à 3 000 tours. Transmission intégrale permanente, bien sûr, et à l'intérieur le cuir et la ronce de *noyer. On s'imaginerait retourner* quelque quarante ans en arrière, quand les petites séries des marques de l'époque n'étaient destinées qu'aux chasseurs de records.

C. L.

PARIS EN VISITES

JEUDI 5 MARS

« La maison de Nicolas Flamel (1407) et autres vieux logis parisiens », *10 h 30*, métro Rambuteau, sortie rue du Grenier-Saint-Lazare (Paris autrefois).

« Le quartier chinois et ses lieux de culte », *11 heures et 15 heures*, métro Porte-de-Choisy (P.-Y. Jaslet).

« Saint-Nicolas-des-Champs, l'église aux cent colonnes », 14 h 30, façade principale, 254, rue Saint-Jacques (Monuments historiques).

« Passages couverts autour de la Grange-Batelière », 14 h 30, métro Le Peletier (Paris pittoresque et insolite).

« L'Opéra-Bastille (salles et coulisses) avec un aperçu du faubourg Saint-Antoine », 14 h 30, devant le café les Grandes Marches (C. Merle).

« Les fastes de l'Opéra-Garnier. Le mystère du fantôme », 14 h 30, dans le hall, statue de Lully (Arts et caetera).

« Egypte copte méconnue. Des triades de Memphis au culte de la déesse mère », 14 h 30, sortie métro Louvre-Rivoli (I. Hauller).

« Mystères des Templiers et rois maudits. Leurs influences dans le quartier », 14 h 30, métro Temple (Art et histoire).

« Le parc Montsouris et ses cités d'artistes », 14 h 30, métro Cité Universitaire (Sauvegarde du Paris historique).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Les passages marchands du dix-neuvième siècle (premier parcours), une promenade hors du temps », *14 h 40*, *19*, rue Jean-Jacques-Rousseau (Paris autrefois).

« L'univers de Toulouse-Lautrec évoqué au Père-Lachaise », 14 h 45, *porte principale, boulevard de Ménilmontant* (V. de Langlade).

« Chapelles et jardins des collèges des Ecossais, des Irlandais et des *spiritains* », *15 heures, sortie métro* Cardinal-Lemoine (D. Bouchard).

« La Sorbonne. Histoire de l'Université et du Quartier latin », 15 heures, 46, rue de la Sorbonne (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

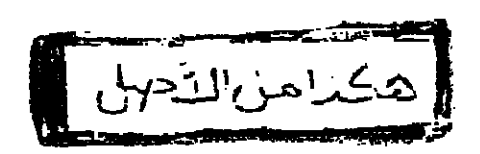
« Chez un restaurateur de cristal », 15 heures, 84, quai de Jemmapes (Approche de l'art).

« Statuaire et sculpture kh mères au Musée Guimet », 15 heures, entrée du musée, 6, place d'Iéna (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

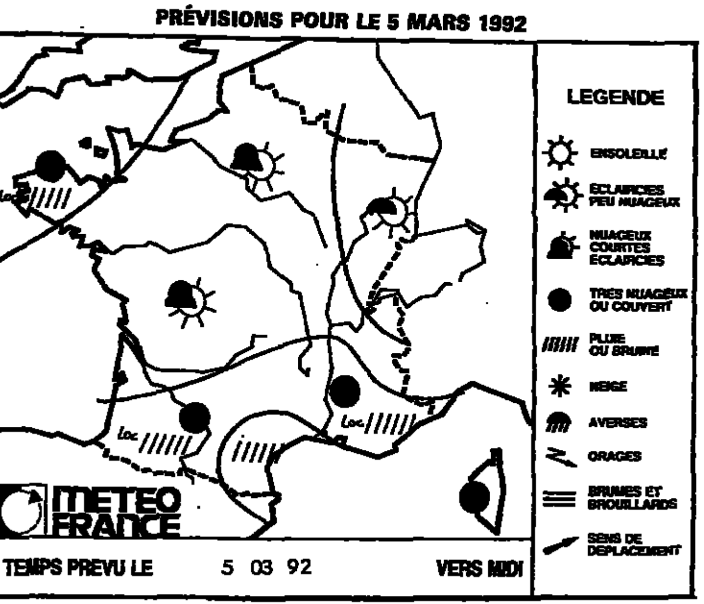
30, avenue Corentin-Cariou, 12 heures (salle Jean-Bertin) : « Connaissez-vous les droits de l'enfant ? ». *Entrée libre* ; *12 heures* (plateau des sports) : « Rencontre avec E. Allard, champion du monde junior de bobsleigh à deux ». Entrée libre (Cité des *sciences et de l'industrie*).

30, avenue George-V, 15 h 30 : « Les Pygmées de la grande forêt », avec Noël Ballif (Espace Kronenbourg aventure).

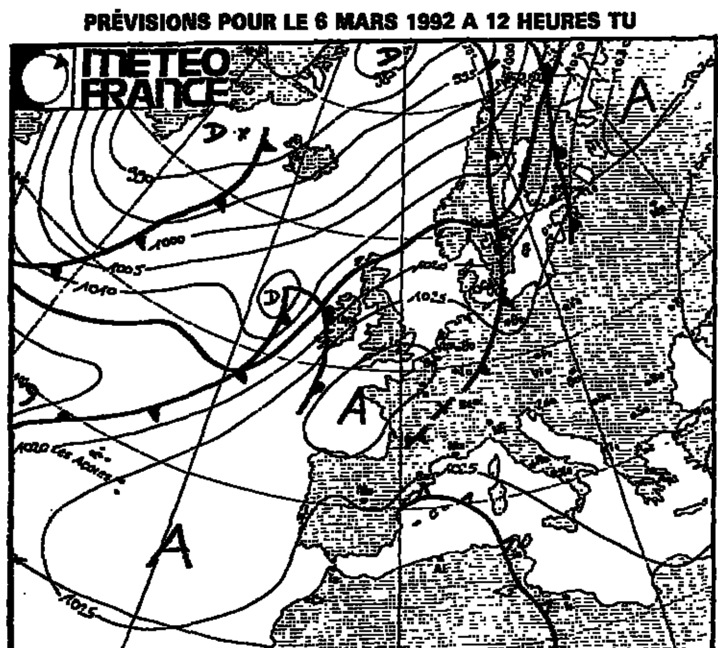


MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 4 MARS 1992 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 5 MARS 1992



Jeudi : toujours de la douceur, mais plus de nuages. – De la Bretagne à l'ensemble des régions voisines de la Manche, le ciel sera souvent voilé dès le lever du jour. Dans la journée, les nuages s'épaissiront pour donner quelques bruines côtières. Elles toucheront d'abort le Finistère, puis les côtes normandes et en soirée le Nord-Pas-de-Calais.

Sur le sud de la France, le temps va également se dégrader. Le ciel sera couvert ou se couvrira rapidement de l'extrême sud de l'Aquitaine, au Midi-Pyrénées, à l'Auvergne, au sud de la région lyonnaise ainsi que sur les régions méditerranéennes et la Corse. Ces nuages apporteront de la pluie sur le Languedoc-Roussillon. Elles seront moins continues sur les autres régions. Le vent d'est à sud-est soufflera assez fort.

Ailleurs, les nuages élevés présents dès le matin, vont s'épaissir par l'Ouest. Toutefois, on apercevra le soleil.

Les températures seront un peu fraîches au lever du jour avec encore des gelées sur le nord-est, le centre-est et le centre du pays. Les minimales seront comprises entre 2 degrés et 6 degrés sur le Nord-Ouest, entre 4 degrés et 7 degrés dans le Sud-Ouest, entre 7 degrés et 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures maximales seront toujours très douces pour la saison. Elles seront assez homogènes sur l'ensemble de la France. Généralement comprises entre 15 degrés et 17 degrés, elles ne devraient pas dépasser les 13 degrés près des côtes de la Manche.

PRÉVISIONS POUR LE 6 MARS 1992 A 12 HEURES TU

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 4-3-92
Valeurs extrêmes relevées entre le 3-3-1992 à 18 heures TU et le 4-3-1992 à 6 heures TU

FRANCE			
AJACCIO	16	4	D
BIARRITZ	15	6	D
BORDEAUX	18	5	C
BOURGES	16	0	D
BREST	11	3	D
CAEN	13	– 2	B
CHERBOURG	12	– 2	D
CLERMONT-FER.	19	– 2	D
DIJON	14	1	D
GRENOBLE	18	0	D
LILLE	11	8-	C
LIMOGES	18	7	D
LYON	15	0	D
MARSEILLE	14	5	N
NANCY	14	– 1	D
NANTES	16	2	N
NICE	15	8	N
PARIS-MONTS	14	4	D
PAU	16	3	N
PERPIGNAN	14	5	C
RENNES	12	– 2	B
ST-ÉTIENNE	17	0	D
STRASBOURG	14	0	D
TOULOUSE	14	5	C
TOURS	16	1	D
POINTE-A-PITRE	29	19	D
ÉTRANGER			
ALGER	17	12	C
AMSTERDAM	9	3	D
ATHÈNES	17	9	D
BANGKOK	34	24	D
BARCELONE	15	7	N
BELGRADE	13	0	D
BERLIN	8	5	C
BRUXELLES	10	8	C
COPENHAGUE	8	5	C
DAKAR	–	–	–
DJERBA	22	13	C
GENÈVE	13	– 1	D
HONGKONG	20	17	P
ISTANBUL	10	4	N
JÉRUSALEM	10	2	D
LE CAIRE	19	8	D
LISBONNE	19	11	C
LONDRES	12	6	P
LOS ANGELES	17	13	N
LUXEMBOURG	10	5	N
MADRID	15	3	C
MARRAKECH	17	9	C
MEXICO	20	9	T
MILAN	16	– 3	D
MONTRÉAL	– 5	– 17	D
MOSCOU	9	1	C
NAIROBI	28	16	D
NEW-DELHI	27	14	D
NEW-YORK	4	1	C
OSLO	6	– 4	D
PALMA-DE-MAJ.	16	12	C
PÉKIN	4	– 2	C
RIO-DE-JANEIRO	28	22	–
ROME	18	5	D
SINGAPOUR	33	25	C
STOCKHOLM	5	2	C
SYDNEY	27	21	N
TOKYO	7	3	C
TUNIS	17	13	C
VARSOVIE	6	3	C
VENISE	10	6	B
VIENNE	13	8	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

Humus, joie et bonne humeur

A quoi tient l'authenticité télévisée ? A quoi tient ce miracle : le ton juste ? Alors qu'une vraie-fausse émotion en carton bouilli devient, chaque soir davantage, le carburant du « prime time », alors que toute apparition d'un M. Mouchetru de Saint-Saturnin-les-Peupliers, escorté de sa grand-mère retrouvée ou de sa petite amie en panne d'orgasme, sent à vingt pas le forcé, le répété devant la glace, le piège à audience, l'appeau à mouchoirs, voici une émission de vie quotidienne dans laquelle jamais les caméras ni l'animateur ne paraissent traquer les larmes de l'invité.

« La Grande Famille », chaque jour en clair sur Canal Plus à 12 h 30, accueille des gens ordinaires, venus de Dordogne ou des Côtes-d'Armor. Ils sont en proie à des problèmes d'inégale gravité. Celle-ci, dans son village, est victime d'un corbeau. Cette jeune mère aimerait bien s'arrêter de gifler sa fille de trois ans et demi. Cet aubergiste lutte contre un projet d'autoroute dans la vallée d'Aspe, dans les Pyrénées. Cette étudiante a toujours rêvé de faire l'amour dans une forêt, à même l'humus.

On n'imagine que trop aisément comment d'aucuns, avec la même pâte, bascuIeraient dans l'indigné, le graveleux ou le larmoyant. A quoi tient donc, encore une fois, le miracle ? A l'animateur, peut-être, un jeune homme nommé Jean-Luc Delarue, qui réussit ce prodige de s'adresser à ses invités comme à des semblables, des confrères en humanité. Ni enfants surdoués ni vieillards à sousoupe ni grands convalescents ni débiles légers ni justiciables fêlés. Il les écoute, les reprend, les plaisante, les remercie, les salue comme des gens qu'il pourrait croiser dans un dîner, rencontrer par hasard dans un train. Des égaux.

Il suffisait d'y penser, et le résultat est là : l'émission « fonctionne ». Au moins pour certains invités des derniers mois, venus raconter comment la « grande famille » a contribué à résoudre leur difficulté. Voyant l'émission, le « corbeau » s'est dégonflé et, après deux dernières lettres impressionnées à sa victime et... à l'animateur, a regagné son nid. La petite fille de trois ans et demi ne reçoit plus de gifles, et visionne régulièrement la cassette de la psychothérapie exprès de maman. La vallée d'Aspe n'est pas encore définitivement sauvée, mais l'étudiante sylvophile a assuré avoir assouvi son fantasme *« dans la joie et la bonne humeur »*. En plein mois de janvier, mais il paraît qu'après un certain temps l'humus prend la température du corps...

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 4 mars

TF 1

20.55 Journal, Tapis vert, Météo et Loto.

21.20 Variétés : Sacrée soirée. Spécial Serge Gainsbourg.
22.50 Magazine : En quête de vérité. Les transexuels.
0.05 Journal et Météo.

A 2

20.50 Téléfilm : La Face de l'Ogre.
22.20 Magazine : Sauve qui veut.
23.30 Magazine : Musiques au cœur de l'actualité.
0.35 Journal et Météo.

FR 3

20.40 Magazine : La Marche du siècle. Contraception et avortement ; Invités : le professeur Étienne Baulieu, chercheur en génétique moléculaire ; Henri Leridon, directeur de recherche à l'Institut national des études démographiques.
22.20 Journal et Météo.
22.40 Mercredi en France.
23.35 ▶ Traverses. Asie centrale, état d'urgence, documentaire de Ludovic Segarra et Stéphane A. Dudoignon.
0.30 Musique : Mélomanuit.

CANAL PLUS

21.00 Cinéma : Flic et rebelle. ■ Film américain de Jack Sholder (1989).
22.40 Flash d'informations.
22.45 Sport : Football. Benfica-Sparta Prague. 3e journée, poule finale de la Coupe d'Europe des clubs champions, en différé.
0.35 Cinéma : On peut toujours rêver. ■■ Film français de Pierre Richard (1990).

LA 5

20.50 Sport : Football. Coupe de l'UEFA (quart de finale, match aller) : Gênes-Liverpool.
22.40 Téléfilm : Nuit d'enfer.
0.10 Journal de la nuit.

M 6

20.40 Téléfilm : Meurtre d'un père.
22.20 Téléfilm : Silence, on improvise !
0.00 Magazine : Vénus.
0.30 Six minutes d'informations.

LA SEPT

21.00 Documentaire : *Cabra marcado para morrer.*
23.00 Cinéma : La Mort d'un bureaucrate. ■■ Film cubain de Tomas Gutierrez Alea (1966).

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue. Traduire la poésie ; la Danse devant le temple.
21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Champ libre : les Contes de Cantorbery, de Chaucer (4 et fin).
22.40 Les Nuits magnétiques. Trois chanteurs russes : Okoudjava, Galitch, Vissotski.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Opéra (en direct de la salle Pleyel) : L'Or du Rhin, de Wagner, par l'Orchestre philharmonique et le chœur de Radio-France, dir. Marek Janowski ; sol. : James Morris, Graham Clark, Ekkehard Wlashiha, Uwe Pepper, Hanna Schwarz, Eva Johansson, Michael Ebbecke, James Anderson, Matthias Hölle, Philip Kang, Badwiga Rappe, Julie Kaufmann, Hanna Schaer, Brigit Calm.
22.40 Espace libre.
23.10 Ainsi la nuit... Œuvres de Schubert, Brahms.
0.30 Dépêche-notes.
0.35 L'Heure bleue. Tendances hexagonales, par Xavier Prévost. Le Concert : le Quartette du saxophoniste François Cotinaud ; Les nouveautés discographiques ; L'introuvable ; Des Américains à Paris.

Jeudi 5 mars

TF 1

14.30 Feuilleton : Côte Ouest.
15.25 Série : Les Enquêtes de Remington Steele.
16.15 Série : Tribunal.
16.45 Club Dorothée.
17.30 Série : Les Professionnels.
18.25 Jeu : Une famille en or.
18.55 Feuilleton : Santa Barbara.
19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
19.50 Tirage du Tac-O-Tac.
20.00 Journal, Tiercé, Météo, Trafic infos, Loto sportif et Tapis vert.
20.50 Débat : Le Grand Débat des régionales.
23.00 Magazine : Ex libris. Invités : Haroun Tazieff *(le Vagabond des volcans)* ; Erick Surcouf *(la Mer en héritage)* ; Nicolas Vanier *(Transsibérie : le mythe sauvage)* ; Vassili Peskov *(Ermites dans la taïga)* ; Maurice Denuzière *(Helvétie)* ; Hervé Claude *(le Jeu de la rue du loup)*.
0.00 Journal et Météo.

A 2

13.45 Série : Les Enquêtes du commissaire Maigret.
15.15 Tiercé, en direct de Saint-Cloud.
15.25 Série : Aventurier de la jungle.
16.20 Jeu : Des chiffres et des lettres.
16.45 Magazine : Défendez-vous.
17.00 Magazine : Giga.
18.10 Série : L'homme qui tombe à pic.
19.00 Série : Flic à tout faire.
19.30 Divertissement : La Caméra indiscrète.
19.59 Journal et Météo.
20.50 Magazine : Envoyé spécial. L'Audimat ; Côte d'alerte ; Couche d'ozone : danger.
22.10 Cinéma : Mad Max 2. □ Film australien de George Miller (1981).
23.50 Magazine : Merci et encore Bravo.
0.50 1. 2. 3. Théâtre.

FR 3

14.30 Le Choix de Lulo.
15.30 Série : La Grande Vallée.
16.25 Magazine : Zapper n'est pas jouer. Invités : Louis Régo et Nilda Fernandez.
18.00 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.00 Un livre, un jour. *L'Empire et les Nouveaux Barbares,* de Jean-Christophe Rufin.
20.10 Divertissement : La Classe.
20.45 ▶ La Dernière Séance. Soirée western.
20.50 1er film : Les Géants de l'Ouest. ■■ Film américain d'Andrew V. McLaglen (1969).
22.45 Dessin animé : Tex Avery.
23.10 Journal et Météo.
23.30 2e film : Les Conquérants. ■■ Film américain de Michael Curtiz (1939) (v.o.).
1.15 Musique : Mélomanuit.

CANAL PLUS

13.35 Cinéma : Slogan. ■ Film français de Pierre Grimblat (1969).
15.00 Magazine : 24 heures.
16.00 Cinéma : La Discrète. ■■ Film français de Christian Vincent (1990).
17.30 Magazine : Rapido.
18.00 Canaille peluche.

En clair jusqu'à 20.35

18.30 Ça cartoon.
18.50 Le Top.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.31 Le Journal du cinéma.
20.35 Cinéma : Les Dealers de Hongkong. □ Film chinois (Hongkong) de Yen Wo Ping (1990).
22.05 Flash d'informations.
22.10 Cinéma : Abyss. ■ Film américain de James Cameron (1989) (v.o.).
0.30 Documentaire : Canal Gainsbarre.
1.35 Cinéma : Je t'aime, moi non plus. ■ Film français de Serge Gainsbourg (1975).

LA 5

14.25 Série : Bergerac.
15.20 Série : Soko, brigade des stups.
16.15 Série : Shérif, fais-moi peur.
17.05 Youpi ! L'école est finie.
17.45 Les deux font la loi.
18.10 Série : Deux flics à Miami.
19.05 Série : La loi est la loi.
20.00 Journal et Météo.
20.50 Téléfilm : Trop jeune pour jouer les héros.
22.35 Cinéma : Emmanuelle. ■ Film français de Just Jaeckin (1974).
0.15 Journal de la nuit.

M 6

14.00 Série : L'Ami des bêtes.
16.45 Jeu : Zygomusic.
17.15 Magazine : Zygomachine.
17.35 Série : Drôles de dames.
18.30 Série : Flipper, le dauphin.
19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
19.50 Météo des neiges.
19.54 Six minutes d'informations, Météo, M 6 Finances.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Météo.
20.40 Cinéma : Scoop. ■ Film américain de Ted Kotcheff (1988).
22.25 Météo des neiges.
22.30 Téléfilm : La Messagère de l'au-delà.
0.00 Météo des neiges.
0.05 Six minutes d'informations.

LA SEPT

16.30 Documentaire : Cent ans de jazz.
17.30 Téléfilm : Les Poules de Cervantes.
18.55 Flash d'informations (et à 19.55, 20.55, 21.50, 23.15, 0.05).
19.00 Documentaire : Lignes de vie.
20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
21.00 Magazine : Mégamix.
21.55 Magazine : Avis de tempête.
22.55 Danse : Dernière fuite. Chorégraphie de François Verret et Anne Koren.
23.20 Documentaire : Le Salon de musique, Claude Helffer.

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique. Lou Andréas Salomé, d'André Nataf.
21.30 Profils perdus. Roland Laudenbach (1).
22.40 Les Nuits magnétiques. Rendez-vous du cinéma québécois.
0.05 Du jour au lendemain. Avec Daniel Pennac (Comme un roman).
0.50 Musique : Coda. Le rock tchèque (4).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du grand auditorium de Radio-France) : Ecuatorial, Offrandes, Densité 21,5, Nocturnal, de Varese ; Le Prince de bois, de Bartok ; Déserts, de Varese, par l'Orchestre national de France et le Chœur de Radio-France, dir. Kent Nagano ; sol. : Phyllis Bryn-Julson, soprano, Philippe Pierlot, flûte.
23.10 Ainsi la nuit...
0.30 Dépêche-notes.
0.35 L'Heure bleue. Par André Clergeat.

Le Monde

La campagne de l'extrême droite pour les élections régionales et cantonales

Les meetings du Front national continuent de se heurter à des manifestations hostiles

La campagne du Front national pour les élections régionales et cantonales continue de se heurter à des manifestations d'hostilité des partis et associations de gauche et d'extrême gauche et à des refus de salle de la part de maires d'orientations politiques diverses. Des incidents violents se sont produits mardi 3 mars dans le Val-d'Oise, tandis qu'une réunion publique du Front national était interdite par le préfet dans l'Aube.

L'organisation d'une réunion publique autour de M. Carl Lang, secrétaire général du Front national, mardi, à Saint-Ouen-l'Aumône, dans le Val-d'Oise, a été l'occasion d'une manifestation qui a été suivie d'incidents violents. A l'appel du PS, du PCF, de la LCR, de la CGT, de la CFDT, du SNI-PEGC, de la FEN, du SGEN, du MRAP et de SOS-Racisme, trois cents personnes ont dénoncé la venue de M. Carl Lang et la décision du maire, M. Alain Richard (PS), d'accepter que cette réunion ait lieu dans sa commune.

Après la dispersion de cette manifestation, sans incident, des affrontements se sont produits entre les forces de l'ordre et une centaine de jeunes gens, affrontements au cours desquels cinq automobiles ont été incendiées et une quinzaine de vitrines de magasin brisées. Cinq personnes, interpellées mardi soir, étaient en garde en vue mercredi matin au commissariat de la ville.

Au même moment, à Troyes, dans l'Aube, cinq cents à six cents personnes manifestaient dans le calme à l'appel du PCF, des Verts, de la FEN et de la CFDT, à l'occasion d'une réunion à laquelle devait participer, dans cette ville, M. Bruno Mégret, délégué général du parti d'extrême droite. Environ deux cents personnes se sont massées ensuite devant la Bourse du travail, où devaient se réunir les sympathisants du Front national. Tenus à distance par un cordon de policiers, des jeunes gens ont empêché les militants lepénistes de pénétrer dans le bâtiment, leur lançant des canettes de bière et proférant des injures.

Refus de salle à Châtellerault

Le préfet, M. Jacques Coëffé, a annoncé alors l'interdiction de la réunion en raison des *«troubles graves à l'ordre public causés par un nombre important de manifestants violents et déterminés à empêcher* [son] *déroulement»*. Une trentaine de personnes qui avaient déjà pris place dans la salle de réunion sont sorties du bâtiment sous la protection de la police. Trois membres des SCALP (Sections carrément anti-Le Pen) ont été interpellés et entendus, en milieu de soirée, au commissariat de Troyes.

M. Mégret a publié une déclaration dans laquelle il *«met en cause le pouvoir, qui organise le désordre et sème la violence dans le pays en suscitant, d'une main, des manifestations agressives contre le Front national et en condamnant, de l'autre, les forces de l'ordre à la passivité»* et annonce qu'il *«reviendra, sous dix jours, tenir un nouveau meeting à Troyes»*.

A Poitiers, nous indique notre correspondant Michel Lévêque, M. Jean-Marie Le Pen s'est exprimé, mardi soir, dans un hôtel de Chasseneuil, devant neuf cents sympathisants venus de Poitou-Charentes, du Limousin et de Touraine. La visite du président du Front national a suscité des réactions dispersées : des socialistes, d'abord, il y a trois semaines ; du Parti communiste et des organisations qui s'inscrivent dans sa mouvance, mardi en fin d'après-midi devant la préfecture ; dans la soirée, enfin, sur les lieux mêmes du meeting, à l'initiative de la fédération anarchiste de la Vienne. Quelque deux cents manifestants, en grande majorité jeunes, et... un clown du carnaval de Poitiers ont été chargés par un escadron de gendarmes mobiles après qu'ils eurent harcelé les gardes du corps de M. Le Pen, ceux-ci étant armés de manches de pioche et de battes de base-ball. Les *gendarmes mobiles ont obligé*, ensuite, les derniers groupes de manifestants à se disperser afin de permettre aux partisans du Front national de regagner leurs voitures.

M. Le Pen avait indiqué aux journalistes, avant la réunion, qu'il a l'intention d'*«engager des actions contre l'interdiction qui est faite* [au Front national] *de mener campagne»*, après les manifestations qui avaient marqué sa venue en Corse, la semaine dernière, et celle de M. Mégret à Limoges le 2 mars. *«Je tiens à donner à ces actions un retentissement international»*, a ajouté M. Le Pen, en précisant qu'il organisera à Paris, la semaine prochaine, une conférence de presse à laquelle seront conviés *«les corps diplomatiques et les journalistes européens»*. Selon le dirigeant d'extrême droite, *«il apparaît clairement, aujourd'hui, que ce qui pouvait passer pour des manifestations individuelles d'intolérance procède d'une stratégie générale tendant à empêcher le Front national de s'exprimer»* et que cette campagne *«est née à l'initiative du premier ministre»*.

A Châtellerault, ville dont Mme Edith Cresson est le maire, le candidat du Front national aux élections cantonales dans le canton ouest a dû annuler une réunion publique le 2 mars, la municipalité lui ayant fait savoir, le 25 février, qu'elle ne donnait pas suite à sa demande d'accès à une salle communale.

Pas de politique à Palavas

A Palavas-les-Flots, dans l'Hérault, le conseil municipal a voté à l'unanimité, le 2 mars, contre l'organisation d'une réunion électorale du Front national, le 14 mars, en présence de M. Le Pen, au Palais des congrès de la commune, a annoncé, mardi, M. Christian Jeanjean, maire (divers droite) de cette ville.

M. Jeanjean, lui-même candidat sur une liste de droite aux élections régionales, a précisé que ce refus de mettre à disposition une salle durant la campagne pour les élections régionales et cantonales est étendu à tous les partis ou listes qui en feraient la demande, y compris la sienne.

SOMMAIRE

La télématique du *Monde :*
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 4 mars 1992 a été tiré à 482 903 exemplaires.

Des millions de documents classés «confidentiels» de l'ex-PC soviétique, accessibles au public

Depuis le 2 mars, une partie des archives de l'ex-PCUS sont accessibles au public, qui, peut librement les consulter au Centre de conservation de la documentation contemporaine, situé dans les anciens locaux du comité central, à deux pas du Kremlin.

MOSCOU
correspondance

Quelque 30 millions de documents classés *«confidentiels»*, soit toute la vie du parti entre 1952 et 1991, peuvent être étudiés sur place ou photocopiés. Il ne s'agit pourtant que d'un tiers des archives du PCUS. Le reste, quelque 40 millions de documents, sera dévoilé *«par étapes»* selon M. Rem Oussikov, directeur du centre.

Une commission a été récemment créée qui doit passer au crible ces archives *«ultraconfidentielles»* et déterminer s'il convient de les rendre publiques. *«Nous ne voudrions pas nuire à des personnalités encore présentes dans la vie publique, ni envenimer les relations internationales*, confie Vladimir Tchernoussov, membre de la commission. *De plus, un gros travail nous attend car, trois jours après le putsch, nous avons reçu des sacs entiers de documents en vrac : nous n'avons aucune idée de ce qu'ils contiennent.»*

Pourtant, malgré cette «glasnost» affichée, des interdits subsistent : c'est ainsi que les archives *du Politburo et des premiers* secrétaires du parti, appelées *«archives du Kremlin»*, les plus intéressantes donc, sont, pour l'instant, propriété du président de Russie qui les a reçues de M. Gorbatchev. Pourtant, on ne désespère pas, *ici, de voir* produits un jour ces documents les plus secrets.

Le jour de la présentation du centre à la presse, on avait exposé, *dans l'ancienne salle* d'éducation de l'appareil du PCUS, les cartes de membres du parti de tous les premiers secrétaires — sauf *celle de M. Mikhaïl* Gorbatchev : *«Il l'a gardée»*, dit-on. Celle de Vladimir Ilitch porte, cela va de soi, le numéro 0000001, celle de Staline, le numéro 0000002, et ainsi de suite.

«Dossiers personnels»

Décédés, destitués ou réprimés, les membres du parti *devaient toujours, en fin de parcours,* restituer leurs cartes aux archives. Celle de Nikolaï Boukharine, *«l'enfant chéri du parti»*, fusillé en 1938, y figure, mais elle est barrée de deux traits à l'encre, signes de sa disgrâce. Les «dossiers personnels» *(litchnye dela)* de Vychinski, de Gromyko et d'Edouard Chevardnadze sont également présentés. On apprend par exemple qu'Andreï Vychinski, grand ordonnateur des procès staliniens, *«donne toute satisfaction dans l'exercice de ses fonctions»*, bien que *«menchevik en 1903»* (souligné d'un trait rouge !).

Rien sur M. Chevardnadze : son dossier personnel ne laisse apparaître que sa photo, le reste ayant été soigneusement recou*vert par* d'autres documents dénués d'intérêt : la transparence a ses limites ! On a moins lésiné sur des documents plus anciens, comme cette lettre des gardes personnels de Lavrenti Beria qui, protestant contre leur chômage *forcé* dès la chute du chef de la police en 1953, expliquent : *«Comment pouvions nous savoir que Beria était un ennemi du peuple ?»* Ou encore cette résolution du secrétariat du comité central pompeusement intitulée : *«A propos des fêtes du 70e anniversaire de L. I. Brejnev»*, où il est recommandé d'inviter *«620 personnes, pas plus»* ; suit une liste très précise de ceux qui peuvent venir *«avec leurs femmes»* (les secrétaires du CC), et *«sans»* (les ministres) ; le tout, bien sûr, sous l'étiquette *«top secret»*.

A la rubrique culture, on peut lire des lettres de Boris Pasternak (1959) demandant à percevoir ses droits d'auteur pour la vente du *Docteur Jivago* à l'étranger, une lettre du chanteur Vladimir Vyssotski (1973) qui voudrait bien chanter en public, car même si ses *«chansons sont écoutées dans toute l'Union soviétique, (...) à la Cité des étoiles et dans n'importe quel foyer d'étudiants»*, cela fait neuf ans qu'on lui refuse le droit de se produire. A ces requêtes, il est répondu *«niet»*, sans plus d'explications.

Enfin, un document du 23 août 1991 : une résolution de la commission de contrôle du parti, sans doute une des dernières, qui exclut du parti les putschistes pour *«violation de la légalité socialiste»* et qui *«prend note du fait que Pougo (ministre* de l'intérieur à cette période) *s'est bien suicidé»*.

MARIE JÉGO

Le juge des référés rejette une requête de M. Le Pen contre le magazine «Lui»

Mme Françoise Ramoff, premier vice-président du tribunal de Paris, a rejeté, mardi 3 mars, une requête *en référé de Jean-Marie Le Pen et* du Front national qui demandaient l'insertion d'un communiqué dans le magazine *Lui* du mois de mars, à la suite de la diffusion d'une interview de l'écrivain Jacques Lanzmann qu'ils jugent diffamatoire.

Le juge a refusé d'accorder une provision de dommages-intérêts qu'il considère *«irrecevable»*, car les éditions des Savanes, éditrices de *Lui*, et M. Lanzmann, n'ont pas disposé du délai légal de dix jours pour préparer leur défense, entre l'assignation et l'audience.

Mme Ramoff ajoute que le débat sur le caractère diffamatoire des imputations *de M. Lanzmann était* de la compétence des juges du fond et non du juge des référés. Elle précise que l'insertion d'un communiqué s'apparenterait à une mesure de saisie *«compte tenu de la périodicité de ce magazine mensuel et de sa date de parution qui remonte à deux semaines»*. Dans son interview, M. Lanzmann imputait au FN, s'il venait au pouvoir, l'intention de l'emprisonner, le torturer, et, sans doute, de le fusiller.

A Grenoble

Violences lors d'une manifestation de lycéens

Environ cent cinquante manifestants ont pénétré de force, lundi 2 mars, dans le lycée des Eaux-Claires, un établissement de mille quatre cents élèves de Grenoble. Selon le proviseur du lycée, le cortège était conduit par une quarantaine de jeunes venus rejoindre les élèves d'un établissement voisin qui manifestaient contre les réformes scolaires et universitaires.

Après avoir enfoncé le portail, les manifestants s'en sont pris au matériel et aux élèves. Plusieurs d'entre eux ont reçu de violents coups de tête ou ont été délestés de leurs vêtements. Les manifestants se sont retirés au bout d'une demi-heure, entraînant avec eux une centaine d'élèves du lycée. — *(Corresp.)*

A la suite d'un coup de grisou

Au moins 78 morts dans une mine de Turquie

Le bassin houiller de la mer Noire est à nouveau en deuil après l'explosion qui s'est produite en Turquie, *mardi 3 mars, au soir* dans la mine de Kozlu, à environ trois cents kilomètres au nord-est d'Ankara. Accourus deux heures après l'explosion, les sauveteurs ont passé la nuit à remonter à la surface les mineurs blessés. En fin de matinée, mercredi 4 mars, les corps de soixante-dix-huit mineurs avaient été remontés, ainsi que quarante-trois blessés, aussitôt évacués vers les hôpitaux et dispensaires de Zonguldak, un port de la mer Noire situé à dix kilomètres de la mine.

Le bilan risque cependant d'être plus lourd encore, car les sauveteurs n'avaient pu atteindre mercredi la galerie où restent bloqués plusieurs centaines de mineurs, par cinq cents mètres de fond. Les familles des mineurs se sont rassemblées en silence à l'entrée de la mine dans l'espoir de voir remonter les leurs vivants. Mais les chances s'amenuisent au fil des heures.

Le 7 février 1990, un coup de grisou avait tué soixante-huit mineurs dans la mine de charbon de Yeniçeltek, près de Merzifon, dans le district voisin. Pour éviter la propagation de l'incendie, il avait alors fallu bétonner une galerie en abandonnant les corps d'une cinquantaine de mineurs portés disparus. Plus de trois mille mineurs de fond ont trouvé la mort en Turquie au cours des quarante dernières années. — *(AFP, AP.)*

La cause kurde est «sacrée»

affirme M. Roland Dumas

Le bilan des combats qui ont eu lieu à la fin du mois de février au Kurdistan d'Irak entre les forces de Bagdad et les insurgés kurdes (*le Monde* du 4 mars) est de près de soixante tués, dont une cinquantaine de soldats irakiens, a-t-on indiqué, mardi 3 mars, de sources kurdes. Selon ces dernières, l'enjeu de ces affrontements était le pont *de Kalak, sur la route reliant Mossoul* à Erbil, tombé dimanche matin aux mains de l'armée irakienne. Cette voie était la seule à permettre encore le passage des camions de vivres en longeant les lignes irakiennes. Le pont a été repris dans la nuit de dimanche à lundi par les peshmergas (combat*tants kurdes), qui le contrôlaient* toujours mardi.

A Paris, M. Roland Dumas a assuré mardi, après avoir reçu le *dirigeant kurde Massoud Barzani*, que la cause des Kurdes était *«sacrée»* et que la France continuerait à la défendre *«dans toutes les enceintes internationales»*. Le ministre des affaires étrangères a également indiqué que le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) l'avait remercié pour les initiatives prises par la France en faveur des Kurdes. M. Barzani a ainsi exprimé la gratitude du peuple kurde pour l'aide, le soutien mais aussi *«la protection de la France»*. Par ailleurs, les experts des Nations unies ont détruit, depuis le 25 février, soixante-quinze des quelque quatre cents roquettes irakiennes à têtes chimiques devant être éliminées, a annoncé mardi à Bagdad le chef de leur mission, le Français Michel Desgranges. Il a ajouté que son équipe procéderait *désormais à la* destruction quotidienne de quarante roquettes, et qu'il espérait voir *«sa mission prendre fin dans huit ou neuf jours»*. — *(AFP.)*

BOURSE DE PARIS

Matinée du 4 mars

Poursuite de la reprise

La Bourse de Paris gagnait 0,43 %, mercredi matin à l'ouver*ture dans un marché* peu animé. Une heure plus tard, l'indice CAC 40 accentuait sa hausse et progressait de 0,56 % s'approchant à nouveau du seuil symbolique des 2 000 points. A noter du côté des valeurs, les hausses de Sogerap, Essilor international, Carrefour et les baisses de Matra et IDIA.

Alerte maximum sur le territoire

Le cyclone Esaü arrive sur la Nouvelle-Calédonie

Le cyclone tropical Esaü était, mercredi 4 mars à 19 heures (heure locale, soit 9 heures de Paris), à quelque 180 kilomètres au nord-ouest de Nouméa. Il se déplaçait vers le sud-sud-est à la vitesse de 20 kilomètres à heure ; il devait donc arriver vers 20 heures (heure locale) sur la Grande-Terre aux alentours de Thio et poursuivre sa route en direction de *Nouméa. Sur tout le territoire les* vents soufflaient déjà à une vitesse moyenne sensiblement supérieure à 100 kilomètres à l'heure, avec des rafales de 200 kilomètres à l'heure. Mais les services de Météo-France s'attendaient à des vents de 140 kilomètres à l'heure avec des rafales à 200 kilomètres à l'heure, accompagnés de pluies diluviennes.

Depuis 12 heures (heure locale), l'alerte maximale, a été instaurée sur une grande partie du territoire de la Nouvelle-Calédonie et elle devait être étendue à tout le territoire, à partir de 20 heures, pour au moins vingt-quatre heures. Par ailleurs, une «onde de tempête» devrait se pro*duire sur les côtes des îles Loyauté*, en particulier à Ouvéa.

Le cyclone Esaü s'est formé, à la fin de la semaine dernière, au nord de l'archipel du Vanuatu. Il est d'abord allé vers les îles Salomon où il a provoqué de nombreux dégâts. Puis il est revenu passer au large de Vuanatu dans la journée du 3 mars *pour se diriger vers la Nouvelle-Calédonie*. Il s'agit d'un cyclone très violent, le plus violent probablement à s'être produit depuis une vingtaine d'années. — *(AFP.)*

□ **Un réacteur nucléaire russe arrêté à la suite d'un incendie.** — *Un des réacteurs de la centrale* nucléaire de Balakovskaïa (région de Saratov), à 750 km au sud-est de Moscou, a été arrêté, mercredi 4 mars, à la suite d'un incendie survenu dans une unité de production d'électricité. Selon l'agence Itar-Tass, l'accident, provoqué par un court-circuit, a été classifié au «niveau zéro» des normes internationales, et ne présente *«aucun problème pour la sécurité»*. Le ministre russe de l'énergie atomique a déclaré que le niveau de radiation dans la centrale et dans les environs était *«normal»*, et que le réacteur avait été automatiquement arrêté grâce *au système de* sécurité. — *(AFP, Tass.)*

Le Monde

ARTS • SPECTACLES



« Atys », à l'Opéra-Comique (1987) : Lully retrouvé.



Gustav Leonhardt : artisan et théoricien.

LE SUCCÈS SANS PRÉCÉDENT DE LA MUSIQUE BAROQUE

Les instruments de la liberté

ATYS de Lully triomphe à guichets fermés et, avec lui, Villégier, Lancelot, Cauchetier, Christie, Tommasi, Arlaud qui ont signé là l'un des plus formidables travaux d'équipe que le théâtre lyrique ait connus ces dernières années, travail auquel il faut associer les chanteurs, la troupe des Arts florissants et la Compagnie Ris et Danceries. A l'issue de la tournée qu'elle effectue actuellement, cette production aura été présentée quatre-vingt-sept fois à Paris, Versailles, Madrid, Montpellier, Caen et New-York depuis la première, à Florence, le 20 décembre 1986. Plus de 110 000 spectateurs l'auront vue. Et bien davantage si l'on se souvient qu'*Atys* fut diffusé par FR 3.

De telles aventures, heureuses, l'opéra en a, certes, connu en ce siècle. Les premières années des Festivals de Salzbourg et d'Aix-en-Provence, le Kroll Oper de Berlin dans les années 20, du temps où le chef d'orchestre Otto Klemperer en assurait la direction, la révolution apportée par Wieland Wagner au Festival de Bayreuth dans l'immédiat après-guerre, par Chéreau-Peduzzi-Boulez vingt ans plus tard, les dix années passées par Gérard Mortier à la direction de la Monnaie de Bruxelles (*le Monde* du 16 janvier) témoignent de la même démarche inflexible : l'opéra est un travail d'équipe qui exige la fusion de tous ses éléments. Spectacle total qui ne peut se réaliser dans l'association de grands noms qui n'épousent pas la même cause, qui ne répètent pas de longues semaines. Spectacle total qui a peu à voir, donc, avec ce que présentent tant de théâtres lyriques tout au long de leurs saisons et tant de festivals internationaux chaque été.

Cent fois soulignée où la tragédie de Lully et Quinault a été représentée, la réussite d'*Atys* est portée par la déferlante baroque, victoire de la démarche esthétique et de l'attitude professionnelle, de la « philosophie » de ses acteurs. Né du silence des bibliothèques, sous les doigts de bricoleurs de génie, de l'idée toute simple qui consiste à vouloir essayer de jouer une œuvre sur l'instrument qui lui est contemporain, le renouveau « baroque » pourrait être daté de la fin du siècle dernier. De ce fameux jour de 1889 où Louis Diemer (1843-1919), pianiste champion de la musique de son temps, ressuscitait le clavecin pour une série de concerts organisés dans le cadre de l'Exposition universelle (accordé au *la* 415, s'il vous plaît). A la même époque, le Britannique Arnold Dolmetsch (1858-1940) restaurait pour les jouer ces instruments vénérables qui sont devenus l'ordinaire de tant d'interprètes.

Mais peut-être faudrait-il remonter aux premières années du XIXe siècle, quand les compositeurs-interprètes commencèrent à jouer de plus en plus souvent en public la musique des époques passées et s'en inspirèrent pour écrire la leur. On pourrait aussi partir de cette fameuse exhumation par Mendelssohn de la *Passion selon saint Matthieu* de Bach en 1828, à Leipzig, ou à l'édition par Brahms, soixante ans plus tard, de la musique pour clavecin de Couperin. Voire, plus près de nous, de la première interprétation, en 1928, à New-York, par un ensemble philologiquement recevable, de la même Passion de Bach par Ossip Gabrilovitch, un pianiste-chef d'orchestre russe émigré aux Etats-Unis, jusque-là célèbre pour ses interprétations du répertoire romantique.

Dans les mêmes années, Mengelberg et ses confrères chefs d'orchestre ne pouvaient pas diriger Bach ou Haendel en Europe sans convoquer des divisions de chœurs, sans utiliser leurs orchestres au grand complet, sans appliquer à ces musiques une esthétique post-romantique découlant naturellement des instruments utilisés et des œuvres qui formaient l'« ordinaire » de leurs ensembles : l'outil guide la main. On le voit, cette idée n'appartient à personne : elle a accompagné, avec quelques années de retard, la diffusion de la musique dans les salles de concerts publiques. Elle s'est imposée par paliers. 1934 fut, par exemple, une grande date : Eugène Borrel (1876-1962) publiait alors son célèbre traité sur *l'Interprétation de la musique française de Lully à la Révolution.* Pour la première fois, on y parlait des notes inégales. Comment oublier, aussi, le début de la publication, en 1851, de la Bachgeselschaft ?

Dans la première moitié de notre siècle, cette démarche ne touchait pas un public nombreux, faute d'être propagée à grande échelle par le disque et la radio, faute d'avoir ses Caruso, ses Cortot ou ses Furtwängler pour en porter les couleurs. Le premier (et longtemps le seul) interprète qui devait atteindre pareille renommée (enfin presque), fut une femme. Wanda Landowska était polonaise, jouait sur un clavecin qu'elle avait fait construire d'après ses propres plans par Pleyel, un instrument solide qui tenait bien l'accord, capable de voyager d'un bout du monde à l'autre. Un instrument « moderne », au son moins riche harmoniquement que les clavecins anciens, mais pour lequel Manuel de Falla, Francis Poulenc devaient composer... Ils ouvrirent ainsi la voie à une lignée de compositeurs qui ne s'est pas encore éteinte.

Landowska fut donc une pionnière, une prosélyte (ses élèves *pianistes* et clavecinistes ne se comptent pas) et un penseur qui joignit l'écrit à l'interprétation. Ce dernier trait est une caractéristique des interprètes qui constituent ce mouvement et ne les a pas quittés, comme il caractérisait leurs ancêtres interprètes de leurs propres œuvres : ils pensent, écrivent, éditent des partitions, quand leurs homologues « modernes » sont devenus bien secs ces dernières années dans ce domaine particulier, sauf exceptions notables (Igor Markevitch, par exemple, qui a publié chez Van de Velde une édition critique des symphonies de Beethoven, ou Claude Helffe qui s'est penché sur Debussy pour Erato-Costallat). L'exemple de la claveciniste fut accompagné ou suivi par d'autres, par August Wenzinger, notamment, dont on ne dira jamais assez l'influence considérable en Allemagne et en Suisse, où il a enseigné la viole de gambe dès 1934, à la Schola Basiliensis. Et bien sûr par Ralph Kirkpatrick, un claveciniste, hélas ! oublié aujourd'hui... sauf des clavecinistes qui le vénèrent pour ce qu'il leur a apporté sur le plan musicologique et interprétatif.

Ce n'est toutefois qu'au début des années 50 que les interprètes « baroques » ont commencé à atteindre un public plus large, portés par le développement de l'enregistrement et par un grand retour à la musique baroque, à Vivaldi, Albinoni, Bach, Haendel et Telemann. Timidement d'abord, puis de façon sensible dès le début des années 60, avec les premiers enregistrements de Nikolaus Harnoncourt et de son Concentus Musicus de Vienne, avec ceux du Collegium Aureum, ensemble dans lequel on trouvait le claveciniste Gustav Leonhardt, le violoncelliste Anner Bylsma, les frères Kuijken, etc.

Après 1968, un nouveau public est venu au baroque. Qui ne se souvient de cette foule qui se pressait, foulard de soie mauve, barbe hirsute, veste en peau de mouton sur le dos, aux premiers concerts parisiens de Brüggen, des Kuijken (qui eux-mêmes avaient une allure très baba-cool !) ? Qui ne se souvient des moqueries, voire de la colère des uns et des autres contre les adeptes des diapasons anciens, pour leurs instruments vénérables ? Car lorsque les interprètes à l'ancienne sont sortis du bois, lorsqu'ils ont commencé à voir le cercle de leurs admirateurs grandir, le monde s'est soudain coupé en deux. Une guerre de tranchées s'est ensuivi.

Quelques rares balles perdues tombent encore. Elles n'empêchent pas le public de suivre, de plus en plus nombreux, les concerts de ceux que l'on affuble toujours du sobriquet de « baroqueux ». Mais l'affection remplace maintenant la dérision. L'idée que ces interprètes mettaient en pratique avait pour elle d'être logique et aventureuse. Elle aurait dû convaincre. Ne pas se satisfaire du grand orchestre pour jouer les musiques nées avant lui, ne pas se plier à une esthétique post-romantique qui ne pouvait pas coller avec la musique des XVIIe et XVIIIe siècles, ne pas aller contre la nature même du piano en le picorant pour jouer les clavecinistes, ne pas ajouter de strates à cette histoire de l'interprétation dorénavant fixée par le disque, ne pas se limiter aux seules œuvres imprimées : chercher. Quoi de plus sain, de plus vivifiant ?

De leurs tours d'observation, certains musiciens, certains critiques musicaux se sont pourtant mis à tirer à boulets rouges sur ces nouveaux interprètes. « *Ils jouent faux, sur des instruments primitifs que leurs compositeurs ont reniés.* » (1)

ALAIN LOMPECH

Lire la suite pages 22 et 23

(1) Cette dernière idée, en vogue dès la fin du siècle dernier, fut battue en brèche par Anton Rubinstein dès 1892, dans *la Musique et ses maîtres* : « *Non le piano perfectionné n'est pas un progrès pour exécuter les œuvres anciennes... Puisque les œuvres de telle ou telle époque ont été conçues pour les instruments qui existaient alors, et qu'elles devraient en recevoir leur expression complète. Je pense que ces œuvres perdent plutôt à être jouées sur les instruments d'à présent.* » Cinquante ans avant Nikolaus Harnoncourt, dont certains voudraient faire à présent l'« an I » de la négation du progrès dans l'art de concevoir des instruments, le premier en date de la trilogie des trois R du piano russe (Rachmaninov et Richter l'ont suivi) apportaient déjà son grain de sel à un débat qui n'a que trop duré.

RENCONTRE AVEC MAURICE JARRE, COMPOSITEUR FRANÇAIS A HOLLYWOOD

Ingénieur de l'émotion

Maurice Jarre est l'un des membres les plus éminents du club des Français de Hollywood. Collectionneur d'Oscars – il en a reçu trois, – compositeur attitré de Peter Weir, Volker Schloendorff et, surtout, de David Lean, sa carrière américaine commence avec *le Jour le plus long* pour aller jusqu'à *Ghost*. Récompensé pour l'ensemble de son œuvre lors du Festival de l'audiovisuel musical, organisé au dernier MIDEM, Maurice Jarre passait par Paris pour recevoir son prix et retracer un parcours qui va de Wilhelm Furtwängler à Whoopi Goldberg.

A SOIXANTE-HUIT ans, Maurice Jarre évoque le passé avec précision, sans trop de nostalgie il est trop occupé. Il vient de passer quelque temps au Japon pour écrire la musique d'une super-production historique et doit bientôt retourner à Hollywood pour travailler sur *School Ties*, un film qui traite de l'antisémitisme sur les campus américains. Jarre se situe depuis trente-cinq ans au confluent de la musique et du cinéma, cela lui a permis de rencontrer, de travailler avec quelques-unes des grandes figures du siècle. Plutôt méconnu, parce que les compositeurs de musique de films ne seront jamais des stars, il est sûrement l'un des mélodistes les plus sifflotés au monde (thèmes de *Lawrence d'Arabie*, de *Paris brûle-t-il?*, *la Chanson de Lara*, tirée du *Docteur Jivago*).

Ainsi s'affirme le destin d'un élève ingénieur lyonnais devenu pilier de Hollywood : *« Mon but était d'être chef d'orchestre. J'ai commencé la musique très tard, à seize ans, parce que mon père m'avait forcé à devenir ingénieur. J'étais terriblement limité, j'avais au moins dix ans de retard. Quand j'ai connu Charles Munch, qui est devenu un ami et qui m'a guidé avant ma rencontre avec Honegger, il m'a dit :* «Si tu veux être chef d'orchestre, tu peux apprendre la technique en deux semaines au Conservatoire, mais la chose importante, c'est de rentrer dans un orchestre et de voir comment les choses se passent. Il est trop tard pour devenir violoniste ou clarinettiste, mais, comme tu as une bonne oreille et le sens du rythme, tu devrais apprendre les instruments à percussion.» *A ce moment-là, il y avait une toute nouvelle classe de percussions au Conservatoire et j'y suis entré. Au bout de trois ans, j'ai commencé à faire des remplacements dans différents orchestres de Paris. J'ai eu la chance d'être aidé par Henri Dutilleux, qui m'a fait faire mes classes d'orchestre en tant que timbalier, puis de jouer sous la direction de gens comme Pierre Monteux ou Wilhelm Furtwängler, c'était un des derniers concerts qu'il ait donné avec l'Orchestre national. »*

Maurice Jarre commence alors à composer : une *Passacaille à la mémoire d'Arthur Honegger*, des musiques de ballets pour Roland Petit. Il se souvient d'une époque de grande liberté où *« tout était permis musicalement : on faisait danser les musiciens sur la tête »*. C'est alors qu'il rencontre le couple Renaud-Barrault qui lui propose de devenir musicien de scène, en duo avec Pierre Boulez : *« Boulez jouait du piano et des ondes Martenot, et, moi, je jouais des ondes Martenot et de tous les instruments à percussion. Quand on avait besoin de violons ou de trompettes, on avait un disque. A ce moment-là, c'était encore primitif. On allait mettre chacun l'aiguille sur le disque et on se précipitait... »*

Puis vient la rencontre avec Jean Vilar. Le patron du TNP lui demande d'écrire une musique pour *le Prince de Hombourg*, qui doit être présenté à Avignon. Maurice Jarre commence par refuser : il a traduit la pièce pour son baccalauréat et garde le souvenir d'un monument d'ennui... En voyant Gérard Philipe répéter, il change d'avis et part pour le Vaucluse. Sur place, il recrute dans les fanfares et les harmonies et écrit sa partition en fonction des musiciens qu'il peut réunir. C'est le début d'une collaboration de douze ans, en face de laquelle *« tous les Oscars du monde ne pèsent rien dans la balance »*. Tous ceux qui ont fréquenté et fréquentent encore aujourd'hui la cour d'honneur du Palais des papes connaissent la sonnerie de trompette qui annonce le début des représentations.

Parallèlement, Maurice Jarre se met à composer pour le cinéma. D'abord pour un court-métrage de Georges Franju, dont il devient le musicien attitré jusqu'à *Thérèse Desqueyroux*. (Il vient de réenregistrer avec le Royal Philharmonic Orchestra l'ensemble des thèmes qu'il a écrits pour Franju). Resnais, Mocky, Oury, tous débutants à l'époque, font appel à lui. Au début des années 60, il rencontre David Lean, écrit la musique de *Lawrence*, obtient son premier Oscar. En 1964, il est invité à Hollywood pour travailler sur *l'Obsédé*, de William Wyler. Suit un contrat de trois films avec la Columbia. Maurice Jarre s'installe en Californie.

« J'ai eu la chance d'arriver au moment de la fin des studios. J'ai trouvé des conditions très singulières : tout le monde arrivait deux heures en avance pour les séances, une grande spécialisation. A la grande période hollywoodienne, de 1930 à 1960, il y avait un compositeur-arrangeur qui ne faisait que les génériques. Par exemple, Alfred Newman enregistrait une musique, le compositeur-arrangeur prenait le thème et arrangeait le générique. Je n'aurais jamais eu ça quand je travaillais avec Franju, Rossif, Resnais. On était obligé de tout faire. »

Au fil des ans, Maurice Jarre a établi une typologie du réalisateur basée sur des critères musicaux. Il y a le cinéaste qui s'en fiche : *« Comme Hitchcock, avec qui j'ai travaillé pour* Topaze, *qui n'était pas un très bon film. C'était un homme très gentil, merveilleux, mais qui m'a dit :* «Maintenant, tu fais ce que tu veux.» *Je lui ai répondu :* «Je voudrais bien quand même que vous ayez une idée», *et je lui ai joué le matériel musical. Il m'a dit :* «Oui, ça me semble bien.» *C'était un peu de la même chose quand il tournait. Je l'ai vu tourner, il répétait une scène avec les acteurs, très précisément, la caméra, le mouvement, et puis il disait :* «Bon, tout est prêt? Action.» *Et il s'en allait. Je lui ai demandé :* «Comment faites-vous si jamais il y a un problème?» *Il m'a répondu :* «Je coupe».

Il y a aussi les réalisateurs qui se croient musiciens mais qui *« confondent hautbois et clarinette »*. Maurice Jarre ne veut pas donner de noms. Il y a enfin les vrais musiciens, Weir, Schloendorff ou Visconti, qui donnent des références musicales. Avec eux, Jarre s'est trouvé confronté à toutes sortes d'expériences : *« Pour* Mosquito Coast, *Peter Weir, avec qui j'avais déjà travaillé deux fois pour* l'Année de tous les dangers *et* Witness, *m'a demandé de faire cinq ou six séquences musicales après avoir lu le script. C'était avant qu'il tourne. J'ai donc fait cinq ou six séquences musicales de quatre minutes chacune qu'on a jouées pendant le tournage. Il était très content. Une fois le film terminé, la musique ne collait plus du tout. »*

Et il y avait David Lean. *« Sa mort a été pour moi un choc équivalent à celle de Jean Vilar. »* Jarre avait commencé à écrire quelques pages pour *Nostromo*, l'adaptation du roman de Conrad sur laquelle travaillait Lean au moment de sa disparition : *« Lean insistait pour que je vienne faire un petit tour sur le tournage. A la fin, quand vous avez seulement quatre ou cinq semaines pour écrire toute la musique, ça permet d'avoir une sorte de « feedback ». David Lean n'était pas musicien, mais il avait une intuition musicale fantastique. Pour les quatre films que j'ai faits avec lui, il ne m'a jamais donné une référence musicale. Mais, par exemple, pour* la Route des Indes, *quand Judy Davis arrive dans ce jardin plein de statues hindoues très érotiques, il m'a dit :* «La musique devrait venir d'ici.» Maurice Jarre fait un geste très éloquent puis ajoute : *« Le problème avec les compositeurs et les metteurs en scène, c'est la communication. »*

Au fil des ans, Maurice Jarre a vu le cinéma américain se métamorphoser. Du système des studios, on est passé à ce qu'il appelle le *« paupérisme cinématographique »*, sous le règne duquel il lui a fallu composer pour de petites formations. Puis est venue la domination des chansons, qui ne laissaient pas toujours beaucoup de place à la musique originale, et celle des synthétiseurs, dans lesquels certains producteurs plaçaient de grands espoirs, comme celui de pouvoir faire l'économie d'un orchestre symphonique. *« Ça ne marche jamais. Je connais la musique électronique depuis 1950, quand j'ai commencé à travailler les ondes Martenot, puis avec Pierre Schaeffer et dans le studio de Berio en Italie. La musique électronique est intéressante si elle permet de trouver d'autres sons et de les orchestrer. C'est ce que j'ai essayé de faire avec* Witness, *dont la musique a coûté très cher. J'ai pris sept personnes. Chacune avait à sa disposition au moins une dizaine de machines différentes. J'ai fait ça parce que les amish* [la secte protestante au sein de laquelle se déroule le film] *pensent que les intruments de musique sont des instruments du diable. Peter Weir voulait une musique totalement anti-romantique, avec une certaine froideur qui rappelle cette société stricte. »*

Maurice Jarre ne regrette pas de s'être écarté de la voie royale de la composition, celle de ses maîtres : *« Ce que j'aime dans la technique de la musique cinématographique, c'est l'obligation d'être concis et de jouer ses cartes immédiatement. C'est une chose qui m'a toujours fasciné : exprimer une émotion ou un sentiment en 3 minutes 43 secondes 1/4. C'est peut-être le background de l'ingénieur qui revient. »*

Propos recueillis par THOMAS SOTINEL

★ Discographie : *At Abbey Road*, un CD Milan sur lequel Maurice Jarre a réenregistré avec le Royal Philharmonic Orchestra quelques-uns de ses principaux thèmes, de *la Tête contre les murs* à *Ghost* en passant par *le Cercle des poètes disparus*. Les bandes originales de ces deux derniers films sont également disponibles chez Milan.

AGNES VARDA/ENGUERAND

« Le Prince de Hombourg », Avignon 1951.



CHRISTOPHE L.

« Le Tambour », de Volker Schloendorff (1979).



D.R.

Maurice Jarre.

BAROQUE

Les instruments

Suite de la page 21

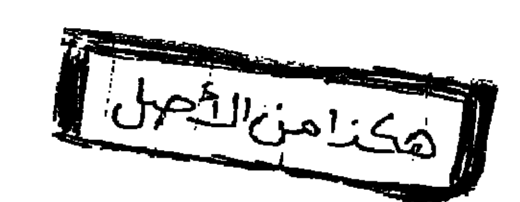
Des batailles homériques ont été livrées. Il y eut une guerre des diapasons. Certains en appelèrent aux lois de la nature (l'oreille absolue), à la science, invoquèrent même la loi tout court pour prétendre que le *la* battait officiellement quatre-cent quarante fois à la seconde. Ils ont perdu. Il est devenu quasi impossible à un orchestre traditionnel, fût-il de chambre, de jouer avec succès les *Brandebourgeois* ou des concertos de Vivaldi.

Le cinéma s'en étant mêlé, le mot déferlante prend aujourd'hui tout son sens : plus d'un million et demi de spectateurs ont vu et entendu, en dix semaines, les joutes de Marin Marais et de Sainte Colombe dans *Tous les matins du monde* du trio Corneau-Quignard-Savall. Le film ayant reçu sept Césars, ce chiffre devrait grandir encore. Plus de cent mille personnes ont acheté la bande originale du film. Dans leur élan, ils ont aussi plébiscité les anciens disques du gambiste Jordi Savall.

Constatons qu'un vaste public est récemment «entré» en musique grâce au baroque. L'adoption de la stéréophonie, le développement de la haute-fidélité avait provoqué pareil phénomène au cours des années 60 et 70 (les symphonies de Mahler en ont bien profité). Mais il n'y a guère que l'opéra qui ait inventé ainsi de nouveaux auditeurs. Constatons également que les publics se mélangent peut-être moins qu'on ne le pense : des mélomanes n'écoutent que le répertoire contemporain, d'autres ne vivent qu'au son des basses de viole, du clavecin ou des voix peu vibrées des chanteurs baroques. Constatons également que la nouvelle génération baroque n'est pas forcément passée par l'enseignement traditionnel du piano, du violon ou du violoncelle, que les interprètes qui pratiquent les instruments modernes ignorent encore souvent, voire rejettent les options de Christie, d'Herreweghe, d'Harnoncourt, de Leonhardt et de leurs collègues.

Pour un Jeffrey Tate, un Charles Mackerras, un Simon Rattle, chefs d'orchestre pragmatiques qui ont essayé et ont été convaincus, combien ironisent encore sur un mouvement auquel ils reprochent son archaïsme, voire sa malhonnêteté intellectuelle? Malgré leurs indéniables succès publics et musicaux, les «baroqueux» n'ont toujours paradoxalement pas, en France tout du moins, reçu leur ticket d'entrée au *«jockey club»* de la vie musicale officielle. Leurs carrières se passent fort bien des services des «grands» bureaux d'impresario et leur rayonnement musical se moque de l'absence de vrais égards d'un Etat qui entretient à grands frais, et cela est dans sa mission, des orchestres symphoniques, des formations de chambre, la création contemporaine et le grand opéra, mais n'a toujours pas trouvé les fonds nécessaires qui permettraient aux formations baroques de fonctionner sans tirer le diable par la queue.

Mais libérés des contraintes liées au statut des musiciens pris en charge par les finances publiques, les ensembles de musique baroque ou ancienne ont retrouvé un mode de fonctionnement plus libre, assez proche de celui qui avait cours en France dans les orchestres avant guerre. Les musiciens se cooptent, ne font pas grève et ne défient pas leurs directeurs musi-



UN CHEF D'ORCHESTRE A CHEVAL ENTRE BERLIN ET CHICAGO

Daniel Barenboïm demande son treizième mois

« *Pas de questions sur la Bastille* », nous avait averti son agent genevois. L'ancien patron de l'Orchestre de Paris, le complice de Pierre Boulez pour des concerts à deux orchestres, ne souhaite pas rallumer la polémique qui l'opposa, au début de 1989, à Pierre Bergé, et qui se termina par son éviction du nouvel Opéra de Paris. Chef et pianiste, star internationale, fournisseur de disques infatigable, Barenboïm est un musicien comblé. Successeur de Georg Solti à la tête de l'Orchestre de Chicago, il prend dès août prochain la direction artistique du Staatsoper, vénérable établissement lyrique de l'ancien Berlin-Est. Plus près de nous, le Théâtre du Châtelet l'invite en avril pour deux programmes avec son orchestre américain. Puis en juin, avec l'Orchestre de Paris, pour un *Wozzeck* mis en scène par Patrice Chéreau. A ce compte, comment se montrer rancunier ?



THIERRY MARTINOT

« Vous avez publié un livre (1). Vous désiriez faire le point ?

– Ce ne sont pas des Mémoires. Seul le fil est autobiographique : je parle des gens qui ont compté pour moi musicalement, qui m'ont formé. Mais il s'agit d'un ouvrage théorique – les trois derniers chapitres sont carrément philosophiques – sur le phénomène musical, sur ce qu'exprime le son, sur l'universalité de cette expression. La terminologie, dans notre métier, est trop imprécise. Cette imprécision m'a toujours gêné et l'empirisme, qui régit notre façon de travailler, m'a toujours laissé insatisfait. Ce livre est le fruit d'un ensemble de curiosités théoriques qui ne m'ont jamais quitté depuis que je suis enfant et que certaines valeurs m'ont été inculquées. La curiosité est le sentiment le plus positif qui existe à mes yeux. Si l'on inculquait seulement la curiosité aux enfants, il leur suffirait de savoir l'alphabet pour comprendre Baudelaire.

– Vous êtes l'un des musiciens les plus débordés du monde...

– Mon planning est établi quatre ans à l'avance. De ce point de vue, ma vie est en effet plutôt réglée... Je passe quatre mois ou quatre mois et demi auprès de l'Orchestre de Chicago. A partir d'août 1992, date à laquelle débute mon contrat avec le Staatsoper, je passerai cinq mois par an à Berlin.

– Il vous restera deux mois et demi de liberté ?

– Ils sont réservés à Bayreuth. Je cherche un treizième mois. Pendant deux ou trois ans, je vais devoir sacrifier le piano. Mais je suis heureux. Chicago est le paradis des chefs d'orchestre. Pour l'opéra, Berlin va me permettre de réaliser tous mes vœux. Que demander de mieux ? J'ai toujours été plutôt content de mon sort. Quand j'avais l'Orchestre de Paris, je ne ressentais pas l'envie d'aller ailleurs.

– Quel souvenir gardez-vous de la chute du mur de Berlin ?

– En novembre 1989, j'étais là-bas pour enregistrer *Cosi fan tutte* avec l'orchestre de la Philharmonie. J'étais complètement immergé dans le travail, je lisais à peine les journaux ; en octobre, j'avais juste vu à la télévision les manifestations de Leipzig. Un vendredi, je me réveille, je trouve le journal sous la porte de ma chambre d'hôtel : le mur était tombé. A la Philharmonie, une grande partie de l'orchestre s'était réunie, l'intendant était là aussi, quelques-uns d'entre eux étaient déjà allés à l'Est en bicyclette. Ils ont immédiatement proposé l'idée d'un concert gratuit, dédié exclusivement à la population de l'Est – les gens n'avaient qu'à montrer leur quittance de loyer ou un document équivalent. Le dimanche, le concert avait lieu, la queue s'était formée dès cinq heures du matin. Cet esprit d'initiative m'a toujours frappé chez les musiciens de la Philharmonie de Berlin. Ils sont ouverts à tout, cela s'entend musicalement.

– Et le Staatsoper vous a tout de suite demandé ?

– C'est une autre histoire. A l'époque où l'on planifiait l'enregistrement de *Parsifal* avec la Philharmonie de Berlin, on a cherché des chœurs à la hauteur. Le mur était encore debout. Et Harry Kupfer, qui avait monté l'opéra de Wagner des années plus tôt au Staatsoper, nous a dit que ceux de l'Opéra de Berlin-Est étaient excellents. On les a pris. Ce fut la première coproduction Est-Ouest. Ils étaient tellement contents de ce précédent qu'ils ont fait preuve de la plus grande flexibilité, acceptant de venir travailler le matin et l'après-midi alors même qu'ils jouaient le soir.

» En 1992, ça devait être le deux cent cinquantième anniversaire de l'Opéra d'Etat. L'intendant m'a demandé de diriger une nouvelle production. Mais mon planning était déjà bouclé : j'aime faire toutes les répétitions scéniques d'un nouveau spectacle, cela représente six semaines de présence, sans compter les représentations. « *Mais puisque vous êtes en train d'enregistrer* Parsifal, m'a dit l'intendant, *vous ne dirigeriez pas une reprise de la production Kupfer ?* » J'ai accepté tout de suite.

» Une fois que le mur est tombé, on a fait le disque de *Parsifal*, comme je vous le racontais. C'est comme ça que les pourparlers ont commencé pour la direction artistique. J'avais refusé beaucoup de propositions après mon départ de la Bastille. Je me refusais à travailler dans le système routinier des théâtres allemands. C'est ce même refus de la routine qui m'avait d'ailleurs fait accepter la Bastille. Ce que je vais faire à Berlin, je l'aurais fait à Paris : mettre sur pied des méthodes de travail intermédiaires entre l'alternance et la *stagione*, qui mettent à égalité le travail scénique et le travail musical.



THIERRY MARTINOT

– A quoi ressemblera une saison ?

– Quatre ou cinq nouvelles productions par an. Chaque spectacle sera repris, pour des séries, trois fois la première saison, deux l'année suivante, etc. A chaque reprise, on change deux ou trois chanteurs. Au bout de trois ans, on dispose de deux ou de trois distributions par spectacle. Pas une distribution A, avec les stars, et une distribution B, avec des chanteurs de seconde zone. Des distributions d'égale qualité. Ainsi, à la Bastille, on aurait terminé l'Année Mozart avec les trois Da Ponte dans une double ou une triple distribution, mis en scène par Patrice Chéreau.

– Le Staatsoper n'a pas trop souffert de la routine du régime ?

– Les chanteurs ne sont plus de la première jeunesse, la troupe est de niveau très inégal, mais il y a Peter Schreier, Theo Adam ! Et grâce aux méthodes de travail plus flexibles, il y a déjà de nouveaux venus, comme Siegfried Jerusalem. Vous savez comme les communistes font bien les choses quand ils s'y mettent : ils ont totalement restauré le bâtiment il y a six ou sept ans. La technique est entièrement modernisée, le bâtiment magnifique. Cette année, on fait un nouveau *Parsifal* dans une nouvelle mise en scène d'Harry Kupfer, un nouveau ballet et probablement une œuvre du début du siècle. On avait pensé au *Chemin de l'éternité*, de Weill, sur un livret de Franz Werfel. Mais la fondation Kurt Weill ne nous a pas accordé les droits (2).

– Comment s'est passée la succession de Solti à Chicago ?

– Tout avait été planifié de longue date. Solti avait partagé ses deux dernières saisons avec moi. La passation de pouvoirs s'est faite organiquement : l'orchestre savait parfaitement à qui il avait affaire. Ils sont d'un professionnalisme époustouflant. Vu la taille du pays, ils ont été formés dans des écoles différentes, au Curtis Institute, à Cleveland, à la Juilliard School, leur jeu n'a pas l'homogénéité naturelle des musiciens de la Philharmonie de Vienne (là-bas, quand l'orchestre engage un violon, on est sûr que la nouvelle recrue est toujours l'élève de l'un ou l'autre violoniste du rang).

» Ce que les musiciens de l'Orchestre de Paris avaient d'extraordinaire, c'était leur capacité d'enthousiasme : quand toutes les conditions étaient réunies pour que ça se passe au mieux, ils faisaient des étincelles. La discipline collective est contraire à la nature latine. Toute l'éducation musicale est fondée, en France, sur la couleur sonore. Le solfège parle de noires et de blanches là où, dans d'autres langues, on parle en termes de valeurs, de durées. Le côté mathématique de la musique n'est pas primordial en France : ça m'a forcé à développer une gestique rythmique claire, une vigilance sur l'organisation des masses. Mon passage à l'Orchestre de Paris m'a donné le sens de la couleur.

– Vous enregistrez pour toutes les multinationales. Vous ne croyez pas que chaque marque a son esthétique ?

– J'ai été en exclusivité chez EMI, puis chez DG. Pour EMI, il me reste quatre ou cinq disques à faire : je viens d'enregistrer le *Concerto pour violon* de Brahms avec Perlman. Sony Classical a sorti le « Concert du mur » et les sonates de Brahms avec Perlman. Je n'ai pas pour l'instant d'autres projets avec eux. Pour l'essentiel, je me partage entre Warner/Erato et Warner/Teldec. Les quatre opéras de Mozart et *Parsifal* ont été enregistrés par les mêmes équipes.

» Mes sentiments pour le disque sont partagés. Je ne crois pas qu'on enregistre pour l'éternité. La technique m'est assez indifférente. Je veux que la prise de son soit la plus naturelle possible, que l'orchestre joue comme il a l'habitude de jouer, qu'il se croie au concert et qu'il oublie les micros. L'œuvre qu'on a gravée a existé comme ça, à ce moment-là, et n'a plus la même existence dès le lendemain. Quand j'enregistre, je suis moins angoissé par ce que j'ai fait que par l'idée de pouvoir le refaire.

– Certains critiques ont constaté que vos tempos dans *Parsifal* étaient exactement ceux de Karajan.

– C'est bien la première fois que je me serais conformé à un tempo quelconque ! Et croyez bien que je n'ai pas utilisé le matériel d'orchestre de Karajan. En fait, je suis incapable de diriger deux fois de suite selon les mêmes tempos. On a enregistré *Parsifal* dans une église, l'acoustique était très réverbérante. Les tempos dépendent du volume de la salle, de la transparence acoustique, de l'intensité du son. Pour que ces tempos puissent vous convaincre totalement, il faudrait que vous les écoutiez dans l'acoustique du lieu d'enregistrement. C'est évidemment impossible. Je vous l'ai dit : la musique n'est pas destinée à être mise en boîte.

– Comment jugez-vous l'état d'esprit en Allemagne orientale, maintenant que le mur est tombé ?

– Leurs difficultés sont énormes, mais ils disposent indéniablement d'un bien-être qu'ils n'ont jamais connu. Ceux qui lisaient Tchekhov dans le métro peuvent désormais lire *Play boy*. Le danger est évidemment que le matérialisme s'infiltre.

– Y a-t-il des musiciens qui ont tenté de quitter le Staatsoper pour l'Ouest ?

– Il n'y a que quelques pas à faire. Or, il n'y a pas eu une seule demande de départ. La fidélité à l'institution, la loyauté professionnelle étaient aussi fortes à l'Est qu'à l'Ouest. L'attachement des musiciens au Staatsoper est presque mystique, comme celui des musiciens de l'Ouest à la Philharmonie de Berlin. Il y a des institutions que l'on ne quitte pas. »

Propos recueillis par
ANNE REY

(1) *Une vie en musique*, à paraître en avril chez Belfond.
(2) Il s'agira finalement de *Die Brautwahl* de Busoni. Première le 5 décembre 1992.

Cote berlinoise

Cinq mois ou quatre ? Daniel Barenboïm nous a déclaré qu'il consacrerait cinq mois chaque année à la direction musicale du Staatsoper, l'Opéra d'Etat de l'ancien Berlin-Est. Le quotidien *Deutsche Zeitung*, dans son numéro du 2 janvier 1992, fait en revanche état de quatre mois et stipule que les émoluments prévus pour cette durée par le contrat de Barenboïm sont de 1 million de marks (3,4 millions de francs). Outre son travail dans la fosse, le musicien devra pour cette somme trois concerts à l'Opéra d'Etat, qu'il dirige ou qu'il joue du piano, qu'il soit soliste ou accompagnateur. Ce montant correspond parfaitement, selon les gens du métier, à la cote internationale du musicien. Il faut rappeler que la pomme de discorde, au temps de l'Opéra-Bastille, avait été les exigences financières de Barenboïm, acceptées par le gouvernement en fin de période de cohabitation puis dénoncées au début du second septennat de François Mitterrand. Or son salaire, en tant que tel, était à peu près équivalent (3,5 millions de francs). Mais toute représentation ou tout concert donné par le musicien en dehors de ses vingt-cinq représentations annuelles forfaitaires devait lui être payé en supplément. On avait alors parlé d'un salaire de 6,9 millions de francs dans la période de rodage de la Bastille, et de sommes encore plus considérables lorsque l'établissement fonctionnerait à plein rendement. Pour combien de mois de présence effective ? Il semble qu'il ne se soit jamais agi sur ce point que de promesses.

A. R.

de la liberté

caux puisqu'ils vont et viennent, au gré de leurs choix, de leurs engagements, d'un orchestre à un autre, travaillent, se remettent en cause périodiquement. Vivent leur vie d'artiste.

Cette situation a son revers : elle n'est pas source de progrès social, et l'existence d'excellents ensembles tient à peu de chose – un sponsor qui décide de les lâcher, et c'est la fin. Elle a son revers, mais elle est saine puisqu'elle conduit les musiciens baroques à pratiquer des cachets plus réalistes que leurs confrères de l'autre bord. Les musiciens du rang comme les vedettes. Star des stars, le claveciniste Gustav Leonhardt demande des cachets quatre fois moins élevés que ses confrères pianistes du même rang... Cette vérité des prix, liée à la faiblesse des fonds publics reçus par les ensembles baroques constitués (2) est une arme à double tranchant : un concert de Christie ou d'Herreweghe est forcément plus cher que celui d'un orchestre subventionné dans la mesure où les musiciens qui jouent au sein de ceux-ci ne reçoivent, le plus souvent, pas de cachet lorsqu'ils sont invités en dehors de leur port d'attache puisqu'ils sont déjà salariés. Ils sont simplement défrayés.

Longtemps, les musiciens baroques se sont complu dans ce manque de moyens, ils le revendiquaient car il leur apportait la liberté vis-à-vis des tutelles et des circuits traditionnels de la musique ; il correspondait à leur philosophie « contestataire ». Le travail que fournissent aujourd'hui en France une vingtaine d'ensembles constitués, les recherches qu'ils mènent pour la mise en valeur du patrimoine musical européen devraient inciter l'Etat à réviser sa politique dans ce domaine. Les difficultés grandissantes rencontrées par tant d'ensembles les ont conduits à changer d'attitude.

De pionniers, ils sont devenus, peu ou prou, ce que nous avons de plus exportable, avec quelques solistes. Et ce n'est pas fini, puisque, logiquement, les « baroqueux » remontent le cours du temps pour jouer Berlioz et Brahms, appliquant à ces compositeurs les mêmes méthodes de travail qui leur ont valu leurs triomphes, voire Debussy et Schoenberg. Viendra enfin le 17 juin 2287, où le Festival de Myrnapolis (3) fera reconstruire la 4X et tous les vieux instruments à cordes, à vent et à clavier utilisés par l'Ircam pour un hommage à la vénérable institution. Il se trouvera bien un homme illustre pour pourfendre une curiosité et une démarche bien légitimes.

ALAIN LOMPECH

(2) Les finances publiques soutiennent les Arts florissants à hauteur de 4 millions de francs annuels : l'Etat leur verse 2,8 millions de francs (dont 800 000 F au titre du Fonds de programmation), la ville de Caen et le conseil régional de Basse-Normandie 1,2 million de francs. Le groupe Pechiney les mécène pour 2,1 millions de francs. A peine mieux loti, l'Ensemble de la Chapelle royale, dirigé par Philippe Herreweghe, reçoit 4,8 millions de l'Etat et des collectivités locales. L'Etat verse 23 millions de francs pour l'ensemble de son action en faveur des ensembles et institutions qui se consacrent à la musique ancienne, soit moins que ce que l'Orchestre de Paris reçoit à lui seul.

(3) Lire *Vous avez dit baroque ?*, de Philippe Beaussant, éditions Actes Sud.

« DIEN BIEN PHU », UN FILM DE PIERRE SCHOENDOERFFER

Le fantassin de la mémoire

IL était à Dien Bien Phu. Nous y sommes avec lui. Pierre Schoendoerffer est de ces guerriers qui n'aiment pas la guerre mais ceux qui la font. Un inguérissable grognard, un fantassin de la mémoire, arpentant sans cesse le champ des batailles perdues. Question d'honneur, de drapeau, ces mots trop grands, creuseurs de tombes. *« Mourir pour la patrie, c'est le sort le plus beau »*, dit un chant, patriotique justement... Ça paraît idiot, ça ne peut pas l'être tout à fait.

La 317e section, en 1964. Dix ans plus tard, un documentaire poignant aux côtés de *la Section Anderson*. La guerre d'Indochine est devenue la guerre du Vietnam. Ce Vietnam qui colle à la peau, à l'âme de Pierre Schoendoerffer. Rien de plus juste, de plus normal qu'il signe aujourd'hui *Dien Bien Phu*, un grand film touchant et imparfait qui allie une naïveté minutieuse à une légitimité incontestable.

Il faudrait d'ailleurs parler des deux films de Schoendoerffer, deux films en un. Le premier est presque un chef-d'œuvre. Le second est presque un désastre. Le premier, tourné non loin du site de Dien Bien Phu, c'est celui qui raconte la guerre, qui montre la guerre comme rarement on l'a vue, dans une proximité ravageuse. Guerre terrible, plausible, les Dakota volent au ras de nos têtes, gros hannetons blafards d'où sautent en chapelets les petits paras harnachés. Les obus explosent sur nous, les tranchées s'emplissent de sang, le ciel est noir, il n'y a plus de ciel. Les hommes sont seuls à tenir les collines aux noms de femmes, Béatrice, Huguette, Claudine, Isabelle... Les collines tombent. Les hommes aussi.

Au Q. G., à l'autre bout des radiotéléphones crachotants, sur la planète des généraux, tout le monde à l'air de s'en foutre. Demandons des renforts. Pas de renforts. Abandonnez. L'abandon, la peur, l'ennui, la pluie, c'est la guerre vécue, une épopée suicidaire et ingénue. Pas de mauvaise conscience à l'américaine, pas de lyrisme masochiste. *Dien Bien Phu* est l'anti-*Voyage au bout de l'enfer* (Cimino), l'anti-*Apocalypse Now* (Coppola), l'anti-*Platoon* (Oliver Stone). La guerre ne s'incarne pas, l'ennemi est invisible, le corps expéditionnaire français se bat seulement, modestement, contre la perte inéluctable d'une « grande illusion ».


KEYSTONE

1954, les derniers volontaires.

Ce n'est qu'à la fin, dans une séquence extraordinaire, lorsque la défaite est consommée, que des blessures ouvertes d'une terre ravagée sortent des Vietminh par milliers, une foule exultante, puissante, indifférenciée... Ce qui est beau, c'est qu'on ait donné à Schoendoerffer, des moyens à la hauteur de ses souvenirs, des moyens grandioses pour la chronique intime de milliers de morts annoncés.

Il n'en est que plus dommage que dans « l'autre » *Dien Bien Phu, bâti en contrepoint*, toutes les scènes de « fiction » se déroulant à Hanoï soient si conventionnelles, si maladroites, si pesantes. On croise, maussade à juste titre, Ludmila Mikaël, improbable virtuose, emblématique « voix de la France », jouant du violon au milieu d'un orchestre vietnamien. On suit Donald Pleasence, articulant un français aussi poussif que le pousse-pousse qui le transporte, censé être un journaliste américain, impossible fils naturel de Lucien Bodard et de Joseph Kessel, buvant sec, tapant furieusement sur sa Remington, tandis qu'une jeune Annamite prend des poses lascives à l'arrière-plan. Quant à Jean-François Balmer, tout enchifrené de langueurs bourgeoises dans sa robe de chambre damassée, il a davantage l'air de sortir d'une pièce de Sacha Guitry que du desk de l'AFP...

Les soldats (Patrick Catalifo, Christopher Buchholz, Maxime Leroux), que ce soit au front ou à l'arrière, sont plus vraisemblables. Mais tout le monde parle assez faux. De façon si déconcertante qu'après un moment d'acclimatation, on en vient à penser à une distanciation schoendoerffienne comme il en est une brechtienne. Ou plutôt, sans doute, à une volonté de ne poser les personnages que comme des pions de chair sur l'échiquier fou des combats...

Sous la tente de l'hôpital de campagne, on aperçoit la silhouette de Geneviève de Galard, « l'ange de Dien Bien Phu ». C'est la fille de Schoendoerffer, Amélie. Sous la mitraille, avance un caméraman timide et déterminé à témoigner. En 1954, c'était Pierre Schoendoerffer qui tenait le rôle, « pour de vrai ». Trente-six ans plus tard, c'est son fils, Ludovic. Comme si Dien Bien Phu était *une affaire de famille, une affaire entre la France et lui, entre la* guerre et lui. Entre lui et lui.

Outrecuidant, peut-être. Présomptueux, sûrement. Mais formidablement sincère, et, toutes réserves faites, fort et émouvant.

DANIÈLE HEYMANN

DE L'INDOCHINE A L'ALGÉRIE

Les responsabilités de l'arrière

Le 8 mai 1954, un titre barrait la « une » du *Monde* (daté du 9-10 mai) sur six colonnes : « Sans nouvelles de la garnison de Dien Bien Phu », tombée la veille aux mains du Vietminh. Derrière le fracas et la fumée de la pyrotechnie, maniée avec maestria par Pierre Schoendoerffer – qui a bien rendu l'atmosphère épique de la bataille et celle, délétère, de l'« arrière » à Hanoï – Dien Bien Phu a été le symbole de cette guerre d'Indochine, perdue dans les bureaux et dans les esprits au moins autant que sur le terrain.

L'INDOCHINE, une guerre d'occasions perdues et une tragédie d'erreurs, depuis le refus de de Gaulle de traiter avec Ho Chi Minh, préférant l'affrontement, jusqu'au choix du général Navarre, qui conduisit ses unités d'élite à s'enferrer dans ce que Jules Roy a appelé – c'est le titre d'un des chapitres de son livre – le *« pot de chambre »* (1), cercueil des derniers rêves coloniaux français.

Fin d'une période, fin de l'empire et naissance d'un mythe d'héroïsme, de « panache », substance de ces pages d'histoire que les Gaulois aiment à écrire, une des plus belles de l'histoire militaire française même si elle se termine par une défaite, comme le pensent toujours bien des officiers. Même si, pour d'autres, histoire signifie passé, un passé qui a été définitivement exorcisé par la défaite des Américains, vingt et un ans plus tard presque jour pour jour. Les Français ont une singulière attirance pour les défaites, d'Alésia à Waterloo, d'Azincourt – avec laquelle Jules Roy établit un parallèle – aux charges de Reichshoffen.

On ne peut pas comprendre la guerre d'Algérie – qui débutera cinq mois plus tard, le jour de la Toussaint, – la fin de la IVe République, ou la participation d'officiers au putsch de 1961 à Alger et leur engagement dans l'OAS, sans analyser l'humiliation de Dien Bien Phu et la perte d'une Indochine où *« beaucoup avaient laissé leur cœur »*, même s'ils n'avaient pas toujours été sourcilleux sur les moyens. Humiliation d'avoir été vaincus par une guérilla indigène dont nombre d'états-majors ne faisaient pas grand cas ; humiliation d'avoir été lâchés par un commandement au petit pied et des politiciens lointains, préoccupés avant tout par la prochaine crise ministérielle, affaiblis par tant de compromissions, tant d'aveuglement.

Un traumatisme qui continue de marquer beaucoup d'*« anciens d'Indo »*, comme on l'a vu encore récemment. Schoendoerffer – qui semble avoir, enfin, réalisé son rêve de filmer l'épopée à laquelle il avait participé – fait revivre cette *« guerre des capitaines »* que fut la guerre d'Indochine, une guerre contre les « Viets » dans la jungle ou les rizières, une guerre contre des généraux au fond de leurs bureaux et pour lesquels les « anciens » n'avaient souvent que mépris. Des capitaines qui deviendront colonels en Algérie. Et qui auront parfois du mal à pardonner à ces hommes politiques et à cette population française qui, à leurs yeux, les avaient laissés tomber en ne soutenant pas un conflit à la fois impopulaire et incompris.

Le film retrace l'histoire d'un petit groupe d'officiers et de journalistes pendant les huit semaines du drame pour ne pas en diluer l'intensité. Mais le nom de ce gros village est apparu dans les colonnes du *Monde* dès le 22 avril 1945 (2). A la fin de l'année 1953, le général Navarre, nouveau commandant en chef en Indochine, décida – en dépit d'insistantes mises en garde de nombreux officiers – d'installer dans cette cuvette des confins laotiens, recouverte par les nuages et balayée par les vents plusieurs mois par an, un « hérisson » sur lequel le gros du corps d'armée vietminh viendrait se casser les dents. Le 20 novembre, les premiers paras étaient largués sur place. Fin décembre, la base était déjà encerclée, et le chef de guerre vietnamien, le général Giap, se mettait à désirer à son tour cette confrontation à Dien Bien Phu, dont il attendait, lui aussi, une victoire symbolique.

Des commandants continuaient de considérer avec condescendance, malgré leurs précédents succès, ces « Viets » que Schoendoerffer ne nous montre qu'une seule fois, lorsqu'ils envahissent en masse la forteresse qui vient de se rendre. Jules Roy regrette, avec une plume de pamphlétaire qui ne cultive guère la nuance, *« la médiocrité de nos grands chefs (...) la légèreté d'esprit qui leur a fait prendre leur ennemi pour un imbécile (...), leur contentement d'eux-mêmes, leur ignorance de l'adversaire (...) Commander en Indochine, c'était posséder des villas somptueuses, des voitures, des femmes, recevoir et intriguer »*. Et de conclure, féroce : *« Des lions menés par des ânes ? Disons, pour être respectueux, des lions menés par d'autres lions dont la crinière était mangée aux mites et qui éprouvaient le besoin de téléphoner chaque jour à bobonne pour la rassurer. »*

Un an avant la chute du camp retranché, le général Salan – pourtant surnommé « le Chinois » – jugeait le Vietminh incapable de combattre à plus de 150 kilomètres de ses bases, alors qu'il fera beaucoup mieux, en partie avec l'aide des communistes chinois voisins. Le 24 décembre 1953, le général Navarre écrivait qu'à Dien Bien Phu *« une bataille peut être acceptée par nous dans des conditions très favorables »* et *« ne peut que tourner en notre faveur »*, alors que le camp était déjà encerclé. Obnubilé par une autre opération, « Atlante », menée au Centre-Annam, Navarre eut du mal à comprendre qu'une défaite à Dien Bien Phu aurait un retentissement symbolique bien plus grand que les quelque 3 % des effectifs du corps expéditionnaire qui allaient y être sacrifiés. Ho Chi Minh, au contraire, l'avait fort bien compris.

Pendant ce temps, par dizaines et dizaines de milliers, des coolies vietnamiens portant à même le dos ou sur des bicyclettes Peugeot qui faisaient office de taxis de la Marne, convergeaient sur des pistes de montagne pour amener à pied d'œuvre riz, armes et munitions, protégés des avions français par la forêt et les nuages. Ils bénéficiaient d'un soutien chinois massif, en matériel et en conseillers. En stratégie aussi, du moins au début, comme l'a révélé la polémique entre Hanoï et Pékin il y a une dizaine d'années : les Chinois ont fait parler des officiers qui étaient sur place, pour insister sur leur rôle et sur l'*« ingratitude »* des Vietnamiens. Le général Giap a expliqué le report de l'offensive par un changement de stratégie, celle imposée par les généraux de Mao étant, selon lui, inadéquate.

Dans ces conditions, Dien Bien Phu était-il un désastre annoncé ? Pas pour tous. Du moins jusqu'au 15 mars, au surlendemain de la première attaque quand, aux yeux des plus lucides, les jeux étaient déjà faits, tandis que d'autres s'accrochaient encore à l'espoir, aux illusions, au rêve, au « panache » de ces défenseurs, dont à peine la moitié reviendra des camps de prisonniers vietminh. L'envoi de renforts au compte-gouttes – de Bigeard au dernier volontaire, et, malgré le peu de chances de s'en sortir, il y en eut beaucoup, au nom d'une certaine idée de l'honneur et de la mort qui n'est plus guère à la mode – pouvait seulement, comme une perfusion pour un mourant, prolonger l'agonie jusqu'à ce que les Américains interviennent avec leur aviation – ils ne le feront pas – ou que l'on parvienne à une solution diplomatique. La conférence de Genève, qui s'ouvrit le 26 avril, n'en proposa aucune sinon la reconnaissance d'un fait : l'Indochine française avait vécu.

Sans doute était-elle déjà morte depuis longtemps. Depuis l'échec des négociations de Fontainebleau avec Ho Chi Minh en 1946. En raison, aussi, de l'absence de vision politique de la France. Car, comme le remarquait déjà Robert Guillain dans *le Monde* du 9 février 1952 : *« Si nous lâchons : l'Asie rouge (Si nous lâchons l'Indochine, tout lâche) (...) Si nous gagnons : plus d'Indochine. (Notre victoire signifierait notre départ. En France, nous n'avons pas encore compris que nous avons signé une promesse d'héritage au profit du Vietnam qui ne nous laissera rien, sinon le peu qu'il consentira à nous laisser) (...) Nous louvoyons entre deux politiques, la première, qui pourrait avoir pour formule : durer pour rester, et l'autre : durer pour partir »*.

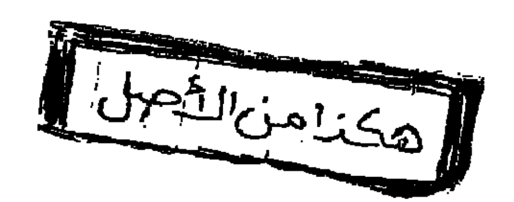
Les leçons de l'histoire sont rarement apprises. Pour preuve, côté français la guerre d'Algérie, et côté américain la guerre du Vietnam. Washington estimait que l'échec français en Indochine résultait des incapacités de Paris et que les Américains, une fois sur place, feraient mieux. Moins de rigidité doctrinale d'un côté, plus de réalisme et de générosité de l'autre auraient sans doute permis d'éviter aux Vietnamiens ces deux guerres dévastatrices. Des guerres dont ils ne se sont toujours pas remis. Leurs dirigeants encore moins qui, de plus en plus seuls chez eux et dans le monde, se cramponnent à une idéologie qui, après avoir remué des montagnes, n'est plus qu'un triste fantôme.

PATRICE DE BEER

(1) *Dien Bien Phu*, Robert Laffont, 1963. A lire aussi *Pourquoi Dien Bien Phu*, du colonel Pierre Rocolle, Flammarion, 1968.

(2) Sur Dien Bien Phu et les médias, lire *Dien Bien Phu*, de Jacques Dalloz, dans la collection « Les médias et l'événement » de La Documentation française, 1991, 96 p. plus des fac-similés, 95 F.





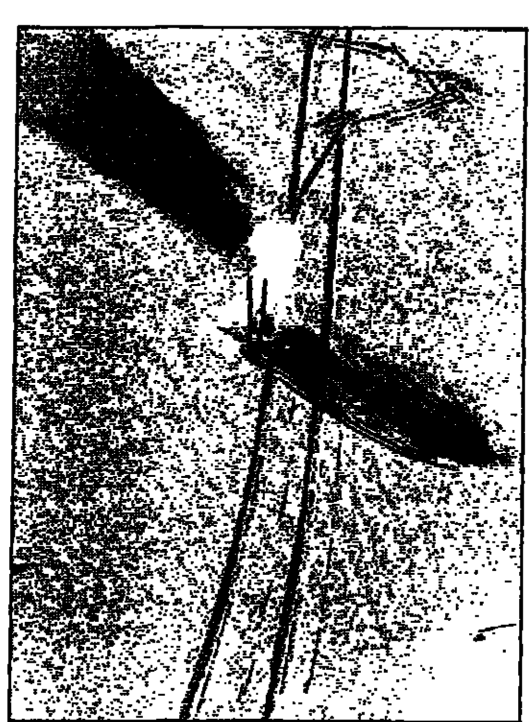
UNE EXPOSITION ET UN LIVRE SUR LA FAMILLE TAIRRAZ

Le Mont-Blanc, de père en fils



Joseph Tairraz, vers 1890-1895.

Georges Tairraz I, 1908.



Georges Tairraz II, 1935.



Pierre Tairraz, 1973.

Joseph Tairraz est un des premiers à avoir photographié depuis le sommet du Mont-Blanc. Cent trente ans plus tard, son arrière-petit-fils maintient la tradition familiale, ininterrompue depuis quatre générations. Un même regard et une obsession : tutoyer les sommets.

QUATRE générations de Tairraz regardent le Mont-Blanc depuis Chamonix, la ville où ils sont nés, en bas d'une montagne qui a catalysé tous leurs désirs. En cent quarante ans, le sommet de l'Europe n'a pas bougé, mais de père en fils, les clichés de cette famille de Haute-Savoie portant la même signature enfantine dans le coin en bas ont évolué, retraçant l'histoire de l'alpinisme et celle de la photo de montagne. Quelle constance ! Les deux premiers ont surtout photographié «le bas» ; les deux suivants, «le haut», passant *«d'une montagne enfermée à une montagne horizon»*. Mais Joseph (l'arrière-grand-père), Georges I (le grand-père), Georges II (le père) et Pierre (le fils) se sont approchés toujours plus près d'une des montagnes les plus photogéniques au monde, citadelle avancée entre le lac Léman et la vallée d'Aoste.

On doit peut-être à «Joseph Ter» – on ne prononce pas les «oz» et les «az» dans la région – la première photo prise au sommet du Mont-Blanc (1861), quelques mois avant l'expédition des illustres frères Bisson (1). Ses descendants poursuivront cette tradition de «photographes-alpinistes» : Georges I avait son aptitude de guide, tout comme son fils, qui a fait toutes les faces nord des Alpes. Quant à Pierre, il est monté une trentaine de fois au sommet du Mont-Blanc, réalisant plus de quatre-vingts bivouacs par an dans sa jeunesse.

Les quatre Tairraz sont persuadés que *«c'est la montagne qui les a conquis et non le contraire*, explique Pierre, cinquante-huit ans. *Avec cet état d'esprit, on voit mieux»*. Il y a un regard Tairraz, au point que certains clichés sont indifféremment signés par le père ou le fils. Un regard qui traduit *«la précarité de l'homme par rapport à la montagne»*, continue Pierre. Chez beaucoup de photographes, l'homme *«efface»* la montagne. Chez les Tairraz, la montagne est reine, l'homme reste à dimension, noyé ou placé dans le cadre pour en donner l'échelle. L'arrière-grand-père, par exemple, manquait de «figurants» tant il était impossible de les faire poser pendant de longues minutes, sans bouger, dans des positions inconfortables. Mais il était si désespéré par le *«grand vide»*, qu'il dessinait à l'encre la plupart des silhouettes de ses images réalisées en altitude.

Sur les douze mille photos de famille qui ont survécu à l'inondation de 1920 – et à la poubelle, – seules *«mille à mille cinq cents ont de l'allure»*, affirme Pierre, qui a répertorié le fonds de façon sévère. Toutes traduisent une vision optimiste de la montagne. *«Il y a toujours du soleil dans nos photos.»* Pas de drame ni d'accidents, mais un cadre très lisible, parfois drôle, souvent lyrique, et émouvant lorsque l'objectif retrace sur quatre générations une chronique de la «Jonction», paysage lunaire et photogénique où le glacier se disloque, sur les pentes du Mont-Blanc.

– **Joseph Tairraz (l'arrière-grand-père, 1827-1902).** – Cet autodidacte a débarqué en photographie *«comme un Indien»*, explique son arrière-petit-fils. Issu d'une famille de laboureurs (propriétaires terriens et hôteliers), ce Chamoniard a eu un coup de foudre pour la photo et s'est formé en observant les peintres qui affluaient de l'Europe entière et qui installaient leurs chevalets sur les belvédères, face aux sommets. Joseph allait également à Genève pour se tenir au courant des progrès incessants de la photographie en cette deuxième moitié du dix-neuvième siècle.

Joseph crée son studio, *Photographie alpine Tairraz*, en 1857, quand il s'essaie à ses premiers daguerréotypes. Il prend les alpinistes au retour de leurs courses sur fond de toiles peintes censées illustrer leurs exploits. Les clients peuvent également choisir des photos dans un gros album rouge ou acheter des souvenirs. Ce genre de portrait était très répandu jusqu'au début des années 20, mais Joseph, *«plus montagnard qu'alpiniste»*, aimait pardessus tout laisser son studio aux femmes et partir en expédition avec son matériel pour réaliser les photos *in situ*.

Monter au sommet du Mont-Blanc était déjà une expédition. Mais faire des photos... Il fallait porter un mini-laboratoire de 200 kilos dont une vingtaine rien que pour l'appareil et les objectifs. Quatre à cinq personnes portaient les plaques de verre. La manipulation était un véritable casse-tête : les plaques d'un format 21x27 devaient être émulsionnées, développées, retouchées, en une heure, sans que le collodion humide, les sensibilisateurs au sel d'argent et autres produits ne gèlent.

– **Georges Tairraz I (le grand-père, 1868-1924).** – Conscient de ses limites, Joseph Tairraz a envoyé son fils à Paris pour y apprendre la technique, notamment l'art de la retouche. Georges complétera sa formation en accompagnant son père en montagne. Le résultat est impressionnant, donnant de l'ampleur au studio familial à la fin du siècle dernier : *«Il faisait des paysans des images de stars*, explique Pierre. *Seul un œil expert devine où s'arrête le pinceau, le grattoir, le crayon.»* Georges Tairraz est un grand photographe, à qui l'on doit d'étonnants « passages de crevasses », où les femmes de la Belle Époque tiennent en équilibre sur des échelles de fortune. Georges Tairraz n'hésite pas à faire poser de longues secondes ses figurants, placés sur la glace tel un corps de ballet. Chaque détail vestimentaire tranche sur la blancheur de la glace, chaque piolet, chaque corde de chanvre transformée en barre de fer sous l'effet du gel.

Si les procédés de tirage étaient simplifiés, la prise de vue était toujours compliquée, avec des appareils de plus en plus gros – une cinquantaine de kilos – pour répondre au désir de grands formats (50×60) des clients. Georges Tairraz s'amusait à faire des incrustations d'images, comme ce portrait de l'astronome Janssen, à côté de son observatoire en bois, construit en 1893 au sommet du Mont-Blanc et qui s'enlisa dans la glace quelques années plus tard.

– **Georges Tairraz II (le père, 1900-1975).** – Profitant des connaissances techniques de son père, Georges II n'a pas fait d'école de photo mais a commencé au labo à l'âge de douze ans avant de tomber amoureux du cinéma, réalisant de nombreux films en montagne (il est conseiller technique sur *Premier de cordée*) et dans le désert. Georges II est surtout le premier à avoir placé l'appareil des Tairraz sur les grands sommets des Alpes, de l'Eiger au Cervin, des Grandes Jorasses au Dru. *«Mon père a amené l'altitude dans les images*, explique Pierre, *là où les lignes se dégagent et les lumières s'individualisent. A la différence de la vallée, qui est une source de confusion, les hauteurs entraînent un apurement des lignes, avec des oppositions de masses, des structures moins chaotiques.»* Avec Georges II, la photo des Tairraz est devenue plus graphique, dynamique, avec des compositions plus élaborées, et l'introduction de premiers plans audacieux. Cet ami de Roger Frison-Roche et de Gaston Rebuffat, qui *«avait la tête dans les étoiles»*, a également découvert le mouvement et l'instantané grâce aux pellicules plus sensibles, s'amusant à multiplier les vues de skieurs en plein vol parmi les montagnes.

– **Pierre Tairraz (le fils, né en 1933).** – *«Mon père m'a dit :* «Tu t'occupes du magasin!» *Je lui ai répondu que je ferais comme lui, qui l'avait déserté... Nous avons donc vendu le Studio Tairraz en 1968. Je préférais courir le monde.»* Pierre Tairraz a marché sur les traces de son grand-père en suivant les cours de Vaugirard et de l'IDHEC, à Paris, avant de replonger dans la photo de montagne, aux côtés de son père : *«Dans les dernières années, on plaçait l'appareil ensemble, je lui faisais des farces en modifiant l'angle de prise de vue. C'était comme un cours tranquille. C'était une photo Tairraz.»*

L'arrière-petit-fils donne toujours l'échelle avec des personnages qu'il place minutieusement comme des acteurs. *«Il faut bien choisir les silhouettes, les vêtements. Les guides ont une patience d'anges. C'est abominable de partir avec moi : rester deux heures sur une arête en attendant que le soleil tourne... En fait, je recherche surtout des personnages. Rebuffat, par exemple : il épousait les verticales tellement il était allongé.»* Célèbre pour ses cartes postales en couleurs que l'on trouve dans toutes les stations des Alpes, Pierre Tairraz poursuit le style dépouillé et géométrique de son père, mais a quitté Chamonix en 1976, qu'il juge trop *«bruyante»*, pour un repaire solitaire sur les contreforts des Alpes. Comme pour montrer que ce ne sont pas les Tairraz qui ont changé, mais bel et bien la vallée.

MICHEL GUERRIN

(1) Selon le superbe livre *Montagne des photographes*. Texte Élisabeth Foch, Bordas-Contrejour, 244 p., 650 F.

★ «Tairraz, de père en fils. Quatre générations de photographes de montagne». Galerie Contrejour, 96, rue Daguerre, 75014, Paris. Tél. : 43-21-41-88. Jusqu'au 15 mars. «Tairraz, père et fils», Contrejour, 128 p., 350 F.

DISQUES

Classique

Ravel

Sonate posthume pour violon et piano – Sonate pour violon et piano – Kaddish – Tzigane – Habanera – Berceuse sur le nom de Gabriel Fauré

Régis Pasquier (violon), Brigitte Engerer (piano).

Le disque que l'on attendait ! Enlevées avec cette sûreté de trait et d'intonation, cette variété de nuances, ce vibrato subtilement changeant qui classent Régis Pasquier aux premières places du violon mondial, avec cette sonorité plantureuse, ces appuis robustes, cette expression grandiose, ses rubatos audacieux typiques de Brigitte Engerer (quelle pianiste !), cette intégrale des œuvres pour violon et piano de Ravel modifie sensiblement l'impression que l'on se faisait de cette musique. Voilà du Ravel qui n'est pas joué en abat-jour !

1 CD Harmonia Mundi HMC 901364.

Mozart

Concertos pour piano et orchestre nos 8, 13, 25.

Zoltan Kocsis (piano), Orchestre de chambre Franz Liszt, Janos Rolla (direction).

Kocsis poursuit donc pour le label hongrois dissident l'intégrale qu'il avait commencée pour Hungaroton. Tant mieux ! Réalisée dans le désordre, publiée sans plan précis, cette série s'enrichit avec ce nouveau disque d'une interprétation remarquable. Orchestre et piano rivalisent de clarté dans l'exposé de leurs idées, les temps sont stables, plutôt allants, le son est charnu, rayonnant. La prise de son parfaite. L'ambiance est à la fête. Rarement concertos pour piano de Mozart nous auront paru joués de façon si neuve, rarement interprètes auront su se méfier de l'ombre mortifère de l'inimitable Clara Haskil. Et l'on réalise soudain que Kocsis et Rolla s'acheminent vers ce qui devrait être la plus réussie des intégrales des concertos de Mozart.

1 CD Quintana QUI 903022. Distribué par Harmonia Mundi.

A. Lo.

Jazz

Stan Getz/Kenny Barron

People Time

Il y a dans ce double objet, ce double compact gravé en duo en mars 1991, un pur joyau : l'idée même du jazz changée en perfection, l'invention dans l'instant d'un air écrit par un autre, *First Song*, de Charlie Haden. Stan Getz semble jouer *First Song* pour la première fois. Il semble en saisir la ligne avant même que la mélodie n'ait été écrite. Il précède toute idée de *First Song*. *First Song* est un air très courtisé. Certains airs sont ainsi faits que tout le monde veut les jouer. Cela arrive de moins en moins en jazz, dont les compositions se banalisent à force de s'individualiser : question de droits d'auteur, de dilatation d'ego, d'enkystement de l'imaginaire... Ernie Watts en a donné, avec son auteur Charlie Haden à la contrebasse, la version de référence (Quartet West, *In Angel City*, Verve 837 031-2). David Sanborn et Abbey Lincoln s'y sont attelés dans des genres que l'on pourrait opposer. André Jaume vient d'en produire une leçon très réservée, toujours avec Charlie Haden (*Peace*, CELP C.19).

La trace définitive de *First Song*, d'une invisible autorité, c'est désormais celle de Stan Getz avec Kenny Barron au piano. Stan Getz sait faire dire à un thème ce qu'il ne peut pas dire, sa part cachée et même maudite. Il se met à hauteur de musique. Il l'invente. Il souffle. Et toujours avec cet air, vous savez, de jouer, pas plus, du sax ténor.

Le seul problème de ce pur joyau c'est *qu'il n'est ni meilleur ni moins bon* que les treize autres interprétations de *People Time*. Ni plus ni moins. Ce disque est un pur joyau. Tout juste une affaire de ténor sax dans un club, le Café Montmartre de Copenhague. Le vrai problème de ce disque, c'est qu'il est le dernier que Stan Getz ait gravé avant de mourir. On dirait le premier. C'est grave.

2 CD Emercy 510 134-2, distribué par Polygram.

André Jaume/ Charlie Mariano

Abbaye de l'Epau

André Jaume n'a cédé sur rien. Ni sur le lien – il continue son œuvre dans le Midi ou en Corse – ni sur l'idée, encore moins sur les principes. Il cherche à voir, à savoir, à saisir ce que l'autre, qu'il invite à visiter sa musique, peut lui dire. Les disques sont des dialogues, des parties, des hommages. Jaume a fait sortir Jimmy Giuffre de l'ombre où il se tenait. Il a croisé les chemins de Buddy Collette que l'on croyait perdu, de Joe McPhee que l'on pensait seul, de Raymond Boni, Humair ou Mechali... Ici, c'est Charlie Mariano, septuagénaire vert qui est frappé d'une curieuse invalidité : il n'arrive pas à vieillir. Rencontre remarquable.

1 CD CELP C 20. Distribué par Harmonia Mundi.

F. M.

Rock

The Vulgar Boatmen

Please Panic

Sous un nom vide de sens, sous un titre abscons, le meilleur album de rock de ce début d'année, réunissant des qualités rares, dépourvues des défauts qui les accompagnent d'habitude : la sobriété sans la gaucherie, la délicatesse sans le sentimentalisme, l'intelligence sans la prétention.

A l'écoute de *Please Panic*, disque bref mais complet, on se dit que les Boatmen ont adopté le travesti des groupes d'avant-garde pour se protéger du succès massif qui guette leur rock classique, élégant. Le fait que l'un des deux chanteurs ait une voix plaintive et douce qui rappelle beaucoup le jeune Paul Simon accentue encore le risque. Mais en même temps, la présence d'un alto renvoie au Velvet Underground. Originaires de Floride, enregistrés à Toronto par le producteur des Cowboy Junkies (vague parenté, dans le côté vaste culture rock utilisée à bon escient), les Vulgar Boatmen sont universellement recommandables : aux jeunes gens assoiffés de nouveautés, aux rockers vieillissants qui ont besoin d'être rassurés sur la validité de leur musique. Et quand sur la platine *Please Panic* arrive en bout de course, il n'y a qu'une chose à faire : reprendre le disque au début.

Rough Trade R2812 Distribution Virgin.

Otis Redding

It's Not Just Sentimental

Au milieu des murailles de coffrets grand luxe qui s'élèvent sur les mausolées des stars disparues, un simple CD : 22 chansons inédites ou prises alternatives des succès (*Respect*, à un rythme suicidaire, *Dock of The Bay*...) d'une des plus grandes voix mâles (de la plus grande voix, dirait-on, si l'on ne craignait les avalanches épistolaires) de la soul music. Entreprise modeste qui n'apporte que des confirmations, mais aussi un supplément d'âme à une époque où la denrée reste rare.

On se rend compte une fois de plus que la rythmique Al Jackson-Donald *Duck* Dunn était la plus élégante, que *les Memphis Horns pleuraient* avec une sincérité frissonnante, inconsolable. Et, comme les mixages sont parfois approximatifs, on découvre à l'avant d'un arrangement une merveille qui aurait été autrement cachée par l'architecture rigoureuse : une partie d'orgue d'Isaac Hayes, un contrechant de guitare de Steve Cropper.

Enfin, il y a la voix d'Otis Redding, d'une pureté et d'une honnêteté qui inspirent avant toute chose le *Respect*.

Ace/Stax-Volt CDSXD 041. Import Media 7.

Leon Redbone

Up a Lazy River

Le retour du musicien à remonter le temps. Leon Redbone vit dans un monde où *Elvis n'est qu'une lueur* dans l'œil de Vernon Presley, où les campagnes du Mississippi ne sont pas plus électrifiées que les guitares. Ce qui ne veut pas dire que tous les disques de Redbone se ressemblent. Il y a cinquante ans, la musique américaine était aussi diverse qu'aujourd'hui.

Up a Lazy River est un album plus urbain, plus luxuriant que le précédent. *Play Gypsy Play*, le premier titre, oscille entre le Hot Club de France et les séquences de cabaret russe dans les *musicals* hollywoodiens. *When Dixie Stars Are Playing Peek-a-boo* évoque les bals de la bonne société de Savannah dans les années 30, lorsque les orchestres de noirs entraient par la porte de derrière et mangeaient avec les domestiques.

De toute façon, c'est toujours d'évocation, de spiritisme, qu'il s'agit avec Leon Redbone, même si, de temps en temps, il se laisse aller à des plaisirs plus terre à terre (*Gotta Shake that Thing*, chanson paillarde de *Juke joint*). Entouré de ses complices habituels (Scott Rock au cornet, Cyndi Cashdollar au Dobro) et d'invités *quelquefois prestigieux* (Doctor John, le pianiste vaudou de la Nouvelle-Orléans) et toujours irréprochables, Redbone exauce une fois de plus le souhait de Lamartine.

Private/BMG 262666.

Les Garçons Bouchers, Pigalle *et al.*

Piaf-Fréhel, ma grand'mère est une rockeuse

C'est l'ambition avouée de François Hadji-Lazaro, chanteur des Garçons Bouchers et de Pigalle, directeur du label Boucherie Productions, que de jeter un pont entre la tradition réaliste de la chanson française et le rock alternatif. Ce disque en est l'aboutissement et marque parfois brutalement les limites de la démarche.

Boucherie, le label, a toujours privilégié l'énergie, la simplicité. Mais dans le monde de Piaf et de Fréhel, il faut parfois plus de trois accords, *chanter* juste, même. Certains groupes présents sur cette compilation s'en trouvent tout dépourvus. D'autres, dont Pigalle avec *Pauvre Grand* de Fréhel, s'en tirent mieux. Quelques-uns emportent le morceau : *Tel qu'il est* semble avoir été écrit pour les clowns de Sttellla ; Corman et Tuscadu jouent *Tout change dans la vie* à la yé-yé, en vrais intellectuels qu'ils sont ; les Wampas mettent leur naïveté (naïf comme dans Rousseau, douanier) au service de *J'ai dansé avec l'amour* de Piaf. Reste que, souvent, la catastrophe n'est évitée que de justesse, tant l'idée a du mal à trouver les *moyens de son exécution*. Surtout si l'on mesure le reste de l'album à l'aune de la belle version qu'Etienne Daho donne de *Mon Manège à moi*, transformé et reconnaissable, approprié et rendu en hommage.

Boucherie 512-111 2. Distribué par Island.

Little Village

Comment réussir la déception de ce début d'année avec un disque exquisement joué, impeccablement produit, extrêmement malin en somme ? Il faut réunir quatre talents chargés dans (presque deux cents en tout) et de lauriers – Ry Cooder, guitariste inspiré ; John Hiatt, auteur-compositeur universellement méconnu ; Nick Lowe, humoriste, père du pub rock anglais ; et *Jim Keltner, le batteur que tout le* monde veut sur son disque – et les réunir en une formation baptisée Little Village.

Le groupe a déjà existé, lors de l'enregistrement du disque de Hiatt *Bring on the Family*. Ici, tous les titres sont signés à quatre. Il ne faut sans doute pas chercher plus loin les causes de notre frustration. Les chansons sont fabriquées, chiadées, *mais l'identité* des auteurs a été gommée. L'intensité de Hiatt, l'ironie de Lowe, la mélancolie de Cooder n'émergent que par instants. Seul *Do You Want My Job*, balade populiste à la Woodie Guthrie, arrive à faire plus qu'effleurer l'auditeur qui reste obnubilé par le plaisir raffiné et éphémère que procurent l'excellence technique, la virtuosité maîtrisée du quatuor.

Reprise/WEA 7599-26713-2.

T.S.

Chanson

Fabian

Bossa, rock twisté, slows (langoureusement appuyés), les filles du Paradiso, *« là où les hommes tous égaux viennent vivre une autre vie pour un soir »*, les rames du métro, le quatre-heures du petit... Fabian s'amuse et *Charles est stone*. Gentiment ironique, jazzy et distanciée : Fabian est tout cela, un peu comme une chanteuse de cabaret. Cette jeune femme, mi-normande, mi-africaine, danseuse de profession, entame sa carrière de chanteuse avec une absence de prétention absolument délicieuse. Du même coup, l'album est frais, plutôt drôle, dansant, sans ruptures, dans la veine de toutes les jolies mélodies qu'on aime à fredonner pour se dire que la vie est belle. Trompettes de bal populaire, piano et cuivres swing, rock'nroll, cha-cha-chas déguisés : la voix est chaude, généreuse. Paroles et musiques sont signées Philippe Swan.

1 CD Polydor 511865.

Claire Chevalier

Saveur Brésil

De leur exil en Amérique Latine pendant la seconde guerre mondiale, Ray Ventura et son orchestre, Paul Misraki et Henry Salvador avaient rapporté les accents de la samba. *Une rythmique* sous-jacente, un esprit voyageur qui, au contact des *crooners* américains, allaient générer la bossa nova. Sur son dernier album (*Joao*, chez Phonogram), Joao Gilberto a détecté une bossa-nova cachée derrière *Que reste-t-il de nos amours*. Claire Chevalier reprend le standard de Trénet avec une poignée de chansons françaises dont on découvre qu'elles se prêtent à merveille aux adaptations bossa-nova, comme *Syracuse* (Salvador-Dimey), *les Feuilles mortes* (Prévert-Cosma), *Couleur café* (Gainsbourg).

Claire Chevalier, qui s'en est allée faire carrière au Brésil, est accompagnée par Rosinha de Valença, l'une des meilleures guitaristes sud-américaines. Vus de là-bas, Michel Legrand, Francis Lay, Gilbert Bécaud, ne manquent pas de prestance.

1 CD JSL 843 distribué par Média 7.

V. Mo.

Musiques du monde

Sheila Chandra

Roots and Wings

Depuis près de dix ans, Sheila Chandra, née à Londres d'une famille originaire du Sud de l'Inde, se livre à l'excercice périlleux du mélange pop et indien, *l'indipop*. Entrée dans le Top 10 anglais en 1982 avec un groupe (Monsoon), un producteur (Steve Coe) et un titre (*Ever So Lonely*), puis partie dans une carrière solo émaillée de silences méditadifs, Sheila Chandra est passée par un large évantail de styles, de la chanson à fredonner au travail vocal.

Très épuré, parfois dilué, *Roots and Wings* est un album chanté d'une voix plus lumineuse que virtuose, où les structures des ragas indiens éclatent – sans disparaître pour autant – sous la pression du temps, des tempos et des instruments électriques, très présents mais toujours dominés par les tablas. Les ornementations du chant indien ont subi ici une vraie cure d'amaigrissement, mais les envolées, la foi, l'étirement naturel des durées prolongent un état de rêve tout à fait exotique. Steve Coe, avec qui la chanteuse londonnienne a fondé le label Indipop, veille au grain. Le résultat se tient, plus puriste que du Najma, mais à des années-lumière des grandes voix indiennes, des Parveen Sultana ou Lakshmi Shankar.

1 CD Indipop distribué par WMB.

Kakoli

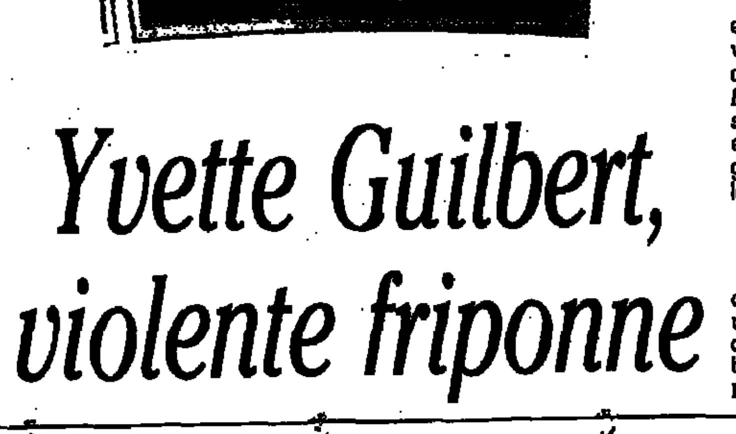
Bronze and Colors

« An album between the Ganges and the Seine » : une vie, deux cultures. Kakoli est née dans la banlieue de Calcutta, mais habite Paris depuis 1974. La voix parfaitement affûtée, très orientale, Kokoli reprend des mélodies traditionnelles d'Inde et du Pakistan, en fabrique certaines, chansons légères et philosophiques, où les oiseaux s'envolent, où les fleuves se révoltent, ce qui n'empêche pas Krishna le séducteur de tomber les cœurs. Derrière guitares électriques, percussions musclées, harmonica (celui de son mari, Sen Gupta, maître d'œuvre de l'album, de la production musicale au design de la pochette), basse et synthétiseurs habillent le propos et la délicatesse du chant. Couleurs du Pakistan, distance de l'Europe et chic parisien.

1 CD Shining/ Musidisc 590262.

V. Mo.

Yvette Guilbert, violente friponne



EN 1941, à Aix-en-Provence, à l'occasion d'une fête en plein air, arriva sur le podium une dame coiffée d'un canotier. Elle était pour le moins massive dans une sombre robe informe. Elle commença à chanter, d'une voix surprenante pour sa taille et son âge. Une voix claire, malicieuse, découpant les mots au rasoir. Elle portait des gants, ses bras dessinaient des gestes d'une grâce bouleversante. Elle a chanté *le Fiacre*, c'était Yvette Guilbert, sa dernière apparition sur scène, peut-être. En *guest star*, pour une fête probablement de charité pendant une période difficile. Elle est morte trois ans plus tard.

Deux compacts EPM reprennent et restaurent, pour la première fois, l'intégralité des chansons qu'elle a enregistrées au temps de sa gloire, le temps des longs gants noirs, de la taille étranglée dans une robe verte. Yvette Guilbert, « diseuse fin de siècle » comme elle se qualifiait elle-même. Des disques, elle en a enregistrés beaucoup, dès 1897. Pour ceux-là – en dépit des grattements impossibles à filtrer – comme pour ceux qui datent de 1934 et sont d'une incroyable pureté, la voix se retrouve dans toutes ses nuances, avec la violence viscérale qui annonce Piaf pour les mélos populistes sur les *destins écrasés dans le Paris des* Misérables – *A la Villette, la Soularde*. Avec la friponnerie pour les chansons anciennes – *Ma grand-mère, Ah que l'amour cause de peine*. Avec l'abattage canaille pour la satire de la bourgeoisie – *les Demoiselles du pensionnat, Partie Carrée*... Les double-sens si fort en vogue *dans les périodes puritaines* ne lui faisaient pas peur, elle les lançait avec une élégance redoutable.

Yvette Guilbert était insolente, jamais graveleuse. Elle a connu une jeunesse très dure, s'est battue pour se faire reconnaître et faire reconnaître la chanson comme un art à part entière. *« Humanité, tu es un corps dont je me sens la peau, et voilà pourquoi je sais chanter »*, écrivait-elle. Elle se croyait piètre comédienne et a d'ailleurs raté cette partie de sa carrière, sans aucun doute parce que la chanson seule était sa passion. Mais personne n'en a donné des interprétations aussi fines, aussi fortes.

A la fin de sa vie, cette lutteuse est devenue croyante. Sans mièvrerie, elle a mis sa foi dans les chansons : *le Miracle de Sainte Berthe, la Ballade de Jésus*... Et à soixante-dix neuf ans, elle pouvait, en chantant *le Fiacre*, envoûter des gens pour qui elle était une légende.

COLETTE GODARD

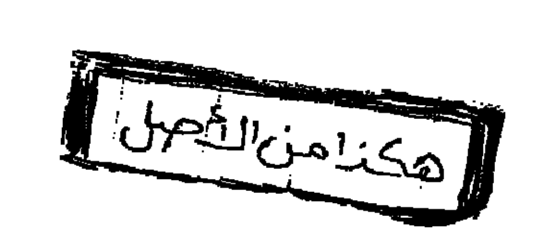
★ *Yvette Guilbert*, coffret de deux disques compacts EPM 982 442 avec un livret de soixante-quatre pages comportant une courte biographie – bilingue français-anglais – des photos, et les textes des chansons.

DE LA SEM

CINEMA

Tous les films nouveaux

POURQUOI TU ME PRENDS-TU LA TÊTE AVEC A QUOI TU PENSES-TU ? LE 4 MARS AU CINEMA



Musiques du monde

Sheila Chandra

Kakoli



CINEMA

Tous les films nouveaux

A quoi tu penses-tu?

de Didier Kaminka,
avec Richard Anconina, Isabelle Pasco, Martin Lamotte, Assumpta Serna.
Français (1 h 27).

Un jeu sur la réalité et l'imaginaire, au travers de la passion que voue un écrivain à une jeune femme, conçu par un des plus efficaces fabricants de comédies à la française.

Forum Horizon, handicapés, 1er (45-08-57-57) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, dolby, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, dolby, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96).

Autour du désir

de Marco Bellochio,
avec Vittorio Mezzogiorno, Claire Nebout, Andrzej Seweryn, Grazina Szapolowska.

Grand spécialiste des promenades dans les zones ambiguës où le pouvoir se mêle à la séduction et la volonté à l'inconscient, Marco Bellochio ajoute un chapitre à son œuvre avec cette histoire de femme qui affirme avoir été violée au cours d'une nuit où elle s'est *délibérément laissé enfermer* dans un musée.

Forum Orient Express, handicapés, 1er (42-33-42-26) ; Latina, 4e (42-78-47-86) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

Dead again

de Kenneth Branagh,
avec Kenneth Branagh, Andy Garcia, Derek Jacobi, Hanna Schygulla, Emma Thompson.
Américain, couleurs et noir et blanc (1 h 48).

Entre polar et fantastique, le second film du jeune comédien prodige, après *Henry V*, organise les méandres d'une intrigue hitchcockienne en lorgnant vers l'univers visuel d'Orson Welles. Ambitieux.

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, handicapés, dolby, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79).
VF : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, handicapés, dolby, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette bis, dolby, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96).

Dien Bien Phu

de Pierre Schoendoerffer,
avec Donald Pleasence, Patrick Catalifo, Ludmila Mikael, Jean-François Balmer, Maxime Leroux, Raoul Billerey.
Français (2 h 20).

(Lire nos articles page 24.)

Forum Horizon, handicapés, THX, dolby, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; U. G. C. Montparnasse, dolby, 6e (45-74-94-94) ; U. G. C. Danton, dolby, 6e (42-25-10-30) ; George V, THX, dolby, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43) ; U. G. C. Biarritz, dolby, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67) ; U. G. C. Lyon Bastille, dolby, 12e (43-43-01-59) ; U. G. C. Gobelins, handicapés, dolby, 13e (45-61-94-95) ; Les Montparnos, dolby, 14e (43-27-52-37) ; Mistral, dolby, 14e (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79) ; U. G. C. Convention, dolby, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (45-22-46-01).

Le Docteur

de Randa Haines,
avec William Hurt, Christine Lahti, Mandy Patinkin, Elizabeth Perkins.
Américain (2 h 03).

L'itinéraire d'un chirurgien qui gardait ses distances avec ses patients, à partir du moment où il découvre qu'il est lui-même atteint d'un cancer.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3e (42-71-52-36) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; George V, dolby, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
VF : Paramount Opéra, handicapés, dolby, 9e (47-42-56-31) ; Les Montparnos, dolby, 14e (43-27-52-37) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

La Fête et les Invités

de Jan Nemec,
avec Ivan Viskocil, Jan Klusak, Jiri Nemec, Zdenka Skvorecka, Pavel Bosek, Helena Pejskova.
Tchèque, noir et blanc, copie neuve (1 h 20).

Un banquet champêtre, le portrait des convives, le titre dit tout, et ne dit rien de la cruauté clinique, de l'ironie et de l'élégance avec lesquelles Nemec composait ce film qui, pour avoir été une des œuvres phares du « jeune cinéma tchèque » des années 60, portait, au-delà d'une dénonciation du régime, un regard cinglant sur la nature humaine.

VO : Accatone, 5e (46-33-86-86).

La Montre, la Croix et la Manière

de Ben Lewin,
avec Bob Hoskins, Natasha Richardson, Michel Blanc, Jeff Goldblum.
Franco-britannique (1 h 34).

D'après une nouvelle de Marcel Aymé, *rue Saint Sulpice*, l'étrange histoire d'un photographe spécialisé dans l'illustration religieuse et d'un homme qui ressemble au Christ, tous deux à la recherche d'une même femme.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
VF : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52).

Trust me

de Hal Hartley,
avec Adrienne Shelly, Martin Donovan, Meritt Nelson, John MacKay, Eddie Falco, Gary Sauer.
Américain (1 h 40).

Un cinéaste inconnu surprend par le ton déroutant de sa comédie sentimentale qui met aux prises une adolescente teigneuse et un électronicien cynique, met à mal la famille américaine.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, handicapés, 11e (43-07-48-60).

Reprise

Soudain l'été dernier

de Joseph L. Mankiewicz,
avec Elizabeth Taylor, Katharine Hepburn, Montgomery Cliff.
Américain, 1959, noir et blanc (1 h 54).

Etonnant tour de force que celui de Mankiewicz qui parvient à dominer le sombre cauchemar phobique et puritain inventé par Tennessee Williams, sans laisser le film être dévié de sa trajectoire par les trois monstres sacrés de la tête du générique.

VO : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

Sélection

Betty

de Claude Chabrol,
avec Marie Trintignant, Stéphane Audran.
Français (1 h 43).

Feutré, tendre, inégal, le face-à-face entre deux femmes s'avérera pourtant mortel, au terme d'une plongée dans le passé douloureux de Betty, magnifiquement incarnée par Marie Trintignant.

14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; U. G. C. Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; U. G. C. Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11e (43-57-90-81) ; U. G. C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Mistral, handicapés, 14e (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

Le Ciel de Paris

de Michel Bena,
avec Sandrine Bonnaire, Marc Fourastier, Paul Blain.
Français (1 h 25).

Michel Béna invente avec une belle énergie de nouvelles variations sur le canevas du triangle amoureux, en orchestrant les quêtes sentimentales de deux garçons et une fille aux visées contradictoires.

Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; Passage du Nord-Ouest, café-ciné, 9e (47-70-81-47).

Conte d'hiver

d'Eric Rohmer,
avec Charlotte Véry, Frédéric Van Den Driessche, Michel Voletti, Hervé Furic.
Français (1 h 54).

En racontant les tribulations d'une jeune femme qui vit dans le souvenir d'un grand amour et hésite à s'accommoder de la vie (sentimentale) quotidienne, Eric Rohmer retrouve la thématique de *Ma nuit chez Maud* pour une comédie philosophique qui est aussi la plus distrayante des leçons de cinéma.

Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).


« Aspen », de Frederick Wiseman, au Festival Cinéma du réel.

D.R.

Frankie & Johnny

de Garry Marshall,
avec Al Pacino, Michelle Pfeiffer.
Américain (1 h 58).

Dans la veine de la comédie sentimentale hollywoodienne, un duo de comédiens engagés dans les atermoiements devant les engagements amoureux, joliment enlevé par le réalisateur de *Pretty Woman*.

VO : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; U. G. C. Danton, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; U. G. C. Biarritz, dolby, 8e (45-62-20-40) ; U. G. C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20).
VF : Rex, handicapés, 2e (42-36-83-93) ; U. G. C. Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

La Guerre sans nom

de Bertrand Tavernier et Patrick Rotman.
Français (3 h 55).

La succession de témoignages d'anciens appelés d'Algérie laisse entrevoir ce que c'est que partir à la guerre à vingt ans, et dessine un passionnant et émouvant portrait d'une génération, en même temps qu'il touche une blessure jamais refermée de la société, et qui continue de faire mal aujourd'hui.

Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

Nord

de Xavier Beauvois,
avec Bulle Ogier, Bernard Verley, Xavier Beauvois, Jean Douchet.
Français (1 h 38).

Cinéaste et interprète, Xavier Beauvois trouve le juste ton pour évoquer en images simples et fortes le drame d'une famille qui implose sous l'effet de l'alcoolisme du père, joué avec une étonnante densité par Bernard Verley.

Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), handicapés, 5e (43-54-15-04).

Ombres et brouillard

de Woody Allen,
avec Woody Allen, Mia Farrow, John Malkovich, Jodie Foster, Madonna, Kathy Bates.
Américain (1 h 26).

Cauchemar expressionniste dans une ville d'Europe centrale hantée par un tueur, humour et tendresse, beauté, bonheur du cinéma. Woody Allen est loin de l'Amérique peut-être (encore que...), mais fidèle à lui-même, sûrement.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; Reflet Logos II, handicapés, 5e (43-54-42-34) ; U. G. C. Odéon, dolby, 6e (42-25-10-30) ; U. G. C. Rotonde, dolby, 6e (45-74-94-94) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; U. G. C. Champs-Elysées, handicapés, dolby, 8e (45-62-20-40) ; U. G. C. Opéra, dolby, 9e (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, handicapés, 15e (45-75-79-79) ; U. G. C. Maillot, handicapés, 17e (40-68-00-16).

Le Passager

d'Abbas Kiarostami,
avec Masoud Zand, Hassan Darabi.
Iranien, noir et blanc (1 h 12).

Le grand metteur en scène iranien invente la plus sobre des dramaturgies pour transformer la simple histoire d'un gamin qui veut aller voir un match de foot en conte lucide et en témoignage à la fois tendre et cruel.

VO : Utopia, 5e (43-26-84-65).

Talons-aiguilles

de Pedro Almodovar,
avec Victoria Abril, Marisa Paredes, Miguel Bose.
Espagnol (1 h 53).

Autour de conflictuelles relations mère-fille, Almodovar tricote un monde de faux-semblants et d'interrogations douloureuses, dessinées d'un crayon ironique, coloré et parfaitement maîtrisé.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; U. G. C. Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; U. G. C. Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08) ; U. G. C. Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; U. G. C. Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; U. G. C. Maillot, dolby, 17e (40-68-00-16).
VF : Rex, 2e (42-36-83-93) ; U. G. C. Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; U. G. C. Opéra, 9e (45-74-95-40).

Tous les matins du monde

d'Alain Corneau,
avec Jean-Pierre Marielle, Gérard Depardieu, Anne Brochet, Guillaume Depardieu, Caroline Sihol, Carole Richert.
Français (1 h 54).

Le film a connu un destin digne de Marin Marais, couvert d'honneurs et d'argent ; il est pourtant plus proche de l'austère maître, Sainte Colombe, dans sa description sombre, rêveuse et émouvante du face-à-face entre les deux musiciens baroques.

Forum Orient Express, handicapés, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; U. G. C. Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Elysées Lincoln, dolby, 8e (43-59-36-14) ; U. G. C. Biarritz, dolby, 8e (45-62-20-40) ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9e (48-24-88-88) ; U. G. C. Gobelins, dolby, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

Van Gogh

de Maurice Pialat,
avec Jacques Dutronc, Alexandra London, Gérard Sety, Bernard Lecoq.
Français (2 h 38).

Au ras de la vie, de la souffrance et de la joie, une promenade avec un peintre qui ne sait pas qu'il est un génie, filmée par un cinéaste qui ne se soucie pas de prouver qu'il est un des plus grands.

Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

Ville à vendre

de Jean-Pierre Mocky,
avec Tom Novembre, Valérie Mairesse, Darry Cowl, Michel Serrault, Richard Bohringer, Philippe Léotard.
Français (1 h 40).

Servi par une troupe de comédiens prestigieux et en plein délire, Mocky retrouve les bonheurs de la série B pour ce portrait au vitriol d'une petite ville vautrée dans l'avidité et la veulerie.

Forum Orient Express, handicapés, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, handicapés, 2e (47-42-72-52) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

Les entrées à Paris

Le public a-t-il attendu les vacances pour aller au cinéma, a-t-il été désorienté par de trop nombreuses sorties (dix titres) ou les vainqueurs des Césars ont-ils fait de l'ombre aux nouveaux venus tandis que le beau temps conviait à d'autres plaisirs ? Toujours est-il que cette semaine, à cheval sur le début des congés scolaires, a fort mal commencé, pour ne rattraper que partiellement son retard lundi et mardi. Et que les arrivants font grise mine !

En tête des nouveautés, *le Prince des marées* a médiocrement démarré à 50 000 en vingt-huit salles, *Ville à vendre* peine à trouver acheteur avec 25 000 en dix-sept salles, et *Grand Canyon, En liberté dans les champs du seigneur* ou *l'Affût* font carrément pitié. Finalement, le score le plus réjouissant est celui de *Shadows*, avec près de 10 000 spectateurs pour quatre écrans.

Dans ce contexte déprimé, le déprimant *JFK* reprend la tête du classement et dépasse les 500 000 entrées en cinquième semaine, grignotant peu à peu l'avance prise par *l'Amant*. *Le Bal des casse-pieds* ralentit mais a passé le seuil de 250 000 en trois semaines tandis que l'inusable *Blanche-Neige* dépasse les 200 000 sur la même période, durant laquelle *Ombres et brouillard* fait presque aussi bien. Déception pour *Betty*, pour laquelle on attendait mieux que ses 80 000 en quinze jours. Poursuite, en revanche, de l'extraordinaire carrière d'*Epouses et concubines*, qui vient de dépasser les 100 000 entrées parisiennes.

Les plus vaillants restent finalement les deux gagnants de la soirée des Césars. *Tous les matins du monde* a doublé son nombre de spectateurs par rapport à la semaine précédant la cérémonie et approche les 550 000. Il aurait peut-être pu faire encore mieux si sa combinaison de salles avait été élargie. *Delicatessen*, quant à lui, se lèche les babines en triplant ses entrées, pour totaliser 410 000 spectateurs au terme de sa quarante-sixième semaine.

Festival

Cinéma du réel

Depuis quatorze ans, le Festival du réel du Centre Pompidou poursuit un travail exemplaire de défrichage du versant le moins glamour, mais souvent le plus riche en surprises et audaces du cinéma, le documentaire – « genre » rendu non pas obsolète mais encore plus nécessaire par l'essor de son arrogant cousin, le reportage télévisé. Le cru 92 s'ouvrira avec *Aspen*, consacré à la station hivernale américaine, du grand spécialiste Frederick Wiseman, qui depuis 1967 (*Titicut Follies*) passe au scanner les aspects institutionnels (*Law and Order, Basic Training, Welfare*...) ou quotidiens (*The Store, Meat, Central Park*...) de la société américaine. Trente-quatre films originaires de seize pays constituent la compétition, où on surveillera en particulier *Black Harvest* des Australiens Bob Conolly et Robin Anderson, déjà primés à Beaubourg. Un panorama de la production française, un regard historique sur l'Amérique latine et des séances spéciales (dont deux « Portraits » d'Alain Cavalier et l'extraordinaire *My Mother's Place* d'Oshima) complètent le programme qui s'achèvera avec le polonais *Hear my Cry*, couronné meilleur documentaire européen l'an dernier.

Du 7 au 15 mars au Centre Georges-Pompidou. Tél. : 42-77-12-33. Minitel : 36-15 ou 36-16, code ARTS.

Séance spéciale

La danse par quatre

Quatre films, inspirés par l'univers de quatre chorégraphes-danseuses sous le signe des quatre éléments composent le programme de la soirée concoctée par la Cinémathèque de la danse. Dans l'ordre, *la Brûlure* (Karine Saporta), *Au-delà* (Elsa Woliaston), *Jaillissements* (Elizabeth Schwartz) et *les Ombres du péché* (Christine Bastin), dont la réunion met en lumière les différentes manières de poser sa caméra devant la danse.

Le 10 mars à 20 h 30 au Palais de Tokyo (16e). Tél. : 45-53-21-86.

La sélection « Cinéma » a été réalisée par Jean-Michel Frodon.

LA SÉLECTION

THEATRE

Spectacles nouveaux

Alienor ou L'aigle se réjouira

de Mathieu Falla,
mise en scène
de Francis Sourbié,
avec Nadine Alari, Anie Balesta, Dominique Chagnaud, Danielle Girard, Jacqueline Parent, Geneviève Taillade et Thierry Passot.

Affrontement entre Alienor, la mère de Richard Cœur de Lion et le dernier amant de son fils, qui ne veut pas survivre à son amour, alors qu'elle, la vieille dame indigne, veut vivre à tout prix.

Nouveau Théâtre Mouffetard, 73, rue Mouffetard, 5e. A partir du 4 mars. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-31-11-99. 70 F et 100 F.

Entre chien et loup, ou la Véritable Histoire de Ah Q

de Christophe Hein,
mise en scène
de Gérard Gouarin,
avec Cédric Spilthooren, Gérard Gouarin, Paule Abécassis, Robert Delarue et Alban Jérôme.

La pièce la plus connue, et la plus sarcastique d'un grand dramaturge de l'ex-RDA. Il s'est inspiré d'une histoire chinoise qui raconte comment les pauvres deviennent toujours plus pauvres, et les riches plus riches.

Lucernaire Forum Centre national d'art et d'essai, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, 6e. A partir du 4 mars. Du lundi au samedi à 21 h 30. Tél. : 45-44-57-34. De 71 F à 140 F.

La Mort de Pompée

de Pierre Corneille,
mise en scène
de Brigitte Jaques,
avec Jeanne-Marie Garcia, Marie-Armelle Deguy, Eric Génovèse, Philippe Cal, Eric Petitjean, Pierre Mourad Mansouri, Emmanuel Pierson, Christophe Ratandra, Yvan Duruz, Nicole Dogué et Laurent Collard.

Après avoir monté une comédie de Corneille, Brigitte Jaques poursuit son exploration d'un théâtre baroque, rarement joué jusqu'à présent. Une tragédie du pouvoir.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aubervilliers. A partir du 10 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-34-67-67. De 70 F à 120 F.

Par si, par la...

de Frédérique
et Renaud Fontanarosa,
mise en scène
d'Agnès Constantinoff,
avec Frédérique Fontanarosa et Renaud Fontanarosa.

La dispute de deux musiciens qui prétendent chacun avoir loué le studio d'enregistrement, le même jour à la même heure. Peu importe le point de départ, c'est la suite qui compte.

Nautilus Bateau-théâtre, Quai Malaquais, passerelle des arts, 6e. A partir du 4 mars. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 40-51-84-53. 70 F et 90 F.

Roro er Saoz

De, par et avec Roro er Saoz
Il arrive aux Bretons de se moquer d'eux-mêmes, et ce n'est pas triste.

Théâtre de Nesle, 8, rue de Nesle, 6e. A partir du 9 mars. Du lundi au samedi à 20 h 30. Tél. : 46-34-61-04. De 35 F à 100 F.

Trois petites planches et trois petits clous

de Sarah Levy,
mise en scène
de Jean Plouchart,
avec Eric Leblanc et Gérard Pinteau.
Mort et dérision. C'est le seul moyen de vivre.

Guichet Montparnasse, 15, rue du Maine, 14e. A partir du 9 mars. Du lundi au samedi à 20 h 30. Tél. : 43-27-88-61. Durée : 1 h 15. De 60 F à 100 F.

Paris

C'était bien

de James Saunders,
mise en scène
de Stephan Meldegg,
avec Béatrice Agenin, Maurice Garrel, Stéphane Freis et Jacques Frantz.
La nouvelle pièce d'un auteur anglais qui met aux prises un couple londonien dont la vie est bouleversée par l'intrusion de deux Tchèques en exil. Drôle, grave, souvent passionnant.

Théâtre La Bruyère, 5, rue La Bruyère, 9e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-76-99. De 110 F à 190 F. Durée : 2 heures.

Gaudeamus (en russe)

de Lev Dodine,
d'après Sergueï Kalédine,
mise en scène
de Lev Dodine,
avec Oleg Dimitriev, Sergueï Karguine, Igor Koniaiev, Youri Kordonski, Natalia Kromina, Anton Kuznetzov, Igor Nikolaiev, Tatiana Olear, Andreï Rostovski, Artiem Tsipine, Dimitri Vitov, Igor Tchernevirch, Oleg Gaianov, Alexandre Kochkarev, Sergueï Kouritchev, Julia Moreva, Maria Nikiforova et A. Charogradski.
La vie de caserne, la brutalité, la fragilité des hommes entre eux. Chez les Russes comme partout.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mercredi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 h 45. Tél. : 48-31-11-45. Durée : 2 h 15. 95 F et 125 F.
Dernière représentation le 8 mars.

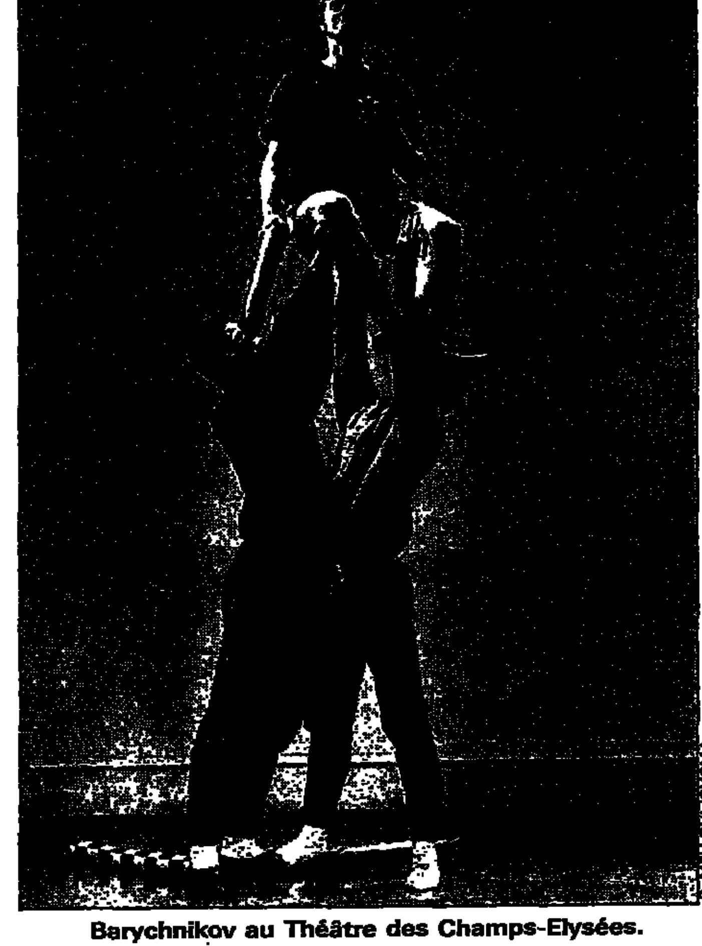
Maître Puntila et son valet Matti

de Bertolt Brecht,
mise en scène
de Marcel Maréchal,
avec Pierre Arditi, Marcel Maréchal, Annie Le Youdec, Angelo Bardi, Richard Guedj, Fabienne Perineau, Jean-Paul Bordes, Anna Kupfer, Michel Demiautte, Michèle Grellier, Claire Mirande, Olivier Picq, Mathias Maréchal, Luce Mélite, Jacques Angéniol, Mama Prassinos, Serge Pauthe et Nicolas Lartigue.
Le fameux rapport maître-valet, avec toute l'ambiguïté de Brecht et de ses ruses. Une histoire d'amitié impossible entre deux hommes, dont l'un voudrait être bon et l'autre généreux et qui tous les deux aimeraient oublier leur condition respective.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 3 heures. De 70 F à 140 F.

Opéra équestre

de Bartabas,
mise en scène
de l'auteur.
C'est bien d'un « opéra » dont il s'agit : des hommes et des femmes venus de mondes opposés communiquent par la musique. Et d'un opéra équestre, car bien entendu, chevaux et cavaliers tiennent les rôles principaux.


Barychnikov au Théâtre des Champs-Elysées.

Théâtre équestre Zingaro, 176, av. Jean-Jaurès, 93000 Aubervilliers. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 h 30. Tél. : 48-04-38-48. Durée : 2 h 30. De 110 F à 210 F.

Parades

de Jean Potocki,
mise en scène
de François Kergourlay
et Natasha Cashman,
avec Philippe Demarle, Guillaume Kergourlay, Marianne Merlo et Olivier Peigné.
Comme une revue qui date de deux siècles dans un français bizarre, brillant, exubérant.

Théâtre en actes, 112, rue Oberkampf, 11e. Du lundi au samedi à 21 heures. Tél. : 43-57-35-13.

Ruy Blas

de Victor Hugo,
mise en scène
de Georges Wilson,
avec Lambert Wilson, Jean-Claude Drouot, Etienne Chicot, Georges Riquier, Jean-Pierre Moreux, Eugène Berthier, Jean-Claude Balard, Jean-Michel Meunier, Michel Armin, Luc Delhumeau, Jacques Marchand, Florence Darel, Josiane Levêque, Laurence Griveau, Jane Villenet, Marc Kalfayan, Frédéric Mouthon et Pablo Vidal.
La fougue de la jeunesse et les délires de Hugo sont parfaitement restitués, avec l'innocence et la rouerie qui conviennent.

Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10e. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée samedi à 15 heures. Tél. : 46-07-34-50. De 60 F à 130 F.

Un soir au bout du monde

de Tom Novembre
et CharlElie Couture,
mise en scène
de Pierre-Loup Rajot,
avec Tom Novembre et Jerry Lipkins (au piano).
Dans un hall d'hôtel provincial, des personnages vont, viennent, reviennent. Ils sont drôles, ridicules, justes, ils ont tous la silhouette dégingandée de Tom Novembre et sa voix de bronze.

Théâtre Grévin, 10, bd Montmartre, 9e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-46-84-47. Durée : 2 heures. De 120 F à 160 F.

Vassa Geleznova

de Maxime Gorki,
mise en scène
d'Anna-Marie Lazarini,
avec Viviane Théophilidès, Jacques Bondoux, Xavier Bouvier, Rémy Cordonnier, Silvia Cordonnier, Corinne Darmon, Eva Dewel, Frédérique Lazarini et Geneviève Yeuillaz.
Portrait de deux femmes russes, face à la révolution, face aux bouleversements du monde, des idées, des valeurs, de la famille.

Artistic-Athévains, 45 bis, rue Richard-Lenoir, 11e. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, les samedi et dimanche à 16 heures. Tél. : 48-06-36-02. Durée : 1 h 45. De 70 F à 150 F.

La Vie de Galilée

de Bertolt Brecht,
mise en scène
d'Antoine Vitez,
avec François Beaulieu, Jacques Sereys, Roland Bertin, Claude Mathieu, Marcel Bozonnet, Martine Chevallier, Jean-Yves Dubois, Michel Favory, Louis Arbessier, Dominique Liquière, Pierre Vial, Valérie Dréville, Jean-Pierre Michaël, Eric Frey, Christian Blanc, Philippe Torreton, Jean Dautremay et Igor Tyczka.
C'est la dernière mise en scène d'Antoine Vitez à la Comédie-Française, au moment où il commençait à prendre totalement la mesure et la maîtrise de la maison, des comédiens. Et Roland Bertin dans le rôle-titre est superbe.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1er. Les mardi, mercredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 200 F.

Le Vieil Hiver, fragile forêt

de Roger Planchon,
mise en scène
de l'auteur,
avec Maurice Barrier, Marco Bisson, Eva Darlan, Philippe Delaigue, Colette Dompietrini, Jean-Pol Dubois, Vincent Garanger, Michèle Goddet, Paolo Graziosi, Gérard Guillaumat, Laure Marsac, Roger Planchon, Aurélien Recoing, Régis Royer et Véronique Silver.
Une guerre de religion qui n'en finit pas, des héros fatigués, des humains désespérés, deux pièces « élisabéthaines » de Roger Planchon, en alternance.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-43-60. De 110 F à 220 F.

Régions

Strasbourg

Feydeau and Co.

d'après Georges Feydeau,
mise en scène
d'Yves Reynaud,
avec Francis Freyburger, Gisèle Joly, Martine Schumacher, Françoise Ulrich et Nadine Zadi.
Feydeau, maître de la farce cruelle, du rire explosif, du comique corrosif.

Le Maillon, 13, place André-Maurois, 67000 Strasbourg. Les lundi et mardi à 20 h 30. Tél. : 88-27-61-81. 80 F et 100 F.

Marseille

Les Frères Zénith

de Jérôme Deschamps,
mise en scène
de Macha Makeieff
et Jérôme Deschamps,
avec Jean-Marc Bihour, Jérôme Deschamps, Philippe Duquesne, François Morel et Philippe Rouèche.
Les Frères Zénith, ces drôles de faux abrutis silencieux, cousins de la famille Deschiens avec leurs drôles de machines.

La Criée, 30, quai de Rive-Neuve, 13000 Marseille. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 91-54-70-54. 80 F et 120 F.

Angers

Le Pain dur

de Paul Claudel,
mise en scène
de Claude Yersin,
avec Victor Garrivier, Catherine Gandois, Catherine Rétoré, Daniel Briquet, Yves Kerboul et Patrice Leroy.
Il semble bien que le lyrisme de Claudel, la richesse de son langage, ses contradictions, tentent à nouveau metteurs en scène et comédiens.

Nouveau Théâtre d'Angers, 12, place Imbach, 49000 Angers. Le samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 41-87-80-80.

Villeurbanne

Pandora

de Jean-Christophe Bailly,
mise en scène
de Georges Lavaudant.
Georges Lavaudant retrouve son auteur Jean-Christophe Bailly pour une histoire à la fois contemporaine et mythique. Pandora et sa boîte qui renferme tous les maux de l'humanité. Cette boîte qu'un homme va ouvrir...

Théâtre national populaire, 8, place Lazare-Goujon, 69000 Villeurbanne. Les lundi et mardi à 20 h 30. Tél. : 78-03-30-50. 120 F et 140 F.

Grenoble

La Rose tatouée

de Tennessee Williams,
mise en scène
d'Yvon Chaix,
avec Eléna Pastore, Emmanuele Amiell, Josiane Carle, Philippe Millat-Carus, Thierry Blanc, Annie Semavoine, Hélène Né, Léo Ferber, Claire Boge, Pierre David-Cavza, Monique Roussel, Claudie Obin et Marie-Françoise Beaupied.
Les étouffements du puritanisme, des rêves avortés, et l'hystérie qui s'ensuit. C'est tout Tennessee Williams.

Le Rio, 37, rue Servan, 38000 Grenoble. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 76-44-70-11. 70 F et 100 F.

Dijon

La Seconde Surprise de l'amour

de Marivaux,
mise en scène
de Gilles Bouillon,
avec Pascal Siméon, Pierre-Alain Chapuis, Philippe Carbonneaux, Véronique Müller, Gérard Cherqui et Gérard Hardy.
Marivaux est sans doute l'inventeur des « je t'aime moi non plus ». Il en est en tout cas le plus subtil des orfèvres. Le spectacle se donne également à Alençon le 5 mars.

Théâtre du parvis Saint-Jean, rue Monge, 21000 Dijon. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 80-30-12-12. Durée : 1 h 40. 95 F et 105 F.

La sélection « Théâtre » a été établie par Colette Godard.

DANSE

Mikhail Barychnikov

The Wight Oak Project
Estimant que c'est dans la danse contemporaine qu'« *il se passe dorénavant des choses* » et qu'il a dépassé l'âge des prouesses athlétiques exigées par le classique, « Micha » a trié sur le volet une douzaine de danseurs et met sa fougue au service des créateurs d'aujourd'hui. Tous américains, pour le moment : *Paul Taylor, David Gordon* (une création mondiale chacun), Martha Clarke, Jane Dundley, Martha Graham, Lar Lubovitch, Meredith Monk et Mark Morris. Trois programmes, donnés chacun deux fois.

Théâtre des Champs-Elysées, les 5, 6, 7, 10, 11, 12 mars, à 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 90 F à 400F.

Les Jaloux de la danse

Quatre pièces courtes
Quatre jeunes chorégraphes qui n'ont pas la chance d'être tirés par une locomotive telle que Barychnikov, mais qui veulent leur place au soleil. A découvrir : *Chants d'encre* de Nathalie Collantes, *Upim de Catherine Bezeix* et Gilles Mussard, *En marche arrière* de Catherine Berbessou et *Je peux faire le pire, le retour* d'Ami Garmon.

« Dix-huit Théâtre », les 5, 6, 7, à 20 h 30. Tél. : 42-26-47-47. 100 F.

Les Ballets de Bali

Les habitants du village de Sebatu sont réputés pour conserver les traditions chorégraphiques et musicales les plus pures. A voir, avant qu'elles ne s'évanouissent comme tant d'autres...

Opéra de Paris-Garnier, les 4, 5, 6, 7, à 19 h 30 ; le 8 à 14 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 240 F.

Angers

Tauride

Une création de Catherine Diverrès, inspirée par la tragédie grecque. Elle convoque douze danseurs, une musique de Fred Writh, une scénographie de Jean Haas. « *Je crois que nous n'avons jamais travaillé d'une façon aussi violente* », dit la chorégraphe, qui n'est, pourtant, pas « frileuse ».

Théâtre municipal, les 5, 6, 7, à 20 h 30. Tél. : 41-86-99-99. De 50 à 95 F.

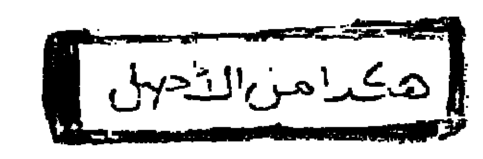
Grenoble

William Forsythe

Le grand Billy, ses superbes mutants et ses œuvres ravageuses : *The Second Detail, The Vile Parody of Address* et *New Sleep*. Oui, la danse classique peut être moderne. Tout le monde n'en est pas persuadé. Le débat animé par Brigitte Hernandez, le 3 à 18 h 30, sera sûrement passionné et devrait faire le point sur ce tumultueux créateur.

Le Cargo, le 5, à 19 h 30 ; le 6, à 20 h 30. Tél. : 76-51-33-71. 110 F.

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac.



ÉLECTION DE LA SEMAINE

MUSIQUE

Paris

Mercredi 4 mars

Wagner

L'Or du Rhin

James Morris (baryton),
Graham Clarke,
Uwe Pepper,
James Anderson (ténors),
Ekkehard Wlashiha,
Michael Ebbecke,
Matthias Hölle,
Philip Kang (basses),
Hanna Schwarz,
Jadwiga Rappé (mezzo-sopranos),
Eva Johansson (soprano),
Orchestre philharmonique de Radio-France,
Marek Janowski (direction).

Janowski remet une fois de plus le *Ring* sur le métier. Sa direction a été aussi souvent fêtée que la remarquable prestation de l'Orchestre philharmonique a été soulignée. La distribution qu'il a réunie est de haut vol. Le 7 mars, *la Walkyrie* ; le 10, *Siegfried* ; le 12, *le Crépuscule des dieux*.

Salle Pleyel, 20 heures. Tél. : 45-63-88-73. De 50 F à 450 F.

R. Strauss

Elektra

Gabriele Schnaut,
Karen Huffstodt (sopranos),
Philippe Rouillon (baryton),
Jean Dupouy (ténor),
Helga Dernesch (mezzo-soprano),
Alain Duverry (basse),
Orchestre et chœurs de l'Opéra de Paris,
Michael Schönwandt (direction),
David Pountney (mise en scène).

Entrée à la Bastille de l'opéra le plus audacieux de Richard Strauss. L'occasion pour quelques chanteuses de s'affronter dans des joutes vocales qui glacent les sangs.

Opéra de la Bastille, 19 h 30 (+ le 7). Tél. : 44-73-13-00. De 50 F à 560 F.

Messiaen

Quatuor pour la fin du temps

Schubert

Quatuor à cordes n° 15

Gidon Kremer,
Annette Bik (violons),
Catherine Metz (alto),
Clemens Hagen (violoncelle),
Sabine Meyer (clarinette),
Oleg Maisenberg (piano).

La fine fleur du Festival de Lockenhaus en tournée.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. Location Fnac, Virgin. De 120 F à 270 F.

Jeudi 5

Varèse

Ecuatorial
Offrandes, Densité 21,5
Nocturnal
Déserts

Bartok

Le Prince de bois

Phyllis Bryn-Julson (soprano),
Philippe Pierlot (flûte),
Chœur de Radio-France,
Orchestre national de France,
Kent Nagano (direction).

Lors de sa création, au Théâtre des Champs-Elysées, en décembre 1954, sous la direction de Scherchen, *Déserts*, de Varèse, fut l'objet d'un grand scandale dont les archives de l'INA conservent le souvenir. Varèse est aujourd'hui un grand classique, aimé de loin toutefois. Dans la mesure où l'on est fréquemment obligé de lui rendre hommage...

Maison de Radio-France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16. 105 F.

Hindemith

Der Schwanendreher, Concerto pour alto et petit orchestre sur d'anciens chants populaires

Roque-Alsina

Symphonie n° 2, création

Beethoven

Concerto pour piano et orchestre n° 4

Ana Bela Chaves (alto),
Carlos Roque-Alsina (piano),
Orchestre de Paris,
Semyon Bychkov (direction).

Lui-même altiste, Paul Hindemith a composé des œuvres dans lesquelles il mettait en valeur cet instrument. Ce concerto créé en 1935, à Amsterdam, par le compositeur et Willem Mengelberg, utilise des vieilles chansons populaires comme thèmes de chacun de ses trois mouvements. Ana Bela Chaves, alto solo de l'Orchestre de Paris, remarquable musicienne et instrumentiste, en sera la soliste. En création, la *Symphonie n° 2* de Carlos Roque-Alsina.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 195 F.

Berlioz

Ouverture de Benvenuto Cellini
Air de Roméo et Juliette
Air de Béatrice et Bénédict

R. Strauss

Till Eulenspiegel

Kathleen Battle (soprano),
Orchestre de l'Opéra de Paris,
Myung-Whun Chung (direction).

Les couleurs scintillantes de l'Orchestre de l'Opéra-Bastille, la précision avec laquelle Chung le dirige, l'élégance de ses lectures, leur sveltesse devraient faire merveille dans ces œuvres. Et pour ce qui est de l'élégance, Kathleen Battle n'est jamais en reste.

Opéra-Bastille, 20 heures (+ le 6). Tél. : 44-73-13-00. De 40 F à 220 F.

Dimanche 8

Brahms

Sonate pour violoncelle et piano n° 2

Dutilleux

Trois strophes sur le nom de Sacher

Debussy

Sonate pour violoncelle et piano

Messiaen

Catalogue d'oiseaux pour piano : le Courlis cendré

Anne Gastinel (violoncelle),
Véronique Pelissero (piano).

Après une légère éclipse, l'école française de violoncelle qui domina le monde musical durant près d'un siècle renaît. Anne Gastinel est l'un de ses plus brillants représentants, récompensé comme telle dans les grandes compétitions internationales.

Salle Gaveau, 11 heures. Tél. : 49-53-05-07. De 75 F à 90 F.

Lundi 9

Bouzignac

Ecce festivitas amoris
Salve jesu piisime
Jubilate Deo

Moulinié

Veni Sponsa mea
Litanies à la vierge

Charpentier

Reniement de saint Pierre, pour solistes, chœur et basse continue
Extraits de Circé
Intermède du Mariage forcé
Les Arts florissants, 2e scène

Lambert

Mélodies

Véronique Gens,
Noémi Rime (sopranos),
Gérard Lesne (haute-contre),
Jean-Paul Fouchécourt (ténor),
Michel Laplenie,
Jean-François Gardeil (basses),
Elisabeth Matiffa (viole de gambe),
William Christie (clavecin, orgue et direction).

Il y a au moins deux bonnes raisons de se rendre à l'Opéra-Comique le 9 mars : écouter de belles et rares pièces par un ensemble et des solistes dont l'art convient parfaitement à ce répertoire et faire une bonne action. L'intégralité de la recette sera versée à l'association AIDS.

Opéra-Comique. Salle Favart, 19 h 30. Tél. : 42-86-88-83. De 50 F à 250 F.

Régions

Béziers

Boëly

Caprices op. 2

Franck

Prélude, aria et finale pour piano

Chopin

Barcarolle op. 60
Quatre mazurkas op. 41

Mendelssohn

Andante et rondo capriccioso pour piano

Liszt

Etudes d'exécution transcendante n° 1, 2, 3 et 4

Jean-Claude Pennetier (piano).

De Boëly (grand admirateur de Bach), compositeur néo-classique en plein romantisme aux transcendantes de Liszt, en passant par Franck, Chopin et Mendelssohn : Jean-Claude Pennetier ne choisit pas la voie la plus facile pour ce concert biterrois. Mais l'on sait bien ce dont il est capable.

Le 4, Théâtre municipal, 20 h 30. Tél. : 67-28-40-75. De 80 F à 120 F.

Toulouse

Bach

Sonate pour violon BWV 1001
Toccata et fugue pour orgue BWV 565
Prélude et fugue pour orgue BWV 539
Sonate en trio pour orgue BWV 527
Concerto pour flûte, violon et clavecin BWV 1044

Jan-Willem Jansen (orgue et clavecin),
Jaap Schroeder (violon),
Maria Tecla Andreotti (flûte),
Ensemble baroque de Limoges,
Christophe Coin (direction).

Jan Willem Jansen dirige le département de musique ancienne du Conservatoire de Toulouse, l'un des meilleurs que l'on puisse trouver en France. Il est organiste et claveciniste auteur d'un disque admirable disparu depuis longtemps du catalogue Harmonia Mundi. Pour ce concert, il s'est entouré d'une équipe magnifique.

Le 4. Musée des Augustins, 20 h 30. Tél. : 61-23-55-07. 100 F.

Tourcoing

Rossini

Cyrus à Babylone

Claire Brua (mezzo-soprano),
Danielle Borst (soprano),
Bruce Brewer (ténor),
Jérôme Correas (baryton),
La Grande Ecurie et la Chambre du roy,
Jean-Claude Malgoire (direction).

Coup d'envoi des Semaines lyriques de Tourcoing, cet opéra de Rossini est donné pour la première fois en France. La distribution est de grande tenue. Rossini considérait que cet opéra était un échec, en partie à cause d'un livret « *assez mauvais et plein de banalités* ».

Le 8. Eglise Notre-Dame-des-Anges, 16 heures. Tél. : 20-26-66-03. 150 F.

Jazz

Le Quartette de François Jeanneau

La Villa est accueillante, certains soirs bondée. Le Quartette de Jeanneau est bien équilibré (important, l'équilibre intérieur, secret, d'un groupe), mobile. Soirée dans le genre des assurances tous risques.

Du 4 au 7. La Villa, 22 h 30. Tél. : 43-26-60-00.

Shirley Horn
Abbey Lincoln

Femmes qui chantent, restées discrètement dans l'ombre des plus connues, et pour autant jamais ignorées des musiciens qu'elles séduisent, qu'elles invitent, qu'elles accrochent. Toutes deux, Shirley Horne (le 7 mars), Abbey Lincoln (le 10), font comme une seconde carrière qui a toutes les allures d'une première. C'est-à-dire qu'à force, on leur prête attention. Pas les accompagnateurs, les leaders ou les amateurs : le plus important, le public.

Le 7 et le 10. Auditorium des Halles, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 195 F.

Martial Solal
Toots Thielemans
Richard Galliano

Instrumentation déroutante (l'harmonica de Toots Thielemans et l'accordéon de Richard Galliano sont traités avec la même saveur que le piano de Martial Solal), celle-ci n'a que l'intérêt d'être employée à l'art des heurts, des relances et des rencontres. Le tiercé se joue gagnant. Spécialement recommandé à ceux qui ont une idée du jazz.

Le 10. Petit Journal Montparnasse, 21 heures. Tél. : 43-21-56-70.

Festivals

Grenoble Jazz Festival

C'est la vingtième édition du grand festival de l'hiver. Les dix-neuf précédentes étant toujours pléthoriques, aucune raison que Grenoble réduise cette année ses ambitions. Sa personnalité s'affirme encore. Le Grenoble Jazz Festival reste, comme Nancy à l'automne, encyclopédique et novateur. Une série de luxe à 18 h 30, des expositions, un cycle piano solo, des percées extra-muros et les grands concerts du soir se succèdent du 5 au 13 mars. En ouverture, carte blanche à Terje Rypdal (*Déjà vu*, une création avec l'orchestre des Pays de Savoie), avec John Surman, Barre Phillips et Pierre Favre. Vu le plateau, tout est possible. Le lendemain, 6 mars, Abbey Lincoln – incontestablement suivie le 7 de Barbara Dennerlein (orgue Hammond) en tête-à-tête avec Ray Anderson (soit du bizarre à l'horizon), Ricky Ford, et les père et fils Petrucciani, etc.

Du 5 au 14 mars. Renseignements, tél. : 76-51-65-32.

Uzeste

Le Printemps de l'Estam

Ouverture avec *la Leçon de musique*, à 22 heures, parce qu'elle suit un vin d'honneur (vidéo concert) et un repas gascon : Jacques Di Donato. A 23 h 30 (donc : vers 24 heures), champagne et gâteau géant (M. St Pé) pour « les quatre-vingts ans en musique du Père Lubat ». A 0 heure (donc : plus tard), *Swing Dancing Express* par le Freedom Jazz'cogne Base Band de la Compagnie Lubat. Le lendemain, rebelote (côté apéros et repas), récital Marc Perrone, Pinhadars, rondos et mazurkas. Uzeste se réinvente, c'est le printemps, avec ses peintres vidéastes, ses artificiers, ses « *circuits vidéos vidéastes interactifs actants* » (selon l'inénarrable patois moderne du lieu) et un peu plus de musique qu'ailleurs. Signé, non pas Furax mais presque : Bernard Lubat.

Les 6 et 7 mars. Renseignements, tél. : 56-25-38-46.

Rock

Brendan Croker

Brendan Croker est anglais mais ce n'est pas de sa faute. Il fait tout pour lutter contre ce handicap et finalement, on pourrait presque le prendre pour un Américain, tant il maîtrise avec élégance le blues et le country (il a fait partie des Notting Hillbillies emmenés par Mark Knopfler).

Le 4. Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Little Village

Même si leur récent album déçoit, il faudrait être très malade pour rater le passage parisien de ce supergroupe (vous souvient-il des supergroupes, de Blind Faith ou de West Bruce and Laing ? aujourd'hui, le concept s'est affiné, la preuve en est l'existence de *Little Village*). Une bonne raison parmi cent d'aller voir le quatuor : si ça se trouve c'est la première fois que Jim Keltner bat sur une scène parisienne.

Le 6. La Cigale, 20 heures. Tél. : 42-23-38-00. 165 F.

Lou Reed

On peut s'extasier sur la rigueur de la démarche, sur le sérieux de l'événement. On peut aussi apprécier un excellent groupe jouant des compositions plus que dignes d'intérêt. On peut, si l'on se sent d'humeur rebelle et enclin à dégonfler l'ego de Lou Reed, qui, sur scène en tout cas, ressemble de plus en plus au Hindenburg, reprendre le vieux refrain de Vian : « *On n'est pas là pour se faire engueuler* ».

Le 8. Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 60 F à 350 F.

Tournées

Doctor Feelgood

Rhythm'n'blues artisanal qui ne souffre que d'un défaut. En des temps anciens, le groupe était emmené par Wilko Johnson et planait au-dessus du marais. Une fois ce souvenir occulté, on peut se contenter des plaisirs simples que procure le docteur.

Le 10 mars, Paris, Elysée-Montmartre, 19 h 30, 130 F. Le 11, Joué-lès-Tours, M. J. C., 21 heures, 70 F et 90 F. Le 12, Nantes, l'Olympic Cinéma, 20 heures, 90 F.

Festivals

Montpellier : l'état du rock

Des colloques, une réflexion certainement douloureuse sur une scène qui connaît ces temps-ci un certain désarroi, mais aussi, heureusement des concerts. Le 5 : les groupes du label angevin Black et Noir (Deity Guns, Mad Monster Party, Dirty Hands) ceux de Squatt faux label alternatif de la vraie major Sony Music (Wroomble Experience, Les Maracas, Jad Wio). Et puis Dazibao, vieux groupe plutôt en forme ces temps-ci, Pigalle, Dominic Sonic, la Souris déglinguée (le 7, au Zénith) du *deathmetal* (le 7, à Palavas-les-Flots) le genre de musique dont on dit « *il n'est pire sourd que celui qui va l'entendre* ». Et le dimanche, du rap-raggamuffin avec les Little et Raggadub Force.

Du 5 au 8 mars, à Montpellier. Renseignements, tel. : 67-58-89-15. Concerts de 50 F à 80 F

Chanson

Jean-Pierre Kalfon
Black Minestrone

Kalfon en rocker débridé avec son Black Minestrone, heureux en chanteur, crooner broussailleux et voix engagée sans obligations formelles. En attendant le Printemps de Bourges, le bon chic parisien en décalage dans une petite salle courageuse.

Du 4 au 7. Sentier des Halles, 22 h 30. Tél. : 42-36-37-27.

Tournées

Jacques Higelin

Le Rex n'a pas désempli, même si les changements de temps et de mœurs ne permettent plus vraiment le tutoiement forcé du public. Avec les cinq Zap Mama, jeunes filles parfaitement métisses, Higelin s'en donne à cœur joie pendant des heures. Sachant prendre des risques, le magicien crée la magie et l'univers qui s'ensuit : petites étoiles (la comédie musicale), grandes voix (les Zap) et ravissement musical (les nouvelles chansons d'Higelin).

Le 9 mars, Lyon, Halle Tony-Garnier, 20 h 30, 170 F. Le 10, Mulhouse, Palais des Sports, 20 h 30, 17 0F. Le 11, Dijon, Palais des Sports, 20 h 30, 168 F. Le 12, Neuchâtel, Patinoire du littoral.

Chanson plus bifluorée

Ils courent, ils courent, les futés. De *l'Internationale*, version pot-pourri, aux classiques de la chanson française reformulés, les farceurs doués et drôles de Chanson plus (une guitare et quatre voix a capella) écument la France pour imposer leur humour, leurs voix (du Gard).

Le 6 mars, Grenoble, Théâtre municipal. Le 7, Bessèges, salle du Casino. Le 10, Saint-Gervais, Théâtre Montjoie. Le 12, Villefranche-sur-Saône, Théâtre municipal.

Musique du monde

Mônica Passos

Attention, dernière chance. Mônica Passos joue les prolongations. Drôle, diva abusive née dans les *ecès* de la mégalopole de Sao-Paulo, cette Brésilienne convertie à l'Europe retrouve l'ambiance de l'underground paulista, le sentiment mystique de Milton Nascimento, le timbre d'Elis Regina. Entre deux chansons, elle raconte des histoires, imite tout le monde, et l'on rit énormément.

Du 4 au 7. Café de la danse, 20 h 30. Tél. : 42-97-41-65. De 100 F à 120 F.

Cuarteto Cedron

Tango recherché, musique intime de l'âme argentine, le Cuarteto Cedron continue de puiser dans l'immense patrimoine des bords du rio de la Plata. Complices heureux en poésie et excellents musiciens, le Cuarteto Cedron a amené pour cette fois des danseurs sur scène.

Les 4, 5, 6, 7 et 10. Espace Hérault, 20 h 30. Tél. : 46-33-00-56. De 80 F à 100 F.

Chikuzan Takahashi

Trois cordes de soie et un manche effilé, le *shamisen* se joue avec un plectre d'ivoire. Chikuzan Takahashi est, à plus de quatre-vingts ans, le maître incontesté du *tsugaru shamisen* (de l'île de Honshu). Incantatoire, délicat et perlé, le style du vieux maître joue sur l'improvisation et la dynamique.

Le 7. Théâtre de la Ville, 18 heures. Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

La sélection « Classique » a été établie par Alain Lompech.
« Jazz » : Francis Marmande.
« Rock » : Thomas Sotinel.
« Chanson » et « Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

ARTS

Nouvelle exposition

Richard Parkes Bonington

Passant le Channel en 1817, Richard Parkes Bonington fut l'élève de Louis Francia à Calais, puis du Baron Gros à Paris. Après quoi il se voua au paysage, à la poétique des ruines des abbayes normandes et plus généralement au pittoresque, dans l'ancienne France, à Londres (avec Delacroix) ou à Venise. Il mourut à vingt-six ans, sans avoir pu réaliser son rêve de grande peinture d'histoire.

Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill, Paris-8e. Tél. : 42-65-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Du 6 mars au 17 mai. 35 F.

Paris

Ateliers 92

Quoi de neuf, si neuf il y a, du côté de la jeune génération opérant en France? Avec ses vingt et un artistes triés sur le volet (des écoles d'art), « Ateliers 92 » peut en partie répondre à la question. En réservant deux ou trois bonnes surprises.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris-16e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 15 mars. 15 F.

Collection Caisse des dépôts

La Caisse des dépôts ouvre, rue Jacob, un lieu pour y présenter la collection d'art contemporain qu'elle a entrepris de constituer il y a trois ans. Ce premier accrochage propose des œuvres de Bertrand, Boltanski, Frize, IFP, Lavier, Leccia, Rutault, Toroni, Tosani et Vilmouth.

Caisse des dépôts et consignations, 56, rue Jacob, Paris-6e. Tél. : 40-49-94-63. Tous les jours sauf samedi, dimanche et lundi de 12 heures à 17 heures. Jusqu'au 30 mai.

Alberto Giacometti

Revoir, ou découvrir le sculpteur, le dessinateur, le peintre et son vertige face à la figure humaine, qui lui échappe, qu'il tente d'approcher, de cerner. Une grande rétrospective réunissant plus de trois cents œuvres depuis les essais de jeunesse , à Stampa, jusqu'aux portraits d'Annette ou de Diego.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris-16e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Sam. et dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 22 mars. 40 F.

Louis I. Kahn

Des ronds, des carrés, des triangles, des doubles peaux de béton, des pièges à lumière : l'architecture de Louis Kahn s'expose au cinquième étage du Centre Pompidou dans une mise en scène d'Arata Isozaki. L'occasion de découvrir l'œuvre de cet Américain méconnu en Europe.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris-4e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 4 mai.

Concours d'affiches vers 1900

En 1903, la marque Byrrh organise un grand concours d'affiches pour célébrer la gloire de son apéritif. Mais c'est la fin de l'affichomanie et les trouvailles de Gus Boaf, Vallotton ou Maurice Denis resteront dans les cartons. Que l'on vient de retrouver dans un grenier de l'usine Byrrh à Thuir.

Musée de la publicité, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris-1er. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 mai.

Les Lautrec de Lautrec

Lautrec lithographe et affichiste en deux cent cinquante-trois numéros, du café-concert au champ de courses, en passant par le bordel : c'est plus qu'un complément à l'exposition du Grand Palais. Les œuvres sont extraites du fonds conservé à la BN, en particulier du don que la comtesse de Toulouse-Lautrec avait fait en *1902*, peu de temps après la mort de son fils.

Bibliothèque nationale, galeries Mansart et Mazarine, 1, rue Vivienne, Paris-2e. Tél. : 47-03-81-10. Tous les jours de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 31 mai. 30 F, 20 F pour les porteurs d'un billet du Grand Palais.

Photographie et sculpture

D'Hippolyte Bayard aux icônes modernes de Georges Rousse et Pascal Kern, sous forme de statuette, bas-relief, buste, installation ou corps humain, qu'il s'agisse d'organiser des effets de lumière, d'agencer l'espace, de valoriser la matière ou de décalquer le réel, la sculpture décline ses facettes et acquiert une autre dimension par l'image fixe.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris-16e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 6 avril. 25 F (entrée du musée).

Georges Rouault

S'il est un peintre expressionniste français, c'est bien Rouault dans la première décennie du siècle, lorsqu'il peint prostituées, juges et figures de cirque avec férocité. Pour illustrer ces débuts mal connus – à tort – de l'artiste, une centaine de peintures, aquarelles, encres et céramiques ont été rassemblées.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris-4e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 4 mai. 32 F.

Claude Rutault

Depuis 1973 et sa première *Toile tendue sur châssis, peinte de la même couleur que le mur sur lequel elle est accrochée*, le parcours d'un artiste qui pose encore et toujours la question du non-peint. Pour compléter le tableau, le Musée de Grenoble l'expose aussi.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris-4e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 12 avril. 16 F.
Egalement au Musée de Grenoble, place de Verdun, 38000. Tél. : 76-54-09-82. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 mars.

Robert Ryman

Des tableaux que l'on dit blancs, dont le potentiel coloré et la picturalité ne sauraient échapper à qui les regarde longuement. Sur les murs blancs d'un nouvel espace pour l'art contemporain, dont le cinéaste Claude Berri est le patron. Pas mal pour un début.

Renn Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille, Paris-7e. Tél. : 42-60-22-99. Tous les jours sauf dimanche, lundi, mardi de 12 heures à 17 heures, samedi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 juin.

Saga

C'est la FIAC de la gravure et des éditions d'œuvres originales à tirage limité. Mais cette année, pour sa sixième édition, le SAGA s'ouvre aux œuvres uniques sur papier, autrement dit au dessin. Et rend hommage à Bonnard lithographe et illustrateur.

Grand Palais, nef, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris-8e. Tél. : 42-25-99-00. Tous les jours de 12 heures à 19 h 30, samedi, dimanche de 10 heures à 19 h 30, vendredi nocturne jusqu'à 23 heures. Jusqu'au 9 mars. 50 F.

Souvenirs de voyages

En une centaine de documents illustrés, les notes et les impressions enregistrées ici et là, ou là-bas, par Delacroix, Chassériau, Corot, Boudin, Gauguin, Redon et quelques autres voyageurs.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaujard - côté jardin des Tuileries, Paris-1er. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15. Jusqu'au 18 mai. 31 F (prix d'entrée du musée).

Toulouse-Lautrec

De tous les artistes célèbres de la fin du dix-neuvième siècle, Toulouse-Lautrec était un des derniers à ne pas avoir eu droit, depuis longtemps, à une grande rétrospective. Il ne perdait rien pour attendre : Tous les médias s'en mêlant, l'exposition – 200 peintures, gravures, dessins et affiches – aura, à n'en pas douter, un succès monstre.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris-8e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Réserv. billets au 48.04.38.86 (de 11 heures à 18 heures), par minitel 3615 Lautrec et Fnac. Jusqu'au 1er juin. 50 F.

Galeries

Hommage à Germaine Richier

Cela doit faire près de trente ans qu'il n'y a pas eu d'exposition Germaine Richier à Paris. Soit presque depuis la mort du sculpteur de *l'Araignée*, de *l'Ogre*, de *l'Hydre* et nombre d'autres êtres fantasmatiques, au corps en lambeaux. L'hommage est donc bienvenu.

Galerie Odermatt-Cazeau, 85 bis, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8e. Tél. : 42-66-92-58. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 18 avril.

Alfonso Ossorio

Artiste singulier originaire des Philippines, qui compta parmi ses amis Pollock et Dubuffet, Alfonso Ossorio (1916-1990) aura véhiculé une part de l'héritage surréaliste et travaillé avec ferveur et mysticisme à des assemblages de papiers déchirés, qu'il nourrissait à la cire avant d'y jeter ses dessins quasi automatiques.

Galerie Zabriskie, 37, rue Quincampoix, Paris-4e. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 11 avril.

Jan Saudek

Longtemps dénoncé comme pornographe dans son pays, Jan Saudek, le plus grand photographe tchécoslovaque, est aujourd'hui exposé, publié, célébré dans le monde entier. Ses travaux récents ont toujours un goût de soufre, au service d'une vision baroque et lyrique du monde.

Galerie Thierry Salvador, 6, avenue Delcassé, Paris-8e. Tél. : 45-62-36-59. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 27 mars.

Daniel Tremblay

Malgré sa brève carrière au début des années 80, Daniel Tremblay aura laissé quelques œuvres dont on se souvient : un rien naïves, mais non sans poésie. Par exemple, des têtes dans les étoiles et des croissants de lune tombés des nues dans du gazon en matière plastique.

Galerie Farideh-Cadot, 77, rue des Archives, Paris-3e. Tél. : 42-78-08-36. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 mars.

Rencontre Hans Hartung et Julio Gonzalez, 1935-1952

Une quantité de dessins parfois inédits, des peintures et des sculptures évoquent la rencontre amicale et les échanges entre le sculpteur d'origine espagnole et le jeune peintre allemand. Qui, dans les parenthèses de la guerre, ont travaillé côte à côte. Un musée n'aurait pas fait mieux.

Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie, Paris-4e. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures et lundi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 14 mars.

Zao Wou-Ki

Aux confins de l'Extrême-Orient et de l'Occident, les paysages abstraits d'ombres éclaboussées de lumière d'un peintre passé maître dans l'art de faire de la tache un événement atmosphérique. Artcurial propose un choix de peintures depuis la fin des années 70, Marwan Hoss, vingt-sept encres récentes.

Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, Paris-1er. Tél. : 42-96-37-96. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30, samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 17 avril.
Galerie Artcurial, 9, avenue Matignon, Paris-8e. Tél. : 42-99-16-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 28 mars.

Régions

Calais

Richard Wilson

Un artiste anglais qui, par le biais d'installations d'éléments d'architecture : faux planchers, faux plafonds, fenêtres, balustrades et miroirs, joue du reflet, fait illusion, se plaît à perturber systématiquement l'espace des expositions.

Galerie de l'Ancienne Poste, 13, boulevard Gambetta, 62103. Tél. : 21-36-67-14. Tous les jours de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 mars.

La Roche-sur-Yon

Paul-Armand Gette

Peu d'artistes ont la finesse et l'élégance de Paul-Armand Gette, observateur minutieux de choses et d'autres, qui glisse un œil sur la bordure d'un chemin, la lisière d'une robe, ou l'ourlet d'une rose, en amateur de Monet jardinier et de Lewis Carroll.

Musée municipal, rue Jean-Jaurès, 85000. Tél. : 51-05-54-23. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 18 avril.

Le Cateau-Cambrésis

De Matisse à aujourd'hui

Treize des trente musées du Nord-Pas-de-Calais possèdent des sculptures du vingtième siècle, de Matisse, Maillol et Laurens à Dodeigne et Flanagan. Les meilleures sont réunies, associées à des œuvres du Fonds régional d'art contemporain, au Musée du Cateau-Cambrésis et au Musée de Cambrai (pour les plus récentes).

Musée Matisse, palais Fénelon, 59360. Tél. : 27-84-13-15. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 26 avril.

Villeneuve-d'Ascq

Yvon Lambert collectionne

Yvon Lambert a été un des premiers à défendre les artistes conceptuels et minimalistes : Carl André, Sol LeWitt, Robert Ryman notamment ; et à exposer le Land Art, et Buren, et Toroni, et Dezeuze, et bien d'autres, dont Combas et Barcelo ; et à aimer très fort l'œuvre de Cy Twombly. Sa collection personnelle, présentée simultanément au musée de Villeneuve d'Ascq et au musée de Tourcoing, est à l'image des engagements du galeriste.

Musée d'Art moderne, 1, allée du Musée, 59660. Tél. : 20-05-42-46. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 avril.

La sélection « Arts » a été réalisée par Geneviève Breerette. « Architecture » : Frédéric Edelmann. « Photo » : Michel Guerrin.

Santé de la planète, santé des hommes

Lire page 8 l'article de JEAN-YVES NAU

